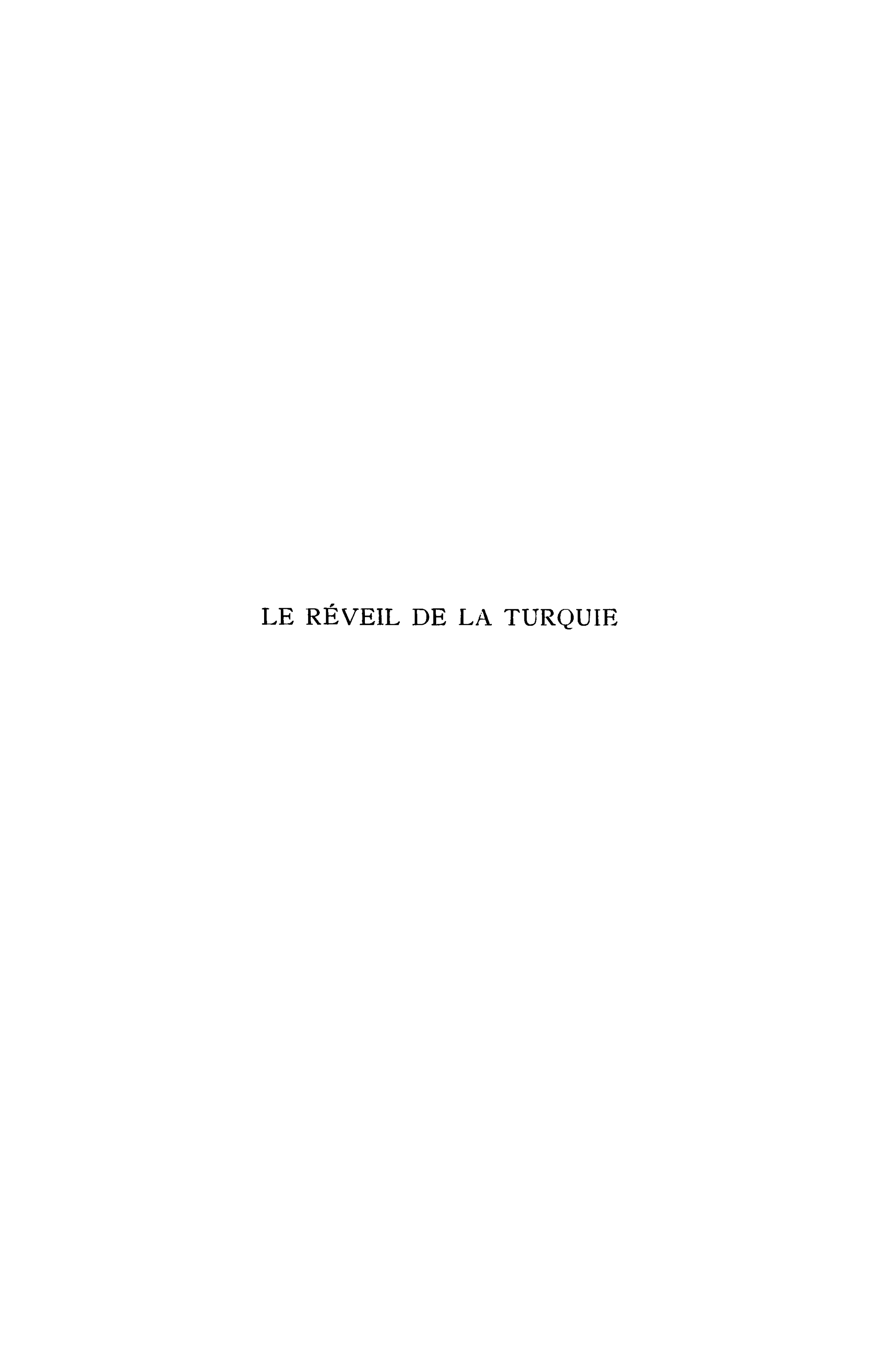
24 JUILLET 1908

LE RÉVEIL DE LA TURQUIE



TYPO-LITHOGRAPHIE CENTRALE I. DELLA ROCCA
Clichés de la Maison John Arvanitakis.
Impression des gravures hors texte de l'Imprimerie S. et G. Vallinakis.
—
ALEXANDRIE



LE RÉVEIL DE LA TURQUIE

HERCULE DIAMANTOPULO

LE RÉVEIL

DE

LA TURQUIE

ÉTUDES ET CROQUIS HISTORIQUES

ILLUSTRÉ DE 35 GRAVURES



TYPO-LITHOGRAPHIE CENTRALE I. DELLA ROCCA

Clichés de la Maison John Arvanitakis.

Impression des gravures hors texte de l'Imprimerie S. et G. Vallinakis.

—

ALEXANDRIE



S. A. I. LE PRINCE MEHMED RECHAD EFFENDI



A SON ALTESSE IMPÉRIALE

MEHMED RECHAD EFFENDI

PRINCE HÉRITIER

DU GLORIEUX TRONE DES OSMANLIS

LUMIÈRE DE L'ISLAM

ESPOIR DE LA JEUNE-TURQUIE

L'AUTEUR

DÉDIE CE MODESTE OUVRAGE

ÉCRIT EN HOMMAGE

A LA TURQUIE CONSTITUTIONNELLE ET RÉGÉNÉRÉE

AVEC SES SOUHAITS RESPECTUEUX

POUR LA GLOIRE, LE BONHEUR ET LA LONGUE PROSPÉRITÉ

DE SON ALTESSE IMPÉRIALE

MEHMED RECHAD EFFENDI

اطال الله عمره

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

AVANT-PROPOS

L'AUTEUR de ce modeste ouvrage, en écrivant ces lignes, n'a pas prétendu faire une œuvre politique.

Nous avons tenté dans la mesure de nos forces, de tracer un croquis fidèle des événements qui se sont déroulés en Turquie depuis la date à jamais mémorable du 24 Juillet 1908, jour de la proclamation de la Constitution Ottomane.

Nous nous sommes efforcé de relater les faits en toute impartialité: sans passion, sans parti-pris, nous bornant à offrir au lecteur un exposé sommaire de faits soigneusement contrôlés, rapportés avec la plus rigoureuse exactitude.

Ce souci de la vérité est, croyons-nous, le principal mérite de ces courts récits d'histoire contemporaine.

Nous les offrons au lecteur, confiants dans l'indulgence que nous vaudra notre sincérité, notre incontestable bonne foi.

Nous aurions voulu posséder les grâces poétiques d'un Michelet, ou le génie critique d'un Henry Martin, pour célébrer dignement les hauts faits des héros de la Jeune-Turquie, de ces patriotes admirables qui, sacrifiant tout, famille, richesses, honneurs, liberté, parfois jusqu'à leur vie, continuaient à lutter vaillamment sur la terre étrangère, errant en proscrits, honnis, persécutés, pour le bonheur de leurs compatriotes et l'affranchissement de leur pays bien-aimé.

Ils ont triomphé les ardents champions de la Jeune-Turquie ! Ils ont bravé les intrigues et les calomnies des louches individus qui, pour conquérir les faveurs du Sultan n'hésitaient pas à signaler comme révolutionnaires et criminels, les hommes les plus probes et désintéressés. Ils n'avaient au cœur d'autre amour que celui de la Patrie, en tête, d'autre souci que le bien du Peuple. Les dénonciateurs ont à, leur tour, pris le chemin de l'exil. Mais, au lieu de l'auréole de la persécution, ceux-ci n'ont leur front nimbé que de mépris et de dégoût. Les Jeunes-Turcs ont chassé ces oiseaux de ténèbres pour rallumer sur la terre d'Osman, le flambeau de la Liberté.

Il brille aujourd'hui d'un incomparable éclat et c'est avec amour que nous saluons cette aurore du renouveau.

C'est avec une joie véritable que nous avons écrit ces pages sur le réveil de la Turquie, de la belle et noble Turquie, foyer de lumière, de force, d'intelligence et d'énergie, éteint depuis trente années sous les cendres amoncelées par un autocratisme aveugle.

C'est avec allégresse que nous avons salué l'avénement du nouveau régime, l'éclosion de ce mouvement, non insurrectionnel, mais de résurrection qui surprit et charma l'Europe, conquise par tant d'énergie unie à tant de modération.

Nous avons relaté minutieusement toutes les phases de ce miracle historique : le réveil d'un peuple, en apportant la plus grande réserve dans l'expression de nos opinions personnelles.

Nous n'avons pu taire cependant l'immense satisfaction que nous, Hellène, né sur le sol ottoman, avons éprouvé à voir fraterniser, depuis le rétablissement du régime constitutionnel, les deux nobles nations sœurs : La Grèce et la Turquie.

De cette union tant désirée, si nécessaire, peut résulter le plus grand bien pour les deux peuples. La Turquie, désormais libre a des trésors d'énergie cachée, des ressources inépuisables, des richesses insoupçonnées. Mais ce ne sera pas trop du concours loyal des six millions d'Hellènes résidant en Turquie, pour mettre en valeur tous ces dons précieux ; pour aider à l'éclosion ou au développement des lettres, des

arts, des sciences, du commerce et de l'industrie. Telle est la part séduisante qui s'offre aux Hellènes dans la Turquie régénérée et l'on peut être certain qu'ils sauront l'accomplir, avec cette persévérance, cette intelligence et cette honnêteté qui fait considérer en tous pays, les Grecs comme les premiers pionniers de la civilisation.

Au point de vue politique, le rôle des Hellènes alliés et amis de la Turquie est plus important encore s'il est possible. A la fougue des Ottomans, leur finesse diplomatique apportera l'élément pondérateur. C'est avec leur concours seulement que la Turquie peut espérer instaurer une paix définitive dans les Balkans.

Elle fut, ces mois derniers, grandement compromise, cette paix des Balkans, par l'insigne folie du Prince Ferdinand et de ses turbulents sujets.

Bien que nous ayons écrit ce livre sans passion, nous n'avons pu nous défendre de critiques un peu vives à l'encontre de la Bulgarie, tant furent odieux les actes commis en Macédoine, pendant les trois années écoulées, par les comitadjis bulgares qui firent couler bien du sang et bien des larmes. Ce n'est pas sans mélancolie non plus que nous avons vu telle grande puissance européenne, non seulement encourager, mais imiter la Bulgarie, dans ses tentatives de spoliation au détriment de la Turquie.

La Conférence — nous l'espérons — remettra toutes choses au point. Et, bientôt, ces attentats criminels n'auront plus nous voulons le croire, que la valeur de souvenirs historiques appartenant au domaine du passé.

Aujourd'hui ne songeons qu'au présent en regardant vers l'avenir.

Il est radieux pour la Turquie. Avec le régime nouveau, les plus brillantes destinées lui sont promises.

Les Jeunes-Turcs ont accompli l'acte le plus grandiose qu'ait peut-être enregistré l'histoire moderne. Il reste à en dégager toutes les conséquences, à en tirer tous les avantages.

Nous avons voulu par notre livre montrer qu'ils ont donné suffisamment de preuves d'intelligence et d'énergie, qu'ils ont fait montre d'assez d'expérience pour qu'on puisse avoir une foi entière en l'avenir. C'est bien *le Réveil de la Turquie* que nous célébrons, d'une Turquie, libre, fière, régénérée, enfin sortie de son sommeil léthargique de trente années, pour s'élancer dans la lumière, forte de sa puissance et de ses vertus, secondée effectivement par sa sœur l'Hellade et soutenue dans son effort par les Grandes Puissances libérales de l'Europe : l'Angleterre et la France.

C'est là ce que nous avons voulu montrer en ce simple résumé d'histoire contemporaine, modeste travail qu'offre à l'appréciation du public bienveillant,

l'*Auteur,*

H. DIAMANTOPULO.



Au cours de ces notes réunies au jour le jour, nous avons été amené à parler de hauts personnages, mêlés aux événements et, naturellement, des principaux artisans de la révolution pacifique accomplie pour le plus grand bien de la Turquie. Nous avons pris plaisir a retracer leur biographie, apportant à ce travail le même souci d'exactitude et d'impartialité qui nous a guidé pour le récit des faits.

Nous avons complété notre ouvrage par une série d'illustrations, toutes prises d'après nature.

Cette addition apporte à notre livre une note documentaire et artistique que nos lecteurs apprécieront, nous en sommes convaincu.

H. D.

ERRATA

Page 36, 15me ligne — lire : *se rendant sur les montagnes de Resna avec* . . . au lieu de : se rendant avec cent cinquante soldats. . . .

Page 196, 20me ligne — lire : *qu'Izzet gaspillait, lui économisait,* au lieu de : qu'Izzet gaspillait et « économisait ».



L'AUTEUR

HERCULE DIAMANTOPULO

L'AURORE DES JOURS NOUVEAUX

LE RÉVEIL DE LA TURQUIE

L'Aurore des Jours Nouveaux

....
Le jour de Gloire est arrivé
Contre vous et la tyrannie
Le Croissant vengeur s'est levé.

ONZE Temouz 1326! (24 Juillet 1908). Jour de bonheur, de gloire et d'allégresse! Date inoubliable et sacrée qu'il faut inscrire en lettres d'or au livre de l'histoire ottomane.

C'est en effet dans la nuit du 23 au 24 Juillet 1908, que le Sultan Abdul Hamid Khan, Empereur des Ottomans, Khalife de tous les Musulmans, peu sûr de ses sujets, élargit l'horizon politique d'un trait de plume, en promulguant la Constitution ottomane.

Depuis plus d'un quart de siècle, la Turquie subissait un des régimes les plus odieux que l'histoire ait eu à enregistrer. Le pouvoir était entre les mains d'un Souverain absolu, toujours inquiet, dont les alarmes étaient accrues par un entourage de gens fourbes et cupides, ayant intérêt à tromper le Maître pour l'éloigner de son peuple.

Il n'est tel que la peur pour faire d'un souverain — surtout s'il a le cœur sec — le plus méchant des hommes.

Tout le monde sait plus ou moins quel rôle prépondérant jouait le service d'espionnage dans le Gouvernement turc, et combien de sujets ottomans, notamment des fonctionnaires (civils ou militaires) ont subi de persécutions et mangé le pain amer de l'exil.

Pendant les cinq dernières années, la délation fut poussée à un tel point que la moitié des habitants de Constantinople espionnait l'autre moitié...

Le Jeudi 23 Juillet fut suivi d'une nuit remplie d'angoisse, tant pour le Souverain et son entourage que pour les habitants de Constantinople, plus ou moins au courant des événements de Salonique, événements dont nous ferons le récit d'autre part.

Ajoutons en passant qu'un grand nombre de fonctionnaires civils ou militaires, lesquels s'étaient imposé un silence absolu, étaient parfaitement au courant de tout le mouvement de la Jeune-Turquie, des démarches couronnées de succès du Comité *Union et Progrès* et notamment de l'organisation des patriotes travaillant en silence depuis trois ans, à l'insu de toute l'Europe, avec une indomptable énergie et une ardeur passionnée. Tous les éléments instruits de l'armée et les fonctionnaires de l'administration (sauf quelques exceptions plus loin citées) étaient acquis à l'idée de la rénovation du pays.

Et la Constitution fut !

Ainsi l'Empire Ottoman venait d'écrire la plus glorieuse page de son histoire, sans qu'une goutte de sang innocent ait été versée; sans que la population internationale ait eu à souffrir, grâce à la discipline de ce mouvement, admirable pourtant de spontanéité et d'unanimité.

Tous les détails de ce coup de théâtre n'étaient-ils pas d'ailleurs inattendus, étranges et incompréhensibles ?

Ce fut un spectacle unique, non seulement dans l'histoire de la Turquie, mais dans celle de tous les peuples que la soudaineté même de cette prodigieuse enjambée vers une ère nouvelle.

Ce fut un phénomène stupéfiant que cette évolution brusque, franchissant les périodes transitoires, atteignant du jour au lendemain le but inespéré, sans que le souvenir s'en doive évoquer à travers un voile sanglant.

L'Europe tout entière admira ce coup d'Etat, légitime sujet d'orgueil pour ceux qui ont, à force de patiente énergie, d'intelligente méthode, d'abnégation, de discipline organisée, dirigé et provoqué le mouvement. Il n'y a pas d'événements dans l'histoire des peuples qui puissent être comparés à celui-ci; pas un chapitre dans les annales du monde qui s'inscrive en caractères aussi purs, aussi nobles que celui relatant le phénomène de la régénération turque.

La Turquie fut la dernière en Europe à se donner une constitution. Mais elle doit être classée au premier rang pour la façon à la fois silencieuse et prudente avec laquelle elle travailla pour atteindre ce résultat.

Si l'on songe au passé; si seulement on se reporte à quelques journées avant la proclamation de la Constitution, on se fera une idée du chemin parcouru en se souvenant qu'alors il était dangereux pour un rayah (sujet chrétien de Sa Hautesse) non seulement de pénétrer dans un consulat ou une légation, mais même de passer trop fréquemment devant son entrée.

La vie publique et privée des sujets ottomans était accablée de misère morale en raison de l'odieux système de délation poussé jusqu'à l'extrême, jusqu'à la folie.

Les Turcs ayant des accointances avec des étrangers, avec des chrétiens, ne pouvaient les voir ou leur parler sans risquer une arrestation.

Un Chrétien, pas plus qu'un Turc d'ailleurs, n'osait lever les yeux sur ces magnifiques palais qui, grandioses et somptueux, reflètent leur altière silhouette dans les eaux bleues du Bosphore.

Nul n'osait même entretenir une conversation dans laquelle on eût parlé de ces splendides Yali-Kiosk, merveilles de l'Orient. Une pareille audace aurait eu l'habituelle sanction : l'arrestation !

De quoi parlait-on ? — De la politique extérieure, jamais ; de la politique intérieure, encore moins.

A la nuit tombante, on ne pouvait plus sortir de Constantinople sans une permission, presque impossible à obtenir.

A 12 heures à la turque, tous les « caïques » et barques avaient ordre de se ranger près de la cale sèche. Un millier d'autres vexations affligeaient les Constantinopolitains. Nous ne citerons que les plus émouvantes, les persécutions d'ordre secondaire étant généralement connues.

Le peuple turc qui paraissait si figé dans les formes du passé ; si fermé systématiquement à tout modernisme, en apparence à ce point momifié que l'on croyait sa mentalité à jamais réfractaire à celle des Européens ; ce peuple noble et généreux éprouva d'abord une sorte de stupeur devant la subite révélation d'un état social si nouveau, si imprévu.

La Presse constantinopolitaine refléta ce mouvement d'hésitation, fait de craintes et d'incertitude pour l'avenir.

Quelques mandataires, peu dignes de la haute situation qu'ils occupaient, avaient trahi la cause de la Turquie, laquelle — de leur fait — passait pour une nation indifférente ou même étrangère à toute notion de liberté, incapable d'en recevoir les bienfaits et d'en appliquer les principes.

Ainsi jugeait on le peuple turc, facilement résigné à l'éternelle servitude. Mais, au fur et à mesure que se précisaient les informations, le doute faisait place à l'espoir.

Et, tout d'un coup, comme au sein d'un éclair lumineux, purificateur, éblouissant, une acclamation retentit, universelle ; acclamation d'enthousiasme et d'admiration devant la merveilleuse révélation de cette âme turque, si noble, si fidèle, si vaillante et si fière. Des poitrines de ces hommes, instruits, loyaux, dévoués, sortit l'unanime, l'immense acclamation de : *Yachachin Osmanli Devleti !* (Vive l'Empire Ottoman !)

Ce fut émouvant et impressionnant. Ce fut un spectacle de beauté et de délirant enthousiasme que celui de tout ce peuple ivre de joie,

manifestant sa reconnaissance et poussant le grand cri de la délivrance après trente-deux ans de servitude.

Le Padischah lui-même ressentit la commotion de cette joie de son peuple. Il comprenait enfin que la liberté vaut mieux que l'autocratie; que la lumière de la vérité l'emporte sur les ombres des intrigues de sa camarilla ne faisant que le tromper, par cupidité, au détriment des innocents.

***

La décision, peut-être imprévue et quelque peu forcée du Sultan, nous apparaît comme la seule solution logique d'une situation intérieure devenue intolérable dans l'Empire des Osmanlis. C'était bien le seul remède efficace à ce fléau des mutineries militaires qui se rattachait au mouvement de la Jeune-Turquie et encore plus au soulèvement albanais.

Depuis quelque temps, en effet, l'inquiétude était vive à Yildiz Kiosk. On y restait embarrassé devant l'impression des événements et la complexité des causes.

Renseignés aujourd'hui, nous rappellerons brièvement les faits principaux:

Au début de Juillet, on annonçait que l'agitation jeune-turque, qui a fait depuis 1904 d'assez nombreuses recrues parmi les officiers des troupes ottomanes, augmentait avec rapidité. On se souvient qu'il y a quatre ans, quelques-uns de ces officiers avaient songé à se concerter avec l'organisation révolutionnaire bulgare. Cette idée n'eut pas de succès. Mais les jeunes-turcs ne se découragèrent pas et continuèrent à soutenir avec activité leurs revendications. Ils réclamèrent des garanties constitutionnelles, la convocation d'un Parlement où chaque race serait représentée, l'obligation du service militaire pour tous les sujets ottomans sans distinction de religion ni de nationalité. Ils prétendaient que si cette dernière mesure était adoptée, on en aurait vite fini avec les troubles en Macédoine.

Le Gouvernement turc, pour conjurer le péril, l'avait involontairement aggravé en organisant un système d'espionnage qui exaspéra les officiers. Il en résulta, dans le 2me et surtout dans le 3me corps d'armée, un état d'indiscipline et de nervosité qui se manifesta dans les premiers jours de Juillet avec une singulière intensité.

— Entre temps, la diplomatie européenne s'était décidée à se mettte à l'œuvre pour résoudre la question macédonienne qui, depuis si longtemps, préoccupait l'opinion publique, sans pour cela avancer

dans la voie d'une solution même provisoire. Le programme de Muerzsteg, rédigé de concert par le comte Lamsdorff et par le comte Goluchowsky, approuvé par toutes les chancelleries, avait fait faillite, pour ne pas dire banqueroute.

En attendant, l'Angleterre et la Russie avaient assumé la tâche de rédiger une note chacune : l'Angleterre sur les mesures immédiates à prendre en vue du rétablissement de l'ordre; la Russie sur les réformes.

Cette erreur diplomatique avait causé partout une vive émotion. Et même on lut avec surprise dans un journal ayant une grande autorité (*Le Temps*, de Paris), des appréciations adhésives à ces étranges propositions.

Voici d'ailleurs un court extrait de l'article du *Temps* qui suffira à édifier, tout en l'étonnant, le lecteur :

« Par sa netteté et sa simplicité, la note anglaise qui compte un peu plus de deux pages écrites à la machine, nous plaît infiniment. Il est certain qu'une force mobile, suffisamment nombreuse, bien instruite, bien armée, avec de la cavalerie et du canon, renseignée par la gendarmerie qui jouerait vis-à-vis d'elle un rôle d'information, auquel elle est propre, mais dont il n'y a pas lieu de la faire sortir, serait un puissant élément de pacification.

« *Quand cette force aurait anéanti, avec une rigueur impitoyable, les bandes, de quelque nationalité qu'elles soient, qui désolent actuellement la Macédoine, il est probable qu'on renoncerait à l'odieuse propagation de l'idée nationale par le pillage et l'assassinat. Que si les bandes persistaient, c'est leur anéantissement sans merci qu'il faudrait alors poursuivre : car les puissances s'humilieraient à négocier avec des assassins.*

« Cette opération de police, qui sera nécessairement rude, se ferait, d'après la note anglaise, sous le commandement d'un officier turc. On ne voit donc pas quelles objections la Porte pourrait opposer à un système qui respecte non seulement le principe, mais encore l'exercice de la Souveraineté. Le Cabinet de Saint-James, en se plaçant sur ce terrain, a fait preuve d'une grande habileté ; il s'est rendu inattaquable et a répondu victorieusement aux critiques dirigées contre lui. »

On croit rêver en lisant de pareilles choses ! Ainsi donc, pour assurer la paix, on déchaînerait la guerre ; pour réprimer le pillage et l'assassinat, on recourrait au massacre en masse ; « c'est l'anéantissement sans merci qu'il faudrait poursuivre » dit la note.

Et c'est à l'aurore du xxme siècle qu'un diplomate propose froidement de massacrer jusqu'au dernier, Hellènes, Serbes et Bulgares. pour les faire tenir tranquilles !

Eh bien, même ainsi, l'on n'aurait pas la paix. Il est bien évident que les bandes exterminées ne ressusciteraient pas, mais d'autres surgiront à leur place, encore et toujours, tant que satisfaction n'aura pas été donnée à celles des revendications patriotiques qui seules sont légitimes.

C'est en recourant au droit et à l'équité qu'on résoudra la question macédonienne et non pas en inondant de sang ce malheureux pays.

Après cette erreur diplomatique, vertement critiquée d'ailleurs par la majorité de la Presse, les Puissances montrèrent une certaine inquiétude. On savait que sous l'ancien régime, il n'y avait plus rien à attendre de l'administration turque en Macédoine ; mais on savait aussi que l'abolition du régime turc ouvrirait la « succession » de la Macédoine et déchaînerait très probablement la guerre.

Tant qu'il y avait un moindre danger pour la paix européenne à conserver le *statu quo,* les Puissances étaient prodigues de leurs faveurs.

Mais l'heure était passée de ce nonchaloir. L'anarchie, la désorganisation étaient au comble, quand surgit un nouveau facteur, que personne n'avait fait entrer en ligne de compte et qui, magistralement, devait conduire à la solution.

C'est alors, mais alors seulement, que les Puissances s'émurent et commencèrent à agir.

Ce fut tout d'abord l'Autriche qui prétendit non seulement occuper la vieille Serbie formant le vilayet de Kossovo, mais descendre jusqu'à la Macédoine centrale. Elle se proposait, après avoir consolidé sa situation, de marcher sur Salonique, marche facile et qui réaliserait pleinement le *Drang Noch Osten.*

La Diplomatie autrichienne avait, toutefois, commis un oubli capital : — Elle avait simplement négligé la Russie et l'Angleterre qui n'auraient jamais permis une telle prépondérance en Macédoine, et déjà s'étaient mises d'accord pour couper à l'Autriche le chemin de la Mer Egée. Quant à la France, alliée de l'Angleterre et de la Russie, elle n'eût pu faire autrement, en cas de conflit, que de se mettre du côté de ses alliés et de les seconder.

Inspiratrice du *Drang Noch Osten,* car elle avait tout intérêt à ce que l'Autriche-Hongrie devint une puissance orientale, dans l'espoir qu'elle s'affaiblirait comme puissance continentale et que les puissances allemandes de la monarchie de Habsbourg s'en détacheraient plus facilement pour se réunir à l'empire germanique, l'Allemagne, quelle que fût l'amitié qu'elle professât ostensiblement pour la Turquie, appuyait la marche en avant de l'Autriche-Hongrie. Quant à l'Italie, sa situation était très délicate. Officiellement, elle est liée à l'Alle-

magne et à l'Autriche-Hongrie par un traité d'alliance en bonne et due forme et on a soin, à Rome, de proclamer que jamais la Triple Alliance n'a été aussi solide et aussi nécessaire pour la paix du monde. Mais, dans la péninsule balkanique, les intérêts italiens sont en contradiction complète, en antagonisme formel avec les intérêts autrichiens. Les prétentions et les ambitions de Rome et de Vienne étaient inconciliables et toute tentative d'une des deux puissances de les réaliser devait infailliblement provoquer un conflit avec l'autre.

A Rome on considérait l'Albanie comme une dépendance naturelle et de droit historique du royaume, dont la prise de possession ferait de l'Adriatique un lac italien. La propagande italienne en Albanie était non moins active et persévérante que la propagande autrichienne, et les Italiens n'auraient jamais consenti à perdre le fruit de tant d'efforts au profit de l'Autriche. En dépit de la Triplice, l'Italie serait contre l'Autriche-Hongrie et contre l'Allemagne, au cas où une intervention militaire obligatoire en Macédoine amènerait un conflit armé européen.

Mais, pendant qu'on travaillait à la réalisation de ces jolis projets, le Gouvernement russe préparait la note qu'il adressait à son ambassadeur à la date du 25 Juillet 1908.

Voici le texte de cette note:

« Saint-Pétersbourg, 25 Juillet 1908.

« Monsieur l'Ambassadeur,

« Depuis le commencement de la crise macédonienne, les Puissances, conscientes des droits et des devoirs découlant pour elles des traités existants, s'étaient appliquées à obtenir du Sultan l'introduction de réformes dans les villayets de Salonique, de Monastir et de Kossowo; reconnaissant que la Russie et l'Autriche-Hongrie étaient plus directement intéressées dans les affaires balkaniques, elles avaient consenti à abandonner aux Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Vienne le soin de déterminer les mesures les plus impérieusement nécessaires pour le bien-être des populations macédoniennes, et c'est ainsi que prit naissance le projet connu sous le nom de programme de Muerzsteg, non seulement par les Cabinets européens, mais aussi par S. M. I. le Sultan.

« Les puissances ne manquèrent pas d'accorder tout leur appui à l'exécution du programme susmentionné, et leurs efforts combinés avec ceux de la Russie et de l'Autriche-Hongrie ne sont pas restés sans résultats.

« Des organes nouveaux, tels que l'inspecteur général, le général réorganisateur de la gendarmerie et de ses adjoints, les agents civils, la

commission financière, furent créés; des lois et des règlements concernant le fonctionnement de ces organes furent mis en vigueur; malheureusement, l'amélioration qui devait en résulter pour la population locale fut considérablement entravée et retardée par diverses circonstances; le régime judiciaire, dont la réorganisation était prévue par le quatrième point du programme de Muerzsteg, restait essentiellement défectueux; le fonctionnement de l'administration et en particulier de l'administration financière laissait beaucoup à désirer; enfin, la lutte entre les différentes nationalités locales prenait un caractère de plus en plus aigu et se compliquait par la formation de bandes armées contre lesquelles les forces turques n'avaient ni la puissance, ni peut-être la ferme volonté de lutter efficacement.

« Un projet de réorganisation judiciaire, élaboré en commun par la Russie et l'Autriche-Hongrie, n'ayant pas reçu l'approbation unanime des ambassadeurs à Constantinople, et l'œuvre réformatrice et pacificatrice des puissances semblant devoir subir un arrêt gros de dangers pour l'avenir, le Cabinet de Londres jugea le moment venu de proposer aux autres gouvernements un plan de réformes générales impliquant la création d'un poste de gouverneur-général de la Macédoine, et l'organisation de cette contrée sur des bases nouvelles. En annonçant son plan à la Chambre des Communes, sir E. Grey déclara en même temps qu'il n'avait nullement l'intention de se détacher du concert des puissances et qu'il ne poursuivrait sa réalisation que par les moyens employés jusqu'ici, c'est-à-dire en s'appliquant à acquérir l'adhésion des autres Cabinets et à obtenir d'un commun accord avec ceux-ci le consentement du Sultan. Or, il était à craindre que le projet anglais pût difficilement obtenir l'assentiment de toutes les puissances et qu'il se heurtât à la résistence la plus opiniâtre de la part de la Turquie, qui paraissait disposée à y voir une atteinte à son intégrité et à ses droits souverains.

« Dans ces circonstances, le Cabinet impérial, soucieux avant tout de faire œuvre pratique et d'apporter un prompt remède aux maux de la population macédonienne, crut devoir employer tous ses efforts à trouver un terrain d'entente et à ramener les propositions anglaises à des dimensions qui les rendraient plus acceptables, tant à certaines puissances qu'au Sultan lui-même.

« Les négociations qui s'en suivirent entre les Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres, aboutirent à la rédaction de deux projets: l'un, formulé par le gouvernement anglais, avait pour objet la formation d'un corps mobile de troupes, placé à la disposition de l'inspecteur général et destiné à poursuivre les bandes; l'autre, dressé par nos soins, contenait un programme de réformes complémentaires à introduire dans les vilayets de Salonique, de Monastir et de Kossowo.

« Votre Excellence trouvera ci-joint le second de ces projets sous forme d'aide-mémoire daté du 2 Juillet courant.

« Cet aide-mémoire ayant obtenu l'adhésion complète du Cabinet de Londres, nous étions sur le point de le proposer à la discussion et à l'acceptation des autres Cabinets, lorsque survinrent les derniers événements en Macédoine et à Constantinople.

« La situation qui résulte de ces événements est tout à fait nouvelle et réclame, de notre part ainsi que de la part des autres puissances intéressées, la plus sérieuse attention.

« En poursuivant l'activité réformatrice exposée plus haut, ni la Russie, ni les autres puissances n'ont jamais été inspirées par un sentiment d'hostilité contre la Turquie ou par le dessein d'enfreindre les droits souverains du Sultan. Mais l'expérience ayant demontré que dans l'état actuel de désorganisation de l'administration ottomane, et tant que le régime turc demeurerait basé sur l'infériorité des populations non musulmanes de la Turquie, aucune améli oration sensible n'étant à attendre de l'effort spontané de la Sublime-Porte, les puissances devaient forcément rechercher la solution du problème dans un plus grand degré de décentralisation et dans l'établissement d'un contrôle efficace; de plus si, d'un côté, la Constitution générale de l'Empire turc, en tant qu'Etat nouveau et indépendant, restait en dehors de l'action des puissances, celles-ci possédaient, en vertu de stipulations internationales, le droit incontestable de veiller à une meilleure administration dans celles des provinces de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'avait pas été prévue par le traité de Berlin. C'est dans ces limites que devait se réaliser l'action des puissances, et le Cabinet impérial n'a jamais songé pour sa part à les dépasser. Actuellement, nous nous trouvons en présence d'un acte spontané du Sultan octroyant à la Turquie une charte en tête de laquelle sont inscrits les généreux principes d'égalité devant les lois pour tous les sujets, d'organisation régulière des pouvoirs publics et de bonne et intègre administration.

« Il est évident qu'une application complète et sincère de ces principes tendrait à assurer le sort des populations macédoniennes dans le sens des vues dont s'inspiraient les puissances en poursuivant le développement ultérieur de leur action réformatrice. C'est ce que le Cabinet impérial n'hésite pas pour sa part à reconnaître ; il est donc tout prêt à surseoir pour le moment à toute démarche qui pourrait être considérée par la Turquie comme étant empreinte de méfiance à l'égard de la volonté du Sultan et du gouvernement ottoman de réaliser la réforme générale qui vient d'être décrétée. Suivant en ceci l'exemple du gouvernement britannique lequel, en présence de la cessation de l'activité des bandes, a renoncé pour le moment à présenter à l'accep-

tation de la Sublime-Porte sa note relative à la formation de troupes mobiles, nous renonçons de notre côté, provisoirement, à présenter notre projet de réformes, que nous ne transmettons actuellement aux Cabinets pour ainsi dire qu'à titre d'information et pour ne servir que ultérieurement si les événements obligeaient les puissances à revenir à leur méthode primitive.

« Car il doit être bien entendu que le désistement de la Russie et, nous en sommes convaincus, des autres puissances, ne peut être ni absolu, ni inconditionnel: les droits acquis aux puissances par les traités et les avantages assurés aux populations macédoniennes en vertu de ce qui a été convenu entre les Cabinets et la Sublime-Porte sur la base de ces traités, sont et demeurent évidemment intacts; la Russie suivra avec l'attention la plus sympathique les efforts de la Turquie pour assurer le fonctionnement du nouveau régime; elle s'abstiendra pour sa part de toute ingérence pouvant compliquer cette tâche et exercera toute son influence afin de prévenir et d'empêcher toute action perturbatrice de la part des Etats balkaniques. Mais, d'autre part, fidèle aux traditions de sa politique, elle ne considérera son rôle réformateur, ainsi que celui des autres puissances, comme terminé que si l'œuvre entreprise par le Sultan aboutit à une réelle amélioration de l'état de choses en Macédoine, amélioration qui aurait pour premier effet de mettre fin parmi les pays balkaniques à une inquiétude naturelle et essentiellement dangereuse pour la paix générale; en un mot, la Russie ne saurait renoncer à la faculté d'apprécier si la réforme octroyée par le Sultan atteint le degré d'efficacité voulue, et s'il se trouve que la situation des provinces européennes de la Turquie reste dans un état précaire, elle aura le devoir de signaler aux autres puissances la nécessité de reprendre de la manière la plus résolue l'œuvre actuellement interrompue de leur activité commune.

« Dans le ferme espoir que les idées que je viens d'exposer rencontreront l'approbation de tous les gouvernements, je me permets, pour me résumer, d'exprimer la conviction que, dans la phase actuelle des événements balkaniques, les Cabinets devraient ajourner toute nouvelle démarche auprès de la Porte, tendant à compléter l'œuvre de réformes, jusqu'à nouvelle décision prise d'un commun accord par les puissances.

« Veuillez, Monsieur l'Ambassadeur, en donnant lecture de la présente dépêche au Ministre des affaires étrangères, et en lui laissant copie tant de la pièce principale que de son annexe, le prier de vouloir bien nous faire connaître le sentiment du Cabinet de... sur les idées qui s'y trouvent formulées.

« *Signé:* A. Izvolsky. »

Cette note définit très nettement l'attitude du gouvernement de Saint-Pétersbourg. Il n'est pas inutile, pour en saisir toute la portée, de la comparer aux notes officieuses plus brèves publiées dans d'autres pays. Le communiqué publié à Vienne après l'entrevue d'Ischl portait que les deux Cabinets de Vienne et de Londres avaient résolu d'observer vis-à-vis de l'évolution de la politique intérieure ottomane « une attitude sympathique et d'*attente* ». Ils *espéraient* « que le nouveau régime amènerait en Turquie une amélioration de l'administration », et en particulier « une consolidation de l'état de choses que les puissances ont essayé d'assurer ces dernieres années ». Il ressort assez clairement de cette note, dont évidemment les termes ont été choisis avec soin, que les gouvernements anglais et autrichien envisagent la possibilité d'une action concertée à Constantinople dans le cas où leur « attente sympathique » se prolongerait outre mesure et où leur « espoir » d'une amélioration administrative ne serait pas satisfait. La note officieuse publiée par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* est un peu différente. On n'y lit pas la possibilité d'une intervention européenne future. Il n'y est question que de la résolution prise « de s'abstenir de toute immixtion dans l'état de choses créé en Orient par la transformation qui s'y est opérée » et « de la sympathie avec laquelle on doit observer les efforts faits par les Ottomans pour régler leurs affaires eux-mêmes d'après leurs propres besoins ».

La même note rappelle tout d'abord que, depuis le début de la crise macédonienne, les grandes puissances, s'inspirant des droits et des devoirs que les traités leur reconnaissaient ou leur imposaient, s'étaient appliquées à obtenir du Sultan l'introduction de réformes dans les vilayets macédoniens. Elle dit comment l'Autriche et la Russie ayant été reconnues « plus directement intéressées », on avait été amené à rédiger et à faire approuver par le Sultan le programme de Muerzsteg.

Nos lecteurs savent que l'application de ce programme s'effectua tant bien que mal au milieu de maintes difficultés dont le plus grand nombre provenait incontestablement de la mauvaise volonté de la Porte. L'accord des grandes puissances se brisa l'an dernier sur le projet de réformes judiciaires, quatrième point du programme de Muerzsteg, qui déplaisait particulièrement au Sultan. L'entente austro-russe se dénoua sur l'affaire du chemin de fer de Mitrovitza. C'est alors qu'un programme anglo-russe fut substitué aux anciens projets austro-russes. Et c'est au moment où l'Europe, saisie de ces nouvelles propositions, allait les étudier, que la révolution turque créa une situation nouvelle. « En poursuivant cette activité réformatrice, dit la note du 25 Juillet, ni la Russie ni les autres puissances n'ont jamais été inspirées par un sentiment d'hostilité contre la Turquie ou par

le dessein de porter atteinte aux droits souverains du Sultan. » Mais étant donné que sous l'ancien régime « aucune amélioration sensible n'était à attendre de l'effort spontané de la Sublime-Porte... les puissances possédaient, en vertu de stipulations internationales, le droit incontestable de veiller à une meilleure administration dans celles des provinces de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'avait pas été prévue par le traité de Berlin ».

Cette profession de foi dictait à la Russie sa conduite le jour où le régime politique de l'empire turc se trouvait bouleversé de fond en comble. « Il est évident, dit la note, qu'une application complète et sincère de ces principes (égalité devant la loi, organisation constitutionnelle des pouvoirs publics, intégrité de l'administration) tendrait à assurer le sort des populations macédoniennes dans le sens des vues dont s'inspiraient les puissances ». Le gouvernement russe est donc d'avis « de surseoir *pour le moment* à toute démarche qui pourrait être considérée par la Turquie comme empreinte de méfiance à l'égard de la volonté du Sultan et du gouvernement ottoman de réaliser la réforme générale qui vient d'être décrétée », et il renonce « provisoirement » à présenter son projet de réforme. Il le transmet cependant aux puissances à titre d'information « et pour ne servir qu'ultérieurement si les événements obligeaient les puissances à revenir à leur méthode primitive ». Car la Russie ne renonce pas « à la faculté d'apprécier si la réforme atteint le degré d'efficacité voulue » et de signaler aux puissances la nécessité de reprendre leur œuvre, si cette nécessité apparaît. Le gouvernement russe déclarant que son désistement ne peut être ni absolu, ni inconditionnel, ajoute qu'il est convaincu qu'il en est de même pour celui des autres puissances. Le Cabinet de Saint-Pétersbourg a peut-être reçu à ce propos des assurances formelles de Berlin. Mais si nous nous en tenons au texte des notes officieuses qui furent alors publiées, nous constatons qu'il y a une différence légère, mais sensible entre celle de Berlin d'une part, et celles de Vienne et de Saint-Pétersbourg d'autre part.

L'éventualité d'une intervention européenne serait bien plutôt de nature à prévenir un retour à la réaction. Et ce n'est assurément que si les événements dégénéraient en une anarchie trop dangereuse que les Cabinets songeraient à s'immiscer de nouveau dans la politique intérieure turque. Nous croyons que l'on a compris à Constantinople le sens exact de la note russe, puisque l'on vient de démentir une proclamation antiétrangère attribuée au Comité *Union et Progrès,* et qui n'émane, paraît-il, que d'un journal italien de Constantinople. La Jeune-Turquie a gagné par sa modération la sympathie et la confiance de l'Europe. Elle les conservera si elle continue à travailler avec sincérité et méthode à l'établissement du nouveau régime.

***

Depuis plus de quatorze ans, le Comité libéral *Union et Progrès* ayant son siège à Paris et à Genève, travaillait dans le plus grand secret pour atteindre son but. Et pourtant, la majeure partie de ses membres, partisans du Sultan Aziz et du Sultan Mourad V, étaient en désaccord sur les idées fondamentales devant servir de règle au parti.

Parmi les membres les plus influents, Ahmed Riza, éditeur du journal *Mechveret* détenait sans conteste la prépondérance, bien qu'avant lui d'autres réfugiés politiques eussent publié des journaux bimensuels ou mensuels, journaux libéraux tels que *le Turc, le Mizan, Churaï-Umet, le Terazi, le Millet*, etc., etc...

Jusqu'à cette époque, les Jeunes-Turcs ne paraissaient pas inquiétants. Ou plutôt l'entourage du Sultan trouvait toujours le moyen d'étouffer leur voix, soit à l'aide du *Roi Bakchiche,* soit en exilant sans jugement quelques pauvres diables arrêtés nuitamment sous prétexte de relations avec les « Jeunes-Turcs », de l'Etranger.

Mais une réaction se produisit.

Depuis la fuite de LL. EE. Kemal Bey, Damad Mahmoud Pacha, gendre du Sultan, des deux fils de Damad Pacha, les princes Sabaheddin Bey et Loutfoullah, du Dr Behaheddin Bey, du Dr Nazim Bey, membre très actif du Comité, et plus de cent autres, depuis cet exode, le Comité *Union et Progrès,* ainsi renforcé par des membres puissants, instruits et convaincus, commença a prendre de fermes décisions.

Après la mort à Paris du regretté Damad Mahmoud Pacha, son fils aîné, le prince Sabaheddin, âgé de 30 ans, le remplaça dans le Comité du parti libéral.

Il en dirigea le mouvement avec tant de conviction, de cœur, d'intelligence et d'activité, qu'il souleva l'admiration de tous les membres du parti.

Rappelons brièvement les faits :

..... A l'une des dernières réunions du parti (en 1903) le Comité avait décidé de créer un centre au Caire où le nombre des libéraux exilés allait croissant de jour en jour.

— Il convient de noter en passant que, deux ou trois ans auparavant, le jeune leader Égyptien, le très regretté Moustapha Pacha Kamel, directeur d'abord du journal arabe *El Lewa* puis des journaux *l'Etendard Egyptien* et *l'Egyptian Standard,* fondés plus tard, défendit ardemment la cause égyptienne en une série de brillants arti-

cles, dirigés contre l'occupation britannique, demandant l'évacuation de la vallée du Nil et la constitution d'un Parlement égyptien.

Son pur idéal était : La Patrie ! L'Égypte ! — Il n'avait qu'un mot qu'il répétait à tous et qui suffisait à tout : L'ÉGYPTE AUX ÉGYPTIENS !

Le Comité *Union et Progrès* ne se rallia pas à l'idée de la création d'un siège au Caire, soit par crainte d'un soulèvement des Égyptiens qui luttaient et luttent encore pour la cause de la liberté, soit en raison du grand nombre d'agents secrets détachés au Caire par le grand service d'espionnage de Stamboul.

Ces sbires avaient pour mission de tenir le Palais au courant de tout mouvement actif des libéraux, en sorte qu'à la moindre imprudence, l'œuvre de ces derniers aurait sûrement été mise en échec ou retardée.

Quelle était cette œuvre, quel était le but poursuivi ?

Obtenir, en Turquie, le régime libéral, avec le rétablissement de la Constitution de 1876.

Malgré tous les obstacles, les réunions des membres de la Jeune-Turquie continuèrent en secret, tantôt à Paris, tantôt à Genève ou à Londres.

Comme une certaine confusion s'établit actuellement dans l'esprit des étrangers et même d'une grande partie du peuple turc qui, ignorant les différentes organisations libérales ottomanes génératrices du mouvement récent, demandent à les connaître, à savoir exactement quelles furent leurs origines, leurs tendances, leur programme, pour répondre à ce désir nous parlerons succinctement des deux ligues libérales sur lesquelles l'attention universelle est le plus fixée : le Comité *Union et Progrès* et la ***Ligue Ottomane d'initiative privée, de décentralisation et de constitution.***

***

.... En 1894, quatre élèves de la faculté de Médecine militaire, emportés par leurs aspirations patriotiques se réunirent et jetèrent les bases d'une association qu'ils appelèrent *Union et Progrès* de Salonique et Constantinople.

Ces élèves s'appelaient Soukhrenti Ishak, Abdullah Djevded, Ibrahim Teino. Le nom du dernier nous échappe.

Ils lancèrent dans les public une brochure (verte, couleur de l'Islam) anonyme forcément, dans laquelle ils exposaient le but, le programme, l'organisation du nouveau Comité.

Cet appel fut entendu, accueilli avec le plus grand enthousiasme.

Le Comité se constitua définitivement. Des sous-Comités se fondèrent.

Grâce aux efforts de ces précurseurs et du Dr Sabri Bey, un Comité central fut bientôt institué sous la présidence de Hadji Ahmed Effendi, comptable au Ministère de la Guerre.

Ce comité prit la direction de tous les groupes dont les deux principaux étaient celui du Seraskérat et celui de Psamatia : le premier dirigé par Chefik Bey, aide-de-camp, lieutenant-colonel; l'autre composé de magistrats et d'ulémas présidé par le Cheikh Naïli. Tous s'appliquèrent à répandre partout leurs idées et reveillèrent les bonnes volontés assoupies.

C'est alors que Mourad Bey, fonctionnaire de la Dette Publique ottomane entra en scène.

Sa réputation littéraire était considérable et, par son journal *Al Ikdam* (la Balance), il diffusait dans le public ses idées libérales.

Ce fut Mourad Bey qui présenta au Palais un rapport sur la situation lamentable du pays et la nécessité de rétablir la constitution. Il vit que le Sultan ne tiendrait aucun compte de ce sage avis; il craignit même d'être arrêté et se fit donner par le comité *Union et Progrès* mission de le représenter .... à l'Etranger!

Dès lors, une grande agitation régna dans les Comités et sous Comités qui, d'un commun accord, se prononcèrent pour le coup d'Etat.

On chargea d'enlever l'affaire Kiamil Pacha, Commandant en Chef la première division militaire de Constantinople. Il échoua. Le Sultan fut instruit du complot, et en même temps de son échec, par Ismaïl Pacha, inspecteur général des Ecoles Militaires.

La répression fut impitoyable.

On fit des perquisitions chez tous les conjurés *(Fedaï)* dont on put connaître les noms et l'on procéda sans tarder aux exécutions.

Hadji Ahmed Effendi fut envoyé au Fezan, où il mourut; Naïl Effendi, à Homs (Syrie); le cheikh Abdul Kader, Avni bey, Zeky bey, se virent indiquer diverses destinations peu agréables; le Dr Sabri bey fut exilé à Mossoul d'où, moyennant une prime de cent mille francs, il parvint à s'évader

Ceux qui, comme lui, réussirent à prendre la fuite, se réfugièrent en Europe auprès de Mourad bey et d'Ahmed Riza, directeur de l'instruction publique au vilayet de Brousse, lequel, avec beaucoup de raison, avait jugé prudent de quitter la Turquie, à la suite de certain rapport demandant des réformes au Grand Maître.

Ahmed Riza fut alors désigné par ses amis pour représenter à Paris le Comité *Union et Progrès*. Il fut en outre chargé de diriger le *Mechveret*.

Pendant ce temps Mourad Bey était au Caire.

Le Sultan tenta l'impossible pour empêcher la publication du

Mechveret. Ce fut en vain. Tous les efforts se brisèrent contre l'indomptable énergie de Mourad bey.

Le Comité rappela celui-ci d'Egypte, lui donnant pour mission de publier à Genève un autre journal d'opposition : *Le Nizam.*

Tous les articles paraissant dans l'un et l'autre journal étaient soumis à la surveillance et au contrôle du Comité Général de Constantinople.

Mais, bientôt, des différends surgirent entre Ahmed Riza bey et Mourad bey. Ce dernier donna sa démission. Il fut aussitôt rem. placé par le commandant Ahmed bey qui, avec l'aide du colonel Chefik bey, tenta la reconstitution des Comités de la capitale.

Leurs efforts ne furent pas stériles. A l'Ecole militaire de Pancaldi, se constituèrent deux Comités qui, groupés avec ceux de la faculté de médecine, préparèrent une manifestation à Yildiz.

Une fois encore, les vaillants patriotes furent dénoncés et un Conseil de guerre réuni à Tach-Kichla, le 2 Juin 1897, condamna 81 de ces jeunes gens : 13 à mort; 22.aux travaux forcés à perpétuité; les autres à des peines variant de 6 mois à 20 ans de prison.

Un peu plus tard, le Sultan — par un habile subterfuge, dit-on — réussit à attirer Mourad bey à Constantinople, où il se fixa définitivement.

Le Padischah, peu de temps après, amnistia tous les jeunes-turcs et parvint de la sorte à faire renoncer beaucoup d'entre-eux à leurs idées politiques.

Cependant Ahmed Riza, lui, ne renonçait pas à la lutte. Il continuait vaillamment ses publications dans le *Mechveret.*

Les Comités furent dissous pour reparaître et disparaître de nouveau.

La véritable organisation était depuis trois ans à Salonique. L'initiative en avait été prise par Talaat bey, premier secrétaire de l'Administration des télégraphes; Midhat bey, chef comptable; Ramsi bey et d'autres notables patriotes.

C'est vraiment eux qui, avec un courage et une habileté au-dessus de tout éloge, organisèrent le mouvement patriotique.

En 1900, le mouvement libéral ottoman prit une extension considérable.

A cette époque, Damad Mahmoud Pacha, le propre beau-frère du Sultan, indigné des actes commis sous ce régime, s'enfuit de Constantinople, en compagnie de ses deux fils, les princes Sabaheddin et Loutfoullah, à bord du paquebot *Géorgie*, dans les soutes duquel ils durent se cacher.

Mahmoud Pacha qui était un noble cœur, un homme aux idées larges et élevées, adressa le 21 Janvier 1900, à son impérial beau-frère, une

lettre restée fameuse, lui exposant l'état lamentable de la Turquie, lui demandant des réformes immédiates. Cette lettre constitue un véritable réquisitoire, monument à la gloire de son auteur. Nous la reproduisons plus loin.

Comme l'écrivait à juste raison, un auteur éminent, M. Paul Fesch, qui publia sur la Turquie un ouvrage de la plus passionnante actualité et dans lequel il a bien voulu nous permettre de puiser ces précieux renseignements, la lettre de Mahmoud Pacha, digne dans sa sévérité, juste dans son audace, appartient à l'histoire. Elle apprendra aux descendants de cet infortuné peuple ottoman que, dans les jours d'oppression où vécurent et moururent leurs pères, il y eut un homme «le plus en vue de la famille impériale qui osa prendre leur défense en se dressant devant le Maître de l'heure. »

Mahmoud Pacha mourut en 1903, fidèle à ses convictions. Il fut enterré à Paris au cimetière du Père-Lachaise. Pour l'honneur et la dignité de la Turquie, pour la plus grande gloire du nouveau gouvernement, les restes mortels de cet illustre citoyen furent transportés à Constantinople et des funérailles nationales lui ont été faites. Le peuple a rendu à ce grand citoyen mort et enterré en terre étrangère, pour avoir voulu lutter contre l'autocratie et régénérer son pays, les honneurs qui sont dus aux vaillants défenseurs de la patrie !

A la mort de Mahmoud Pacha, son fils, le prince Sabaheddin continua les nobles traditions dont il fut le digne héritier. Son patriotisme ardent, son intelligence remarquable, ses connaissances vastes, la justesse de ses vues, la droiture de son caractère, font de lui un des hommes politiques dont la Turquie pourra, à bon droit, s'enorgueillir.

Dès 1902, le prince, alors âgé de 26 ans, organisait un Congrès de libéraux ottomans qu'il présida et auquel prirent part 47 congressistes de toutes races et de toutes religions et dans lequel on décida le programme à adopter, les moyens à employer pour arriver à obtenir le rétablissement de la Constitution en Turquie. Depuis ce congrès, le prince Sabaheddin fut considéré, par la majorité des patriotes turcs, comme un des chefs du mouvement libéral ottoman auquel il imprima une direction salutaire aux intérêts de la nation.

Trois années plus tard, le prince créait la Ligue de décentralisation administrative et d'initiative privée, dont l'influence s'étend au loin et devient de jour en jour plus considérable. Dans un article-programme, le prince en indiqua le but et en démontra la nécessité.

Si, en effet, disait-il, le Palais est le promoteur des actes qui perdent le pays, le peuple, ou plus exactement la majorité du peuple a la faiblesse de s'y soumettre. Seule, une étude approfondie de cette faiblesse sociale nous révèlera les véritables causes de l'autocratie absolue et de la tyrannie qu'elle engendre.

Notre faiblesse sociale a son origine certaine dans notre éducation nationale, dans le défaut d'initiative individuelle qui en est la caractéristique. Chez les Turcs, c'est sourtout la classe inférieure qui se livre à l'agriculture, à l'industrie, au commerce ; mais, comme elle ne possède ni le savoir, ni le capital, elle ne parvient guère à sortir de son milieu social et à s'élever. De même, l'agriculture reste dans son état primitif ; le commerce demeure stagnant. Quant à la classe moyenne, l'immense majorité de ses membres se ruent vers les carrières libérales et deviennent fonctionnaires ou soldats. Et, comme dans les milieux officiels élevés, on veut à tout prix conserver intacts les privilèges du pouvoir absolu, on répudie tous les fonctionnaires honnêtes et actifs. De sorte que, là encore, une véritable sélection s'opère au détriment de l'esprit d'initiative et au profit de l'incapacité et de la basse corruption. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'une anarchie générale se manifestât dans toutes les branches de l'administration et par un contre-coup funeste jusque dans le domaine de la vie privée.

Pour conjurer ce péril, la jeunesse intellectuelle turque qui est acquise à la civilisation occidentale, doit, à l'exemple des peuples particularistes, se tourner de toute son ardeur, vers les carrières indépendantes et productives. Mais l'omnipotence de la centralisation gouvernementale étant un obstacle perpétuel à l'émancipation de l'individu, nous devons tous, unir nos forces pour remplacer l'autocratie absolue par une monarchie constitutionnelle, basée sur la décentralisation. Ce régime de décentralisation assurera à tous les éléments, musulmans, israélites et chrétiens de l'Empire le même droit de participer au gouvernement local, satisfera les désirs légitimes des non-musulmans en même temps qu'elle rendra un immense service aux musulmans en les poussant hors du fonctionnarisme assujétissant et improductif.

C'est dans l'intérêt particulier des Turcs comme dans l'intérêt général de tous les Ottomans, que nous formons, disait le prince, une Ligue qui s'efforcera d'augmenter et de grouper les partisans de l'initiative privée et de la décentralisation administrative.

Ce programme que nous avons aussi fait nôtre, trouvait sa conclusion dans un plan d'action divisé en quatre points particuliers :

1° Propager chez le peuple turc le goût des études sociales, dans le but de susciter l'initiative privée et de conduire à la décentralisation administrative ;

2° Chercher le moyen d'arriver à une entente entre les diverses races qui constituent l'Empire Ottoman ;

3° Défendre les droits des Ottomans dans les pays d'une civilisation moderne et y promouvoir un courant d'opinion en leur faveur ;

4° Créer à l'intérieur du pays des Ligues, des Comités, en vue de travailler à la réalisation de ce programme et de s'opposer aux empiétements d'un pouvoir oppresseur. Et pour rattacher ces divers groupements, le prince fonda en 1906, le *Terrekki* (Progrès).

Ces conditions ont été largement remplies jusqu'à ce jour par la Ligue et tout le monde se souvient des innombrables publications du prince Sabaheddin, dans tous les grands organes de l'ancien et du nouveau monde.

Des groupements se formèrent dans les principales villes de l'Empire et jusqu'au fond de l'Asie Mineure. Le résultat acquis a répondu aux espérances. La révolution pacifique et digne qui vient de se produire laisse voir assez quels furent les travaux pratiques de ce Comité de Paris et des comités ottomans.

La série des soulèvements antérieurs et la conduite des troupes d'Anatolie qu'on voulait lancer contre les rebelles du 3me corps d'armée et qui refusèrent de marcher prouvent assez quels furent les effets de la propagande active qui était organisée.

A côté de ces Comités principaux, il y a eu d'autres groupements qui ont pris vaillamment part au grand mouvement libéral.

Comme on le voit, cette révolution est le résultat de l'œuvre de plusieurs générations d'hommes dévoués à la cause sacrée de la régénération de l'Empire ottoman et l'effort de deux ligues principales, qui n'avaient pas le même programme, mais dont les efforts tendaient vers un but identique : sauver la Turquie.

***

Mais le mouvement libéral qui paraissait ne pas cheminer rapidement en Egypte était au contraire en bonne voie d'avancement. Les Chefs et adhérents du parti, toujours optimistes, commençaient à exposer leurs idées avec une confiance absolue.

Pour en donner une idée à nos lecteurs, nous prenons plaisir à mettre sous leurs yeux les appréciations de S. A. le prince Haïdar Pacha Fazil, publiées dans le journal de notre ami Dumani, le 19 Juin 1908.

Voici ce remarquable article du Pierre Loti ottoman dont les phrases, d'une belle saveur orientale, enthousiasmèrent même les plus pessimistes de ceux qui l'ont lu :

« Chaque peuple a son heure pour se libérer, mais rien n'arrive avant qu'elle ait sonné sur le cadran de l'évolution où les aiguilles avancent avec une régularité chronométrique. Bien des questions, en ce monde, semblent mystérieuses parce qu'elles sont incomprises, mais

qui nous dit qu'elles sont insolubles ? Les grands événements de l'histoire nous démontrent que les masses n'obtiennent leur indépendance que lorsqu'elles la méritent. La liberté ne se donne pas, il faut s'en rendre digne.

« Lorsque les couches humaines d'une contrée ont encore d'innombrables lacunes, d'immenses sections obscures à éclairer, lorsque le chaînon ne se continue pas jusque dans les bas-fonds, lorsqu'une loi de progrès n'est pas saisie, sentie par une nation entière, lorsqu'enfin une grande quantité d'anneaux manquant à la chaine empêche la commotion patriotique d'atteindre l'extrémité du grand corps social, c'est que le temps n'est pas venu et qu'il faut attendre et travailler encore sans relâche.

« Voilà plus de six cents ans que la Turquie était la propriété de quelques puissants monarques et, du jour au lendemain, on va la rendre libre! Elle se libérera et elle deviendra à ce point de vue l'égale de l'Angleterre, de la France, de l'Amérique et du Japon... Oh ! Je vois déjà le lecteur écarquiller les yeux, et se demander s'il rêve ? Non je n'avance ici que la pure réalité. Mais, patientez un peu, car nous allons marcher dans cet article de surprise en surprise.

« Je disais donc que la Turquie est à la veille de devenir libre.

« Un gouvernement despotique va disparaître bientôt pour faire place à une puissance administrée par des hommes sages, discutant ses intérêts dans une Chambre des Députés avec des Ministres responsables et un Sultan très diplomate et constitutionnel.

« Quel renversement des idées passées ! Liberté et Turquie furent de tous temps dans l'esprit de tous, deux mots entièrement contradictoires. Eh bien ! voilà que les antipodes mêmes parviennent à se réunir et que le consentement d'un politique éminent, rallié au désir de tout un peuple, va donner satisfaction aux plus légitimes espoirs.

« Et tout cela, savez-vous à qui on le devra ? C'est au Sultan Abdul-Hamid... « *Sic itur ad astra* ». Désormais, toutes les libertés seront permises en Turquie, pourvu qu'elles n'atteignent pas à la licence, car elles ne seraient plus des libertés. On aura derechef tous les journaux, même ceux des « Jeunes-Turcs » qui n'auront plus d'ailleurs de raison d'être. — Les réunions, les conférences, les discours seront permis. Toutes les nouvelles, toutes les dépêches, toutes les discussions politiques et religieuses seront libres et suivront leur cours fécondant dans les cerveaux humains. Le téléphone, le télégraphe sans fil, les laboratoires de chimie, les bibliothèques impériales, les muséums, la liberté de l'enseignement seront accordés. Sans verser une goutte de sang, ce monarque, dont on a dit tant de mal, effacera d'un trait de plume tant d'années de répression extraordinaire, par la suppression

des privilèges trop restrictifs et par l'égalité de tous les citoyens devant le droit.

« La justice, cette étoile intangible et idéale de l'humanité, commencera à nous éclairer de ses rayons renaissants. Notre monde politique se soumettra à elle ; elle sera derechef la règle et le pivot de toutes nos transactions.

« — Faut-il ou non, me disait un jour quelqu'un, espérer un réveil en Turquie ?

« Je ne pouvais jusqu'à présent me prononcer. Mais maintenant j'affirme qu'au lendemain de sa Constitution, la Turquie sera sauvée. La mémoire du Sultan Abdul-Hamid, rehaussée par cette action qu'il faut qualifier de géniale, restera à jamais vénérée dans la mémoire des Turcs. Et toutes les poitrines dilatées respireront le bonheur à pleins poumons, et ces nobles Turcs, reprenant leur fierté de jadis, seront plus grands encore que leurs aïeux, puisqu'ils seront grands dans la Liberté !

« Depuis quelque temps, les provinces de l'Empire s'agitaient. Un murmure venait du fond de ce foyer de dévouement et d'honnêteté qui s'appelle : l'Asie Mineure. Car je tiens à dire ici que nul peuple au monde ne possède un paysan, plus droit, plus juste, plus confiant que le Turc. Ces hommes qui sont considérés comme des sauvages ont une noblesse de caractère, un attachement à l'honneur qu'il est quelque peu difficile de trouver ailleurs.

« Une fois, la population refusa de payer les impôts, une autre fois on renvoya un Vali... Cette situation ennuyait la Sublime-Porte. Les fonctionnaires des provinces exagéraient leurs pouvoirs. Tout le monde en eut assez. Un beau jour, il n'y a pas bien longtemps, tous les vilayets s'unirent et d'un commun accord, envoyèrent, par pétitions, au Grand-Vizir leurs désirs formels de voir renaître une Constitution. Férid Pacha après avoir décacheté ce formidable tas d'enveloppes en fit part au Conseil et demanda quel parti prendre pour exposer la chose au Sultan. Chacun dans la crainte de voir tomber sur lui la responsabilité, garda le silence. « Eh bien, leur dit-il, personne parmi vous ne tient à en faire part à Sa Majesté ? » Au refus de chacun, voilà comment il résolut la question : « C'est bien simple, leur dit-il, j'écrirai la pétition, nous la signerons tous et, ce soir même, je la porterai à Sa Majesté ».

« Férid Pacha qui est un homme de la trempe des grands politiques et des vrais patriotes, l'écrit de sa main, la fait signer et monte à Yildiz. Il se présente d'abord au Cabinet de Izzet Pacha El-Abd qui refuse de transmettre ce message. Il passe alors chez le 1er secrétaire qui se récuse de même. Finalement, il fait dire qu'il prie le Sultan de le recevoir. On l'introduit. Le Khalife l'accueille d'un air calme et

bienveillant. Une fois que le Grand-Vizir, eût fini de lire la pétition et d'exposer le cas, Sa Majesté souriant et balançant la tête d'un air joyeux :

« — Voilà ce que j'attendais de mon peuple et je vous jure que j'allais moi-même vous le proposer. Votre pensée a devancé la mienne. Je l'accepte de grand cœur. Préparez vos projets et que l'ouverture de la Chambre ait lieu le 1er Septembre de cette année.

« — J'aurais, ajouta le Grand Vizir, encore une supplique à adresser à Votre Majesté. Vos serviteurs réclament aussi la grâce des déportés politiques.

« Là-dessus le Sultan, d'un air songeur, de répondre :

« — Nous verrons cela plus tard. Procédons par ordre et plaçons d'abord les bases de la Constitution.

« Férid Pacha partit annoncer l'ordre officiellement à ses collègues. Ce triomphe du droit de l'homme est le résultat de la propre évolution d'un peuple. Voilà donc la fin suprême d'un monde de vétusté qui tombe pour laisser se réédifier un nouvel Empire.

« Pourquoi, me demande-t-on, le Sultan ne maintint-il pas la première Constitution ?

« Parce que la Turquie n'était pas en état de la supporter.

« Les premières délibérations se faisaient à Yldiz, et en présence même du Khalife. Un jour, pendant que l'on tenait séance, un député commit la sottise inconcevable de critiquer les dépenses de cuisine du Sultan. Il faut franchement avouer qu'il n'est pas permis, lorsqu'il y a tant d'intérêts à débattre, de venir au milieu d'un palais, le troisième jour du don de liberté, et en face d'un monarque dont les pères furent les fondateurs et les propriétaires de tout l'Empire pendant des siècles, lui disputer ce qu'il mange,

« Même y aurait-il un gaspillage quelconque qu'il faudrait au moins avoir la bien-séance de se taire et de s'occuper de choses plus sérieuses. Sur ce, plusieurs grossièretés égales à celles-là s'en-suivirent. Profitant de la liberté de la Presse, on ne trouva rien de mieux à faire que de s'insulter. Le Sultan vit que la situation était intenable. Il dissolut la Chambre, sans qu'il y eut un cri de protestation nulle part. Pendant trente ans, des millions d'hommes gardèrent le silence. Donc, ils n'étaient pas mûrs pour la liberté. Soldats, paysans, beys, pachas, effendards et le reste s'endormirent. Le Sultan qui est d'une finesse à faire sortir les plus fins de leurs terriers, sacrifia les mauvaises têtes. Pression sur pression! Mais enfin voilà l'aiguille qui marque l'heure de la Liberté, et la nation va l'obtenir.

« Mais qu'est-ce que c'est que la liberté ?

« Chacun a sa manière de l'envisager. Pour les uns, c'est le droit à l'insulte; pour d'autres, celui de commettre des crimes, pour le fils

de famille qui vient d'hériter c'est de se ruiner librement, pour l'anarchiste c'est de lancer des bombes etc. Mais pour l'homme sensé, c'est de respecter les lois de son pays, de veiller à la liberté de ses semblables, c'est en un mot, sans enfreindre aucune règle établie, être un homme qui sait respecter son prochain et la conscience de ses semblables.

« Chère Turquie ! Il faut que tu existes pour le bonheur de tous les Etats musulmans de notre Orient. On va te donner ta liberté — un peu parce que tu la demandes, un peu parce que le Sultan le veut, mais tâche de ne pas en abuser ! Qui va lentement, va sainement. Ainsi ne fais pas de ce joyau le jouet de tes caprices. C'est une chose qu'on n'a pas tous les jours occasion de retrouver et quand on l'a il faut savoir jalousement la conserver comme un avare.

« Si tu la reperdais par certaines inconséquences tu serais obligée de mettre des années encore pour la reconquérir. Chère Turquie, tu mourrais même avant de la reposséder. Non ! non ! Il faut que tu vives. Il faut que tu évolues davantage, il faut que tu grandisses. Surtout pas d'agitations. Nous sommes dans un siècle où les soulèvements coûtent cher. Le jour de la proclamation de ta liberté — cette chose si chère et si grande — va remercier ton libérateur. Terre des héros qui expirèrent en souriant devant les mitrailles !... Cœurs de lions !... Ames magnifiques !... Peuple de martyrs, accueille avec sérieux ce don que Dieu t'envoie et fais-en bon usage. Souviens-toi avant de commettre un crime, une légèreté, de ton passé, de tes agonies, de tes douleurs. Aie pitié de cette Indépendance que d'autres nations n'ont possédé qu'au prix de leur sang. J'ai passé dix ans de ma vie sur tes rives divines, j'ai bu tes eaux claires et glacées qui semblent venir d'un coin du paradis céleste ; j'ai tressailli d'admiration devant l'immensité de ton histoire formidable et te voyant figée dans ton immobilité, j'ai pleuré. Jette ton linceuil taché de sang, pour te vêtir de ta robe d'azur, car sur tous les coins du monde on verra derechef flotter la Justice de ton Etendard étoilé !... N'est-il pas temps aussi, de ne plus écouter ni les critiques de la Russie, ni les mensonges des courtisans qui lui sont vendus. Le Sultan Abdul-Hamid saura, encore une fois, avec sa haute intelligence manier toutes ces questions et éviter les funestes conséquences de ces intrigues. Il saura fermer l'oreille aux mauvaises insinuations des Puissances qui nous détestent et qui ne demandent que notre mort. Il a l'intention de civiliser l'Orient et d'empêcher la prochaine invasion des spéculateurs d'outre-Rhin. Tant de pensées heureuses rendront l'Empire Ottoman joyeux et fier ! Guerre à l'ignorance ! Guerre à l'anarchie ! Guerre aux exploiteurs, aux vils mendiants de concessions, guerre pacifique et intellectuelle à tous nos adversaires !

« Par ce décret, le Sultan Abdul-Hamid deviendra un des plus extraordinaires monarques et la Turquie une des plus belles nations de l'Univers ! »

« PRINCE HAÏDAR PACHA. »

***

Au Palais de Yildiz, l'entourage du Sultan, les principaux espions et notamment le plus influent de leurs chefs, le fameux Izzet Pacha assistaient, non sans inquiétude depuis quelques mois, au progrès du soulèvement qui se produisait en Macédoine. Ils remarquaient en même temps — avec quelles angoisses ! — une certaine effervescence dans le corps des officiers. Cette agitation présentait un peu le caractère de ces torrents descendant des montagnes qui s'enflent parfois en quelques minutes, pour se transformer en fleuves impétueux; puis, tout aussi soudainement, se calment et se tarissent. Mais, bien qu'on n'eût pas deviné le but poursuivi par les vaillants officiers on avait l'intuition que, cette fois, le torrent ne se calmerait pas de si tôt.

Par surcroît, le mouvement dans les Balkans se compliquait de quelques éléments nouveaux de nature à le rendre plus grave et plus épineux.

Tandis que tous ces événements se déroulaient en Macédoine et que les populations chrétiennes se massacraient entre elles (Grecs contre Bulgares, Bulgares contre Grecs et Serbes, Roumains contre Grecs), les Turcs, seuls contre tous, demeuraient chargés de pacifier, de chasser ou d'anéantir toutes les bandes chrétiennes ! Dure besogne entreprise sans la surveillance de l'Europe civilisée, représentée par les officiers européens de la Gendarmerie.

Cette Gendarmerie fit assurément œuvre utile, mais combien incomplète ! Et que les résultats obtenus, pour appréciables qu'ils fussent demeurèrent insuffisants !

Tous ceux qui avaient entendu parler des Jeunes-Turcs et connaissaient, un peu vaguement peut-être, leurs projets de régénération de l'ancien régime turc par des institutions libérales, tous ceux-là savaient que, même sous l'œil des espions et les poursuites de la police, les patriotes dispersés dans de libérales et hospitalières contrées, travaillaient de toute leur âme, la main dans la main, à conquérir la Liberté de la Patrie.

Leur propagande était faite et poursuivie avec une telle discrétion, que les plus clairvoyants étaient bien loin de pouvoir apprécier les résultats déjà atteints et même ne pouvaient supputer vers quel point précis convergeaient les efforts des conjurés.

Il y a quatre ans, les Jeunes-Turcs essayèrent de gagner à leur cause le corps si puissant des ulémas, softas, hodjas et derviches, après toutefois s'être enquis avec autant de réserve que de finesse, des sentiments personnels du Cheikh-ul-Islam.

En Septembre 1904, dans la nuit du Jeudi au Vendredi, un Jeune-Turc, déguisé en cheikh, venu secrètement de Paris à Constantinople, viâ Salonique, fut l'hôte du Cheikh-ul-Islam, dans son superbe yali du Bosphore. La conversation roula sur des banalités ; on parla de la pluie et du beau temps. A diverses reprises, le Jeune-Turc essaya de sortir de ce terrain neutre et de scruter la pensée du Cheikh-ul-Islam. Celui-ci fut impénétrable. Il ne comprit pas, ou ne voulut pas comprendre. Sa finesse déjoua l'adresse de son interlocuteur. Après un séjour de 27 heures au palais comme hôte du Cheikh-ul-Islam, l'envoyé du Comité prit congé de Son Altesse annonçant qu'il se rendait en pèlerinage à La Mecque. Il avait échoué dans sa mission ; ou plutôt le Cheikh-ul-Islam n'osa pas parler ouvertement bien qu'il fût lui-même libéral.

Les libéraux croyant qu'il leur était impossible d'obtenir l'appui du Cheikh-ul-Islam, se tournèrent vers l'armée. Ils avaient enfin compris que tout l'édifice ottoman reposait sur la force et que, lorsque cette force manquerait, la catastrophe se produirait.

Aussi s'employèrent-ils, en faisant de grands sacrifices, à convertir les officiers de l'armée. Ils parvinrent à en rallier le plus grand nombre à leur cause, les officiers étant parmi les premières victimes des vices invétérés de l'administration d'alors. Et pourtant l'armée turque, il faut le proclamer bien haut, et l'Europe entière l'a reconnu, a d'admirables qualités de bravoure, de dévouement, d'endurance, de patience inaltérable.

Nous disions donc que l'armée ottomane fut une des premières victimes des erreurs d'antan. En effet, le paiement de la solde était toujours plus qu'incertain. L'avancement, légitime conséquence de mérites personnels ou de droits acquis, ainsi que cela se pratique en Angleterre, en France, en Grèce, en tout pays libéral, l'avancement n'était dû qu'au favoritisme ou, pour mieux dire, aux caprices des grands. Il en résultait, naturellement, un mécontentement général.

Depuis quelque temps on signalait des mouvements d'agitation, voire des mutineries dans l'armée. Soldats et Officiers réclamaient leur solde. Ils avaient raison. Le Sultan leur donna satisfaction. Les grands journaux de Paris et Londres ont, en leur temps, longuement raconté et commenté ces incidents. Pourtant le mécontentement ne cessait pas. Il augmentait au contraire en raison des ingérences policières, et du régime de surveillance individuelle, de délations constantes dont le corps des officiers fut longtemps l'objet.

Bien que le Gouvernement prévît le danger et s'efforçât de l'éviter, les moyens employés pour en diagnostiquer le caractère l'aggravèrent considérablement.

En ce moment, même la situation en Macédoine empirait de manière inquiétante. Grecs, Serbes, Bulgares, Roumains, multipliaient leurs bandes. Les massacres étaient à l'ordre du jour. L'Europe diplomatique assombrie préparait évidemment une intervention.

.... Et la révolte militaire éclata tout d'un coup, à l'heure où le Gouvernement turc avait un pressant besoin de son concours.

L'armée laissa transparaître les ravages profonds que la propagande du Comité *Union et Progrès* avait faits dans ses rangs. Et, ainsi, en peu de jours, la Macédoine entière fut la proie de l'insurrection.

La consternation fut énorme à Constantinople.

L'événement, en effet avait éclaté en coup de foudre. Le secret, évidemment avait été bien gardé : Les Ambassadeurs des Puissances goûtaient les charmes de la villégiature et des congés et le Sultan, malgré sa police renommée, ne paraissait pas beaucoup mieux renseigné ; à moins que, découragé, il ait voulu laisser les événements suivre leur cours.

Quoiqu'il en fût, un mouvement englobant presque toute la partie intellectuelle du pays : l'armée, les étudiants, les softas, un mouvement s'étendant de Salonique à Bagdad, naquit, se répandit, s'accentua, devint irrésistible, sans trouver aucune opposition aucune résistance. Un tel mouvement se produisant au jour, à l'heure, fixés par ses promoteurs, sans qu'un bruit transpirât, sans qu'un indice en décelât l'existence, fût une chose si extraordinairement imprévue, que les plus perspicaces se perdirent en conjectures sur ses origines, sa préparation, son but et son intensité.

Nous exposerons dans un prochain chapitre le trop fameux projet d'administration que les Puissances préparaient pour la Macédoine.

Nous dépeindrons aussi l'attitude de chacune d'elles ; leurs prétentions dans le partage de la Macédoine, aussitôt la Constitution proclamée. Rien, en effet, ne fut plus caractéristique que l'impression profonde produite en Europe par les événements de Turquie, alors qu'une population de 37 millions d'habitants secouaient le joug de la tyrannie pour acclamer joyeusement l'aurore de la liberté.

Toutes les diplomaties, au demeurant, étaient à la fois surprises et embarrassées. Elles cherchaient à se renseigner, à se « sonder » mutuellement, bien plutôt qu'à se chercher noise. Toutes restèrent déconcertées et le « Concert Européen » dans une commune stupéfaction, eut grand peine à retrouver son accord harmonique.

A l'heure précise où la Russie, après entente avec la France et

l'Angleterre allait déposer son fameux projet d'administration autonome, véritable menace de démembrement pour la Turquie, le décor changea tout à coup.

Au lieu d'avoir affaire à une Turquie anarchique et absolutiste à la fois, les Puissances se trouvaient en présence d'une Turquie libérale, constitutionnelle, et parlementaire, possédée d'un désir unanime de paix et de réorganisation.

« Le tour fut bien joué », s'il est permis d'employer cette expression vulgaire pour des événements aussi graves. C'est ainsi pourtant que formula sa pensée, le Major Niazi Bey, un des héros de la liberté, dans une interview qu'il accorda naguère au correspondant d'un grand journal de Londres, à Salonique.

La première appréciation portée sur les faits nouveaux, en Europe, fut qu'il s'agissait uniquement d'un mouvement de politique intérieure.

Ce qui frappait, à première vue, c'est que le mouvement était — en général — favorablement accueilli par les Chrétiens, notamment par l'élément grec. Toutefois, il paraissait moins sympathique aux Slaves, et surtout aux Bulgares et Roumains.

Il y aurait bien d'autres faits notables et intéressants à signaler. Nous en parlerons plus loin. Mais des faits qu'il convient de citer dès l'abord, sont ceux qui se rapportent à l'origine du mouvement de *risorgimento*.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, ce mouvement prit naissance, se développa, éclata à Salonique, dans les milieux militaires, c'est-à-dire dans la partie la plus éclairée et en même temps la plus opprimée du peuple ottoman, qui était alors purement nationaliste.

Mr Gabriel Hanotaux écrivait au début des événements, dans un grand journal parisien, que divers indices rapprochés permettaient de croire au caractère exclusivement turc du mouvement, ayant entre autre but, celui de s'opposer aux conséquences imminentes et fatales de l'affaire macédonienne.

« Mais, ajoutait l'ancien ministre français, parmi les Puissances quelles sont celles qui pourraient avoir intérêt à se mettre en travers d'un pareil objectif ? Quelles sont celles qui pourraient trouver profit à une sorte d'Européanisation de l'administration ottomane ? »

Personne, en effet, n'ignore que le parti Jeune-Turc a toujours eu des tendances anglophiles. Au moment où les vues de l'Angleterre étaient sur le point de triompher, grâce à une action commune avec la Russie, et-ce donc à ce moment précis que la Grande-Bretagne a voulu brouiller les cartes ?

On a pu admettre en principe que la politique de l'Empire Allemand, opposé comme on sait à tout amoindrissement de la Turquie, se montra favorable à l'évolution nouvelle, se produisant à l'heure où

les propositions anglo-russes allaient causer quelque embarras à l'Allemagne. Mais le libéralisme n'est pas dans la manière germanique. D'autre part, le contre-coup des événements en Albanie, en Bosnie, en Herzégovine, risquait de présenter assez de dangers, pour que l'Autriche-Hongrie ne s'exposât pas de gaieté de cœur à ce péril.

Ce qu'il y avait de plus simple encore, était donc d'admettre, ou feindre d'admettre, que les événements survenus étaient la conséquence d'une de ces poussées instinctives, irraisonnées des foules, se laissant porter par les évenements, par la passion, sans très bien démêler elles-mêmes le mobile qui les guide et les pousse en avant.

On admit *nobus volens*, le fait accompli.

En consequence, l'Angleterre et la Russie se mirent d'accord pour ajourner *sine die* l'application de leur programme de réformes en Macédoine. Une dépêche circulaire de Mr Izvolsky aux Puissances indiquait nettement l'ajournement et non le retrait définitif du programme précité. Cette indication n'était pas une nuance colorant les expédients d'une diplomatie souple, subtile et prudente. C'était l'inauguration d'une nouvelle politique vis-à-vis de la Turquie, politique que l'on pourrait caractériser d'un mot : « *L'attente sympathique.* »



Laissons un instant de côté la politique anglo-ruse pour nous occuper de l'opinion prédominante en France où l'on suivait avec un intérêt passionné, tout autant que sympathique les efforts des Jeunes-Turcs pour la régénération de leur Patrie.

L'opinion des principaux journaux Parisiens peut s'analyser ainsi :

« Si les Jeunes-Turcs se sont émus des Conseils de prudence qu'il nous a paru opportun de leur donner au lendemain de leur rapide succès, ils ne manqueront pas de se souvenir que cette sympathie n'a pas, pour se manifester, attendu ce succès, et que dans les années d'épreuves, nous avons toujours jugé, avec la sévérité qui convenait, les procédés de l'ancien régime. Malgré les représailles de la censure et les interdictions de vente, nous n'avons jamais été de ceux qui trouvaient des excuses à la politique du Sultan, en un temps où cette politique savait se procurer en Europe des défenseurs. Leur victoire a été brillante. Pour qu'elle soit durable, il faut qu'elle soit mesurée. Cela est vrai au point de vue international.

« La France libérale n'est pas conduite seulement par des raisons de sentiments à suivre avec satisfaction l'évolution de la Turquie vers un régime de liberté. C'est aussi son intérêt que ce régime s'établisse et dure. Tant économiquement que moralement, nous désirons le maintien de l'intégrité ottomane. Or, le péril le plus grave

qui menaçât cette intégrité, résultait de l'anarchie sanglante. C'est cette anarchie qui, en obligeant les puissances à intervenir, en entretenant l'hostilité des Etats balkaniques, augmentait d'années en année les risques de partage. Car le principe de. non-intervention était difficile à soutenir en face d'un gouvernement tel que celui d'Abdul-Hamid. Au contraire, une Turquie régénérée, donnant à ses habitants, sans distinction de race et de religion, l'ordre et la sécurité, imposera à tous le respect d'elle-même. Et ceux qui, comme la France, veulent que le *statu quo* de l'Orient demeure intact, trouveront un argument de plus pour soutenir leur thèse.

« En ce qui concerne plus spécialement la Macédoine, nous pensons que le jour où la Turquie sera administrée comme il faut qu'elle le soit, les institutions internationales créées depuis dix ans en vue des réformes, et qui n'étaient qu'un expédient, devront évidemment disparaître. Et l'heure venue, la France est heureuse d'être la première à proposer leur suppression.

« Ajoutons que le rôle actif de l'Europe en Orient, devait prendre fin dès le moment où la Turquie régénérée, consciente de ses devoirs, se déclarait prête à assumer l'œuvre d'apaisement, de sécurité et d'ordre, que l'Europe s'était vue dans l'obligation d'entreprendre en présence d'un gouvernement turc, décidé à tenir pour lettres mortes, ses objurgations, ses réclamations et ses *ultimatums*. Ne pas accorder le plus large crédit à la bonne volonté de la Jeune-Turquie, qui a déjà su réaliser ses plus audacieuses promesses, eût été la plus lourde des fautes politiques.

« D'autre part, si l'on se souvient que c'est en Macédoine que la Constitution à pris naissance, que c'est de la Macédoine que sont partis les premiers cris de délivrance et d'allégresse, on admettra que l'Europe dès lors, n'avait plus rien à faire dans cette galère et que l'on ne pouvait guère exiger d'elle, qu'elle se montrât plus macédonienne que les macédoniens...

« Voilà, semble-t-il, des raisons suffisantes pour expliquer que l'Angleterre et la Russie n'aient point hésité à se retirer discrètement, tout en se réservant le moyen d'intervenir dans la suite, si le nouveau régime ottoman, se montrait incapable d'accomplir jusqu'au bout le mandat qu'il vient d'assumer.

« Ajoutez enfin que cette retraite plus ou moins provisoire, leur a été facilitée par le fait qu'elles n'ont plus désormais à craindre la prédominance de l'Allemagne sur les rives du Bosphore. Car si, comme le disait la *Vossische Zeitung*, « tout ce que l'on pouvait au cours de l'entrevue de Reval avoir décidé de politique, a été balayé par la vague du mouvement Jeune-Turc ». Cette même vague — notre confrère se garde de l'ajouter — a du même élan emporté en passant à

Constantinople, l'influence toute puissante qu'un travail surnois et patient avait assurée sans partage à la politique allemande.

« Pour se rendre compte de l'immensité de la déconvenue allemande, il suffit de se rappeler la théorie politique exposée tour à tour avec une science bornée par le professeur Schiemann et avec une sagacité clairvoyante par le professeur Delbrück.

« La grande idée du règne de Guillaume II, nous a dit M. Delbrück, c'est la protection de l'Islam par l'Allemagne. »

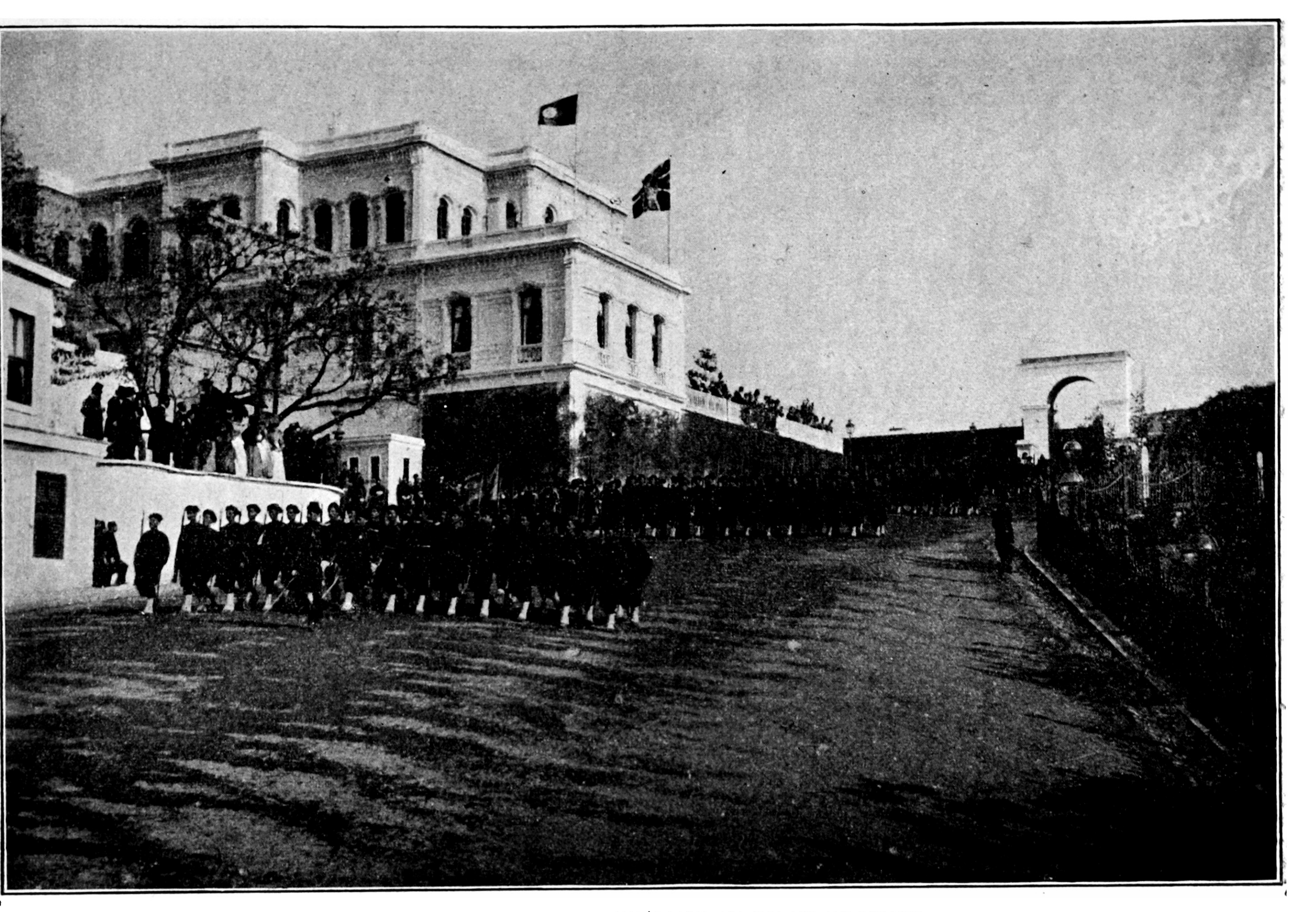
« De la tutelle politique, M. Delbrück faisait dériver l'exploitation économique.

« Moins intelligent, le professeur Schiemann menaçait et prophétisait. Son imagination ardente voyait déjà tout l'Islam, prenant feu contre la France et l'Angleterre, pour le bon plaisir de l'Allemagne.

« La déception est rude ; la chute est profonde et l'Allemagne a compris — huit jours trop tard — que, devant les victorieux d'hier, il fallait prendre parti.

« Elle s'est résignée : elle s'est ralliée à la formule de l'attente. Nous n'osons pas ajouter « de l'attente sympathique. »

« Peu importe, ce qu'il convient de retenir, c'est qu'à l'égard des Jeunes-Turcs, l'attitude de l'Europe veut être encourageante et correcte et qu'il dépend uniquement d'eux que cette attitude soit durable. »



TROUPES DE LA GARDE IMPÉRIALE AU PALAIS DE YILDIZ

Le Soulèvement Révolutionnaire

COMMENT A COMMENCÉ LE MOUVEMENT

Interrompons un instant les considérations d'ordre politique pour donner un récit simple et bref du mouvement libéral et réformateur, d'après renseignements authentiques recueillis directement par nous auprès des plus éminentes personnalités du parti libéral turc.

L'événement extraordinaire auquel le monde ébloui venait d'assister et qui donna la liberté au peuple ottoman, commença de la très banale façon suivante :

Le 11 Juin 1908, Niazim Bey, commandant militaire de la place de Salonique, en train de causer paisiblement dans son cabinet privé, à la caserne, fut frappé d'une balle de revolver qui l'atteignit à la jambe.

Niazim Bey, nul ne l'ignorait, était absolument contraire au mouvement libéral qui commençait à se dessiner et gênait même beaucoup les organisateurs.

Il venait d'être appelé à Constantinople et devait partir le lendemain. Les membres du Comité libéral craignant que Niazim Bey, les dénonçât en haut lieu avaient décidé sa mort. D'où l'attentat plus haut raconté, attentat avorté qui permit au Caïmakam de partir à la date antérieurement fixée.

Il semble bien d'ailleurs, que les craintes des libéraux réformateurs n'étaient pas vaines, car, aussitôt après l'arrivée de Niazim Bey à Constantinople, de grands changements furent opérés dans l'armée. Plusieurs officiers furent appelés à Stamboul, sous l'œil du Maître, entre autres, Essad Pacha, commandant intérimaire du 3me corps d'armée.

Le Comité *Union et Progrès,* bien loin de se laisser abattre par tous les coups qu'on lui portait, s'en trouva stimulé et davantage encore, étendit son mouvement.

Le 3 Juillet 1908, un brillant officier, d'origine albanaise, le capitaine Niasi Bey, d'origine albanaise, donna le premier le signal de la révolte, à la tête d'une petite troupe par lui recrutée, composée de cent-cinquante gaillards robustes et résolus, dévoués jusqu'à la mort à la cause de la liberté.

Avant de quitter l'armée et de faire acte de révolutionnaire, il avait d'ailleurs tenu à envoyer à ses chefs une déclaration qu'il voulait faire parvenir au Sultan. Il y avait reproduit le programme du parti libéral et disait qu'il prenait les armes pour défendre la liberté et les réformes dans l'empire ottoman, cela, aussi bien dans l'intérêt des Chrétiens que dans l'intérêt des Musulmans.



LE MAJOR NIASI BEY

Héros de la liberté, celui qui donna le premier, le signal de la révolte militaire, se rendant avec cent cinquante soldats et autant de robustes *bachibouzouks* y compris un bande d'armatoles grecs.

Niasi appartient à une famille albanaise. Il est né à Resna. Il fit son école militaire à Constantinople et fut versé au IIIe corps comme lieutenant. Il y a huit mois il obtint les épaulettes de *Kolagassi* (vice-major) et fut transféré à Resna, sa ville natale.

C'est à Resna que Niasi apprit l'arrestation, à Salonique, de plusieurs officiers de ses amis, à la suite de dénonciations faites par des espions du Palais aux membres d'une commission d'enquête envoyée par le Sultan. Il comprit que ses relations avec les Jeunes-Turcs ne tarderaient pas à être soupçonnées et découvertes dès que les espions feraient leur apparition dans le district. Avec lui, tous les partisans d'un changement de régime seraient arrêtés et jetés en prison. Il s'entendit donc avec quelques fonctionnaires et officiers, le maire, le commissaire de police, le percepteur et le secrétaire et deux lieutenants ; s'aboucha avec une centaine de comitadjis, arma de mausers 180 hommes sur qui il savait pouvoir compter, se conjura solennellement avec eux et quitta Resna comme nous le disons plus haut, le 3 Juillet pour gagner la montagne. Il croyait à ce moment, et tous ses compagnons avec lui, que la lutte serait longue et qu'elle exigerait de grands sacrifices, malgré la sympathie dont il était assuré auprès de la grande majorité de la population turque.

Pour tout viatique, Niasi Bey emportait 500 livres turques qu'il avait prises à la caisse du batallion et dont il laissa quittance. Au moment de partir, il avait rédigé une déclaration en trois exemplaires et l'avait adressée à Hilmi Pacha, inspecteur général, au vali de Monastir et au Sultan.

Le commandant rebelle se tint caché jusqu'au 20 juillet dans la montagne; puis, voyant que personne ne bougeait contre lui, il descendit à Starowa et y annonça son projet de travailler à l'établissement d'une ère libérale. Il y gagna l'adhésion d'un de ses compatriotes albanais et y fut rejoint par deux bandes, une grecque et une bulgare qui, à la nouvelle de son entreprise vinrent aux informations et promirent de l'aider.

Jusqu'alors Niasi avait agi sans consulter le comité des Jeunes-Turcs ; il avait été principalement guidé par le souci de sa sécurité personnelle et de celle de ses amis. Mais à ce moment il put rentrer en communication avec le Comité et agir de concert avec lui.

Dès que le Sultan eut connaissance de ces faits, il donna l'ordre d'envoyer de Monastir deux bataillons à la poursuite de Niasi. Les officiers et les soldats refusèrent de marcher.

Le Sultan, fort troublé, télégraphia alors au général Chemsi pacha. Il savait à qui il s'adressait. Chemsi Pacha étant un soldat absolument illettré, obéirait aveuglement aux ordres qui lui seraient donnés.

Le lendemain de ce jour, le lieutenant Enver Bey, un autre héros du parti libéral, quittait aussi lui la caserne de Resna, avec 150 hommes pour aller rejoindre Niasi Bey.

Il s'installa sur les hauteurs d'Ochrida pour soutenir le mouvement libéral, et conduire ses amis dans la voie du succès.

Chemsi Pacha se trouvait à la frontière albanaise. Aussitôt qu'il reçut l'ordre de marcher sur Resna, ne comptant que peu sur les troupes qu'il commandait, il se mit en devoir de choisir avec soin les contingents qu'il allait emmener. Tous les officiers sortis des écoles, tous ceux qu'il savait instruits et intelligents furent écartés. Il ne prit avec lui que des officiers sortis du rang, pour la plupart des illettrés comme lui ; ses soldats ne furent pas recrutés avec moins de soin. Ces préparatifs terminés, Chemsi marcha sur la troupe de Niasi.

Arrivé à Resna, il se rendit au bureau télégraphique accompagné de deux officiers. Il lança une dépêche au Sultan pour lui annoncer son arrivée et l'aviser qu'il se préparait à opérer contre les rebelles.

Au moment où il sortait du bureau télégraphique, trois hommes vêtus en civil déchargèrent leurs revolvers, du type dit Monténégrin, sur le malheureux officier qui tomba inanimé sur la porte du bureau.

On poursuivit les auteurs de ce meurtre ; ce fut en vain. Ils s'étaient évanouis comme une fumée légère et la police n'osa pas les rechercher trop activement.

Celui qui, selon toute apparence, avait porté à Chemsi Pacha le coup mortel, avait été en retour gratifié par le rude soldat d'une balle dans la cuisse. Ceci eût pu le faire aisément retrouver car il dut garder le lit. Mais il fut soigné si discrètement et ses camarades et complices gardèrent si rigoureusement le secret, qu'on ne l'a jamais retrouvé.

Comme d'usage en pareille circonstance, il avait été désigné par le sort pour tuer le grand chef qui se vantait au Sultan de réduire toute cette tentative des officiers de Monastir en quelques heures.

Et voici ce qu'il avait dit avant de risquer sa vie ; car Chemsi Pacha devait être défendu par vingt bachibouzouks :

— Je suis heureux d'être désigné par le sort pour supprimer un misérable. Mais il y a des chances pour que je sois tué aussitôt. J'ai une sœur que je voudrais voir mariée. C'est mon seul vœu. Que mes collègues du Comité me promettent de l'épouser, l'un ou l'autre. Ils sont assez nombreux pour qu'elle trouve parmi eux un mari qui lui sera cher. Les noces seront célébrées dans l'année, ce sera une fête patriotique où tout le monde apportera, je le désire, un visage joyeux.

Le Comité promit, jura même, et ce serment ne manqua pas de grandeur.

On câbla tout aussitôt au Palais la nouvelle, qui mit en grand émoi le Sultan et son entourage. Mais, entre temps, des Albanais, au nombre de huit mille, tous armés jusqu'aux dents, ayant été infor-

més du mouvement par une dépêche cryptographique, se réunirent à Vérissovatz.

De là, ils marchèrent sur Prizrend, dans l'intention d'y proclamer le régime libéral et de tuer le Gouverneur Général, hostile à leurs idées.

Ils s'emparèrent du bureau télégraphique et lancèrent au Palais des dépêches dans lesquelles ils faisaient connaître leurs desiderata. — Le programme, par eux formulé était celui-ci :

— Obtention du *Mechveret Cheriah*, ce qui signifie : Constitution et Justice.

Entre temps, les deux héros de la cause de la liberté, Niasi Bey et Enver Bey qui avaient dressé l'un à Resna, l'autre à Ochrida, le drapeau de la Constitution, télégraphiaient le lendemain du meurtre à Hilmy Pacha, inspecteur des vilayets, la dépêche suivante :

« *Ayant terminé notre organisation dans la région de Resna et Ochrida, nous nous dirigeons vers Janina.* »

Les nombreux Jeunes-Turcs de Monastir, pour mettre le peuple au courant des événements, firent afficher sur tous les murs de la ville, le programme du parti Jeune-Turc.

Nous donnons plus loin *in extenso* le texte de ce document qui invite le peuple tout entier, Chrétiens et Musulmans, à s'unir pour obtenir la Constitution et des réformes. Des circulaires furent imprimées, distribuées, expédiées, pour ainsi dire en un clin d'œil, dans toutes les provinces de Macédoine et d'Albanie, jusqu'aux villages les plus reculés.

On réussit avec une audace et une rapidité extraordinaires, à faire afficher dans tout Stamboul, notamment au Bab-Aali (Sublime-Porte) aux Seraskérat, à Galata, dans les principaux postes et jusque sur les murs du corps de Garde de Galata-Seraï, à Péra, des placards dont le texte fort long était imprimé en Turc, en Grec, en Arménien ; quelques-uns en français.

Certaines affiches invitaient les habitants de la Macédoine, ceux de Constantinople et des Provinces à s'unir pour faire triompher en Turquie la cause de la liberté, surtout en la sauvegardant des réformes de l'application desquelles elle était menacée par la note anglo-russe.

D'autres manifestes portaient le programme de la Jeune-Turquie réformatrice, demandant la Constitution de 1876 avec modification de trois ou quatre de ses articles.

La police lacéra les placards, mais n'opéra aucune arrestation.

Au palais, l'inquiétude allait jusqu'à l'angoisse. Le Sultan se consultait avec le Serasker sur les moyens d'enrayer le mouvement qui — avec raison — lui paraissait des plus dangereux.

Le maréchal Osman Pacha fut à son tour mandé au Palais et lancé à la poursuite des révoltés. On croyait pourtant encore à Yildiz qu'il ne s'agissait que d'une mutinerie de cinq à six mille énergumènes. Cette conviction s'était formée au Palais sur les mauvais avis et faux renseignements donnés au « Maître » par certains personnages de la Camarilla.

***

A peine arrivé à Salonique, Osman Pacha descendit à l'Hôtel Colombo. Dix minutes après il recevait une lettre du Comité *Union et Progrès* lui disant nettement qu'il aurait le même sort que Chemsi Pacha, s'il venait à Monastir pour tenter la répression du mouvement qui, à ce jour, s'étendait à toute la Macédoine.

Malgré sa bravoure, Osman Pacha crut devoir ajourner son départ. Il télégraphia le récit de cet incident au Sultan qui lui fit transmettre l'ordre de marcher en avant, sans perdre un instant.

Le Général obéit. Il prit le premier train pour Monastir. A peine arrivé dans cette localité, il eut un long entretien avec Redjeb et Sadik Pachas dont la vie était non moins menacée que la sienne, mais qui venaient de recevoir l'ordre de rentrer à Constantinople pour exposer la situation au Sultan, de vive-voix.

Osman Pacha fit un tour en ville, escorté d'officiers. Tous avaient les yeux fixés sur lui. Résolument, il se rendit comme Chemsi Pacha, au bureau télégraphique pour câbler à son Maître les dispositions qu'il allait prendre et les renseignements que, rapidement, il avait déjà pu recueillir sur la marche du mouvement révolutionnaire.

En sortant du bureau télégraphique où il avait exposé au Palais la situation, il est allé à la caserne, où il a engagé les officiers à l'obéissance et à la soumission aux ordres du Sultan. Un sous-officier est sorti des rangs et lui a dit :

— Tu es plus jeune que moi et tu es général ; cependant mon instruction est égale à la tienne et je n'ai pas ton grade malgré mes cheveux blancs. Il est injuste de voir des jeunes gens comme les fils du Ministre de la Guerre, par exemple, être nommés colonels : cela est injuste.

— De quel droit parles-tu ainsi ? Je veux te punir.

A ce moment deux autres sous-officiers se sont avancés et ont poignardé Osman Pacha.

Le Maréchal, gravement blessé, fut transporté dans l'appartement qui lui avait été réservé à la caserne.

La nouvelle de cet attentat causa, naturellement, la plus vive émotion au Sultan et dans les milieux officiels.

*
* *

Interrompons un instant ces lugubres récits pour conter, à titre de diversion, une gracieuse historiette : Les aventures de la biche de Niasi Bey.

Racontée par Niasi Bey, lui-même, avec un bon sourire, cette histoire ne vaut que par son authenticité. En d'autres temps, elle eût pris des proportions énormes. Elle nous permet de nous faire une idée des légendes anciennes, que la crédulité populaire bâtissait souvent autour d'un fait exact, mais amplifié.

Lorsque Niasi Bey eut quitté Resna avec son bataillon de rebelles pour prendre la montagne, quelques-uns de ses hommes capturèrent dans un bois une biche, assez peu farouche, car, à peine mise dans des liens, elle se laissa conduire docilement par un sergent du bataillon, tant et si bien qu'au bout de deux jours elle fut déliée.

La douce captive devenait bientôt la compagne inséparable du bataillon insurgé. Elle le suivait partout. Et Niasi Bey ne pouvait plus faire un pas sans que la biche accourût sur ses traces.

Lorsqu'il entra dans Monastir avec ses hommes pour procéder à l'enlèvement d'Osman Pacha, ce fut bien plus curieux. La biche monta derrière lui les marches de l'escalier qui conduisait chez le général, et entra sans plus de façon.

Osman Pacha, surpris d'abord, se mit à caresser la visiteuse inattendue, tandis que Niasi Bey, avant d'adresser à son chef une sommation impérative, lui exposait les doléances des officiers :

— Comme votre Excellence peut s'en rendre compte, lui dit-il, les bêtes mêmes sont avec nous...

La biche prit part aux marches et contre-marches qui suivirent. Enfin — j'en ai la preuve par d'excellentes photographies — elle figura sur la place des manœuvres à Monastir, au premier plan, lors des revues et démonstrations qui suivirent.

Peut-être l'anecdote, qui ne manque pas de grâce, pourrait-elle être exploitée par les imagiers héraldiques de la nouvelle Turquie ? De même que la Louve domine l'iconographie de Rome, la Biche de Niasi Bey pourrait devenir un animal symbolique de la révolution ottomane, pacifique autant qu'elle-même ?...

*
* *

Après ce léger intermède, revenons au récit des événements, plutôt tragiques.

Sadik Pacha et Redjeb Pacha, hostiles au parti libéral, ce qui revient à dire que leur vie était menacée, s'embarquèrent à Salonique

à bord du *Sidon* des Messageries Maritimes, à destination de Constantinople.

Les membres du Comité libéral ne purent réussir à les tuer pendant les quelques heures seulement qu'ils passèrent à Salonique. Mais un officier affilié au parti libéral trouva moyen de prendre passage à bord du *Sidon* sur lequel étaient plusieurs soldats turcs rentrant dans leurs foyers.

Durant la traversée, les deux pachas se tinrent dans leur cabine, conversant entre eux. Ce n'est qu'à l'approche des Dardanelles qu'ils montèrent sur le pont du navire.

Au moment où le *Sidon* manœuvrait pour jeter l'ancre dans le port, l'officier libéral s'approcha de Sadik Pacha et déchargea sur lui deux coups de revolver, le blessant gravement.

Au bruit des détonations, tout le monde se porta au secours du Pacha. Le Gouverneur de la ville et le commandant militaire Abdul Rahman Pacha montèrent aussitôt à bord et demandèrent au commandant du *Sidon* la remise du meurtrier. Il a fallu que le consul de France telégraphiât à l'ambassade à Constantinople pour demander cette autorisation. En attendant, le paquebot était gardé aux Dardanelles et ce n'est qu'après 24 heures, à la suite des démarches faites par le Palais auprès de l'ambassade de France que le *Sidon* put quitter les Dardanelles pour Constantinople.

L'agresseur fut remis aux autorités des Dardanelles qui, sur un ordre du Palais, l'auraient amené par force à terre. A Constantinople, Sadik Pacha a été transporté du *Sidon* sur une mouche hellène *Irène* et débarqué sur le quai où une foule compacte de curieux attendait. D'ordre du Souverain, Sadik Pacha a été conduit directement à Chichli, à l'hôpital Hamidié.

***

Deux jours avant, un autre attentat avait été commis sur la personne de l'aumônier militaire (imam) de l'armée, que le Sultan avait envoyé avec mission de calmer les esprits surexcités. L'Imam fut frappé au moment où il montait en voiture pour se rendre à la gare et prendre le train à destination de Constantinople. Sa blessure étant grave, on dut l'embarquer sur le *Sidon* à bord duquel Redjeb Pacha et Sadik Pacha avaient pris passage dans les circonstances rapportées plus haut.

***

Voici, brièvement relatés, les principaux événements qui se déroulèrent du 10 au 24 Juillet.

Le 10 Juillet des mutineries se produisirent dans diverses garnisons, parmi les troupes envoyées à Monastir.

L'agitation croissait parmi les troupes de Macédoine et le nombre des assassinats était tel qu'à la Porte on commençait à concevoir des inquiétudes. Entre temps, à Resna et Prezba, centres de la révolution, les Jeunes-Turcs envahissant les casernes y avaient pris des armes et de l'argent. Simultanément une quarantaine d'officiers de la garnison d'Andrinople télégraphiaient directement au Sultan pour demander la reconnaissance de leurs droits.

D'autre part, la Grande-Bretagne et la Russie avaient convenu de diviser leurs propositions relatives à la Macédoine. En conséquence, la première avait soumis aux Puissances une note préconisant la création de forces mobiles sous la direction d'officiers turcs pour supprimer les bandes révolutionnaires.

La Russie, de son côté, se préparait à lancer une note traitant des réformes financières et judiciaires.

Les officiers des régiments désaffectionnés du district de Monastir parcouraient les villages et excitaient à la révolte les troupes demeurées fidèles.

Aussi, le 16 Juillet, de nouvelles révoltes militaires éclatèrent à Serrès et Névrekop. Les Albanais expulsèrent les autorités turques de Liuma et Verzovitech et firent de même à Prichtina.

A Constantinople, on croyait que les bandes grecques opéraient de concert avec les Jeunes-Turcs dont la propagande, sous les auspices du Comité *Union et Progrès*, avait une influence considérable dans les rangs de l'armée et des Musulmans instruits.

Ce fait semblait donner corps à la rumeur qu'un certain nombre d'officiers auraient notifié aux autorités de Constantinople que, si les 38 officiers arrêtés comme Jeunes-Turcs n'étaient pas mis en liberté, tous les généraux de la Macédoine seraient mis à mort.

Le 20 Juillet, un cablogramme cryptographique était échangé de Puissance à Puissance et le bruit courait que les Gouvernements d'Europe inviteraient sérieusement la Porte à rétablir l'ordre en Macédoine.

Sur ce bruit alarmant, le Ministère de la Guerre donna l'ordre aussitôt (le jour même) que quatre canonnières soient tenues prêtes à se rendre à Salonique pour appuyer les opérations en Macédoine.

A Andrinople, l'agitation s'étendait, petit à petit, parmi les troupes de la garnison lesquelles demandaient leur solde et leur licenciement.

Plusieurs soldats de la Classe avaient quitté leurs casernes et s'étaient rassemblés dans une mosquée, attendant leur renvoi et le paie-

ment des arriérés de solde. La situation était semblable à Moustapha Pacha.

A Constantinople, au Palais, régnait une confusion vraiment extraordinaire à cause de la situation en Macédoine, de plus en plus critique. Les décisions prises étaient aussitôt abandonnées. Le Sultan furieux contre ses Ministres qu'il accusait de l'avoir induit en erreur, refusait de suivre leurs conseils tendant à l'orienter vers une politique de conciliation.

Les dix bataillons de rédifs de Karaman (près de Konia, en Asie-Mineure), qui étaient déjà montés en vagon, à destination de la Macédoine, reçurent contre-ordre au dernier moment, le Sultan appréhendant de trop dégarnir de troupes l'Anatolie.

***

Des tentatives d'assassinat contre les officiers turcs, que l'on supposait commises par les adhérents recrutés parmi les subalternes, par le parti Jeune-Turc, continuaient en Macédoine. Un lieutenant-colonel fut assassiné à Serres, le Mutessarif de Dibre tué et un lieu-tenant-colonel blessé à Salonique,

Rien cependant ne put empêcher les Jeunes-Turcs de constituer le 22 Juillet un Gouvernement régulier à Ochrida et à Resna. Ce même jour, les agences télégraphiques se faisaient l'écho d'un bruit d'après lequel la Turquie aurait demandé à l'Allemagne d'assumer le protectorat de la Macédoine. On ajoutait que cette Puissance aurait répondu n'avoir aucune raison de refuser.

...... Le Sultan très embarrassé promulguait un iradé élevant en grade d'un seul coup, 600 officiers de la garnison de Constantinople. Il va de soi que les sentiments de loyalisme des nouveaux promus étaient excellents Du moins, ainsi l'affirmaient les dépêches,

Dans la soirée du même jour, une bande d'Armatoles qui avaient prévu « le commencement de la fin » du régime Hamidien, profita de l'occasion pour tuer une trentaine de Bulgares et incendier une quinzaine de maisons dans un village, près de Monastir.

Plusieurs autres graves événements se déroulèrent pendant cette journée du 22 Juillet qui laissera des traces impérissables dans l'histoire contemporaine de la Turquie.

Enfin, le 23 Juillet, le Comité central de Monastir adressait au Sultan sa première dépêche dont voici la traduction fidèle :

« Mercredi, 9|22, Jeudi, 10|23 Juillet 1908.

« MAJESTÉ,

« Nous vous demandons ardemment, Sire, d'autoriser l'application effective accordée par iradé impérial à tous vos sujets et à tous ceux qui vous sont soumis, afin de préserver d'altération notre fidélité et

notre soumission. Et si, jusqu'à dimanche, le firman impérial pour l'ouverture du Parlement n'est pas promulgué, il est évident que des événements contraires à la volonté de Votre Majesté Impériale se produiront. Et à cet effet, les fonctionnaires civils, les officiers de tous grades, tous les soldats et en un mot toute la nation, sans distinction de religion, de race, de classe et de caste, se trouvent engagés et liés devant Dieu ».

A l'aube de ce même jour, la garnison entière d'Uskub s'était mutinée. Les Albanais de la campagne environnante se dirigeant sur Uskub se joignirent aux révoltés. L'Anarchie et la Révolte avaient gagné tous les points de la Macédoine.

A Salonique plusieurs partisans du mouvement, environ deux mille, parmi lesquels grand nombre d'officiers et soldats se réunirent en plein jour dans un café central. Un officier monta sur une table et fit un petit discours en faveur du mouvement jeune-turc invitant tous les officiers et Turcs instruits et partisans du mouvement à s'unir pour combattre le régime actuel. Après avoir prêté tous serment, un tonnerre d'applaudissements retentit.

Des agents de la police assistaient à cette réunion. Quelques Vieux-Turcs les ayant invités à saisir l'insolent orateur, les commissaires répondirent nonchalamment que cela ne les regardait pas. On en conclut que la police, participait largement au mouvement.



Entre temps, Niasi Bey qui occupait le massif montagneux au Nord du Lac de Prespa se repliait sur les Monts de Debra et dans le massif de Kruchevo. Le groupement qui s'était formé autour de lui grossissait tous les jours.

Dans chaque ville ou village où il arrivait, il lançait une proclamation conviant au nom du Dieu Tout-Puissant, pour la Justice et la Liberté, Chrétiens et Musulmans, les invitant à s'unir pour substituer au régime actuel, un gouvernement basé sur le respect des droits de tous et sur l'égalité; réclamant le rétablissement de la Constitution rédigée par l'illustre Grand-Vizir: Midhat Pacha,

Le fait le plus grave et le plus inquiétant était le désordre et la rébellion permanente régnant en Macédoine. Cette situation accusait un état de désorganisation, qui n'avait rien pour surprendre d'ailleurs. Les mutineries se multipliaient de tous côtés, en sorte que le Gouvernement ne savait plus où donner de la tête. C'est pourquoi, — nous le disons plus haut — dans le désarroi où se trouvait le Gouvernement, on avait décidé de faire venir des troupes d'Anatolie afin de

remplacer celles de Monastir. Il faut noter en effet que, même les officiers et sous-officiers sortis des écoles de gendarmerie de Serrès et de Salonique, écoles dirigées par les officiers Européens alors chargés de la réorganisation de la gendarmerie, pactisaient ouvertement avec Niasi Bey, c'est-à-dire avec la rébellion.

Finalement, trois transports furent envoyés à Smyrne, avec des troupes devant marcher contre les révoltés. On avait dit aux officiers et soldats de cette petite expédition qu'ils avaient charge de réprimer la sédition des bandes d'Armatoles : Grecs et Bulgares.

Mais les soldats, à peine débarqués, comprirent que leur mission était tout autre. Ils refusèrent de marcher. Le Sultan, en présence de cet acte d'insubordination et de la rébellion latente, ordonna au Serasker Riza Pacha de destituer tous les officiers insoumis et de les remplacer par d'autres sur la fidélité desquels on pourrait compter.

Riza Pacha obéit, tout en se demandant comment il dénouerait ce nœud gordien d'un nouveau genre, car il était malaisé de changer en une seule nuit tous les officiers de soixante-quinze batteries d'artillerie et près de dix divisions de cavalerie.

Quelques jours auparavant, Hilmy Pacha, qui prévoyait le danger depuis longtemps, s'adressait au Sultan (4 Juillet 1908) signalant dans un rapport confidentiel le mauvais esprit au point de vue dynastique du troisième corps d'armée.

A la suite de ce rapport, plusieurs arrestations furent opérées à Salonique et tous les officiers de la garnison de cette ville, au nombre de 68 dont 3 colonels, furent déportés et internés à Constantinople.

Ce fut au cours de cette même semaine qu'eut lieu la tentative d'assassinat contre le commandant de la police de Salonique Niazim Bey, attentat dont nous avons entretenu déjà nos lecteurs.

Pendant que ces événements se déroulaient en Macédoine, l'émotion était grande au Palais de Yildiz. Des dépêches arrivaient à chaque instant, émanant de Jeunes-Turcs ou d'Albanais proclamant ouvertement qu'ils voulaient la liberté et demandant le rétablissement de la Constitution pour tout l'Empire.

Ils assuraient même que Niasi Bey l'avait proclamée de son chef, avec le concours de trente mille Jeunes-Turcs, tous Albanais, à Serrès, Monastir, Uskub, Vodena et dans d'autres villes.

Le mouvement s'étendait et devenait de jour en jour plus dangereux.

Le Sultan convoquait ses ministres en Conseil, trois fois par jour. Les dates des 20, 21, 22 Juillet demeureront parmi les plus mémorables des événements de Macédoine. Mais celle qui restera à jamais gravée dans la mémoire des peuples est celle du 24 Juillet 1908, notamment la nuit du 23 au 24.

*
* *

Le Sultan, qui n'avait plus une confiance absolue dans l'armée, fit appeler son Vizir Férid Pacha à la nouvelle de la prise de Monastir, de Serrès et d'Uskub par Niasi Bey. Le Souverain dit à Férid Pacha que les dernières dépêches reçues au Palais annónçaient que les Albanais avaient pris les armes pour seconder les Jeunes-Turcs dans la revendication du régime constitutionnel ; que les troupes de Macédoine faisaient défection et passaient à la révolution ; que le mouvement insurrectionnel s'étendait à toute la région ; que le Maréchal Osman Pacha était prisonnier ; enfin que Niasi Bey avait télégraphié d'abord à Hilmi Pacha, ensuite au Palais sa résolution de marcher sur Salonique, d'y proclamer la Constitution, puis de marcher sur Constantinople à la tête des deuxième et troisième corps d'armée unis à quarante mille Albanais.

Il n'est pas sans intérêt de faire observer que l'armée de Macédoine, qui venait de se soulever contre l'absolutisme, était la plus importante de toutes, étant composée des recrues des trois vilayets de l'Asie-Mineure. Le Sultan ne pouvait opposer utilement aucune force à cette armée, même s'il avait encore pu faire fond sans réserve sur les troupes réunies à Constantinople pour veiller à sa propre sûreté.

Or les Albanais de Macédoine ayant fait cause commune avec les Jeunes-Turcs, il était évident que les Albanais de la garde du Sultan, obéissant à l'esprit de solidarité si puissant parmi la race albanaise, n'hésiteraient pas à faire défection à leur tour. On sait que vingt mille Albanais réunis à Verisovetch envoyèrent un télégramme au Sultan pour réclamer le rétablissement de la Constitution. Le 21 Juillet, ils tinrent une nouvelle réunion à Uskub, où ils s'étaient rendus par chemin de fer, Hilmi Pacha ayant du consentir à ce que la Société du chemin de l'Orient donnât suite à leur demande d'être transportés par trains spéciaux à Uskub. Un des chefs les plus écoutés dépeignit la misère du pays, stigmatisa le régime honteux d'espionnage et de corruption qui règne en Turquie, dénonça l'immixtion constante de l'étranger, subie par le Gouvernement. Tous les Albanais présents jurèrent d'imposer le rétablissement de la Constitution. Cette nouvelle produisit une véritable consternation au Palais.

S'adressant alors au Grand-Vizir Férid Pacha, le Sultan lui dit qu'il fallait d'abord faire rentrer dans l'ordre les Albanais pour que le Serasker Riza Pacha puisse mettre facilement à la raison les soldats mutinés.

Férid Pacha dut répondre que cela était impossible, la situation étant des plus graves et l'heure solennelle. Il conclut non sans appréhension du Maître, que le seul moyen de salut pour le trône et l'Etat était le rétablissement de la Constitution.

Furieux, le Sultan fit rédiger l'iradé suivant qui parut le 22 Juillet dans les journaux de Constantinople :

« MON ILLUSTRE VIZIR SAÏD PACHA,

« Férid Pacha s'étant, retiré vous êtes investi à sa place des fonctions de Grand-Vizir. Que Dieu vous seconde dans l'accomplissement de vos devoirs.

« Le 23 Djemazi-ul-Akher 1326 (22 Juillet 1808).

(Signature Impériale.) »

Dans la matinée du 22 Juillet, le nouveau Grand-Vizir fut reçu et complimenté par le Sultan.

L'après-midi du même jour eut lieu, avec le cérémonial d'usage l'installation de Saïd Pacha à la Sublime-Porte.

Dans la soirée du Jeudi, arrivait au Palais la nouvelle d'Andrinople que le 2e corps menaçait de marcher sur Constantinople et, de Tchataldja, on mandait que les troupes chargées de la défense des lignes déclaraient hautement que jamais elles ne tourneraient les canons contre les partisans de la Constitution. Le Sultan fit immédiatement appeler Saïd Pacha pour discuter avec lui les mesures à prendre en de telles circonstances. Le Grand-Vizir lui dit nettement que tout était perdu si on ne rétablissait pas la Constitution car les moyens de résistance manquaient absolument. Le Sultan ne pouvait plus compter sur les troupes et, même la garnison de Constantinople demeurât-elle fidèle, elle serait trop peu nombreuse pour pouvoir tenir tête avec chances de succès aux révolutionnaires.

Fureur du Sultan, en voyant que Saïd Pacha, jusqu'alors l'ennemi le plus acharné de la Constitution, qui avait combattu vivement les propositions réformatrices de Férid Pacha et conseillé la répression la plus vigoureuse, devenait, lui aussi, le champion de la Constitution.

— « Si je devais être contraint de rétablir la Constitution, disait le Sultan à Saïd Pacha, je n'avais pas besoin de vous ! Autant valait garder Férid Pacha au Pouvoir ! »

Sur ce, un Yaver reçut l'ordre d'appeler aussitôt Férid Pacha, qui, très étonné de cette invitation, revêtit son uniforme de gala et se rendit aussitôt au Palais.

A peine s'était-il prosterné devant le Maître qu'il se vit offrir à nouveau le sceau de l'Empire.

D'une voix forte, mais un peu tremblante d'émotion, le Sultan lui annonça sa décision Souveraine de rétablir la Constitution.

Férid Pacha refusa de reprendre le pouvoir.

Cette scène se déroula, la nuit même où se tint à Yildiz-Kiosk ce fameux conseil extraordinaire qui dura huit heures et dont nous résumerons brièvement plus loin les délibérations. Très surpris, du refus de Férid Pacha, le Sultan lui dit d'une voix irritée :

— « Mais c'est toi-même qui as insisté pour la remise en vigueur de la Constitution, et maintenant tu refuses de l'appliquer !

Férid Pacha répondit qu'il avait, en effet, accomplissant son devoir de bon patriote, conseillé de revenir à la Constitution ; mais pour que le régime constitutionnel pût donner les résultats salutaires qu'on en attendait, il fallait que celui qui le mettrait en pratique eût ses coudées franches et pût compter que tous le seconderaient dans sa tâche avec loyauté et sincérité. C'est parce qu'il ne croyait pas pouvoir compter sur ce concours indispensable qu'il refusait de redevenir Grand-Vizir, car si la Constitution devait n'être encore qu'un leurre, on ne saurait plus répondre de rien. Impossible de dire plus clairement au Sultan que son revirement en faveur de la Constitution n'inspirait aucune confiance.

Plus furieux que la première fois, le Sultan, interpelant violemment Férid Pacha, lui dit : *Bachindan-mi-corkar-sin ?* (Est-ce que tu crains pour ta tête ?) — Férid Pacha répliqua :

« Je n'appréhende rien pour moi, mais je crains pour Votre Majesté et je crains pour la tête de toutes les personnes de votre entourage. »

C'est à la suite de cette scène que le Sultan se décida à garder Saïd Pacha comme Grand-Vizir.

Ainsi que nous le disons plus haut, c'est Férid Pacha qui avait recommandé au Sultan d'entrer dans la voie des réformes sérieuses pour apaiser le mécontentement général qui soulevait les Musulmans aussi bien que les Chrétiens, et arrêter le mouvement révolutionnaire turc qui menaçait de gagner toute la Turquie d'Europe. Saïd Pacha, au contraire, conseillait la manière forte et insistait pour que l'on répondît aux exigences des réformistes par des coups de canon, comme avait fait le Schah en Perse.

En attendant, les nouvelles alarmantes pleuvaient de tous côtés. Des centaines de télégrammes annonçaient à la Porte, au Palais, au Ministère de la Guerre, dans la journée du Jeudi 23 Juillet, la grande extension du mouvement qui tournait à la révolution et menaçait de venir battre redoutablement les portes de Stamboul, si la Constitution de l'illustre Vizir Midhat Pacha n'était pas proclamée dans les douze heures. Ce fut un grand désarroi, une inquiétude difficile à décrire, une émotion inaccoutumée et un bouleversement complet pour tous au Palais de Yildiz à la réception de ces nouvelles inquiétantes.

La Nuit Historique

Le Sultan désorienté, en proie à une vive émotion, malgré son courage réel et son habituel sang-froid, réunit sans perdre un instant tous ses Ministres en conseil extraordinaire sous sa présidence et en présence de Saïd Pacha Grand-Vizir.

Ce Conseil, désormais historique, était ainsi composé :

Saïd Pacha, Grand-Vizir, à la place de Férid Pacha destitué.
Mehmed Djelaleddin Effendi, Cheikh-ul-Islam.
Abdurrahman Pacha, Ministre de la Justice et des Cultes.
Le Maréchal Mehmed Riza Pacha, Ministre de la Guerre.
Hassan Fehmy Pacha, Président du Conseil d'Etat.
Tewfik Pacha, Ministre des Affaires Etrangères.
Mehmed Memdouh Pacha, Ministre de l'Intérieur.
Hassan Rami Pacha, Ministre de la Marine.
Le Maréchal Moustapha Zeki Pacha, Grand-Maître de l'Artillerie.
Zia Pacha, Ministre des Finances.
Turkhan Pacha, Ministre de l'Evkaf.
Moustapha Zihni Pacha, Ministre du Commerce et des Travaux Publics.
Moustapha Hachim Pacha, Ministre de l'Instruction Publique.
Mehmed Aly Pacha, Mustéchar du Grand-Vizirat.

A cette réunion prirent part, outre les Ministres précités, le Maréchal Abdullah Pacha, chef de la maison militaire du Sultan ; Tcherkez Mehmed Pacha, aide-de-camp favori du Sultan ; le 1er Chambellan Hadji Aly Pacha ; le 2me Chambellan Nouri Pacha ; le 1er Secrétaire Tahsin Pacha et le 2nd, Izzet Pacha el Abed, le Chambellan entre tous préféré du Sultan ; Selim Pacha Melhamé (autre favori) Ministre de l'Agriculture ; Edhem Pacha, Vice-Président de la Haute-Inspection militaire siégeant au Palais ; Eumer Ruchdi Pacha sous-chef de l'Etat-Major-Général et plusieurs autres fonctionnaires civils ou militaires.

La discussion fut vive. Séance tenante, on mit sur le tapis l'interrogatoire préliminaire des deux colonels amenés de Salonique et des autres officiers emprisonnés, pour juger la portée de la rébellion et trouver les moyens d'aboutir à un résultat pratique. Un Conseil spécial, siégeant depuis trois jours, devait cette nuit même prononcer la condamnation de ces malheureux officiers.

Chacun s'observait, s'efforçant de deviner la pensée de son voisin, de prévoir ce qu'il allait proposer au Maître. Le Sultan, cependant toujours plongé dans une mortelle inquiétude, prêtait plus volontiers l'oreille aux propos de son favori Izzet Pacha qui lui soufflait continuellement de petites malices, cherchant, suivant son habitude, à ourdir quelque intrigue pour faire de nouvelles victimes.

Tahsin Pacha, tout pensif, caressait sa courte barbe blanche, et jetait des regards furtifs tantôt à son Maître, le plus souvent à Izzet Pacha et Saïd Pacha.

Tcherkez Mehemed Pacha, l'air calme, le regard vif et assuré, surveillait les gestes des assistants et prêtait l'oreille aux cancans communiqués à voix basse au Sultan par son favori Izzet Pacha.

Le Sultan fit retomber la responsabilité des fautes commises sur le Maréchal Mehemmed Riza Pacha, Ministre de la Guerre, démissionnaire et remplacé par Eumer Ruchdi Pacha, l'accusant de n'avoir pas su réprimer le mouvement révolutionnaire en temps opportun. A différentes reprises le Souverain rappela les mutineries sporadiques se renouvelant depuis l'année passée. Tous les assistants la tête courbée gardaient le silence. Enfin, fatigué d'adresser des reproches au seul Serasker, le Sultan se mit à apostropher plus ou moins sévèrement chacun des assistants, et cela d'après des renseignements confidentiels qu'Izzet Pacha lui glissait à l'oreille.

S'adressant alors à Saïd Pacha, Abdul Hamid lui dit d'organiser la résistance en réduisant les Jeunes-Turcs et désarmant les Albanais.

Le Vizir se retira avec les Ministres de la Guerre et de la Marine, le Grand-Maître de l'Artillerie, le Mustéchar du Grand Vizirat, le Chef de la Maison militaire du Sultan, le Vice-Président de la Haute-Inspection militaire, le sous-chef de l'Etat-Major et quelques autres fonctionnaires. Tous se réunirent dans le Grand Salon voisin de celui du Conseil et se mirent à délibérer sur les décisions à prendre et la réponse à faire au Padichah.

Pendant ce temps, le Sultan, entouré de ses favoris : aides-de-camp, chambellans et secrétaires, tenait un Conseil privé. Dans l'une et l'autre réunion, à ce moment, on ne songeait qu'à la résistance.

Les conseillers du Sultan la croyaient encore possible. Certains journaux de Londres et de Paris, se faisaient en ce moment même l'écho de ces folles illusions et publiaient des dépêches puisées « à

source autorisée ». — Il y était dit qu'on avait conseillé au Padischah de faire monter des canons à tir rapide sur les hauteurs de Yildiz et rien ne paraissait plus facile à ces stratèges de bureaux de rédaction que de passer de la parole aux actes.

Dans la réunion présidée par Saïd Pacha, le Grand-Vizir qui prévoyait la fin, et avait sa réponse prête pour le Padischah, cherchait à pénétrer l'esprit de ses conseillers avec cette rare finesse que chacun lui reconnait.

Les minutes et les quarts d'heure passaient, les demi-heures devenaient des heures, et toujours, sans interruption, se succédaient les nouvelles alarmantes, venant d'Europe et d'Asie, mais toutes, également, de moins en moins rassurantes.

Hilmi Pacha se rendit au bureau télégraphique et cabla de Salonique à Yildiz, à minuit moins le quart, qu'il avait reçu l'ultimatum du Comité Jeune-Turc demandant le rétablissement de la Constitution dans les dix heures, délai coïncidant avec le départ des premiers trains et d'un navire pour Constantinople.

Au reçu de cette nouvelle, chacun se précipita, sur l'ordre du Maître, pour télégraphier à Hilmi Pacha d'*étouffer le mouvement.*

Hilmi Pacha télégraphia de nouveau : — « *Toute l'armée de Macédoine est avec les Jeunes-Turcs et ceux-ci déclarent que si la Constitution n'est pas proclamée par le Sultan, eux, la proclameront malgré lui et contre lui* ».

Grand émoi, vif bouleversement au Palais à la réception de cette nouvelle. Après une courte délibération, on télégraphia encore une fois à Hilmi : « *Dites leur que nous délibérons* ».

Hilmi Pacha se tenait en permanence au bureau télégraphique ainsi que les membres les plus influents du Comité *Union et Progrès*

L'heure passait. Aucune réponse n'arrivait. Perdant patience, les Jeunes-Turcs invitèrent de nouveau Hilmi Pacha à câbler la dépêche suivante (la dernière, car il était une heure et demie du matin):

« *Le Comité me déclare que si la Constitution n'est pas rétablie demain matin, le troisième corps d'armée est prêt à marcher sur Constantinople par voie de terre et de mer. Il se joindra au second corps d'armée qui a juré de seconder son action.* »

Deux autres dépêches arrivaient en même temps de Smyrne et d'Afion Kara-Hissar, annonçant que tous les soldats refusaient de marcher contre leurs frères d'Europe.

Devant l'impossibilité de résister, Saïd Pacha se précipita avec quatre ministres, à travers les antichambres du Palais pour rejoindre le Sultan encore debout, en train de causer avec Izzet, Tcherkez Mehmed et Tahsin Pacha.

Le Grand-Vizir transmit au Maître, les alarmantes nouvelles.

Le Sultan regarda son entourage d'un air énigmatique et, après un instant de silence proféra : *Né Yapmali ?* (Que faire ?)

Tous demeurèrent muets, les mains croisées, se regardant, regardant le parquet, dans l'attitude d'une réflexion profonde, en réalité très perplexes, quand Saïd Pacha prenant la parole dit nettement : — « Il n'y a qu'un seul remède : accorder la Constitution ».

Le Sultan répondit aussitôt :

— « Soit, je l'accorde, mais je n'entends pas recourir à ce régime en manière d'expédient. Nous l'introduirons sérieusement dans la vie nationale, car il m'apparaît comme étant le seul moyen d'assurer la régénération de l'Empire. »

Si vraiment, comme nous l'ont assuré certains personnages, ce propos est authentique, les Osmanlis peuvent envisager l'avenir avec confiance. Il est possible qu'il ait été tenu par le Sultan, diplomate subtil, de profonde expérience, ayant enfin compris que ce parti Jeune-Turc qu'on lui représentait comme inexistant était en réalité plus fort que les tenants de l'ancien régime dit : parti Vieux-Turc.

La force des réformateurs venait de l'habileté avec laquelle ils avaient su se concilier l'armée, la seule force réelle sur laquelle comptait le Padichah pour réprimer toute sédition. En dépit des mauvais conseils de la camarilla, de son entourage, le Sultan avait compris seul que l'unique moyen de sauver la situation était d'accorder la Constitution. Ceci posé, le Sultan accorda ce qu'il ne pouvait refuser, après avoir résisté jusqu'à la dernière minute, suivant son immuable coutume en toute affaire diplomatique.

A titre d'exemple, on se rappellera l'incident tout récent des postes italiennes et tant d'autres : ceux des mines d'Héraclée, d'Akaba, etc., incidents auxquels le Sultan ne donna solution qu'à la dernière extrémité.

A peine le Sultan eût-il donné son adhésion au rétablissement de la Constitution, qu'on rédigea séance tenante et qu'on câbla à Hilmi Pacha (toujours en permanence au bureau télégraphique avec les délégués et chefs du Comité Jeune-Turc), le texte de l'Iradé remettant la Constitution en vigueur et convoquant les Chambres.

Voici la note qui parut le 24 Juillet, à la première heure, dans les journaux turcs et européens de Constantinople :

« Un Iradé Impérial a été promulgué ordonnant la convocation du Parlement selon le mode de formation prévu par la Constitution qui est l'œuvre de S. M. I. le Sultan.

« Cette décision impériale a été communiquée par un télégramme-circulaire à tous les vilayets et mutessarifats, les invitant à procéder à l'élection des députés réunissant les conditions indiquées par l'acte de la Constitution. »

Le 24 Djemad-el-Akher 1326 (24 Juillet 1908).

L'Iradé ci-dessus mentionné fut télégraphié le même jour à tous les vilayets, à toutes les provinces de l'Empire Ottoman.

Le premier jour (24 Juillet) cet avis fut assez froidement accueilli à Constantinople et reçu avec une certaine réserve par la population se demandant si ce n'était pas là un nouveau piège dressé par les fins matois de la camarilla.

A Salonique, au contraire, la nouvelle provoqua un enthousiasme délirant.

Bien que le Hatt Hummayoun pour le rétablissement de la Constitution eût été publié officiellement, la censure fonctionnait encore et empêchait les journaux de commenter l'événement. Mais, le lendemain, tous les journaux mettaient les censeurs à la porte, se basant sur l'article 12 de la Constitution qui garantit la liberté de la presse et célébraient à l'envi la fin du régime d'espionnage, de délation et de proscription qui, pendant trente ans, avait pesé sur le pays.

Les causes qui avaient amené ce dénouement commençaient à être connues. Et, dans la matinée, du Vendredi, on comprenait déjà, qu'il n'était plus au pouvoir de personne de faire machine en arrière. La joie éclata partout alors, sonore et triomphante.

Ce furent surtout les Grecs de Galata et de Péra qui, les premiers réunis devant la Bourse (Commission Han) acclamèrent frénétiquement au passage, les troupes impériales se rendant au Selamlik à Yildiz. La foule poussait les cris de *Zito to Syndagma* (Vive la Constitution!) *Zito o stratos* (Vive l'Armée!) *Zito o Soultanos Ké i Tourkia* (Vive le Sultan et la Turquie!)

Turcs, Arméniens, Israélites, mêlaient bruyamment leurs clameurs d'allégresse à celles des Grecs. La foule massée sur la place du Pont criait : *Yachachin Osmanli Devleti* (Vive l'Empire Ottoman!) *Padichahimiz Yachachin* (Vive notre Sultan!) *Yachachin Osmanli Askeri* (Vive l'Armée Ottomane)!

Ce premier mouvement d'enthousiasme spontané, fut le signal d'une joie sans pareille dans toute la capitale. Les habitants commencèrent sur l'heure des manifestations dont le lecteur trouvera plus loin la description.

Il ne faut pas croire, en effet, que la Constitution ait été rétablie par le Sultan de bonne volonté et que, dans les sphères gouverne-

mentales, on fût résolu à l'appliquer sincèrement. On a cédé forcé et contraint, sous la pression des circonstances, dans l'affolement causé par la nouvelle de la prise de Monastir par Niasi Bey et d'une mutinerie du 2me corps d'armée à Andrinople ; mais on n'a pas renoncé à l'espoir d'enterrer encore une fois la Constitution, comme on a fait déjà en 1878.

Le soir du même jour, au Palais de Yildiz, au moment où l'on donnait communication aux troupes assemblées des changements intervenus dans la Constitution du Cabinet les gardes albanais se mutinaient, demandant arrogamment pourquoi Férid Pacha était destitué et quelles nouvelles fonctions lui étaient confiées. On a voulu d'abord faire marcher les autres troupes de Yildiz contre les Albanais mais, devant l'attitude de ceux-ci, qui tournait à la rébellion ouverte, on a reculé devant la perspective certaine d'un conflit sanglant dont l'issue pouvait entrainer une véritable révolution de Palais, tout à Yildiz étant entre les mains des Albanais : on leur a promis qu'ils auraient toutes les satisfactions qu'ils pourraient désirer.

La Joie du Peuple et les Manifestations

EN PROVINCE — A CONSTANTINOPLE

Aussitôt la première manifestation faite en l'honneur des soldats se rendant à Yildiz pour le Sélamlik, la ville se trouva pavoisée comme par enchantement. Un enthousiasme communicatif se répandit dans tous les quartiers. A chaque pas on rencontrait des groupes paradant, ivres de fièvre patriotique et drapeau déployé.

Ce fut merveille de voir ces hommes, hier encore silencieux, courbés sous la crainte de l'espionnage, ayant peur de leur ombre, soudainement réveillés dans leur conscience et leur dignité d'hommes libres.

Quelle force avait donc métamorphosé si vite ces hommes asservis, en citoyens conscients de leurs droits, capables de les défendre et cependant disciplinés même dans l'émancipation, au sortir du régime autocratique le plus despotique et le plus aveugle ? C'est qu'en réalité les Turcs étaient murs pour la liberté; c'est que le désir de l'indépendance sommeillait au fond de toutes les consciences. C'est enfin, comme le disait un diplomate turc : « Que la nation ottomane est essentiellement démocratique ».

Les manifestations redoublèrent le second jour. Elles avaient l'air de processions bien plutôt que de démonstrations politiques, tant elles étaient ordonnées, lentes, graves et silencieuses. On sentait que les manifestants avaient pour idée directrice l'hommage à rendre au Maître Suprême qui venait de créer pour eux une telle joie.

Toutes les classes se trouvaient confondues dans cette foule; les classes moyennes et le menu peuple; les commerçants, industriels et bourgeois; les officiers et leurs soldats, les imâms; les Musulmans, les Chrétiens... Tous formaient un cortège unique précédé de bannières et de musique.

Tout cela vraiment se déroulait en beauté,

A la sortie des différentes églises, conduit par le clergé, le peuple exprimait ses sentiments patriotiques. Les prêtres précèdaient cette foule en récitant des prières.

Cette participation de l'élément religieux ne fit défaut nulle part et pour qui sait la souveraine autorité dont il est investi, le respect dont il jouit en Turquie, rien de plus caractéristique, rien de plus rassurant pour les espérances conçues ! C'était la liberté promise par le Coran et, pour ainsi dire épousée et garantie par lui.

C'est à la Sublime Porte *(Bab Aali)* que les manifestations ont commencé.

Pour la première fois, on vit dans cette mer humaine des femmes turques de toutes origines et religions pousser des cris enthousiastes

De *Bab Aali,* les manifestants, au nombre de dix mille environ, se rendirent au ministère de la guerre (Séraskérat) et de là à la résidence du Cheikh-ul-Islam et au Grand Zaptié.

Outre les dix mille manifestants précités, cinq autres groupes s'étaient formés de trois à cinq mille personnes chacun. A tout instant, on s'arrêtait pour un discours. Partout des adresses de remerciement, des vœux pour le bien public, une émotion vraiment fraternelle. Devant le Palais le Grand-Vizir Saïd Pacha, remercia les manifestants.

Voici quelques brefs détails sur ces fêtes et manifestations qui ne durèrent pas moins d'une semaine :

Les étudiants de l'Ecole supérieure de Médecine, l'Ecole préparatoire de Médecine militaire et l'Ecole Vétérinaire militaire ayant à leur tête un des professeurs, le major Dr Riza Bey, porté en triomphe sur une chaise, ont parcouru le 27 Juillet vers midi, la rue Voïvoda en s'arrêtant d'abord devant la Banque Impériale Ottomane où un discours fut prononcé, suivi par de frénétiques applaudissements et des cris de « Vive le Sultan et la Liberté, » poussés par plusieurs milliers de personnes. Trois immenses drapeaux dont deux rouges et un vert que l'on tenait tendus, portaient les inscriptions suivantes en turc et en français « La science a besoin du sein de la liberté. Liberté, égalité, fraternité. Le salut de la nation c'est la science ».

Le cortège continua sa route, acclamé sur tout son passage. Arrivé à Péra, il se rendit au palais de l'ambassade d'Angleterre où Riza Bey fit un long discours dans le jardin. A 1 heure, les manifestants dont la joie, disons plutôt le délire, augmentait sans cesse, se trouvaient devant le mutessarifat de Péra où une chaleureuse ovation leur était réservée. Après un discours en turc et les mêmes cris d'allégresse, ils descendirent la rue de Péra tout en s'arrêtant souvent pour permettre à leur président de prononcer quelques paroles et répondre aux chaleureux hourrahs qui venaient de toutes parts. Tout le long de la Grand'rue, les portes, fenêtres et balcons étaient bondés

de monde qui, ne se contentant pas de manifester sa joie par des cris, arrachait les hampes des énormes drapeaux pour saluer encore ; ce ne fut plus de l'enthousiasme, mais une véritable exaltation contagieuse que le Dr Riza Bey avait réussi à répandre autour de lui. La foule, hypnotisée, suivait, toujours grossissante.

Mais lui n'en pouvait plus ; harassé de fatigue, la voix étranglée, il commençait à perdre ses forces. Un orage éclata à ce moment et une ondée bienfaisante vint le rafraîchir. Arrivé devant le local de la Banque Impériale Ottomane de Galata, Riza Bey refit un nouveau discours.

Quelques instants plus tard, l'un des fils du maréchal Fuad Pacha accompagné d'un officier, arrivait place du Tunnel et haranguait la foule, pendant qu'une pluie battante tombait.

A 2 heures de l'après-midi, quelques centaines de sous-officiers hors-service, du Ministère de la Marine sont allés à la Sublime-Porte et ont insisté auprès de S. A. Saïd Pacha, le Grand-Vizir, pour le paiement de leurs appointements arriérés.

Après avoir reçu la promesse qu'on ferait droit sous peu à leur demande, ils ont quitté la Sublime Porte en acclamant plusieurs fois le Souverain.

Plus tard, vers 5 heures, une autre manifestation avait lieu sur la place de Sultan-Ahmed, devant la prison centrale.

C'était à l'occasion de l'amnistie des condamnés politiques proclamée officiellement, que la foule s'était portée là pour voir les prisonniers quitter leur cellules, ivres de joie. Une manifestation monstre de 50,000 personnes avait été annoncée pour l'après-midi du 27 Juillet. Elle devait se réunir devant la mosquée de Sainte-Sophie dans le but de délibérer et de désigner des délégués spéciaux (suivant les instructions reçues du Comité de Salonique), qui seraient chargés de soumette à S. A. le Grand-Vizir une liste dans laquelle seraient désignés les fonctionnaires supérieurs du Palais que le Comité voudrait voir destituer au plus tôt.

Plusieurs ouvriers de la fabrique de la Régie des Tabacs se sont mis également en campagne depuis deux jours. Ils parcoururent les rues de Stamboul et Péra en manifestant. Le local de la Préfecture du port sur les quais de Galata a été le théâtre d'une manifestation hostile. La moitié de cette construction étant destinée au service spécial de la préfecture, l'autre moitié était occupée, paraît-il, par une trentaine d'espions.

Les manifestants vinrent donc dans l'après-midi de dimanche et firent des discours peu agréables pour ces messieurs car, personne ne parut à la fenêtre, et le 27 Juillet tous les bureaux étaient évacués.

Les bateaux de commerce anglais, français et italiens se trouvant dans le port étaient tous pavoisés. Les seuls bateaux qui n'ont pas déployé leurs couleurs étaient ceux du Mahsoussé.

A Halki — (Halki! les îles des Princes! Noms qui réveillent tant d'images et ressuscitent de si beaux souvenirs!...) — les officiers de la marine turque sont allés dans l'église, s'unissant aux Chrétiens, et déclarant qu'il n'y avait plus rien entre la Croix et le Croissant. Dans un élan d'enthousiasme, Chrétiens et Musulmans se sont donné le baiser de paix. Et c'est joli qu'ils aient fait cela à Halki, près d'un rivage où depuis si longtemps la douce mer de Marmara, réfléchissant le ciel gris-perle, invitait — vainement, hélas! — à la tolérance...

Mais ce n'est pas tout d'avoir saisi la victoire, proclamé la liberté, renié les malentendus sanglants! Il faut consacrer, il faut garder toutes ces précieuses conquêtes. Il faut consolider le triomphe. Après tant de patience, d'ingéniosité, de courage, d'élans généreux, c'est le tour de l'esprit politique. On ne peut pas demander aux Jeunes-Turcs de ne commettre aucune erreur. Ils pourront se tromper, mais la sympathie de tous les peuples civilisés va les soutenir, les avertir et les éclairer.

A Scutari, l'enthousiasme de la population musulmane et chrétienne était indescriptible. Un cortège de plusieurs centaines de personnes s'est formé dans le quartier de Baghlar-Bachi et, musique en tête, avec drapeaux et lanternes vénitiennes, ils se sont dirigés vers le conak de S. E. Hamdi Bey, gouverneur général de cette localité. Aussitôt arrivés devant le jardin, l'orchestre a joué la marche Hamidié, qui a été suivie de vifs applaudissements et des cris de « Vive S. M. I. le Sultan ».

Son Excellence parut de suite sur le perron de sa propriété et après avoir harangué la foule, prêta le serment de fidélité à S. M. I. le Sultan et au gouvernement impérial.

*
* *

La manifestation du Palais de Yildiz Kiost restera dans la mémoire de tous les Constantinopolitains.

Elle a eu lieu le 26 Juillet dans ce somptueux palais où l'on se souvient encore de ce qu'étaient les grands jours du Selamlik où tant de précautions étaient prises, où l'on employait une foule armée à isoler le Souverain, où l'on ne reculait devant aucune perquisition corporelle même à l'égard des étrangers de distinction recommandés par leurs ambassadeurs.

On a peine à se figurer que ces barrières aient pu être franchies, que vers ce tabernacle terrifiant, ait pu rouler le flux et le reflux d'un peuple de soixante milles personnes sans aucune exagération de nombre : Étudiants de toutes les écoles, commerçants de toutes les classes, hommes de toutes races et religions. Sur cette mer humaine, flottaient des bannières avec des inscriptions en français et en turc. On y lisait : « Liberté, Égalité, Fraternité, Justice! » d'autres portaient en turc cette maxime : « Le salut de la nation est lié à la science. »

La foule immense qui s'était réunie, exprimait son désir de voir Sa Majesté. Vers 11 heures, le Souverain s'est montré au balcon et a demandé au peuple ce qu'il voulait. D'une seule bouche cette foule cria :

« Nous ne désirons que de voir Votre Majesté en bonne santé. Depuis trente-deux ans, quelques traîtres Vous ont éloigné de nous.

« Nous désirions Vous voir. Dieu merci, nous vous avons vu. Vive notre Padichah! Vive!

Sa Majesté prononça alors du haut du balcon ces mots :

« Depuis mon avènement, J'ai consacré tous Mes efforts au bonheur et au salut de Ma Patrie. Mon grand désir est le bonheur et le salut de Mes sujets que Je ne sépare pas de Mes enfants. Dieu en est témoin. »

Ces paroles furent accueillies par des cris enthousiastes de : *Padichahim Tchok-Yacha* (vive notre Souverain!).

A ce moment, le Sultan s'adressant aux personnes qui l'entouraient ajouta :

« Quelques traîtres m'ont séparé de mon peuple que je ne sépare pas de mes enfants.

S'adressant alors au Vizir, il le pria de transmettre à tous, les paroles suivantes :

« Je suis très content de ces sentiments de dévouement de Mes enfants. Puissent-ils être tous heureux! »

Ces paroles furent acceuillies par des cris enthousiastes de « Vive le Padichah! » La foule s'est dispersée ensuite. Au moment où Elle adressait la parole à la foule, Sa Majesté avait à ses côtés le Grand Vézir Saïd pacha, le Chéikh-ul Islam Djémeleddin effendi, le ministre sans portefeuille Kiamil pacha et le maréchal Eumer Ruchdi pacha, ministre de la guerre. •

D'autres manifestations suivirent, ce qui fait qu'à partir du 24 Juillet, Constantinople fut en fête pendant sept jours.



Lundi soir, 27 Juillet, on avait remarqué un changement d'attitude au Palais. Tous les manifestants ont été empêchés d'avancer sur la route conduisant à Yildiz Kiosk et le Palais était plein d'officiers et de soldats, tandis que la veille tous les abords du Palais étaient complètement libres.

Ainsi que nous l'avons dit, la plus grandiose et la plus émouvante des manifestations a été celle des étudiants militaires, des Écoles de la Marine, des Sciences, de l'École de Droit et autres, avec des bannières portant l'inscription en français : « Liberté, égalité, fraternité, justice ! Le salut de la nation est lié à la science ». Les étudiauts ont défilé par milliers dans la grand'rue de Péra, au milieu des ovations enthousiastes des Européens de toutes nationalités, dont les maisons et magasins étaient pavoisés.

Les étudiants criaient en français : « Vive la liberté ! » et saluaient de hourrahs les drapeaux français et anglais. Dans une harangue patriotique, un officier demanda l'alliance de la Turquie avec la France et l'Angleterre, les deux pays amis depuis des siècles et auxquels la Turquie doit sa régénération, les sciences, le progrès, la civilisation, la liberté. Parmi les étudiants militaires, il y en avait quelques-uns sortant de prison et portant sur la poitrine une écharpe avec cette inscription « Cent une années de prison »

Le 29 Juillet, plusieurs milliers de provinciaux, originaires de Sivas, Erzeroum, Maamouret-ul-Aziz, Diarbékir, Van et Bitlis, se rendirent à Yildiz et manifestèrent leurs sentiments de loyauté en poussant des acclamations pour le Souverain. Sa Majesté leur fit transmettre Ses salutations par le Ministre de l'Evkaf, Mehemed Aly Pacha, et par le maréchal Chevket Pacha, commandant de la 2me division de la garde.

Un autre groupe très nombreux, comprenant des marchands, industriels et autres se rendit dans l'après-midi du même jour, à Yildiz, drapeaux déployés, et manifestèrent devant le Palais.

Vers 4 heures, Sa Majesté revêtue de son uniforme de commandant suprême de l'armée et portant les insignes de l'ordre du Hanédani-Aly-Osman ou de la dynastie ottomane, apparut au pavillon impérial, ayant à ses côtés S.A.I. le prince Burhaneddin Effendi, le deuxième chambellan Nouri Pacha et les chambellans Emin Bey, Békir Bey et Riza Bey.

Sa Majesté adressa à la foule ces paroles : « Je suis très content de vous voir mes enfants ! ».

Sur l'ordre du Souverain, la musique de la 2me division de la garde accompagna la foule jusqu'à Béchiktach en jouant la marche Hamidié.

Ce même jour, de nombreux manifestants, au nombre de huit mille environ, se massèrent devant la résidence de l'héritier présomptif, S. A. I. Mehmed Rechad Effendi et lui firent une émouvante ovation. Le Prince se montra et cria : « Vive le Padichah ! Vive la Turquie ! »

Peu après, les mêmes manifestants se rendirent de Kabatach à Scutari et, de là, devant la propriété de S. A. le Prince Yousouf Izzeddin Effendi, où ils poussèrent le cri de *Padischahim Tchok Yacha!* Le prince parut à la fenêtre et acclama avec la foule le nom du Sultan.

Les manifestations ont continué toute la nuit dans Péra. Au Jardin municipal, plusieurs discours ont été prononcés, notamment par des officiers, contre les favoris, les espions et les musiciens italiens, que l'on voulait remplacer par une musique militaire.

Une grande réunion eut lieu au théâtre de l'Odéon. Un orateur a exposé la nécessité de créer une ligue patriotique, pour montrer à l'Europe ce que valent les Ottomans. Sept mille personnes se sont inscrites aussitôt.

Un incident se produisit au cours des manifestations populaires. L'école militaire de Pancaldi avait été entourée d'un cordon de troupes afin d'empêcher les élèves de sortir; mais la foule en ayant manifesté son ressentiment, les troupes furent retirées et les élèves purent se joindre librement aux manifestants.

Il convient encore de citer parmi les nombreuses manifestations, celles des instituteurs et des élèves des collèges qui s'arrêtèrent devant l'ambassade d'Angleterre et acclamèrent la Constitution, puis la Grande-Bretagne, criant : « Que le Tout-Puissant donne bonheur et prospérité à la Grande-Bretagne ».

On remarquait, parmi les nombreux étudiants, le fils du Vizir Saïd Pacha qui fut placé sur une chaise et ainsi porté en triomphe par la foule.

***

A Athènes, l'enthousiasme n'était pas moins grand.

Le Dimanche, 24 Juillet, une foule d'environ dix mille personnes, Turcs, Grecs, Macédoniens, Albanais, Epirotes et Anatolites se réunit au Théâtre Municipal.

A 6 heures précises, le Comité, composé de Mr. S. Voutiras, doyen de la Presse, éminent publiciste Constantinopolitain, de Mr. Simos, directeur de la *Patris,* de Mr. Pop, directeur de l'*Athinai,* de Mr. Scaglieri et de Mr. Sophoulis, président de la Chambre de Samos, firent leur entrée dans la salle du théâtre salués par d'unanimes applaudissements.

Peu après arrivèrent Noureddin Bey, consul général de Turquie à Syra, et Ihsan Bey, attaché militaire de l'ambassade de Turquie à Athènes.

M. Voutiras prit la parole et prononça un long et très éloquent discours. Mr. Simos lui succéda et prononça une remarquable allocution en l'honneur des deux assistants ottomans, invitant l'assistance à pousser les *zito o stratos o tourkikos !*

Aussitôt après, le cortège se forma ayant en tête un drapeau hellène et un drapeau turc. Les manifestants traversèrent les rues du

Stade, la place de la Constitution et par les rues Philhellène et Xenophon se rendirent à l'ambassade de Turquie.

Sur tout le parcours, une foule compacte d'Hellènes saluait avec des drapeaux grecs les manifestants poussant des *Zito*. Devant l'ambassade de Turquie, M. Voutiras prononça une brève mais brillante allocution. Nabi Bey, Ministre de Turquie, très ému, descendit devant la porte et remercia la foule qui poussait des vivats. Il remonta ensuite, parut au balcon de l'ambassade prononça en français les mots suivants :

« Cette démonstration des sentiments du peuple hellène m'émotionne profondément. Mon devoir est, à peine remis de ce joyeux étonnement, de faire connaître les faits au Sultan de votre enthousiasme. Sa Majesté j'en suis sûr sera très satisfaite de cette démonstration de ses fidèles sujets et notamment du peuple hellène voisin. Aujourd'hui Musulmans et Hellènes fraternisent, ce qui a été toujours le désir ardent de tous les cœurs musulmans. Je vous remercie et je vous suis reconnaissant. Vive la Nation Hellène » !

A peine Nabi Bey avait-il prononcé le « Vive la Nation Hellène » que la foule poussa des cris de « Vive l'Armée Ottomane, Vive la Nation voisine, Vive le Sultan ! » Cette manifestation a été de celles qu'on a rarement vues à Athènes.

***

Dans les environs de Constantinople, dans les divers vilayets où la nouvelle fut transmise, alors même que tous n'osaient pas proclamer la constitution, les manifestations bien que tardives, eurent un grand éclat.

A Brousse, par exemple, on fêta le rétablissement de la constitution le 26 Juillet.

Cette journée, qui sera mémorable entre toutes dans l'histoire du vilayet, fit tressaillir d'enthousiasme et de joie, toute la population de la petite ville.

Grands et petits, Musulmans, Chrétiens, et Israëlites, riches et pauvres, fonctionnaires et particuliers, sujets ottomans et étrangers, tous dans un transport de joie ont fraternisé, scellant dans la plus franche et la plus cordiale ivresse de gaîté, ce jour mémorable, chantant la liberté accordée, et criant avec un élan sublime : « *Padichahim Tchok Yacha.* »

L'élan de cet enthousiasme est parti de l'École Hadikey-Irfan, où, à 5 heures p. m., avait lieu la distribution des prix aux élèves de cette

école, solennité présidée par le général Chukri Pacha, commandant militaire du vilayet, et pendant laquelle l'honorable Azmi Bey, directeur de l'instruction publique, prononça un magistral et éloquent discours sur les effets de l'instruction publique, discours vivement applaudi. Sur ces entrefaites, la nouvelle de la proclamation de la Constitution ayant été annoncée, ce fut en ce moment un formidable éclat de vibrants : « *Hosanna* » pour S. M. I. le Sultan, et de « *Padischah Tchok Yacha.* »

La foule, grossissant à vue d'œil, se rendit, musique en tête, dans la cour du Conak où la manifestation fut des plus grandioses.

Ensuite, le peuple, ivre d'enthousiasme, se répandit par les rues de la ville, s'arrêtant devant chaque mosquée, église, ou synagogue chantant et criant : « Vive la Liberté ! ».

Le soir, la ville était, pour ainsi dire, en feu, par les nombreuses illuminations et les feux d'artifices ; l'Hôtel de la Ville et le Jardin Municipal furent inondés par la foule, bannières et drapeaux déployés et chantant, aux sons de la musique : « *Padichah Tchok Yacha.* » Des discours éloquents furent prononcés partout, faisant ressortir les mérites, la grandeur et l'amour du peuple indistinctement.

La foule s'assembla devant le vice-consulat d'Angleterre, manifestant sa sympathie pour la grande et pacifique nation britannique, qui a contribué à la liberté accordée par le Sultan à son peuple. M^r^ le Vice-Consul d'Angleterre apparut et se confondit en vifs remerciements, pour cette sincère démonstration envers son gouvernement.

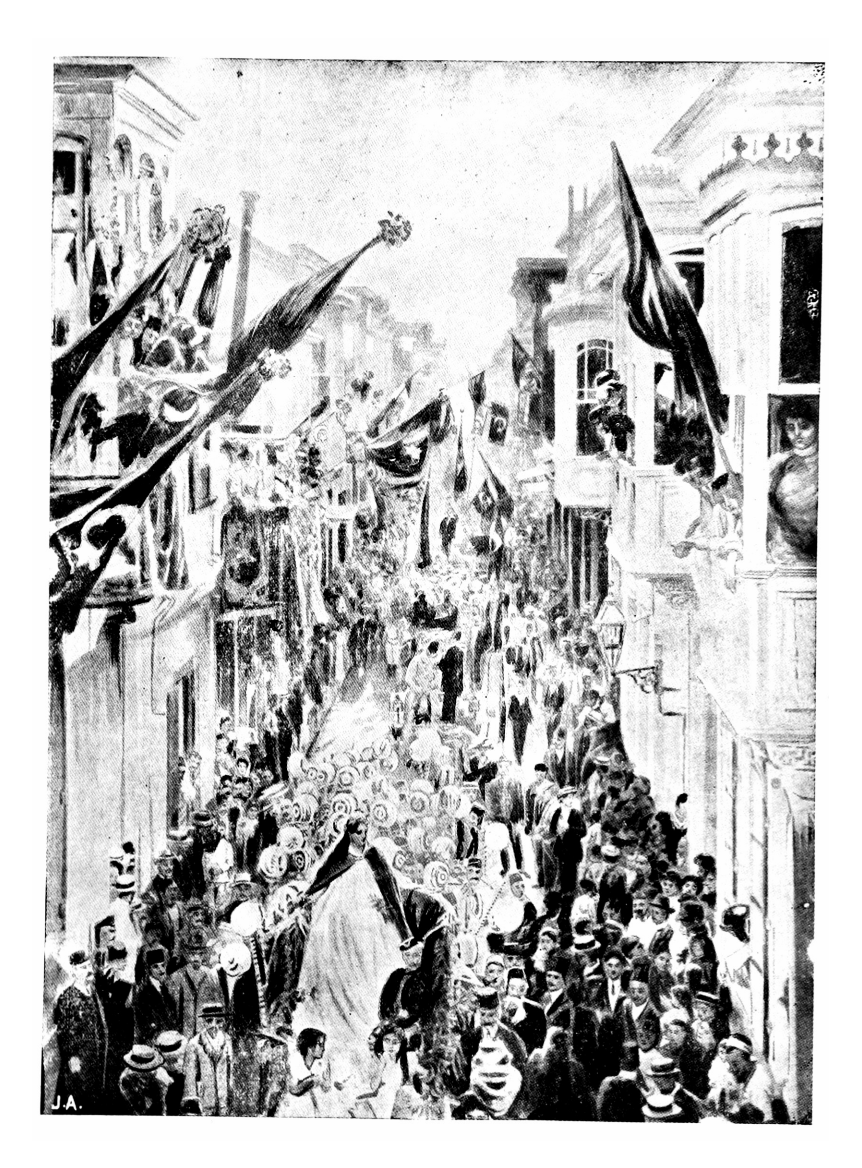


A Smyrne, l'émotion causée par la nouvelle du rétablissement de la constitution fut indescriptible.

C'est seulement vingt-quatre heures après la promulgation officielle que le Gouvernement impérial fit transmettre la nouvelle aux Smyrniotes. Personne d'abord n'y voulut croire. Puis la stupeur et la joie se peignirent sur tous les visages ; et, spontanément, un cri jaillit de toutes les poitrines : une acclamation formidable en l'honneur du Sultan et de la Liberté.

Les scènes qui suivirent sont indescriptibles. Grecs, Musulmans, Arméniens, Israélites, fraternisaient, se jetant dans les bras les uns des autres, se donnant de chaleureuses accolades, poussant des clameurs à réveiller les morts.

De toutes les manifestations, cortèges, processions, fêtes grandioses et spontanées, célébrées comme à Constantinople, en réjouissance de l'ère nouvelle, en reconnaissance de la réconciliation des races, religions et nationalités, la fête du Lundi 3 Août fut la plus remarquable,



LA REMARQUABLE MANIFESTATION
DU 3 AOUT 1908 A SMYRNE

la plus brillante et la plus significative : dans la soirée de ce jour, les Arméniens déroulèrent dans les rues de Smyrne un long cortège, en tête duquel marchaient les prisonniers arméniens récemment libérés. Sur un char orné de fleurs à profusion, un soldat turc et un Arménien, se tenant par les mains, étaient couronnés par une très jolie Arménienne, tandis que, sur un autre char, un Musulman, un Arménien, un Grec et un Israélite formaient un autre groupe sympathique bien nouveau, aussi nouveau que les inscriptions des mots : « Liberté, Égalité, Fraternité », sur les bannières ottomanes, le chant de la *Marseillaise* interprété par les fanfares militaires et tout ce que, depuis trois semaines, l'on voyait et entendait dans la Turquie constitutionnelle.

***

Dans toutes les provinces, les manifestations furent marquées par un indicible enthousiasme. Le peuple accueillait les nouvelles avec une joie délirante.

Entre toutes ces démonstrations, la plus belle (après celle de Constantinople) fut celle de Salonique, centre du mouvement révolutionnaire.

Là, ce fut vraiment grandiose.

Les journaux de Salonique qui, en temps ordinaire, sont publiés deux fois par semaine, durent paraître quotidiennement pour donner à leurs lecteurs un compte-rendu, malgré tout incomplet, des fêtes splendides se déroulant à travers la ville.

Là on ne perdit pas une heure pour fêter l'aube de l'ère constitutionnelle. Les Saloniciens tinrent à être des premiers à proclamer la Liberté.

Nous croyons devoir donner ici le compte-rendu *in-extenso* des réjouissances qui eurent lieu et des discours prononcés dans ces journées à jamais mémorables et d'un réel intérêt historique.

Le 23 Juillet au matin, des manifestes distribués et collés partout sur les murs et sur les poteaux électriques par les soins du Comité Ottoman *Union et Progrès*, invitaient la population à demander un régime de liberté et la fin d'un état de choses contraire à la sécurité et à la tranquillité.

Des officiers, un papier à la main, lisaient le texte du manifeste devant la foule réunie et grossissant de moment en moment. Pendant toute la journée, il y eut des attroupements dans la grande rue Sabri Pacha, à l'Angle du Tcharchi et sur la Place Olympe. L'enthousiasme populaire était grand, on battait frénétiquement des mains, on applaudissait les orateurs qui, montés sur quelque escabeau, venaient haranguer la foule.

A partir de 3 heures, les attrouppements dans les principaux centres de la ville et dans les cafés devinrent plus nombreux et plus fournis. Une grande effervescence régnait dans le public qui battait des mains en criant « Vive la Liberté ! Vive la Patrie ! Vive l'Armée ! ».

Sur la Place Olympos divers orateurs prirent la parole, les uns en turc, les autres en français, en grec, en espagnol. Tous prêchaient l'union entre tous les Ottomans, qu'ils soient Musulmans, Israélites ou Grecs, en vue d'obtenir la Constitution que tout le monde désirait. « Nous voulons, disaient-ils, le bien de la nation et du pays, nous voulons sauver celui-ci de l'anarchie administrative où il se trouve, procurer au citoyen la sécurité qu'il n'a pas, envoyer le cultivateur aux champs qu'il déserte, parce que sa vie est constamment en danger ; nous voulons aussi que les habitants deviennent des frères et ne s'entr'égorgent plus.

Vers 5 heures, plus de deux mille personnes furent haranguées par deux orateurs, devant la banque ottomane. Des applaudissements, des cris de : « Vive la Liberté » retentirent.

Les manifestants s'engagèrent ensuite dans les rues Franque et Vardar qu'ils parcoururent, passèrent devant le Café des Officiers et se rendirent au Conak, où de nouveaux discours furent prononcés.

Sur la place Olympe, la manifestation prit un caractère grandiose. De nouveaux orateurs, notamment des officiers, prirent la parole. Il est impossible de décrire exactement ce qui se passa dans cette journée mémorable. Contentons-nous de dire que, jamais, on ne vit foule à la fois plus obéissante et plus enthousiaste.

A certain moment, un des orateurs communiqua aux milliers d'assistants, la dépêche vizirielle annonçant que le Sultan ne voyait aucun inconvénient à accorder un Parlement à son peuple. La foule répondit par un seul cri : « Vive la Liberté ! Vive la Patrie ! »

C'est seulement vers 9 heures que la foule commença à se disperser, pour prendre d'assaut les cafés et les brasseries, où l'on but à la prospérité du pays et au rétablissement de la Constitution. Partout des groupes debout, autour des tables et des assommoirs.

La joie était grande, délirante. D'autres groupes avec des drapeaux en main, parcouraient les principales rues en criant « Vive la Liberté ! »

Plusieurs officiers et civils, s'étaient donné rendez-vous le soir, au jardin de la Tour Blanche où la manifestation et les discours ont continué. L'orchestre a joué tour à tour les hymnes des différentes nations.

Vers minuit, un aide-de-camp de S.E. Hilmi Pacha, vint communiquer la dépêche reçue de Constantinople et par laquelle la constitution était accordée. La foule acclame et se met en marche avec l'orchestre du jardin.



CONFÉRENCE A SALONIQUE SUR LES DROITS DE LA FEMME

DAMES TURQUES ET EUROPÉENNES ASSISTANT A CETTE CONFÉRENCE

On se rend en premier lieu chez Magniasi Zadé Réfik Bey, un des chefs du parti, qui est appelé au balcon; on l'acclame longuement. Refik Bey donne lecture d'une dépêche qu'il a aussi reçue de Constantinople et conçue dans les mêmes termes.

On applaudit longuement et on s'achemine ensuite vers l'habitation de l'Inspecteur Général. Son Excellence descend dans la cour accompagnée du Hakim et de son premier aide-de-camp Hakki Bey. Il donne confirmation de la dépêche reçue.

La foule crie : « Vive la Patrie! Vive la Nation! » à plusieurs reprises et au son de la *Marseillaise.*

Le lendemain, dès l'aube, une foule énorme, délirante d'enthousiasme, trépidante de liesse, emplissait les voies qui donnent accès au Conak du Houkiumet. Le spectacle, du haut des balcons, était unique, féerique. De voir tous ces hommes promus en quelques heures à la sublime dignité de citoyens d'un pays enfin libre, de les voir fraterniser, s'embrasser avec effusion dans la mêlée serrée, des larmes de bonheur venaient aux yeux des plus sceptiques.

On étouffait, on avait à peine assez de place pour se tenir debout; mais tous les visages jubilaient, de gais propos s'échangeaient, les cris de : « Vive la Nation! Vive la Patrie! Vive la Liberté! » jaillissaient spontanément de ces milliers de mâles poitrines, les tonnerres d'applaudissements partaient tout seuls.

On peut évaluer à 30.000 âmes le chiffre de cette affluence qui, assoiffée d'entendre la parole libératrice qui tout à l'heure devait tomber des lèvres de l'Inspecteur Général, courait vers le Conak.

L'Inspecteur Général donne lecture de la communication télégraphique Grand-Vizirielle, disant que le Sultan, à la suite des derniers événements et pour satisfaire la volonté de la population, a décidé dans une séance du Conseil des Ministres, la réouverture du Parlement qui avait été établi en 1293.

La lecture de cette communication a été couverte par une tempête d'applaudissements.

Rahmi Bey s'avance à son tour pour parler au nom du Comité et des membres de l'*Union et Progrès;* il s'adresse à Hilmi Pacha, et à Ibrahim Pacha, maréchal du 3me corps d'armée et leur rappelle que la Constitution avait été déjà donnée en 1293, et que des personnes intrigantes et de mauvaise foi avaient empêché le Sultan de la maintenir.

Rahmi Bey invite le public à acclamer les chefs du parti : Kemal Bey, Enver Bey, Riza Bey et le prince Sabaheddine.

La foule pousse des hourrahs frénétiques, enthousiastes.

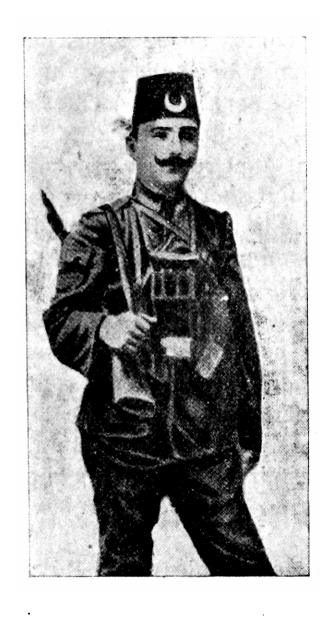
A ce moment précis, passe, musique en tête et drapeaux à la main, presque toute la garnison de la ville composée de l'artillerie, infanterie et gendarmerie.

Le public les acclame vivement et crie : « Vive l'armée! Vive l'armée. »

Une partie de la foule se dirige vers le Palais Municipal, où Adil Bey, président de la Municipalité, invite la population à illuminer ce soir ses maisons et magasins et à fêter l'avènement de la Constitution pendant trois jours consécutifs.

Le même jour, les membres du Comité se réunissaient, place Olympos, et décidaient que, désormais, cette place porterait le nom de « Place de la Liberté ! »

Ce baptême porta à son comble l'enthousiasme de la foule. A ce point que, — chose sans précédent — des dames turques vinrent rehausser de leur grâce, la magnificence de la fête.



ENVER BEY

L'héroïque officier du parti libéral qui, quittant la caserne de Resna avec 150 robustes compagnons pour aller rejoindre le héros Niasi Bey, s'installa sur les hauteurs d'Ochrida.

Debout dans leurs voitures, elles agitaient le drapeau de la liberté et, heureuses, enivrées d'enthousiasme, elles répondaient aux acclamations de la foule.

Du haut des balcons, les orateurs en des discours débordant du plus ardent patriotisme haranguaient le peuple en diverses langues, l'exhortant à oublier les haines passées ; à renverser les vieilles barrières de race et de religion et à ne plus voir en eux que des Ot-

tomans communiant dans l'amour de la Patrie, de la Justice et de la Fraternité. Sur ce, le cortège se forma et se rendit à la gare pour y recevoir Enver Bey, un des héros de la cause de la Liberté.

A peine le train, s'était-il arrêté en gare que la foule se mut comme électrisée.

Une ovation frénétique retentit, en l'honneur du vaillant champion de la liberté qui ne put pas mettre pied à terre. Ses admirateurs l'enlevèrent, le portèrent en triomphe, criant à tue-tête : Vive Enver Bey! Vive la Patrie ! Vive la Liberté !

Les fanfares jouaient les hymnes de gloire et la Marseillaise ; le peuple délirant acclamait le héros et se battait pour l'approcher et l'embrasser ; Enver Bey pleurait de joie.... Et ce fut beau, ce fut grand, ce fut émouvant.

Presque aussitôt, Enver Bey monta en voiture et le cortège s'organisa précédé d'une compagnie d'artilleurs en armes. Plus de deux cents voitures pavoisées et fleuries suivaient.

Ce brillant défilé traversa les principales rues, et déboucha sur la place de la Liberté où une tribune avait été dressée.

Enver Bey y monta et, d'une voix vibrante prononça l'allocution suivante qui toucha tous les cœurs :

CITOYENS,

Depuis cinq jours à peine, notre pays jouit de la liberté ; depuis cinq jours, nous voyons venir à nous, non seulement les milliers et les milliers de patriotes ottomans, mais aussi l'approbation et les félicitations de l'univers civilisé.

Ce courant de sympathie montre clairement la légitimité de notre action, grâce à laquelle nous espérons, nous sommes sûrs de sauver le pays et l'acheminer dans la voie du progrès.

Les exactions, l'arbitraire du gouvernement précédent avaient atteint au plus haut degré. Toute les classes de la population en souffraient, les enfants d'un même pays vivaient séparés et étaient même ennemis.

Les chose arrivèrent à tel point que les puissances européennes, émues d'un état de choses très regrettable, ayant pitié de nous, se mirent en tête de nous venir en aide et déléguèrent ici des agents chargés de surveiller les actes du gouvernement pour sauvegarder nos intérêts à tous.

Nous sommes très reconnaissants à l'Europe pour les témoignages évidents de bonté qu'elle nous a donnés, nous

sommes convaincus de ses sentiments humanitaires, de son désir d'extirper le mal et de voir s'y substituer le bien.

Les éléments divers qui composaient notre population avaient à se plaindre Elles souffraient, nul ne saurait le dénier; nous souffrions tous, nous avions tous à nous plaindre. Et ne sachant comment nous y prendre, nous vivions en frères ennemis, nous nous fasions la guerre et nous rétrogadions au lieu d'avancer.

Aujourd'hui, l'arbitraire a disparu ; le mauvais gouvernement n'existe plus. Nous sommes tous frères : Il n'y a plus des Bulgares, des Grecs, des Serbes, des Roumains, des Juifs, des Musulmans ; sous le même horizon bleu, nous sommes tous égaux, nons nous glorifions d'être des Ottomans.

Nous sommes certains que l'Europe, à laquelle nous devons beaucoup de reconnaissance et qui voit toujours le fond des choses, va reconnaître la vérité de la situation et quand le moment sera venu elle jugera ce qui lui reste à faire.

Ce que les puissances désiraient sûrement voir se faire dans notre pays, nous le ferons nous-mêmes, nous seuls ; la Turquie doit prendre la place qui lui convient dans le concert européen.

Nous ne dirons pas à l'Europe de retirer ses agents. Il n'y aura pas lieu de le faire. Mais l'Europe, à la délicatesse de laquelle nous nous plaisons à rendre hommage, saura quand elle jugera que le moment opportun est venu, agir au mieux des intérêts généraux et nous donner ainsi une occasion de voir se raffermir toute la reconnaissance que nous lui devons.

Vive l'Europe !

Vivent les Puissances !

Vive la Nation ottomane !

Une explosion d'enthousiasme souleva les poitrines et l'air retentit à nouveau des cris de Vive la Liberté ! Vive la Patrie ! Vive la Nation !

Dans un sentiment de filiale affection, Enver Bey tint à aller avant tout embrasser son vieux père. Le cortège se reforma, et défila le long des quais soulevant partout sur son passage l'enthousiasme le plus retentissant.

A la Tour Blanche où Enver Bey se rendit en quittant ses parents, un public élégant et choisi fit au courageux officier un accueil cha-

leureux. Le moment le plus pathétique de cette soirée fut celui où S. E. l'Inspecteur Général qui se trouvait au Parc donna l'accolade au vaillant fugitif, aux applaudissements prolongés du public.

Après le héros Enver Bey, arriva le 27 Juillet, le Dr Nazim Bey, un des membres du Comité qui (il y a une quinzaine d'années) fit ses études à Paris. Il y était caissier du Comité des Jeunes-Turcs, du temps de la présidence de Mourad Bey. Il fut un des principaux fondateurs du *Mechveret* et le Gouvernement turc le considérait comme un ennemi redoutable.



LE Dr. NAZIM BEY

Vaillant *missionnaire* des idées libérales de la Jeune-Turquie, qui se déguisait de diverses façons et faisait une active propagande en faveur de la cause à la quelle il avait sacrifié sa vie.

Les autorités turques croyaient ne pouvoir agir contre lui, le supposant réfugié dans quelque ville européenne, tandis qu'en réalité, Nazim Bey était en Turquie, déguisé de diverses façons et faisant une active propagande en faveur de la cause à laquelle il avait sacrifié sa vie. En 1907 Nazim Bey s'était déguisé en hodja (!) (prêtre turc), afin de se rendre compte du mouvement des esprits.

A peine débarqué, il alla embrasser sa mère qu'il n'avait pas vue depuis quinze années. Ce spectacle si touchant émut à tel point les personnes présentes que plusieurs ne purent retenir leurs larmes, à la vue de deux êtres se chérissant tendrement et se trouvant réunis après une si longue séparation.

En arrivant à Salonique, Nazim Bey se rendit aussitôt à la Place de la Liberté, accompagné d'Enver Bey. Tous deux montèrent au Club et se montrèrent au balcon. Enver Bey présenta son ami à la foule qui l'acclama. Le Dr. Nazim Bey se retire et réapparaît aussitôt vêtu du costume de Hodja avec lequel il parcourut tout l'Empire Ottoman, pour gagner des populations entières à la cause de la Lîberté.

Le vaillant Docteur devait aussi lui encourir les condamnations du Gouvernement hamidien. Il ne s'en affecta pas. Au contraire. Les persécutions ne firent que l'exciter à persévérer dans la tâche entreprise. Raillant la mort, il résolut de sortir du domaine de la théorie pour organiser activement le mouvement qui a conduit la Turquie aux mémorables événements que nous relatons.

Au balcon du Club, le Dr Nazim Bey prononça d'une voix sonore, le discours suivant :

Mes frères, l'œuvre qui vient d'être accomplie n'est point l'œuvre d'un seul individu. Si vous jetez un coup d'œil dans l'histoire des peuples vous constaterez qu'une révolution ne peut s'accomplir et durer que grâce à l'Union d'un grand nombre de citoyens.

Il y a quinze ans, j'ai dû quitter cette ville, où tant de souvenirs me rattachaient, sur une barque de pêcheur, en affrontant les plus grands périls.

A ce moment là, on ne pouvait pas prononcer les mots de patrie, liberté, nation. Aujourd'hui ces droits sont conquis et la nation semble décidée à sacrifier la dernière goutte de son sang pour maintenir le terrain acquis. Ce résultat sublime nous le devons à ceux qui nous ont montré la voie et qui n'ont pas eu le bonheur de voir cette mémorable journée. Les Kémal les Souavi ont sacrifié le meilleur de leurs forces pour doter notre pays d'un régime constitutionnel ; mais ils ont succombé sans avoir obtenu le succès si ardemment désiré.

Nous aurions également succombé de désespoir et de tristesse, si nous n'avions pas eu le bonheur de rencontre sur notre route les braves officiers tels qu'Enver Bey, Niasi Bey, Mustafa Nedjib Bey, et tant d'autres, que je m'excuse de ne pouvoir citer, et qui n'ont pas hésité à supprimer les obstacles, et détruire les forteresses de la réaction qui s'opposaient à la marche triomphale de la Liberté. Il est de mon devoir de citer également le nom de mon vénéré Maître Ahmed Riza Bey, qui s'est tout entier consacré à cette œuvre et est arrivé

à fonder ce Comité d'*Union et Progrès* qui a accompli des prodiges dans l'espace de quelques années et magnifié l'histoire de la Nation Ottomane.

Aujourd'hui, les divers éléments qui peuplaient notre pays sont unis par les mêmes liens de solidarité. C'est là certainement une victoire dont l'importance n'échappera à personne, mais la tâche qu'il nous reste à accomplir est plus difficile ; nous n'arriverons au but auquel nous aspirons que grâce à l'union de tous nos concitoyens sans distinction de race ou de religion.

Unissons-nous mes frères et surtout soyons vigilants car l'ancien régime profitera de la première occasion pour nous attaquer et reprendre cette chère liberté sans laquelle une nation civilisée ne saurait subsister.

A ce moment Maniazi Zadé Refik Bey, un des membres les plus respectés du Comité local d'*Union et Progrès,* qui se trouvait dans la foule s'écrie :

« Malheur aux ennemis de la Patrie qui s'attaqueront à l'œuvre d'émancipation et de résurrection nationale que nous avons entreprise. Une triste vengeance les attend. »

— Le Dr. Nazim termine, en répétant encore une fois, que la nation a le devoir de veiller jalousement au maintien des droits acquis et engage les assistants à crier Vive la Patrie ! Vive la Liberté ! Vive la Nation ! Vive l'Union ! Des applaudissements frénétiques retentissent de tous côtés tandis que l'orateur se retire.

Le 29 Juillet, deux chefs comitadjis Yani Sandasky et Théodoro Panitza, le premier originaire d'Orchovetz, âgé de 40 ans, l'autre âgé de 30 ans, tous deux infestant depuis six ans les districts de Djoumaï Bala et Nevrekop, tous deux auteurs d'atrocités qu'auraient réprouvées les peuplades les plus sauvages, vinrent à Salonique et déposèrent leurs armes. Un grand banquet leur fut offert par les officiers réformistes et tout le monde fraternisa.

Le 30 Juillet, une seconde manifestation d'Hellènes, tous commerçants ou employés des meilleures maisons, au nombre de dix mille environ, parcourut les rues de la ville, en passant par la Place de la Liberté.

Le 31 du même mois, un train spécial amenait des excursionnistes venus pour fraterniser avec les Saloniciens.

Le même jour, le chef armatole Apostol, accompagné de ses hommes au nombre de deux cents, vint déposer ses armes au poste, et embrassa le commandant militaire. Le soir un grand banquet fut offert au chef armatole et à ses hommes.

Seuls les Bulgares n'y assistèrent pas. Bientôt les autres armatoles suivirent cet excellent exemple et en deux ou trois jours, plus de deux mille armatoles étaient venus déposer leurs armes et fraternisaient avec la population.

Les manifestations populaires prirent fin; mais, dès le 2 Août, des bateaux venant de Volo et spécialement affrétés pour Salonique, amenaient plus de deux mille excursionnistes hellènes, venant fêter le rétablissement de la constitution. Parmi ces manifestants etaient des députés grecs, des journalistes, des médecins, des hommes politiques.

Les Turcs leurs firent le meilleur accueil.

Après discours et visites, un banquet fut offert au jardin de la Tour-Blanche. Des toasts furent portés par divers orateurs.

A l'issue du banquet, on reconduisit les Hellènes à bord en grande cérémonie. Le cortège s'égayait des drapeaux et bannières aux couleurs grecques.

Au moment du départ, les musiques jouèrent l'hymne grec et celui de la Constitution. Les Jeunes-Turcs et les officiers supérieurs, les armes aux yeux, embrassèrent les voyageurs leur criant : « Au revoir! a bientôt dans votre noble pays! Vive la Grèce! Vive la Turquie! Vivent les deux nations sœurs! »

Ainsi les manifestations prirent fin à Salonique, tandis que — détail curieux et inquiétant — les détenus politiques et ceux de droit commun, fraternisaient avec la population, car les portes des prisons avaient été ouvertes à tous.

***

En Égypte, les réfugiés ottomans et chrétiens, firent également plusieurs manifestations. Nous empruntons le compte-rendu de la plus importante au *Phare d'Alexandrie,* le doyen, le plus répandu et le plus influent des journaux d'Orient. Nous y lisons :

« Samedi, 1er Août, un meeting s'est réuni dans la grande salle des fêtes, ex-Palais Zizinia, sous la présidence de Kemal Bey Midhat, petit-fils de l'illustre vizir Midhat Pacha, fondateur de la Constitution de 1876. Des manifestants portant le drapeau ottoman et musique en tête (la bande dei Bersaglieri qui jouait la *Marseillaise*) ont parcouru quelques rues de la ville et se sont réunis à 6 heures précises.

« Dans la nombreuse assistance (deux mille personnes environ de toutes les nationalités) nous avons remarqué : S. E. Noury Bey, repré-

sentant du Haut-Commissaire Impérial Ottoman, des personnalités ottomanes telles que des miralaïs, des bimbachis, d'anciens fonctionnaires ottomans réfugiés, un grand nombre d'Arméniens, d'Israélites, de Grecs, etc.

« Dans la salle, décorée de drapeaux ottomans, le portrait en grand format de l'illustre Vizir Midhat Pacha était placé sur la scène formant tribune.

« Au milieu d'un silence absolu, Suad Bey délégué de la Colonie Ottomane du Caire a pris le premier la parole et prononça en turc un discours éloquent. En terminant il invita l'assistance à crier : « Vive l'Armée, Vive la Liberté, Vive la Patrie, Vive la Nation ! ». Son discours a été très applaudi.

« M. Yovan Denisoglou parla en grec et fut très applaudi.

« En Arménien c'est M. Parsegh Chahbaz qui prononça quelques paroles très enthousiastes que ses correligionnaires applaudirent frénétiquement.

« Le Dr Saadeddin Bey prit ensuite la parole en Turc rappelant brièvement le passé, le présent et l'avenir et termina par une brillante péroraison, invitant l'assistance à pousser des cris de « Vive l'Armée! Vivent la Patrie et la Liberté !

« M. Halil Zénié, directeur du journal *El Moussaver*, parla en arabe se joignant à l'enthousiasme du peuple ottoman pour le rétablissement de la Constitution.

« Hilmy Bey Tounali lui succéda et récita une remarquable poésie en turc que l'assistance applaudit frénétiquement. Enfin le Dr Ahmed Emin Bey parla en français.

« Tous ces discours ont été applaudis.

« L'assistance criait : « Vive l'Armée, Vive la Liberté, Vivent la Turquie et la Nation ! »

Puis Mr Djellal Eddin Bey Arif, prononça en français un patriotique discours, entrecoupé d'exclamations approbatives de la foule pour les nobles périodes oratoires, reflétant son état d'âme.

Voici un résumé succinct de cette remarquable allocution :

MESDAMES ET CHERS CONCITOYENS,

Cette fête qui nous réunit, nous les Ottomans dans cette enceinte, est une de ces jolies fêtes qu'une nation ne célèbre qu'une seule fois dans toute son existence ! Un peuple oppressé et enfermé dans un obscur cachot, se trouve enfin délivré comme aveuglé par l'étincelante clarté de la liberté.

Toutes les races qui composent l'empire ottoman peuvent se dire aujourd'hui: « Enfin, Libres ! » (Une voix dans l'auditoire, chante sur l'air de la Marseillaise : Liberté, Liberté chérie....)

... Cette liberté, Messieurs, nous l'avons conquise au prix de notre sang et par les souffrances les plus dures qui seront, du reste, la sauvegarde de nos intérêts futurs ! Cette liberté, chers concitoyens, nous la devons, tout d'abord, à cet éminent homme d'Etat qui n'est plus et qui a été l'un des bienfaiteurs de l'Humanité parce qu'il a doté le premier quarante millions d'habitants d'une constitution vraiment libérale. (Applaudissements).

Ce grand génie, dont le corps repose dans un coin du désert de Taïf, c'est Midhat pacha « père de la Constitution ottomane », dont vous voyez ici les nobles traits, et dont le petit-fils est ce soir des nôtres (yacha... yacha).

Envoyons tous, mes chers concitoyens, un digne salut à sa mémoire immortelle. (une voix : *Allah rahmet eylêssin*).

Cette liberté, nous la devons aussi à cette poignée de braves, à ces hommes décidés et de cœur qui, hardiment, fièrement, viennent de lever haut l'étendard de nos revendications et qui, des montagnes de Monastir ont versé sur tout l'Empire les fluides de la Liberté. (Applaudissements aux cris de *Askérimiz tchok yacha ! Zito o stratos !* Vive notre armée).

Cette liberté, chers concitoyens, nous la devons aussi aux différents comités libéraux ottomans réunis en congrès à Paris, sous la présidence du prince Sabaheddine, petit fils du Sultan Abdul Médjid. (L'enthousiasme est à son comble on crie : Vivent les libéraux !... *yacha !... yacha*).

Nous voilà, tous unis aujourd'hui, par les liens indissolubles de la Patrie triomphante, à laquelle nous devons désormais consacrer le meilleur de nous-même ; notre intelligence et notre génie ne devront plus penser qu'au relèvement de notre mère commune : Notre chère Patrie. (Un Turc ivre d'enthousiasme se met à chanter la chanson populaire : *Uskudarda ghiderken, bir mendil bouldoum,* et la masse électrisée de reprendre en chœur : *mendilin itchindé cheker doldourdoum,* bis, bravo, yacha, yacha.)

Comme je l'avais dit, il y a quelques jours au Caire, rien ne pourra plus nous séparer. La religion elle-même ne devra plus guider que notre conscience. Nous ne devons avoir qu'une seule et même religion : celle de la Patrie.

Il n'y a plus de Turcs désormais, plus de Grecs, plus d'Israélites, plus de Lazes ! Il n'y a que des Ottomans réunis par les mêmes lois, par la même armée, par la même patrie (Applaudissements aux cris de : *Askérimiz tchok yacha*).

Saluons donc cette ère nouvelle, qui ouvre devant nos yeux éblouis, un horizon splendide et marchons la main dans la main, dans la voie de la civilisation et du progrès. Notre Padischah a prêté serment de fidélité à la Constitution. Imitons-le en jurant de défendre cette Constitution qui est une charte d'affranchissement de toute la Nation Ottomane *(Emin éderiz, emin éderiz,* nous le jurons... nous le jurons.)

C'est en 1899, qu'un simple étudiant de l'école de médecine militaire de Constantinople, Ibrahim Edhem Mourad, d'Ochrida jeta les bases de la Ligue Union et Progrès, dans une modeste réunion, tenue dans un jardin de feu Midhat pacha, situé près de Stamboul. (Une voix : *Stamboul... Stamboul... nerédessin, aman dédik iki gueuzum Stamboul).*

Et c'est à Ochrida, dans son propre pays, que la Constitution a été déclarée avant même qu'elle ne soit proclamée à Constantinople. (Une voix: partons pour Constantinople et sur l'air de la *Marseillaise* : Allons enfants de la Turquie, L' jour du départ est arrivé).

« Messieurs, vous êtes prié de ne pas chanter,vous faites taire l'orateur.» (Une voix : Qu'il chante avec nous : Vive la Liberté).

Le Très-Haut, dans ses hautes visées, avait choisi l'Empire Ottoman pour en faire son Paradis terrestre ; et nul doute que nous tous sans exception de race, mus par des sentiments d'union et de travail, nous ne pourrons que confirmer aux yeux de l'Univers, le choix fait par la Divine Providence.

Purifions le passé par le travail et l'Empire Ottoman reprendra sa place féconde et glorieuse dans les annales de l'histoire.

Arrière ceux qui n'ont été que de vils spéculateurs, ces viles créatures.

Arrière toutes ces Sociétés véreuses qui ont draîné l'épargne publique.

Arrière ces infâmes spéculateurs qui ont sucé goutte à goutte le sang et la vie de nos pères et qui ont fait blanchir les cheveux de nos pauvres vieux avant l'âge.

Place au travail et à l'union !

Dans cette dernière quinzaine, le peuple a reconquis sa liberté et, chose unique dans l'histoire, ce n'est ni avec du sang ni avec de la poudre, mais avec des chansons, des drapeaux et des fleurs, ne faisant que confirmer ce que nous avons déjà écrit, ce qu'il y a vraiment de bon, de loyal et de « merhametli » dans l'âme du peuple ottoman.

Ce praticien s'est révélé, Messieurs, un médecin de la nation, encore meilleur qu'un curateur d'hommes.

Ainsi donc, mes Chers Concitoyens, nous n'avons plus rien à envier aux grandes nations libres. Les Américains ont leur 4 Juillet, les Français leur 14 Juillet et nous autres Ottomans nous avons notre 24 Juillet qui sera notre fête nationale. Saluons donc cette splendide aurore de notre liberté et, du fond de nos cœurs, poussons ce cri qui sera désormais notre chant de ralliement : Vivent la nation et l'armée ottomanes ! » Une salve d'applaudissements interrompit ces cris : *Askérimiz tchok yacha !*

***

A l'issue de ces discours, le président a dit que les décisions prises par le Comité étaient de lancer trois dépêches : la première au prince Sabaheddin Bey, chef du Comité libéral *Union et Progrès* et fils de feu Damad Mahmoud pacha.

Elle est ainsi concue :

Prince Sabaheddin Bey,
8, Rue de Berlin,
Paris.

Colonie Ottomane réunie meeting confirme solidarité fraternelle. Forme vœux Vous voir continuer dans direction politique pour rétablissement définitif liberté dans notre Patrie.

Pour le Comité,
KÉMAL MIDHAT.

La seconde au Premier Ministre à Constantinople.

En voici le texte :

Au Premier Ministre, à Constantinople.

La Colonie Ottomane réunie ce soir en meeting participe à la joie nationale, à l'occasion mise en exécution Constitution Ottomane.

Pour le Comité :
KÉMAL MIDHAT.

La troisième à Monastir, au Major Niasi Bey, l'instigateur du mouvement libéral, dépêche par laquelle on le félicite de sa bravoure.

Une seconde manifestation eut lieu au Caire, dans le jardin de l'Ezbékieh, où les manifestants, très nombreux, se rendirent en un long cortège qui parcourut les rues de la capitale.

Le 28 Juillet, un meeting officiel réunit plus de 15.000 personnes au Théâtre Printania... et environs.

Les orateurs très nombreux, prononcèrent des discours patriotiques en turc, arménien, grec, français, arabe, espagnol et, vu l'heure avancée, trois orateurs durent renoncer à leur tour de parole. Des télégrammes furent rédigés, puis adressés séance tenante au Prince Sabaheddin Bey et au Premier Ministre à Constantinople,

***

Le 9 Août, un service vraiment grandiose fut célébré à Alexandrie en l'Eglise Arménienne sous la présidence de l'Archevêque Arménien Monseigneur Aghavnouni, à la mémoire de tous les patriotes ottomans tombés sur le chemin sanglant de la liberté nationale et dont les efforts héroïques, le dévouement et le martyre ont contribué à la création du régime constitutionnel dont la Turquie tout entière, fête aujourd'hui le merveilleux avènement.

Après le service funèbre, des discours de circonstance furent prononcés par MM. Lévon Meguerditchian, en arménien et en turc ; le Dr Saadeddin Bey, Jeune-Turc, en langue turque ; Mihran Damadian et Parsegh Chahbaz en arménien. Empreints du plus pur et du plus ardent patriotisme ainsi que des sentiments les plus cordiaux et les plus chaleureux de fraternité et de solidarité entre les nations turque et arménienne, tous ces discours furent fréquemment interrompus par des tonnerres d'applaudissements et d'acclamations frénétiques et déchaînèrent un indescriptible enthousiasme parmi la foule.

L'orateur jeune-turc, après avoir terminé son éloquent discours où il s'étendit longuement sur la question de la régénération définitive de l'Empire Ottoman par l'établissement d'un système de « garanties sociales » pour toutes les races y coexistant, se dirigea vers Sa Grandeur l'Archevêque dont il baisa la dextre. L'archevêque, de son côté, l'embrassa sur les deux joues, tandis que l'assistance applaudissait à tout rompre.

A la fin de la cérémonie, Mgr. Aghavnouni reçut dans les salons de l'archevêché les orateurs de la journée ainsi qu'un grand nombre de notables de la colonie.

Sur son passage, M. le Dr Saadeddin Bey fut l'objet d'ovations enthousiastes de la part de la foule massée dans la cour de l'Eglise.

Il convient d'ajouter que le Dr Saadeddin Bey est un Turc aux idées libérales qui, fervent apôtre de la Liberté, travaille avec un zèle ardent pour la Patrie.

***

Pour terminer ce bref compte-rendu, donnons un résumé de la manifestation qui eut lieu le 4 Août à Paris. A cette date, Mr Clémenceau, président du Conseil des Ministres, reçut la délégation de la Colonie Ottomane et des réfugiés de la Jeune-Turquie, fêtant le rétablissement de la Constitution ottomane. Une foule immense de citoyens français réunie sur la place Beauveau, devant le Ministère de l'Intérieur et devant le Palais de l'Elysée, a salué chaleureusement les vaillants champions de la Liberté en Orient. Des acclamations vibrantes ont retenti. La foule criait sans cesse : « Vive la Turquie, Vive l'Armée Ottomane, Vive le Sultan. » Les Ottomans ont répondu par des cris nourris de : « Vive la France, Vive la Liberté ».

Mr. Clémenceau fit un aimable accueil à la délégation, la félicitant d'avoir obtenu la mise en vigueur de la Constitution en Turquie. À l'issue de cette manifestation, les délégués télégraphièrent leurs félicitations aux 2me et 3me corps d'armée.

La Turquie constitutionnelle

LE HATTI HUMAYOUN
PRESTATION DE SERMENT DES TROUPES
DISGRACE DU GRAND-VÉZIR
CRAINTE DE RÉACTION — LE NOUVEAU CABINET

Pendant les quatres premières journées, toute la population de l'Empire ne pensa qu'à se réjouir.

Les chefs réformistes ayant quelque autorité, avaient des pensées plus sérieuses. Ils attendaient, non sans une certaine impatience, mêlée d'inquiétude, la proclamation du nouvel Hatti Humayoun qu'on était en train de rédiger au Palais.

Saïd Pacha avait commis une grave erreur, dès le premier jour. Il avait ordonné la mise en liberté de *tous* les prisonniers : assassins, voleurs, ou autres escarpes incarcérés depuis peu ou depuis des années.

Cette inexplicable libération de gens de sac et de corde, causa la plus vive inquiétude à tous. L'amnistie politique, résultant du changement de régime, n'impliquait pas en effet la nécessité de lâcher des malfaiteurs au milieu de la population. Les autorités responsables s'en tirèrent avec un *Yanglich oldou* (Il y a erreur) et l'on se contenta de faire prêter serment aux criminels de ne plus recommencer. Ceux-ci accomplirent galamment cette petite formalité.

Mais les réformistes qui attendaient impatienment la promulgation du Hatti Humayoun et la prestation de serment par le Sultan, d'être fidèle à la Constitution, déclarèrent énergiquement, conformément à la vérité, qu'ils n'étaient pour rien dans ces mesures inopportunes et qu'ils protesteraient en temps utile. Il n'en fallait pas moins s'incliner devant le fait accompli, et décidé sans doute avec une arrière-pensée. La même *erreur* fut commise en effet à Smyrne, à Salonique, dans toute la Turquie.

Les promoteurs du régime constitutionnel avaient obtenu l'amnistie pour tous les exilés volontaires, tels les 200.000 Arméniens établis en Amérique et tant d'autres réfugiés politiques.

Le même jour, la censure était abolie et *Kokona Anastassia,* (la dite censure) était enterrée par nos confrères constantinopolitains entre deux filets noirs. Tous les journaux adressèrent au Sultan, une dépêche de remerciements pour cette heureuse décision. Mais alors ils usèrent de leur liberté nouvelle, jusqu'à friser la licence. Ils s'élancèrent dans l'arène, tels un cheval fougueux enfermé pendant des mois à l'écurie et qui, tout-à-coup, aurait trouvé la clef des champs. Certaines feuilles se mirent à traîner dans la boue, les anciens ministres, les membres de la Camarilla et tous les personnages connus pour leur penchant à l'espionnage. De leur côté, les Jeunes-Turcs ne perdirent pas de temps. Ils firent prêter serment à tous les officiers et soldats qui jurèrent de maintenir la Constitution. Dans plusieurs casernes, la Presse locale et les correspondants étrangers furent invités à assister à cette impressionnante solennité.

A titre documentaire, nous donnons quelques textes de prestation de serment. Voici comment se passa la cérémonie à la caserne de Taxim:

Tous les officiers, de même que les soldats, portaient l'uniforme de parade. Dans le vaste quadrilatère, enclos par les bâtiments de la caserne, les troupes étaient alignées. Le général Sadik Pacha, entouré de ses officiers, se place sur le front des troupes. La musique entonne l'hymne Hamidié, les Européens se découvrent, officiers et soldats mettent sabre au clair. Près du général, en avant des troupes, face à l'Orient, apparaît le drapeau, entouré de sa garde d'honneur. Le porte-étendard se place à côté de Sadik Pacha; les trompettes sonnent « aux champs » Le commandement : « Présentez armes! » retentit, la musique entonne un salut au Sultan. Le général s'avance de quelques pas, et d'une voix vibrante lit la formule du serment que répètent les hommes et leurs officiers devant le drapeau qui salue :

« Officiers, sous-officiers et canonniers, notre Souverain a juré de respecter la loi constitutionnelle. Nous aussi, jurons de servir avec honneur et fidélité, notre Padichah, la Nation, la Patrie. »

***

La même cérémonie eut lieu à la caserne de Zeitoun Bournou, devant les délégués du Comité ottoman *Union et Progrès.*

Voici la formule du serment prononcé :

« Je jure sur le Coran et sur mon honneur que, toute ma vie, je serai fidèle et obéissant aux lois constitutionnelles

et, que au cas où, ainsi qu'il en a été, il y a trente-deux ans, par les intrigues et la trahison de quelques lâches, la Constitution — que Dieu nous en préserve ! — serait abrogée, je verserai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour la défense des libertés de mon pays, en aidant l'œuvre du Comité Ottoman *Union et Progrès* et que je tuerai de ma main quiconque osera intriguer contre l'action de ce Comité. Je jure d'être entièrement fidèle à notre bien-aimé souverain, qui nous a octroyé cette Constitution, à ma Religion, à ma Patrie. *Vallahi Billahi !*

Le même jour, à la grande maîtrise de l'artillerie, les troupes de l'artillerie et du génie répétaient la formule suivante :

« Je jure, en posant ma main sur le Coran, d'être fidèle à la Constitution, de la défendre toute ma vie et d'être fidèle à notre Padischah dans la limite de cette loi ».

Le lendemain, nouvelle variante du serment pour les troupes de la caserne Sélimié, à Scutari :

« Je jure, la main sur le Coran, sur mon honneur, d'être soumis, ma vie duraut à la Constitution que notre bien-aimé Padischah a octroyée à ses fidèles sujets, de verser jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour aider le Comité *Union et Progrès* à défendre la liberté de la Patrie contre les traîtres, si leurs vils agissements venaient à se reproduire; d'être fidèle au Padischah tant qu'il respectera la Constitution ».



D'autre part, des officiers et de nombreux notables turcs assistaient dans les cimetières arméniens de Taxim, de Baloukli, et d'ailleurs, aux messes de Requiem célébrées par les Arméniens pour le repos de l'âme des victimes des massacres de 1897.

Ces cérémonies furent émouvantes. Elles permirent, en effet de se rendre compte que les réformistes faisaient de leur mieux pour resserrer les liens entre deux nations divisées et faire oublier un passé regretté.

Cependant, dès le premier jour, la Jeune-Turquie avait consacré tous ses efforts à détruire ce qui subsistait de l'ancien régime abhorré. On recourut sans hésiter à l'exil et à l'emprisonnement des personnages les plus suspects. Mesures de salubrité, dont nous parlerons plus loin.

Enfin, et alors que les événements se déroulaient normalement, sans la moindre effusion de sang, parut le *Hatti Humayoun* attendu. Il est daté du Samedi 1r Août et fut lu dans l'après-midi à la Sublime-Porte.

C'est Noury Pacha, aide-de-camp général et 2e Chambellan du Sultan, en uniforme et décorations qui fut chargé de remettre le rescrit impérial au Grand-Vézir, Saïd Pacha.

Saïd Pacha, après avoir porté le précieux document à ses lèvres, le transmit au Moustechar Mehmed Aly Pacha qui en donna lecture à haute voix en présence de tous les ministres et hauts-fonctionnaires.

Voici le texte du *Hatti Humayoun* :

MON ILLUSTRE VÉZIR, SAÏD PACHA.

Tout le monde sait qu'à où l'époque notre Empire avait toute sa puissance, la confiance, régnait parmi les diverses classes des sujets. Divers événements survenus plus tard empêchèrent de donner toute la garantie aux droits du peuple pour qu'il puisse les exercer librement. C'est alors que Mon illustre Père, Sultan Abdul Médjid Khan, promulgua le Hatti de Gulhané, garantissant à nouveau la confiance et le droit individuel et établissant sur des bases sérieuses le régime administratif. Il publia, en outre, en 1272, un firman de réformes qui réorganisait les services administratifs d'après les exigences de la civilisation et raffermissait en même temps les liens qui doivent unir comme enfants du même pays les sujets de diverses religions

Dans l'intervalle qui s'écoula entre l'époque de l'établissement du Tanzimat et celle du commencement de Notre Règne, le progrès de l'éducation générale faisait ressentir la nécessité de l'établissement du régime constitutionnel. C'est alors que Nous proclamâmes, de Notre propre initiative, la Constitution. Mais, diverses tendances hostiles qui se manifestèrent prévalurent contre l'idée des intérêts généraux. Des avertissements pour suspendre la Constitution se multiplièrent et finalement, la suspension fut décidée par le Gouvernement, à la tête duquel se trouvait Savfet pacha, comme Grand-Vézir.

Depuis lors, les circonstances et les tendances de l'opinion montrèrent que le pays était apte à posséder un gouvernement constitutionnel. C'est ainsi que nous avons promulgué l'Iradé remettant en vigueur toutes les dispositions de l'acte de la Constitution, ordonnant la convocation, chaque année, de la

Chambre des députés, iradé qui fut communiqué partout par Notre Sublime Porte. J'ai affirmé hier en recevant les félicitations des ambassadeurs et des fonctionnaires politiques des puissances, que jamais, désormais, aucune atteinte ne sera portée à la Constitution qui sera intégralement appliquée. Car les intérêts du pays ne peuvent prendre leur essor que quand les lois prennent une forme régulière et acquièrent toute leur force. Appréciant donc la nécessité de l'harmonie qui doit exister entre les progrès des intérêts réels de l'autorité et ceux des intérêts généraux, Je proclame par Mon présent Hatt portant Ma signature le caractère définitif de Mon Iradé prescrivant la mise en vigueur de la Constitution et la convocation, chaque année de la Chambre des députés. J'ajoute aussi ceci: les droits des divers sujets de l'Empire devront être entièrement sauvegardés. Entre un individu et un autre, entre une classe et une autre classe, les droits sont les mêmes; tous devront jouir en parfaite égalité de la justice. Cela est prescrit par les lois naturelles et par les lois établies. Depuis quelque temps, cependant. Nous voyons que, contrairement au but que Nous poursuivons, la force des lois est affaiblie.

Les devoirs des administrations publiques et des divers services qui en dépendent sont définis par des lois spéciales; cependant ces devoirs ne sont pas bien remplis ce qui peut avoir des conséquences fâcheuses. Il faut donc pour garantir le présent et l'avenir renforcer les prescriptions régissant les droits du public et les devoirs du gouvernement et combler les lacunes qui se présentent sous ces deux rapports.

1° Tout sujet à n'importe quelle race et quelle religion qu'il appartienne doit jouir de sa liberté individuelle et avoir l'égalité dans les droits et dans les charges.

2° En dehors des cas prévus par la loi, personne ne peut être interrogé, emprisonné ou molesté par n'importe quels autres moyens.

3° Aucun tribunal ni aucune commission ayant un caractère extraordinaire ne peut être formée. Personne ne peut être cité ailleurs qu'au tribunal auquel la loi a donné la compétence.

4° Le domicile individuel est inviolable. Il n'est donc pas permis en dehors des cas et moyens prévus par la loi d'entrer dans une maison, ni de la placer sous surveillance.

5° Les agents de police et les autres employés de l'Etat ne peuvent sous n'importe quel nom ou quelle qualité exercer des poursuites en dehors des cas prévus par la loi.

6° Tous Mes sujets peuvent pour commerce ou pour faire des voyages se rendre librement dans tous les pays, tenir des réunions et venir en contact avec tous ceux qu'il désirent..

7° Les journaux ne seront pas soumis, avant l'impression, au visa du gouvernement. Les lettres privées et les revues ne peuvent être arrêtées aux bureaux de poste. Les délits de presse sont de la compétence des tribunaux.

8° L'enseignement est libre.

9° Sauf le service militaire, personne ne peut être nommé à un emploi contre sa volonté. Les fonctionnaires publics ne sont pas tenus d'obéir à leurs chefs hiérarchiques si leurs ordres sont contraires à la loi. Ils sont libres toujours de résigner leurs postes. Ils sont responsables de leurs charges.

10° Sauf le Cheikh-ul-Islam, les ministres de la guerre et de la marine, tous les autres ministres du cabinet sont choisis par le Grand-Vézir et confirmés par Moi.

Le Grand-Vézir choisit également, sur avis conforme : *a)* les ambassadeurs et ministres accrédités auprès des cours étrangères, du ministre des affaires étrangères ; *b)* les gouverneurs généraux, du ministre de l'intérieur ; *c)* des membres du Conseil d'Etat, du président de cette assemblée.

Les fonctionnaires des ministères et des vilayets sont nommés et révoqués, décorés, promus ou récompensés autrement par les chefs de leurs départements respectifs, après avis conforme du Grand-Vézirat.

11° Aucun fonctionnaire administratif ne peut s'adresser, soit verbalement ou par écrit, ailleurs qu'à son chef hiérarchique. Il reçoit des ordres de celui-ci, à l'exclusion de tout autre administrateur ou fonctionnaire qui ne peuvent lui donner ni verbalemant ni par écrit des ordres, ni correspondre avec lui.

12° Il entre dans les attributions du Grand-Vézir de corriger les fautes commises dans le choix ou la mutation des employés, prendre des mesures lorsque, pour cause de mauvaise conduite ou d'incapacité, leur révocation devient nécessaire.

13° Le budget des revenus et des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'Empire sera publié au commencement de

chaque année financière avec les budgets particuliers de chaque département et de chaque vilayet.

14° Des projets de loi seront préparés pour être présentés à la Chambre qui se réunira prochainement, projets portant des modifications conformes aux exigences actuelles des lois sur l'organisation et l'attribution des départements et vilayets.

15° L'armée étant le plus puissant facteur de la puissance de l'Empire et par conséquent désirant voir perfectionner son organisation ainsi que son armement, j'ai donné dans ce but des ordres particulier au ministère de la guerre.

Je veux que vous formiez le nouveau cabinet en en soumettant la liste à ma confirmation, pour procéder d'accord avec vos collègues à l'exécution des mesures énoncées ci-haut et à la bonne gestion des affaires de l'Etat.

Que Dieu vous seconde dans vos efforts.

Le 4 Redjeb 1326.

(Signature Impériale.)

Après la lecture du Hatti-Humayoun, le Grand-Vézir accompagna Nouri pacha jusqu'à l'estrade extérieure de la Sublime-Porte. Son Altesse harangua ensuite la foule et lui communiqua les principaux passages du Hatt Impérial. Des cris de : « Vive le Padichah ! » retentirent.

Le Grand-Vézir, s'adressant à la foule, lui dit :

« Voulez-vous que je soumette à Sa Majesté vos remerciements ? »

La foule cria : « Oui, oui ! » et de nouveau « Vive le Padichah ! »

***

En vertu de la promulgation du « Hatti Humayoun, le Ministère avait été constitué avec l'approbation du Sultan. Voici la composition du nouveau Cabinet :

Saïd Pacha, Grand-Vizir ;

Djémaleddine Effendi, Cheikh-ul-Islam (maintenu) ;

Abdurrahman Pacha, Ministre de la Justice, Ministre sans portefeuille ;

Kiamil Pacha (maintenu) ;

Eumer Ruchdi Pacha, Ministre de la Guerre (maintenu) ;

Tewfik Pacha, Ministre des Affaires-Etrangères, (maintenu) ;

Hassan Fehmi Pacha, Président du Conseil d'Etat, Ministre de la Justice ;

L'Amiral Hassan Ramy Pacha, Ministre de la Marine (maintenu) ;

Hadji Aakif Pacha, Nazir des équipements militaires, Ministre de l'Intérieur ;

Turkhan Pacha, Ministre de l'Evkaf, Président du Conseil d'Etat ;

Mehmed Aly Pacha, Ministre de l'Etkaw ;

Naoum Pacha, Mustechar au Hadjié, Ministre des Travaux Publics ;

Zia Pacha, Directeur-Général du cadastre, Ministre du commerce, Ministère nouvellement formé ;

Tewfik Pacha, Président de la Commission des fonctionnaires civils, Ministre de l'Agriculture, des mines et forêts ;

Raghib Bey, Mustéchar au Malié, Ministre des Finances ;

Hakki Bey, Ministre de l'Instruction Publique (maintenu) ;

Zia Bey, grand référendaire, Mustéchar du Grand-Vézirat ;

Réouf Pacha, ancien Gouverneur-Général de Salonique, est nommé préfet de la ville ;

Zaver Bey, est maintenu comme Ministre de la Police ;

Atta Bey, Membre de la Commission Financière des trois vilayets de Roumélie, est nommé Directeur-Général des Postes et Télégraphes.

Adil Bey, Directeur de la Correspondance du Grand-Vézirat, grand référendaire à la Sublime-Porte.

*
* *

Le lendemain de la publication du « Hatti Humayoun », tous les journaux turcs consacraient de longs articles à commenter sa rédaction, faisant observer que Saïd Pacha avait su en manipuler le texte, de manière à annihiler les dispositions les plus importantes des lois constitutionnelles.

Ainsi, la charte de 1876, qui établit la responsabilité des Ministres devant le Parlement, confère au premier Ministre — car la Constitution n'admet pas de Grand-Vézir — le droit de former, lui-même, le Cabinet, la prérogative impériale étant réduite à l'approbation de la liste présentée par le Chef du Gouvernement. Or, Saïd Pacha entendait réserver au Sultan la nomination du Ministre de la Guerre et celle du Ministre de la Marine, en violation de l'article 27 de la Constitution. Point n'était besoin d'être grand clerc pour comprendre les motifs de la conduite de Saïd Pacha. En réservant au Sultan le choix du Serasker et du Ministre de la Marine, Saïd Pacha donnait au Palais une action directe sur l'armée et la marine et lui permettait de préparer, avec des officiers à sa dévotion, un coup d'Etat militaire pour faire triompher la contre-révolution.

Il est vrai que si le Sultan a pu croire un moment à la possibilité de trouver dans l'armée assez d'éléments pour tenter un coup de force

contre la Constitution, il doit aujourd'hui être édifié sur son impuissance absolue. Le régime de terreur de la délation qui pesait sur la Turquie depuis trente ans, a pris fin et nul ne saurait le restaurer. Tous les appuis sur lesquels il s'imaginait être en droit de compter, lui font défaut.

Toute l'armée de Macédoine est acquise à la cause constitutionnelle, et le moindre coup de Jarnac qu'on essaierait de porter à la Constitution déterminerait une formidable rébellion militaire : quatre-vingt mille hommes marcheraient sur Constantinople.

Le jour où l'on rédigea le « Hatti Humayoun », la foule qui l'attendait impatiemment se rendit, dès le matin à la résidence du Cheikh-ul-Islam et à la Sublime-Porte demandant si le Sultan avait prêté serment.

Le Cheikh-ul-Islam dut, en présence de la foule répéter la formule de prestation du Serment qu'avait prononcée le Sultan. Le Cheikh-ul-Islam sortit, tenant en main le Coran même sur lequel le Sultan avait prêté serment, et, s'adressant à la foule, il répéta textuellement les paroles du Sultan, que voici :

« J'ai donné la Constitution au début de mon règne et je l'ai retirée ensuite parce que le pays n'était pas préparé. Je la proclame cette fois définitivement et je désire absolument qu'elle soit mise en pratique. Je me trouve devant le Cheik-ul-Islam : eh bien, je jure devant vous — et il jura deux fois — que la conservation de la Constitution sera mon seul souci. Je vous prie de le dire au peuple en prêtant vous-même serment devant lui. »

***

Nous venons de dire que la Presse protesta contre le texte du rescrit impérial et adressa sur ce point de vives critiques au Grand-Vizir.

L'*Ikdam* disait, avec raison qu'en comparant les trois articles de la Constitution que nous allons reproduire, avec le texte du Hatti-Humayoun, lu à la Sublime-Porte on trouve une différence.

Tandis que l'art. 27, subordonne à l'investiture par le Souverain seulement les charges du Grand-Vézir et du Cheikh-ul-Islam, le Hatt comprend dans ces deux nominations directes par le Souverain et dans les mêmes conditions celles des ministres de la guerre et de la marine.

La Sublime-Porte savait parfaitement qu'un Hatt Impérial était en préparation et elle en connaissait les termes. D'ailleurs, c-était à la Sublime-Porte de le rédiger et d'en faire donner lecture après l'avoir

présenté au Souverain, car c'est elle seule qui est responsable devant la Nation et c'est à elle que nous nous adressons.

La Sublime-Porte, en consentant à la publication du « Hatti-Humayoun » tel qu'il est rédigé, semble avoir consenti à la modification de la Constitution ou lui donner une nouvelle interprétation.

Dans les deux cas, elle est sortie des limites de ses attributions.

Le texte des articles 116 et 117 est clair. Cependant l'alinéa 10 du Hatti-Humayoun réserve la nomination directe des chefs des ministères de la guerre et de la marine au Souverain, ce qui montre que la Sublime-Porte n'a pas encore bien compris les dispositions de la Constitution. Il n'y avait pourtant lieu à aucune exception pour ces deux ministères, dont les chefs doivent être également choisis par le Grand-Vézir et confirmés par iradé Impérial. La Constitution est aujourd'hui la sauvegarde de tout le monde.

Et puis, si les ministres de la marine et de la guerre sont désignés directement par le Souverain, le Grand-Vézir ne peut être responsable de leurs actes. Alors, qui en sera responsable devant la Chambre? Est-ce le Chef du Cabinet ? Mais celui-ci dira : « Ne les ayant pas nommés moi-même, je ne puis être responsable de ce qu'ils font ». Est-ce le Souverain ? Mais lui-même est irresponsable de par la Constitution.

De son côté, le journal *Serveti Finoun* adressait en son numéro du lendemain, une lettre ouverte à Saïd Pacha où il lui posait entre autres questions les suivantes :

« Le Souverain vous a nommé président d'un ministère responsable. Vous fûtes chargé par son *Hatt Humayoun* de former le nouveau ministère. Mais vous l'avez formé contrairement à l'art. 27 de la Constitution et avez maintenu dans ce Cabinet un ministre qui est universellement blâmé et critiqué par la presse.

« ... Le Souverain a accordé la Constitution et le droit de liberté qui en découle. En votre qualité de premier ministre d'un Gouvernement constitutionnel, il est de votre devoir d'assurer jusqu'à la convocation du Parlement, l'application de la Constitution et le maintien de l'ordre.

« Altesse, vous savez très bien que nous avons besoin en ce moment d'un ministère qui soit capable d'administrer le pays, durant la crise qu'il traverse. C'est un gouvernement capable qui peut seul assurer le salut de la Nation. Les membres de ce ministère doivent être choisis parmi les personnes sans reproche et honorées de la confiance de la Nation. Dès à présent, il y a trop de réformes à appliquer: Il faut trouver des hommes énergiques et aptes à juger quelles sont les réformes nécessitées par l'heure présente et résolus à mettre ces réformes pressantes à exécution. Le pays traverse en ce moment une terrible crise.

« Les manifestations populaires dégénèrent peu à peu et revêtent un caractère dangereux. Notre crédit en est sérieusement affecté; les fonds ottomans s'en ressentent fâcheusement.

« Altesse, ayez pitié de la Nation. Seul le remède que nous indiquons plus haut peut sauver le pays. Vous hésitez à orienter dans ce sens votre haute perspicacité, universellement reconnue.

« Retirez-vous alors et que votre charge soit confiée à des mains plus énergiques, à un homme qui pourra servir le pays selon les exigences de l'heure présente. »

Il est à noter que lorsque, le 1er Août, fut donnée lecture du Hatti-Humayoun tant attendu, document dont un passage était en opposition formelle avec les prescriptions des art. 27, 115 et 106 de la Constitution, chacun comprit que ce rescrit avait été rédigé par Saïd Pacha.

C'est alors que le Cheikh-ul-Islam, s'adressant aux autres ministres leur dit : *Chayit Olassiniz* — « Je vous prends à témoin... qu'on ne peut plus avoir la moindre confiance dans les bonnes intentions du Grand-Vizir. »

Aussi, dès le lendemain, le Cheikh-ul-Islan se rendait-il au Palais et offrait au Souverain sa démission, disant qu'il ne pouvait partager la responsabilité, en collectivité avec les membres du Cabinet Saïd.

Kiamil Pacha fit de même; et le Cabinet se réunissant le 4 Août à la Sublime-Porte, Saïd Pacha se vit obligé de présenter au Souverain la démission collective des membres du ministère.

Toutes les ruses de Saïd Pacha, n'avaient donc abouti qu'à précipiter sa chûte. Déjà l'opinion publique était très indisposée contre lui, par suite d'une mesure qui était d'une maladresse insigne car, du moment qu'il n'avait pas la force à sa disposition, elle constituait une provocation inutile. Il avait mandé le procureur général près la cour criminelle de Stamboul, et lui avait enjoint d'exercer des poursuites contre un journal turc paru depuis que la suppression de la censure avait rendu à la presse sa liberté, un journal turc qui menait une campagne très vive contre le ministère, dont elle dénonçait la composition hybride, et contre Saïd Pacha, qu'elle accusait de menées anticonstitutionnelles.

C'était un procès de tendance tout pur. Saïd Pacha qui, dans les premiers jours, était acclamé par la foule, à Stamboul, ne pouvait plus paraître en public. Sa tentative de confisquer l'art. 27 de la Constitution lui a porté le coup de grâce.

***



S. A. SAID PACHA, ancien Grand-Vézir.

Voici quelques notes biographiques sur Saïd Pacha :

Saïd Pacha est né en 1836, à Erzeroum. Son père Séid Zadé Namik Effendi, avait été chargé d'affaires de Turquie à Téhéran. — A seize ans, il entra au service de l'État. Il débuta aux bureaux du gouvernement d'Erzeroum. Deux ans après, il entra aux bureaux de l'armée d'Anatolie. Peu après, il vint à Constantinople pour la vérification des comptes de la même armée. Il entra ensuite au bureau du Haut-Conseil qui existait alors. En 1862, il accompagna l'inspecteur général à Salonique, Monastir, Janina, Triccala. Il fut nommé successivement secrétaire général du Conseil du vilayet de Janina, du bureau du Haut-Conseil de Salonique, directeur de l'Imprimerie Impériale, du

« Takvimi Vakaï, » auditeur puis maître de requêtes et secrétaire général du Conseil d'État, et successivement secrétaire général du ministère du commerce, du Grand-Vézirat, du ministère de l'instruction publique, membre du Conseil du ministère du commerce et de l'agriculture et, en 1875, premier secrétaire de S.M.I. le Sultan avec le grade de Bala.

Le Souverain lui conférait alors les grands cordons du ***Médjidié*** et de l'*Osmanié*.

En 1876, il était élevé au rang de Vézir; quelque temps après, il cumulait aussi les fonctions de ministre de la Liste Civile.

Un an après, il était nommé ministre de l'intérieur et, un peu plus tard, de nouveau, ministre de la Liste civile, poste qu'il ne quitta que pour le réocuper peu de temps après. Appelé de nouveau à la tête du ministère de la justice, il dirigea aussi ad intérim le ministère de l'intérieur. Le Souverain lui conférait alors, en récompense de ses services, l'*Osmanié* et le ***Médjidié*** en brillants et un peu plus tard les médailles en or et en argent de l'***Imtiaz***.

C'est la septième fois que Saïd Pacha était appelé au poste de Grand-Vézir.

Son Altesse possède de nombreuses décorations étrangères : autrichienne, russe, allemande, persane, italienne, roumaine, française, japonaise, hellène, suèdoise, espagnole, danoise et monténégrine, l'ordre papal de Saint-Grégoire, ainsi que les palmes d'officier d'Académie.



Aussitôt après la retraite de Saïd Pacha, le Sultan invita Kiamil Pacha à constituer un nouveau Cabinet.

Le Cheikh-ul-Islam, Djemal-ed-Dîne Effendi, qui avait démissionné reprenait ses fonctions, étant cette fois certain que le Hatti Humayoun serait respecté par Kiamil Pacha.

Voici le texte du Hatti Humayoun adressé à S. A. Kiamil Pacha, relativement à la formation du nouveau Cabinet;

MON ILLUSTRE VÉZIR KIAMIL PACHA,

Saïd Pacha, ayant donné sa démission, c'est à vous que je confie, en raison de votre loyauté et votre capacité éprouvées, le poste de Grand-Vézir.

Le Cheikh-ul-Islam, Djémaleddin Effendi, est maintenu à son poste.

Vous devez, d'après la Constitution, procéder au choix des autres ministres et en soumettre la liste à Ma confirmation.

Notre unique volonté étant de voir assurer à notre gouvernement et à notre Empire tous les progrès dont ils sont susceptibles, ainsi qu'à tous nos sujets le repos et le bien être, Je veux que vous consacriez vos efforts à la réalisation de ce but. Que Dieu vous accorde son appui dans votre œuvre.

Le 9 Redjeb 1326.



S. A. LE GRAND-VEZIR KIAMIL PACHA

Kiamil Pacha forma donc son ministère. Les nouveaux membres désignés ou ceux qui furent maintenus à leur poste sont les suivants:

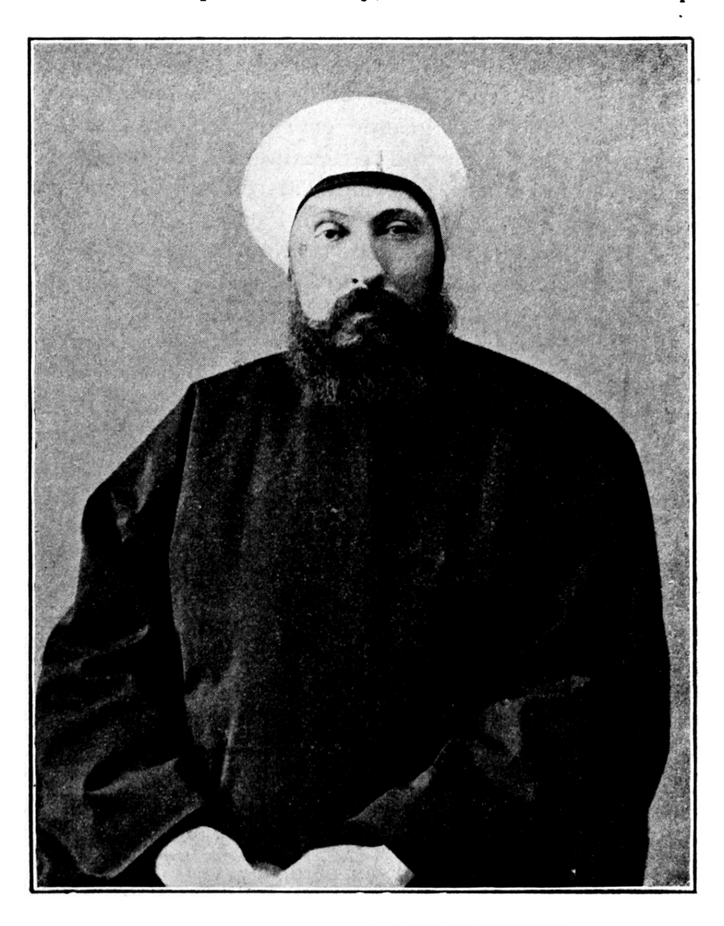
Redjeb Pacha, vali de Tripoli de Barbarie, ministre de la guerre;

Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères, maintenu;

Hassan Fehmi Pacha, ministre de la justice, maintenu;

Tewfik Pacha, ex-ministre des mines et forêts, président du Conseil;
Réchid Akif Pacha, gouverneur de Sivas, ministre de l'intérieur;
Zia Bey, ex-ministre des finances, reprend son portefeuille;
Arif Pacha, commodore, ministre de la marine;
Mahmoud Ekrem Bey, membre du Conseil d'Etat, ministre de l'Ewkaf;
Hakki Bey, ministre de l'instruction publique, maintenu;
Gabriel Effendi Noradounghian, conseiller légiste de la Sublime-Porte, ministre du commerce et des travaux publics;
Mavrocordato Effendi, conseiller d'Etat, ministre de l'agriculture, etc.

Jusqu'à l'arrivée à Constantinople de Redjeb Pacha, les ministères de la guerre et de l'intérieur étaient gérés par Férik Riza Pacha, ministre de l'artillerie, et par Hakki Bey, ministre de l'instruction publique.



S. A. MEHMED DJEMALEDDIN EFFENDI
Cheik-ul-Islam

***

La nomination de deux Chrétiens dans le Ministère, donna pleine satisfaction à ceux des libéraux, très nombreux, qui souhaitaient voir les sujets non Musulmans de l'Empire représentés au pouvoir exécutif, puisque l'égalité de droit de tous les citoyens est proclamée dans la Constitution.

Le Ministère, constitué comme nous venons de l'indiquer, se mit à préparer son programme. Antérieurement et durant l'éphémère existence du Vizirat Saïd Pacha, c'est-à-dire depuis la proclamation de la Constitution, le Comité des Jeunes-Turcs poursuivait son œuvre sagement, mais avec célérité. Pour éviter toute chance de réaction, les Jeunes-Turcs s'occupèrent d'éloigner du Palais, les traîtres, les espions, et les agents si nombreux de la police secrète.

Travaillant avec la plus grande énergie, ils réussirent, sans effusion de sang (c'est le peuple qui l'exigeait et la volonté du peuple est plus forte que la loi) à faire enfermer l'astrologue Abou-el-Houda, le premier secrétaire Tahsin Pacha, Nedjib Pacha Melhamé, Zéki Pacha, Kiamil Bey, Riza Pacha, Ministre de la Guerre, Hassan Rami Pacha, Vice-Amiral, Memdouh Pacha, Ministre de l'Intérieur, Réchid Pacha, Préfet de Constantinople, Aghiah Pacha, Ismaïl Pacha, Tcherkez Mehmed Pacha, aide-de-camp favori du Sultan, réfugié à Brousse, arrêté dans cette ville et ramené à Constantinople, Bahri Pacha, Vali d'Adana, qui se préparait à fuir à l'étranger, Raghib Pacha, originaire de Chalkis, Habib Melhamé, Ministre de la Police, et tant d'autres dont les noms furent publiés au jour le jour par les feuilles publiques.

Tous ces personnages étaient plus ou moins qualifiés de traîtres à la Patrie, accusés de vol, de concussion ou d'autres méfaits pour lesquels on les garda dans les prisons du ministère de la guerre, en attendant leur jugement et leur condamnation éventuelle.

Malgré toute la vigilance du Comité, les principaux artisans de la ruine de la Patrie, ceux qui avaient englouti des sommes fabuleuses appartenant au Trésor et qui avaient fait d'innombrables victimes, ceux-là, comme d'usage, avaient esquivé le châtiment, réussissant à s'enfuir.

Izzet Pacha, 2[me] secrétaire et chambellan favori du Padichah se sauva à bord du *Marianne,* qu'il avait acheté 8.000 Livres à la Compagnie Destounis Yanoulatos. Le nom de ce personnage restera exécré de tous et ce n'est certes pas pour lui faire honneur que nous publions ici son portrait, avec le récit *in extenso,* de ses méfaits. C'est pour permettre au lecteur de le juger et condamner.

Nous donnons aussi les portraits de Selim Melhamé et de Zia Pacha qui, moralement, ressemblent beaucoup à Izzet Pacha. Le proverbe turc dit : *Tendjéré Youvarlandi Capaghini bouldou.* (La casserole roula et trouva son couvercle). Ces trois individus s'étaient bien rencontrés pour faire le mal. Ils étaient les personnages les plus influents et les plus malfaisants de l'Empire, la terreur de la Turquie, qu'ils ont trop longtemps opprimée par le crime et l'espionnage. Il en fut un autre, à l'œuvre non moins néfaste, mais qui n'existe plus. C'est le trop fameux Fehim Pacha. Celui-ci trouva la mort à Yeni Chehir aux environs de Brousse, massacré par le peuple contre lequel il avait tiré son revolver. La populace renversa la voiture traîna Fehim Pacha sur la route et en fit une bouillie sanglante à coups de pierres et de bâtons.

***

Mais revenons aux faits et gestes d'Izzet Pacha.

Izzet Pacha el-Abed, où l'Arabe Izzet, était le favori tout puissant du Maître.

Arabe musulman, originaire de Syrie, il compléta ses études en France. Intelligent, mais d'une intelligence malicieuse et sournoise, instruit, intrigant, souple et sans scrupule, il débuta non sans succès au barreau de Constantinople.

Puis il entra dans la magistrature où, par des moyens à lui, qu'il devait singulièrement perfectionner plus tard, il se fit nommer président de la première Chambre de Commerce.

Toujours faisant des courbettes et des *temenahs* (salut à la turque) hypocrites, affectant un dévouement sans limite à ses supérieurs, son ambition était encore moins limitée.

Il eut par surcroît ce que, cyniquement, il nommait la Veine : La révolte des Arméniens !

Ce fut pour lui et Nedjib Melhamé une superbe et sanglante occasion de s'élever encore. Il y découvrit un horizon nouveau. Profitant de la disgrâce de plusieurs favoris, il adressa au Sultan un rapport dans lequel il se montra prophète clairvoyant, accusateur sévère mais juste, patriote, indigné du rôle que l'on faisait jouer au Padischah... Le Souverain frappé de cette crânerie d'honnête homme, l'appela, causa et discuta. Convaincu qu'il se trouvait en présence, non seulement d'un esprit supérieur, mais d'une intégrité intransigeante, il le retint à Yildiz en qualité de secrétaire et de chambellan.

Le premier pas était franchi. Izzet, qui effectivement dominait l'entourage impérial de toute la supériorité de son intelligence et de son savoir, gagna rapidement la confiance absolue du Maître. Débarrassé de Raghib Pacha, l'omnipotent du moment qu'il discrédita pres-

tement, le champ des grandes intrigues et des louches « combinazioni lui fut ouvert. Il en profita. Pour s'en assurer la possession exclusiv il fit nommer aux principaux postes du gouvernement ses humbl



IZZET PACHA EL ABED
deuxième secrétaire et chambellan favori du Maitre.

créatures ; il tint à la fois la marine, la guerre, les finances, les subsistances militaires, et surtout les travaux publics. Aucun contrat, aucune concession ne se donnaient sans son intervention qui se traduisait par des commissions payables d'avance et qui variaient de 10 à 20 pour

cent! Les postulants hésitaient-ils ? Zihni Pacha, ministre des travaux publics éternisait les pourparlers jusqu'à ce que satisfaction complète ait été accordée à son « patron ».

Mais Izzet, en son cœur, haïssait tous les Turcs. Il n'avait qu'un seul but : s'enrichir. Il y parvint. En l'espace de dix ans, il « économisa » la somme appréciable de vingt-cinq millions de francs, qu'il eut soin de placer dans diverses banques d'Europe. Ce millionnaire était d'une avarice sordide et prêt à lésiner pour une piastre. Il n'aimait pas à faire le bien. Par contre il éprouvait une joie très vive, il ressentait une étrange volupté à ruiner son prochain. Ainsi qu'il est aisé de le distinguer sur le portrait que nous publions, en cet homme, la physionomie du moins n'est pas menteuse : elle est antipathique avec son regard sournois, sa barbe et sa chevelure teintes, ensemble disgracieux que soulignaient des gestes félins.

Izzet, qui doit à la protection de l'ambassade d'Allemagne d'avoir échappé à la fureur populaire, brûla la politesse aux Jeunes-Turcs avec une précipitation justifiée. Il savait n'avoir aucune pitié à attendre de ceux qu'il avait traqués avec tant d'acharnement.

Tout d'abord disons que l'enquête faite par la Presse et par les membres du Comité Ottoman *Union et Progrès* confirma jusqu'à un certain point le contenu de la dépêche de l'ambassade d'Allemagne adressée à l'*Ikdam* en ce qui concerne Izzet Pacha. Il est établi qu'Izzet, se qualifiant chargé d'une mission de la part du Sultan, s'est présenté à l'ambassade d'Allemagne. Mr. de Kiderlin-Waechter étant absent, Izzet attendit son retour. Quelques heures après, l'ambassadeur intérimaire étant rentré, Izzet lui demanda protection déclarant que sa personne était en danger. Le gérant de l'ambassade refusa de donner suite à cette demande. Mais, tenant à se débarrasser du personnage qui suppliait piteusement, on fut obligé de le faire conduire en ville, à bord de la mouche de l'ambassade.

On croyait qu'Izzet aurait pu s'embarquer à bord du navire affrété par ses soins. Il n'en fut rien. Prudent, Izzet demeura réfugié dans son conak de Nichantache et, la nuit venue, il se rendit à Prinkipo, où il se cacha avec ses deux maîtresses. Le Samedi 1r Août seulement, il quitta Constantinople dans les circonstances que nous rapportons plus bas.

Mais Izzet employa ce temps, suivant sa coutume, à répandre une série de faux-bruits par l'entremise de ses mouchards qu'il arrosait de larges bakchiches. Il eut l'aplomb de « faire savoir » que le Sultan l'envoyait en Allemagne demander l'intervention armée du Kaiser pour supprimer la Constitution.

Au dernier moment, avant de quitter le Palais, à l'heure même où se produisait la grandiose manifestation que nous avons relatée, il s'approcha du Sultan penché à la fenêtre et lui dit d'un ton ironique : —

« Voilà les chefs de la nation qui viennent voir le Padichah ! » — Abdoullah Pacha intervenant lui dit : — « Vous insultez ces hommes parce qu'ils sont pauvrement habillés ? Mais on ne juge pas le mérite des hommes d'après leurs vêtements ; il y a bien des crétins sous la chemise européenne et la redingote. »

... Izzet, enfermé dans sa villa de Prinkipo attendait un moment propice pour son départ ; pour sa fuite.

Le bateau *Marianne,* qui devait lui permettre de prendre la fuite, vint mouiller entre l'îlot Bolwer et Prinkipo ; Izzet, accompagné de deux juives bien connues qui étaient ses maîtresses préférées — en dehors de son harem — s'embarqua dans sa mouche, comme s'il allait faire une promenade en mer, gagna le *Marianne* et y monta tranquillement. Une fois à bord, il était sauvé, le bateau étant sous pavillon anglais. Détail amusant : avant de quitter sa villa de Prinkipo, Izzet Pacha avait fait couper tous les fruits et tous les légumes de son verger et de son potager et les avait fait porter à bord de sa mouche, afin d'avoir sur le *Marianne* de quoi se régaler.

La fuite d'Izzet ne tarda pas à être connue et une députation du Comité alla à la Porte sommer le Grand-Vézir, alors Saïd Pacha, de télégraphier aux Dardanelles l'ordre d'arrêter le *Marianne* et de reprendre Izzet. Effectivement, aux Dardanelles, le bateau fut invité à stopper, mais le commandant refusa net de livrer son passager. Le vice-consul d'Angleterre, auquel s'adressèrent les autorités militaires des Dardanelles, télégraphia à l'ambassade pour demander des instructions. La réponse fut telle qu'on aurait dû le prévoir, non seulement à la Porte, mais au Comité Jeune-Turc. Izzet Pacha n'étant sous le coup d'aucune condamnation pour crime de droit commun, aucune instruction même n'étant ouverte contre lui, le Gouvernement Britannique ne pouvait accorder son extradition. Après un échange de dépêches qui dura vingt-quatre heures, le *Marianne* quittait les Dardanelles et Izzet, qui avait passé un mauvais quart d'heure, respirait librement.

Aussitôt, la Sublime-Porte fit de nouvelles démarches auprès du Gouvernement Britannique.

Sir E. Grey, Ministre des Affaires-Étrangères, déclara que si des parties civiles se présentaient contre Izzet, celui-ci serait remis entre les mains du Gouvernement Impérial. L'ambassade et les consulats ont reçu des ordres en ce sens.

Des Dardanelles, Izzet Pacha adressa aux journalistes Mr. Regis Delbœuf et au rédacteur en chef de l'*Ikdam*, une dépêche qui portait faussément la mention « Dépêche Officielle » et dont le contenu révèle de la part de son auteur une rare inconscience, ce qui n'est pas pour surprendre d'ailleurs.

Voici cette curieuse dépêche :

Dardanelles, 29 Juillet (v.s.), 4 heures à la turque.

— Le Comité *Union et Progrès* croit que je me suis enfui de Constantinople.

Cependant les services que j'ai rendus à la Nation et au Gouvernement sont là pour témoigner en ma faveur. Je me contente de mentionner seulement les efforts que j'ai déployés dans la construction de la ligne ferrée du Hedjaz. Je proteste contre la lâche qualification d'espion qu'on m'adresse.

Je jure, au nom de Dieu, que j'étais contre ce système.

Malgré cette vérité, aujourd'hui je deviens la victime de vengeances personnelles.

J'ai dû me plier aux ordres et communications que j'ai reçues, j'ai abandonné ma patrie et je vais en Europe avec ma famille.

La Constitution, protégeant contre toute attaque la liberté individuelle d'un chacun et chargeant les tribunaux de la sauvegarde du droit public, défend la formation des Comités et des Commissions spéciales. C'est afin de sauvegarder mon honneur, ma dignité et ma liberté individuelle que je fais appel à la Constitution et à la Justice absolue ottomane. Et je les supplie de sauvegarder contre toute atteinte les droits que me confèrent le Chéri et la Constitution.

Demander protection à cette même Constitution qu'il a tenté d'étrangler, c'est de la part d'Izzet une certaine impudence.

Le *Marianne* dut sillonner longtemps la mer avant de pouvoir se débarrasser de son compromettant passager. Des Dardanelles, le *Marianne* se rendit au Pirée. Sa présence ayant été aussitôt dénoncée il dut se rendre au Laurion pour faire du charbon. Là encore eurent lieu de nouvelles tentatives pour s'emparer d'Izzet Pacha. Aussi le *Marianne* prit-il la mer nuitamment avant de compléter son chargement. Chemin faisant, on rencontra un navire marchand anglais et Izzet entama des pourparlers, voulut débattre le prix pour se faire conduire à Londres. Le Commandant anglais refusa. Enfin, d'après certaines versions non confirmées d'ailleurs, ce personnage si détesté des réformistes aurait fini par gagner Londres *viâ* Gênes ou Messine.

On le vit dans un des premiers restaurants de la Cité, dîner en grand seigneur, fantaisie que lui permettent les millions dérobés au Gouvernement Ottoman.

Un journaliste anglais réussit à interviewer Izzet ; au point de vue du Palais, et de la révolution, celui-ci a dit qu'il avait eu l'intention de se retirer, mais qu'il voulait attendre l'achèvement de la ligne du chemin de fer de la Mecque. Il restera en Angleterre. Le Sultan, a-t-il ajouté, était toujours porté à accorder une Constitution.

Après la Constitution (c'est toujours Izzet qui parle) le Sultan donna l'ordre à son favori de partir. Il s'embarqua donc, à bord d'un navire battant pavillon Britannique pour échapper à la poursuite de ses ennemis. « Il regrette d'avoir abandonné sa patrie, et n'espère plus y rentrer si un régime semblable à l'ancien ne se reconstitue de nouveau. »

Telle fut, brièvement contée, la triste odyssée de ce personnage néfaste, que les Jeunes-Turcs voudraient tant arrêter pour lui faire expier ses fautes conformément à la rigueur des lois. Izzet eut soin d'envoyer sa femme à Alexandrie où elle reçoit l'hospitalité dans le harem, d'un pacha. La Presse Egyptienne s'en est occupé plus qu'il ne convenait peut-être, et nous avons eu le regret de voir certains journaux s'acharner contre une femme irresponsable des fautes de son mari et ces mêmes feuilles accabler d'injures la personne qui généreusement donne hospitalité à Mme Izzet.

Celle-ci a pris le faux nom de Bahime Hanum ; son fils est venu la rejoindre. Quant à Izzet Pacha, il est douteux qu'il vienne à son tour respirer l'air de la vallée du Nil,... dont le climat ne lui conviendrait certainement pas.

Pour terminer l'histoire de ce personnage, voici ce qu'il fit à Londres le 2 Septembre : Izzet Pacha avait sollicité une audience de Sir Ed. Grey, Ministre des Affaires-Étrangères d'Angleterre.

Celui-ci lui a fait dire qu'il ne pouvait le recevoir sous aucun prétexte. Sur ce refus formel, Izzet Pacha s'est adressé à l'ambassade ottomane à Londres.

L'ambassadeur Rifaat Bey se trouvant en congé à Carlsbad, Izzet a voulu avoir une entrevue avec le chargé d'affaires lequel à son tour a refusé de le recevoir. Bien plus, le chargé d'affaires a donné ordre au portier de l'ambassade de chasser Izzet, si ce drôle se présentait à l'ambassade.

***



Le fameux SELIM PACHA MELHAMÉ

Pour ce personnage, nous emprunterons quelques renseignements très précis au correspondant à Constantinople du *Sémaphore de Marseille* ordinairement fort bien renseigné. Ces notes compléteront celles que nous-mêmes avons recueillies et que nous ne saurions colliger avec trop de soin car l'histoire de Selim Pacha Melhamé et du rôle qu'il joua pendant les derniers événements, mérite par son importance d'être précisée dans les moindres détails.

Sélim, Nedjib, Habib, Iskender : ils étaient quatre frères, les quatre « malfamés, » murmuraient les amis, car on a de l'esprit à Constantinople ! Origine des plus obscures : le père Melhamé avait été portefaix à Beyrouth. Le fils aîné Sélim, dut à son intelligence la faveur d'une bourse au lycée franco-turc

de Péra. Elève remarquable, il apprit très vite à parler et à écrire couramment le français, l'arabe et le turc. Ses études terminées n'ayant ni sou ni maille, il obtint d'être gardé au lycée en qualité de pion aux appointements de 50 francs par mois. Il venait d'atteindre dix-sept ans : très grand, très gras, très rose, la figure pouponne, l'œil sournois et curieux, il possédait les avantages physiques qui, en Turquie, favorisent les débuts dans la vie. Aussi bien, ses bonnes notes et sa belle allure attirèrent la sympathie bienveillante d'un de ses examinateurs, Hadji Aly Bey, ancien domestique du Sultan, passé depuis peu aux fonctions de premier chambellan de Sa Majesté.

Hadji Aly Bey qui s'y connaît en hommes, voit aussitôt le parti qu'il peut tirer du jeune pion. Tout en l'employant à ses menus travaux personnels, il lui apprend le métier de mouchard. Sélim, qui est une excellente nature, commence par faire expulser, comme soi-disant libéraux, tous ses camarades d'école dont il croit avoir à se plaindre.

Quelques années plus tard, lors de la création de la Dette Publique Ottomane, il est nommé sur la recommandation de son protecteur, traducteur à la direction avec des apointements de 30 livres par mois. Son premier soin est d'espionner l'administration pour le compte d'Yildiz Kiosk.

La discrétion et la maîtrise avec lesquelles il s'acquite de cette tâche délicate lui attirent la haute bienveillance du Maître, intéressé déjà par les récits du domestique. Lorsque le directeur de la Dette est appelé à d'autres fonctions, la candidature de Sélim, imposée par la Porte est acceptée par le Conseil. L'ex-pion passé espion, est bombardé directeur de la Dette.

Pendant deux années, on le subit. On le subit jusqu'au jour où M. Caillard, président du Conseil d'administration découvre que Sélim trahissait journellement l'établissement dont il avait la direction, en faveur de la politique de Yildiz. Ce jour-là, le Conseil le révoque et lui désigne un successeur, sans prévenir le Gouvernement. De mauvaise grâce, le Palais s'incline devant le fait accompli. Dévoré de rancune et d'ambition, Sélim qui, entre temps, a trouvé accès au Divan Impérial, obtient à force de souplesse, de patience et de ruse que la direction des mines et forêts soit détachée du département des finances et soit érigée en ministère indépendant dont il devient titulaire.

Il s'agit dès lors de rattraper le temps perdu. Il commence par s'assurer son portefeuille. A cet effet, grâce à des subventions aux journaux officieux, il publie chaque trimestre un rapport qui accuse une surprenante augmentation des recettes : elles augmentent à tel point, ces recettes, qu'il ne reste bientôt plus de forêts en Turquie, il n'en reste même plus assez pour fournir du bois de chauffage à l'Etat ! Mais Sélim n'oublie point qu'il est également ministre des mines Sans l'ombre de scrupule, il s'approprie froidement — voire de vive force — les mines, au fur et à mesure de leur mise en exploitation et il oblige le gouvernement à les concéder aux sociétés qui consentent à lui accorder un honnête courtage — 50 pour cent !

Bénéfice net : 15 millions amassés en l'espace de dix années !

C'est Selim Melhamé qui donna à Izzet Pacha l'exemple prudent de la fuite rapide et silencieuse. Il s'embarque à bord de la mouche de l'ambassade d'Italie, gracieusement mise à sa disposition par le marquis Imperiali di Francovilla, qui l'a conduit à bord du paquebot de la Navigazione Generale Italiana, ancré dans le port. La famille Melhamé — Sélim pacha est un Syrien catholique et sa femme, Mlle Crespin de son nom de famille, est une Française — était très liée avec l'ambassadeur d'Italie et la marquise Imperiali. Une des filles de Sélim Pacha a épousé un officier italien, Romeï Longheni, qui est entré au service de la Turquie et qui est général et aide-de-camp du Sultan. Enfin, Sélim a été envoyé, il y a un an environ, en ambassade extraordinaire à Rome, où il a été l'objet des plus flatteuses prévenances du roi Victor-Emmanuel. Tout cela explique comment le marquis Imperiali a prêté les mains à la fuite de Sélim Pacha.

La colonie italienne, où le marquis Imperiali, en dépit des services signalés qu'il a rendus ici aux intérêts italiens, compte nombre d'ennemis, parce qu'on le juge trop catholique, la colonie italienne a tenu à la Società Operaja une réunion pour voter une motion de blâme à l'ambassadeur à cause de son attitude dans l'affaire de Sélim Pacha. Le meeting a été des plus tumultueux ; on a même failli en venir aux mains. Enfin, un ordre du jour a été voté à une très petite majorité — d'aucuns même soutenaient que le vote a été escamoté — flétrissant Sélim Pacha et ne parlant pas de l'ambassade. Les adversaires du marquis Imperiali avaient été gentîment roulés par les avocats qui

avaient rédigé la motion. Il est vrai que deux jours après une nouvelle réunion avait lieu, à laquelle les partisans de l'ambassade s'abstenaient de paraître, considérant la chose jugée par le précédent ordre du jour, et cette fois une motion de blâme, conçue dans les termes les plus raides, était votée contre l'ambassadeur et envoyée au ministère des affaires étrangères à Rome. Mais à la Consulta on n'en a pas tenu compte ».

Selim s'embarqua à bord du paquebot italien, à destination de Brindisi. Au Pirée, il fut interviewé par des journalistes hellènes. Nous nous abstenons de reproduire ici cette longue interview au cours de laquelle Selim Pacha Melhamé s'est montré d'une pleutrerie, d'une lâcheté et d'une imbécillité dont le simple exposé donnerait la nausée au lecteur le plus endurci.

Du Pirée, il gagna Brindisi, puis Florence. De cette ville, il crut devoir télégraphier à Constantinople, une série de niaiseries, déclarant qu'il était « Constitutionnel » et bluffant de toutes manières pour, s'il est possible, jeter de la poudre aux yeux aux membres de la Jeune Turquie. Mais ceux-ci exactement renseignés, guettent leur homme pour le faire arrêter au premier jour.

En vertu d'un Iradé Impérial, toutes les propriétés de Selim Melhamé furent saisies. Les journaux de Constantinople publièrent en grosses lettres sa condamnation à mort ainsi que celle de son ami Izzet; l'un et l'autre, accusés et convaincus de crime de haute-trahison contre la Patrie et de détournements au préjudice du Trésor.

Selim, en plus et pour sa part personnelle, est accusé d'avoir dérobé les documents les plus précieux de son ministère et d'avoir abandonné son poste sans en passer la gestion à personne.

***

Tels sont quelques-uns des personnages modèles que l'ancien régime se glorifiait d'entretenir au service du Gouvernement et qui détenaient les secrets de l'État.

A titre de curiosité, donnons à nos lecteurs quelques vers (?) d'un refrain constitutionnel mettant en cause Izzet et Melhamé, refrain que tous les Pérotes vociféraient les premiers jours. Cela se vendait par milliers, à une piastre la feuille.

C'est donc une œuvre célèbre et consacrée par la popularité, ce qui ne l'empêche pas d'être absolument inepte. Mais elle est odieusement méchante et c'est tout-ce qu'on lui demandait. La poésie (!!) est de Mr C. Bouvier, et cela se chante sur l'air classique de *Cadet-Roussel*.

Voici ce *factum* :

Ceux qu'on ne doit pas oublier,
Que sans pitié il faut châtier,
Ce sont les *Mélhamés,* mes braves,
Qui au pays mir'nt des entraves,
Allons, les nouveau-nés,
Crions à: bas les *Melhamés*!

Tous ces crapauds de *Melhamés*,
Seront de suite conspués,
Et tous leurs faits d'espionnage,
Leur seront crachés au visage.
Hors de *Turquie* les *Melhamés!*
Car ils sont tous des malfamés.

Quant à *Selim,* mes chers enfants,
Nous avons été imprudents,
De le laisser sur la « Bosnie »,
Faire un voyage en Italie.
Ah! Ah! certainement,
On le rattrap'ra sûrement.

N'oublions pas *Raghib* Pacha,
Qui mèn' la vie d'un gros bourgeois,
Qui est vingt fois propriétaire,
Ce aux dépens du prolétaire.
Viv'! la *Constitution,*
Qui balay' tous ces morpions.

Il y a l'épée de Damoclès,
Qui plane sur *Mehmed Tcherkes,*
Avec les voix de ses victimes,
Et l'addition de tous ses crimes,
Zut! Flût! pas de raison:
Mehmed Tcherkes est un cochon.

Que vous dirais-j' d'*Izzet* Pacha,
Qui va danser une polka,
Il ira purger à Damas,
Les quelques millions du Hédjaz.
Cert's, oui, *Izzet* Pacha,
Tous ces millions il les crach'ra.

⁂



FEHIM PACHA
aide-de-camp favori du Maître

Fehim Pacha, fils d'Ismet Bey *esvabdji bachi* — chef de la garde-robe et frère de lait *(Sut Cardache)* du Sultan, aide-de-camp favori du Maître — était un des espions les plus influents de la Turquie, où pourtant un si grand nombre régnaient en maîtres.

Il fut exilé à Brousse, à la suite de démarches faites par l'ambassadeur d'Allemagne, démarches dont nos lecteurs connaissent les détails. Il fut à son tour la cause déterminante de l'exil à Damas du vaillant maréchal Fouad Pacha.

Pressentant que la population allait lui faire un mauvais parti, il s'enfuit à Yeni-Chehir et de là gagna Iznik, accompagné d'un cawas Albanais, armé de quatre revolvers et d'un yatagan. Le Kaïmakam de cette localité qui l'avait reconnu, l'invita à se rendre au Konak de l'autorité. Il s'y rendit armé de deux revolvers, en ayant laissé deux autres au han, et accompagné de son Albanais, armé de quatre revolvers et d'un poignard; mais, tandis que Fehim montait chez le Kaïmacam, où on le désarmait, l'Albanais était aussi désarmé et arrêté par la foule qui s'était rassemblée tout autour du Konak. Le Kaïmacam avait accompagné Féhim jusqu'au seuil de la porte et celui-ci allait monter sur une voiture de louage, lorsque la populace se précipitant sur lui le renversa et se mit à le lyncher à coups de bâtons, de pierres et de mottes de terre, déchirant ses vêtements et le mettant à nu. La foule tomba sur lui, lui crachant mille injures et qualificatifs ignominieux, et criant qu'un traître et un espion comme lui, devait périr comme un chien; Féhim tomba inanimé à terre, mais la foule voulant

être certaine qu'il était bel et bien mort, deux individus des plus acharnés lui passèrent sur le corps..., et aussitôt Féhim se releva hurlant de douleur. L'on se rua derechef sur lui, avec plus de furie, l'éventrant et lui ouvrant le crâne à coups de bâton, au point qu'il fut mis en bouillie; on le laissa gisant, le recouvrant d'une natte; vers le tard on mit le cadavre sur un tombereau de la municipalité et on l'enfouit dans un trou, la foule criant qu'un traître au pays comme lui ne devait pas être enterré dans un cimetière, côte-à-côte avec des honnêtes gens.

Voilà comment périt Féhim Pacha qui fit tant de victimes et commit tant de méfaits de son vivant; c'est le cas de dire : « telle vie, telle mort. »

Féhim avait cinq femmes, qu'il avait renvoyées à Constantinople, avant sa fuite, leur donnant l'argent qu'il possédait. Il avait épousé dernièrement une jeune princesse circassienne du Caucase, nièce de Mehmed Bey, lui assurant une contre dot (Nikiah) de Lt. 1001, mais le lendemain de la première nuit de noces, il congédiait cette femme, et s'enfuit, laissant ses quatre garçons et sa fille.

Féhim devait sur la place plus de 500 Lt., et plus de 1.000 Lt. au gouvernement local.

Une perquisition opérée à son domicile a permis de retrouver : 25 montres en or (quelques-unes ornées de pierreries) ; 1 fusil Martiny du gouvernement ; 1 fusil Martiny petit ; 15 fusils de chasse ; de la bijouterie pour 2,000 Lt. environ ; de l'argenterie pour 800 Lt. environ; des tapis pour 2.000 Lt. environ ; 4 voitures de maîtres (coûtant 200 Lt. chacune) ; 2 chevaux de trait ; 1 cheval de monture ; 1 bague sertie en brillants d'une valeur approximative de 800 Lt.

500 bouteilles de : champagne, vins, cognac et autres boissons, etc., etc., etc., il possédait en outre une Ferme, estimée à 500 Lt.

Voilà sur quel pied vivait ce « satrape » malfaisant.

Le Comité *Union et Progrès* aurait voulu saisir Féhim vivant, mais la Providence avait décrété que cet individu devait périr d'une mort aussi cruelle que les crimes qu'il avait commis.



Nous ne pouvons clore les pages consacrées à ce sinistre triumvirat, sans reproduire ici les déclarations de Zia Pacha, chef de la police, un des premiers en fuite et réfugié à Londres.

Ce louche personnage interviewé par un rédacteur de la *Press-Association,* lui a fait le récit suivant :

Le 23 Juillet, quand la Constitution fut proclamée, je compris, dit-il, que ma carrière officielle été finie et qu'il ne

s'agissait plus que de fuir, parce que ceux qui, hier, me craignaient m'auraient assassiné. Je donnai de l'argent à un homme qui me garda dans sa maison pendant deux jours. Le 24 Juillet, je reçus une lettre courte et énergique du Sultan qui me disait : « Partez pour l'Europe sans attendre même une heure de plus ! »

Malgré l'ordre de mon Souverain, je crus préférable d'attendre jusqu'à la tombée de la nuit, car j'avais pris des arrangements pour m'embarquer sur un navire allemand qui devait partir pour Smyrne. Mais le soir, tandis que, longeant les quais, je me rendais au bateau qui devait me conduire à bord du paquebot, je fus attaqué par un homme qui m'avait reconnu Pour sauver ma vie, je dus faire feu, et l'homme fut tué raide Parvenu sain et sauf au paquebot qui m'attendait, je gagnai Smyrne où je trouvai un autre navire prêt à partir pour Marseille. A bord, je rencontrai un officier russe que j'avais connu à la Cour impériale. Il me promit de garder le silence sur ma personnalité et c'est ainsi que j'arrivai à Londres. Je me suis rasé, j'ai changé le fez pour le chapeau et je suis devenu maintenant un véritable Londonien.

— Ne croyez-vous pas, demanda son interlocuteur, que vous pourrez vous réconcilier avec le nouveau régime ?

— C'est impossible. Ils ne peuvent pas m'oublier. Rappelez-vous que pendant la période de mon autorité, j'ai été un instrument de ruine. J'agissais par ordre de mes supérieurs, mais c'était moi qui exécutais les ordres. A un certain moment, cent soixante-dix Turcs, tous membres des familles les plus honorables de l'Empire, ont disparu ; sous ma direction, un corps d'agents secrets, bien payés, au nombre de plus de quatre cents, ont été à l'œuvre. La plupart étaient Arméniens et Grecs ou encore Maltais...

— Que devenaient les personnes qui devaient disparaître ?

— Les ordres de Yildiz-Kiosk étaient exécutés sans observation. Il n'y avait pas d'appel, il suffisait d'être dénoncé pour être arrêté. La nouvelle administration aura du succès, parce qu'elle inaugure un nouveau régime ; je puis bien le dire maintenant que je suis ruiné et en exil pour tout le reste de mes jours. La Turquie, comme machine administrative, a cessé de fonctionner il y a vingt-cinq ans ; tous les pouvoirs étaient concentrés à Yildiz-Kiosk.

On dit, et c'est vrai, je suis en état de le savoir, que Izzet Pacha a réussi à sauver 37 millions 1/2 de francs qui, pour la plus grande partie sont déposés aux Etats-Unis et chez des banquiers grecs de Paris. Le Sultan, de son côté, a au moins 75 millions qui sont déposés en Allemagne, en Autriche et en France, car il touchait toujours de fortes commissions sur les contrats passés pour l'armée et la marine.

— Quels sont vos projets d'avenir ?

— Je resterai toujours à Londres et j'ai l'intention d'acheter une petite propriété de campagne.

— Désirez-vous que le nouveau régime porte bonheur à la Turquie ?

— Je le désire de tout mon cœur et je regrette seulement de laisser un aussi triste souvenir dans mon pays : j'ai fait souffrir des milliers et des milliers de victimes innocentes, mais ce n'était pas ma faute et j'ai toujours été obligé d'exécuter sans les discuter les ordres que je recevais.

***

Ces aveux dépouillés d'artifice sont bien curieux. Comme tous les autres, comme Munir Pacha, ex-ambassadeur à Paris, lui-même, Zia Pacha répudie le passé et ne connaît plus les maîtres d'hier. Peut-être n'a-t-il pas perdu tout espoir de trouver un jour la faveur du nouveau régime et se ménage-t-il une porte de rentrée.

Malheureusement, il ne dit pas depuis combien de temps il occupait ce poste de confiance.

Les horizons qu'il nous ouvre sont néanmoins très vastes. Car Zia Pacha ne parle que des *notables*. Cet homme patenté méprise le menu fretin. On peut bien multiplier par 10 le chiffre des notables pour avoir celui des « gens de peu » que le chef de la Police Impériale a éliminés de ce monde. Zia Pacha ajoute ingénument qu'il admet que les Jeunes-Turcs ne pourront jamais lui pardonner ces meurtres. Nous le supposons et jamais la peine du talion n'aura été plus méritée.

Il nous révèle en même temps qu'Izzet Pacha le fameux Izzet — le supérieur par ordre duquel Zia Pacha a dû le plus souvent opérer et qui se trouve comme lui à Londres, a sauvé 1.500 000 Lst. placés à l'étranger — Quinze cent mille livres, ça fait 38 millions de francs environ. Avec cette modeste somme, Izzet pourra se faire construire un cottage et filer des jours idylliques — si les Jeunes-Turcs ne pensent plus à lui.

Ces millions, c'est le prix du sang de ses victimes. Chaque fois que Zia avait, par ordre d'Izzet, fait disparaître quelque « notable » ses biens étaient confisqués, et l'on se partageait les dépouilles.

Toute la camarilla de Yildiz Kiosk s'est enrichie ainsi. On ne saura jamais le nombre exact des cadavres et le chiffre précis des vols.

— Espérons que Zia écrira ses mémoires. Ce serait pour lui et pour l'éditeur une excellente affaire ; les apaches qui les liront pourront y découvrir de nouvelles manières de se défaire des gens qui vous gênent. L'homme d'Etat y trouvera d'intéressantes suggestions. Ce fonctionnaire modeste doit, avant de rejoindre dans la tombe ses 170 notables, faire profiter la postérité de leçons de choses si bien mises en pratique.

Toutefois, il fera bien de se dépêcher. Les jours de l'homme sont courts sur la terre, et la justice, encore que boîteuse, traverse parfois la mer.

*
* *

Pour compléter ces notes sur les peu sympathiques personnages « de marque » appartenant à la camarilla, terminons par la véridique histoire de l'astrologue Cheikh Eboul-Houda.

Nos lecteurs jugeront par ce récit de la néfaste influence de ce dignitaire.

Ce Cheikh avait acquis la renommée d'un saint homme, grâce à son langage et à ses apparences trompeuses extérieures. Le turban autour de la tête et le chapelet à la main, le Cheikh exerçait partout une grande influence. Il était parvenu ainsi à une haute position dont il profitait largement pour amasser une fortune.

Lors de la guerre turco-hellénique, on avait fait courir le bruit que l'escadre hellénique allait traverser le détroit des Dardanelles pour venir bombarder Constantinople. On était donc inquiet. Eboul-Houda ne perd pas de temps. Il court au Palais, se présente au Souverain et lui dit :

« Sire, ne vous alarmez pas, j'ai conjuré le danger par les prières que j'ai faites toute la nuit. J'ai obtenu une révélation à la suite de laquelle j'ai fait deux amulettes qui doivent être placées dans une terre propre, exempte de toute souillure, sur le sommet des collines, à l'entrée du détroit. Les effets de ces amulettes seront prodigieux : tout navire de guerre qui s'approcherait du détroit sera immédiatement détruit »

On affirme que des fouctionnaires spéciaux portèrent les amulettes aux Dardanelles et les enfouirent d'après les indications du Cheikh.

O tempora ! o mores ! Ce tour de bateleur fut agréé comme article de foi par des gens pourtant instruits et éclairés. On peut juger par

ce succès de la puissance de l'imposteur et des facilités qu'il avait su se créer pour extorquer de l'argent de tous côtés.

Bien d'autres individus de même acabit, resteraient à clouer au pilori de l'histoire. Mais si nous entreprenions de donner une biographie, même succincte, de chacun-d'eux, un volume n'y suffirait pas et nous n'arriverions jamais au bout de la trop lourde tâche entreprise.

***

Les Jeunes-Turcs pleins d'ardeur et de foi, déployaient un zèle extraordinaire pour prévenir le retour des erreurs et des abus qui, depuis trente ans, désolaient la Turquie.

On ne saurait le nier, leur éducation politique s'est faite et ils ont montré par leurs actes qu'ils étaient non seulement des hommes de décision et d'énergie, mais des hommes de sens pratique et de gouvernement. Ils n'ont pas commis la faute qui a perdu Midhat Pacha, en laissant en place tous les fonctionnaires de l'ancien régime qui, naturellement, étaient les ennemis d'un système de gouvernement devant mettre fin à l'arbitraire et à la tyrannie qui étaient leurs seules règles de conduite. Ils procédèrent à un nettoyage complet des écuries d'Augias. Il est vrai que les circonstances dans lesquelles se sont opérées les deux révolutions dont, chaque fois, le régime constitutionnel est issu, sont bien différentes.

Pour sauver l'Empire que le Sultan Abd-ul-Aziz menait droit à la ruine, Midhat Pacha avait dû s'allier au parti vieux-turc : c'était lui qui avait donné au réformateur la force militaire dont il avait besoin et, par conséquent, Midhat avait était obligé de le ménager. Et si sa Constitution n'a eu qu'une durée éphémère, c'est que l'alliance entre les réformistes et les Vieux-Turcs n'a pas duré et que ceux-ci, après les désastres de la guerre de 1877-78, sont revenus avec enthousiasme à leurs anciens errements. Aujourd'hui, il n'en a pas été de même. La révolution a été faite exclusivement par le parti réformiste.

***



Le *colaaghassi* SELIM SIRRY BEY — Le Dr. RIZA TEWFIK BEY
Deux membres influents du Comité, qui assurent l'ordre public à Constantinople.

L'armée qui, il y a trente-deux ans, était tout entière entre les mains du parti Vieux-Turc est maintenant complètement à la dévotion des Jeunes-Turcs.

C'est elle qui, en se soulevant, a imposé au Sultan la Constitution.

Rien ne saurait donc entraver l'action des réformistes ; ils ont les coudées franches pour faire ce que bon leur semble et pour ne vouloir aux affaires que des hommes qui ne soient pas compromis

dans les excès du régime hamidien ou qui aient donné des gages à la cause de la liberté.

Le Comité Jeune-Turc *Union et Progrès* qui dirigeait le mouvement réformiste avait également inscrit à son programme, le renvoi de tous ceux qui entretenaient des relations d'espionnage avec la Camarilla du Palais ou qui participaient de près ou de loin à cette organisation néfaste. Le Comité avait résolu de même le licenciement des corps beaucoup trop nombreux composant la garde impériale.

Le Sultan essayait d'esquiver ces exigences. Il voulait défendre à tout prix ceux qu'il considérait comme ses féaux.

Les réformistes donnèrent le coup de balai général avec tant d'adresse, de force et d'expérience, qu'on eût cru ces hommes rompus à l'exercice des réformes depuis de longues années ; et cela fait le plus grand honneur aux membres courageux et dévoués du Comité *Union et Progrès.* Leur programme, longuement et savamment étudié, sage et précis, fut appliqué sans causer le moindre désordre, sans effusion d'une goutte de sang.

Des proclamations étaient publiées presque chaque jour dans les journaux, par les soins des Comités *Union et Progrès*, car parmi les nombreux criminels de droit commun mis en liberté par le Cabinet Saïd, beaucoup se livraient à des manifestations tumultueuses devant les conaks de personnages de l'ancien régime.

Voici deux des proclamations du Comité, destinées à enrayer ces abus, de nature à déconsidérer le parti :

Il est parvenu la nouvelle au Comité qu'une foule très hostile menaçait la maison et ses habitants, de l'ex-ministre de la marine Hassan Rami Pacha à Arnaoutkeuy. Le Dr Riza Tevfik Bey et l'adjudant-major Selim Sirri Bey, se sont immédiatement rendus sur les lieux, avec une escorte et ont trouvé que, par l'intervention de la police, la foule avait été déjà dispersée. La famille de l'ex-ministre et les habitants de la maison qui étaient tous tremblants et apeurés, ont été rassurés ; ils ont vivement remercié les délégués du Comité et leur ont témoigné leur gratitude pour leur opportune intervention.

Par les soins du Comité, l'ex-inspecteur des écoles, Ismaïl Pacha, a été conduit par des voies détournées au Séraskérat auprès de Mahir Pacha, et sans que nul acte d'hostilité ait pu être commis sur sa personne.

Cette arrestation a été effectuée avec tous les égards possibles et la famille d'Ismaïl Pacha en a témoigné sa reconnaissance au Comité.

Le Comité regrette infiniment les actes d'agression commis par la foule contre l'habitation de l'ex-ministre Hassan Rami Pacha et engage le public en général à considérer qu'aucun des détenus n'a été condamné, que tous les prisonniers seront soumis à une procédure régulière, et que personne ne doit s'arroger le droit de les maltraiter ou de les insulter.

Le Comité notifie également que la famille de l'ex-préfet de la ville a reçu toutes les assurances que Réchid Pacha est traité en simple détenu et qu'il est entouré de tous les soins nécessaires.

Le Comité fera tous ses efforts pour que l'ordre et la loi soient respectés partout et de tous. Il prie la population de ne jamais suivre les conseils ni les excitations des personnes mal intentionnées qui seraient tentées de créer des désordres.

Le Comité a pleine conscience de tous ses devoirs comme de tous ses droits et saura faire respecter la loi.

Un autre document, publié dans le même but est ainsi conçu :

Dieu merci, le Comité a réuni sous son drapeau tous les enfants de la Patrie. Il leur a inspiré l'amour, il a brisé leurs chaînes.

Désormais tous sont libres, heureux et joyeux.

Le Comité croit cependant devoir donner ce conseil :

Soyez toujours probes, corrects, modérés. Ne faites pas des démonstrations mouvementées, qui aboutissent à la turpitude. Personne ne doit attenter au bien, à l'honneur et à la vie d'autrui. Tous doivent se respecter et se protéger mutuellement. Surtout la vie, l'honneur, les biens des Étrangers qui vivent avec nous, dans notre pays, doivent être sous notre garantie absolue. C'est par l'honneur, l'amour et l'ordre et en travaillant uniquement au salut de la Patrie, que nous devons laisser dans l'histoire du monde un nom glorieux et éternel. Ne vous éloignez jamais des communications que le Comité adressera par des moyens particuliers à la Nation en ce qui concerne la façon du travail à faire. Ceux-qui agiront contrairement aux avertissements du Comité, assumeront une grave responsabilité pour les faits réprouvés auxquels pourraient donner lieu leur conduite. Nous ne pouvons conserver la bonne renommée d'Ottomans qu'en restant honnêtes et bons patriotes. Voilà ce que la Patrie attend de nous.

— Le rédacteur en chef du *Tanine* est allé, par simple curiosité, visiter le local où étaient détenus au ministère de la guerre, Rami Pacha, Memdouh Pacha, Réchid Pacha, Zéki Pacha, Tahsin Pacha, Eboul Houda et son fils Kiamil. Les cinq premiers se trouvaient dans une même chambre, les deux autres dans une à part. Les premiers étaient tristes et abattus ; tous gardaient le silence. Eboul-Houda au contraire n'avait rien perdu de son assurance. Il attribuait toutes ses infortunes à Izzet, avec lequel il se trouvait en mauvais termes.

Il paraît être content du régime libéral. Quand le rédacteur en chef entra dans la chambre, Tahsin Pacha ne leva pas même la tête. Zéki Pacha déclara être satisfait de la proclamation de la Constitution. « Si j'ai fait des fautes, a-t il dit, elles remontent à l'ancien régime. » La chambre était nue. On avait mis devant les prisonniers une cruche avec un verre. Faute de canapé, tous restaient dans leur lit.

En voyant dans quelles conditions misérables vivaient ces hommes, on oublie, dit le rédacteur en chef du *Tanine*, le ressentiment et on est saisi d'un sentiment de pitié pour eux. Quelques jours après, tous ces prisonniers ont été conduits à Prinkipo. Ils seront jugés aussitôt après l'ouverture de la Chambre des Députés.

***

Simultanément à l'emprisonnement et à l'exil des tenants de l'ancien régime, avait lieu le retour des proscrits d'Abdul Hamid II. Ils étaient légion : Bannis à l'Étranger, internés dans les provinces, prisonniers dans les ergastules ou les bagnes du Grand-Seigneur.

C'est pendant la période d'enthousiasme, alors que le Comité libéral multipliait ses efforts pour arrêter les traîtres et les espions et pour maintenir l'ordre et la sécurité publique ; c'est au cours de ces patriotiques et brillantes manifestations se déroulant dans un calme parfait, qu'arrivèrent à l'improviste à bord du *Tzar* de la Compagnie Russe, LL. AA. RR. le Prince André de Grèce, la Princesse Alice, son épouse, et le Prince Christoforos.

Aussitôt une députation du Patriarcat œcuménique composée des métropolitains de Pélagonie, de Cyzique et de Nicomédie fut désignée pour aller à la rencontre de LL. AA. Royales et leur souhaiter la bienvenue au nom de SS. le Patriarche.

L'annonce du rétablissement de la Constitution en Turquie a eu le plus heureux, le plus vibrant écho en Grèce. La population musulmane et la nation grecque qui actuellement fraternisent dans un même sentiment de joie, ont profité du séjour à Constantinople d'un Prince et d'une Princesse Grecs pour leur faire l'accueil qu'ils méri-

taient. Les relations entre la Turquie et la Grèce étant actuellement des meilleures, jamais occasion ne fut plus propice pour prouver l'amitié des deux peuples.

Vers 5 heures, Leurs Altesses Royales prirent place sur une mouche à vapeur du Palais et, escortées par une flottille d'autres mouches, se dirigèrent au milieu d'un grand nombre d'embarcations chargées de monde appartenant à la colonie hellène, sur le quai de la Grande Maîtrise d'Artillerie où ils débarquèrent. Là, une foule compacte évaluée à plus de 40,000 personnes, Hellènes et Musulmans, bannières ottomanes et hellènes déployées, qui s'y pressait depuis deux heures, poussa des hourrah frénétiques, tandis qu'un piquet d'infanterie rangé en double haie rendait les honneurs.

Après avoir gracieusement salué à plusieurs reprises la foule, Leurs Altesses Royales prirent place dans des voitures de la Cour escortées par d'autres.

Leurs Altesses se rendirent à Stamboul où elles ont visité la mosquée de Sainte-Sophie. Sur tout le parcours de Tophané à Stamboul, Leurs Altesse Royales ont été vivement applaudies par la foule appartenant à toutes les nationalités.

De Stamboul, Leurs Altesses retournèrent à Tophané d'où, en compagnie de leur mihmandar Djevat Pacha et du commandant Condoyanni, attaché militaire de la légation, elles retournèrent, sur la mouche du Palais, à bord du *Tsar*.

Sur une invitation du couple princier, Mr. Gryparis, les fonctionnaires de la légation et Djevat Pacha, leur mihmandar ont dîné à bord du *Tsar*.

Le lendemain, Leurs Altesses se sont rendues à Stamboul, en compagnie de leur mihmandar Djevat Pacha et du commandant Condoyannis, attaché militaire de la légation de Grèce, et ont visité différents monuments remarquables ainsi que le grand bazar. Dans l'après-midi, Leurs Altesses Royales on visité Eyoub.

Le soir, le ministre de Grèce et M[me] Gryparis ont donné en leur résidence à Yénikeuy, un dîner en l'honneur de Leurs Altesses Royales, auquel ont pris part également le consul général et Mme Papadiamandopoulo, le général Djevat Pacha, ainsi que les fonctionnaires de la légation avec leurs femmes.

Leurs Altesses se sont rendues au Phanar et ont fait visite à S.S le Patriarche œcuménique, Mgr. Joachim III.

Ce qui se passa dans la cour du Patriarcat est indescriptible. Plus de soixante mille personnes de toutes nationalités bannières en main, poussaient des *Zito* enthousiastes.

Après un court repos dans le salon du Palais patriarcal, Leurs Altesses se rendirent à l'Eglise du Patriarçat,



L.L. A.A. R.R. LE PRINCE ANDRÉ, LA PRINCESSE ALICE,

LE PRINCE CHRISTOFOROS DE GRÈCE

S.S. Mgr. Joachim III célébra une doxologie et prononça un discours d'une éloquence et d'une élévation de pensée qui touchèrent les cœurs de tous les assistants. Evoquant les beaux jours de Byzance, les fastes héroïques de la glorieuse Hellade, le vénérable Patriarche en vint à parler de la Grèce et de la Turquie modernes. Faisant une allusion aux derniers événements il montra les deux nations voisines, marchant unies à la conquête du Progrès et, dans des périodes oratoires brillantes, pleines d'espérance et de foi, il sut tracer de l'avenir glorieux attendant les deux peuples, un tableau d'une telle vérité, présenté avec une conviction si profonde, que, n'eût été la majesté du Saint Lieu, tout l'auditoire eût applaudi frénétiquement.

Les cloches sonnèrent à toute volée leur plus joyeux carillon, puis les Princes quittant la nef de l'Eglise se rendirent au salon du patriarcat. Le Prince André très ému, prononça une courte allocution pour remercier Sa Sainteté dont il embrassa la dextre.

Un quart d'heure après, les Princes quittaient le patriarcat pour aller visiter les anciennes murailles et le tombeau du dernier Empereur byzantin Constantin Paléologue où la foule était immense.

Dans l'après midi, Abdullah Pacha et Tewfick Pacha se sont rendus à bord du *Tzar* et ont transmis aux Princes Hellènes les regrets du Sultan de ne pouvoir les recevoir en audience au Palais de Yildiz à cause de la situation actuelle créée par le changement du régime constitutionnel. Sa Majesté leur a fait dire qu'Il serait bien heureux de les recevoir à leur prochain voyage.

Vers 4 heures p.m. le *Tzar* levait l'ancre à destination du Pirée.

Une foule énorme qui stationnait aux quais et dans les barques saluait les Princes Hellènes leur souhaitant bon voyage.

A l'arrivée du *Tzar* à Smyrne, le consul général de Grèce, l'évêque et une députation de notables hellènes et musulmans se sont rendus à bord. A 11 heures a. m. les Princes se sont rendus au consulat général de Grèce. Depuis le débarcadère jusqu'au consulat et tout le long du quai, des milliers de drapeaux grecs et ottomans flottaient. Tous les magasins et les maisons étaient décorés, les églises sonnaient le carillon, Turcs et Grecs poussaient des *Zitossan ta dio Ethni* (vivent les deux Nations).

Après un court repos, les princes se sont rendus à la métropole où a eu lieu une doxologie. Le Gouverneur militaire, des dignitaires et fonctionnaires ottomans en uniforme et décorations y ont assisté. A l'issue de la cérémonie, Leurs Altesse sont déjeûné au Cercle Héllénique, richement décoré et pavoisé pour la circonstance. Les autorités militaires ottomanes ont été invitées au déjeûner ainsi que plusieurs notables turcs. Le consul général de Grèce porta un toast aux Princes

et à la Grèce. Le Prince André leva son verre et répondit par une brève allocution.

Des *Zito* enthousiastes ont été poussés. Vers 3 heures p.m. Leurs Altesses se sont embarquées à bord du *Tzar* à destination du Pirée. Ils ont été harangués a leur passage par tout la foule. Jamais événement et enthousiasme pareils ne s'étaient vus à Smyrne et à Constantinople.

Le Retour des Exilés

MANIFESTATIONS ET APOTHÉOSES !

Pendant que l'on manifestait si brillamment, en l'honneur des Princes de la Famille Royale de Grèce, le Général Niazim Pacha, une des victimes de l'ancien régime, rentrait à Constantinople, revenant d'Erzindjian où il était détenu depuis sept années.

Le lendemain, c'était le tour de Kemal-eddine Pacha, gendre d'Abdul Hamid, exilé à Brousse avec sa mère.

Le surlendemain c'était un autre navire amenant des Arméniens, des Officiers, des Soldats, des Hellènes qui s'étaient exilés volontairement depuis dix ou douze ans pour fuir les persécutions.

D'autres navires ramenaient des malheureux sortis de cellules où ils gémissaient depuis dix, douze ou quinze ans.

Parmi les trop nombreux personnages revenant d'un exil volontaire ou d'une expulsion imposée par *Iradeï Chahané,* il convient de citer les principaux et de donner à leur sujet quelques renseignements qui ne peuvent manquer d'intéresser le lecteur.

Le Maréchal Fouad Pacha.

C'est le Mercredi, 12 Août, que débarqua à Constantinople, un des plus glorieux officiers de l'armée ottomane, le vaillant héros d'Elena, le brillant Maréchal Fouad Pacha.

D'abord très bien vu du Sultan, qui prisait fort sa bravoure et sa fidélité, Fouad Pacha, devint suspect en raison de la correction — on peut dire de la noblesse — de son attitude, lors du massacre des Arméniens en 1896.

A la tête de ses Tcherkess, il fit la police à Scutari, Cadikeuy et autres localités côtières de la Marmara, protégeant les Arméniens contre les massacreurs qui, à son approche, s'enfuyaient comme des chacals.

Ce n'est pas seulement le souvenir des combats victorieux soutenus par Fouad Pacha, contre l'envahisseur de la Patrie qui, le jour de son arrivée à Constantinople, souleva autour de lui l'enthousiasme populaire.

Ce fut aussi la reconnaissance des luttes soutenues par cet homme de bien contre les séides de la tyrannie.

La journée d'Eléna fut glorieuse pour les armées turques, plus glorieuse encore fut pour l'humanité la noble conduite de Fouad Pacha, aux journées néfastes de 1896. Jamais Abd-el-Kader ne fut plus grand, plus beau, plus homme enfin que lorsqu'il protégea les Chrétiens de Damas à l'ombre de son bournous. L'auréole de Fouad Pacha, le droit qu'il possède à la vénération de tous les hommes de cœur, c'est d'avoir sauvé Scutari et Cadikeuy des horreurs du massacre. Lui seul osa mettre son épée valeureuse entre les bourreaux et les victimes. Son nom glorieux fit reculer la tourbe des assassins. Les milliers d'innocents qui se réfugièrent dans le cercle magique tracé autour d'eux par l'épée du héros d'Eléna lui doivent la vie et l'honneur. C'est parce qu'il fut humain avant tout et par dessus tout que Fouad Pacha méritait le triomphe, l'apothéose.

— Cependant, on n'osait rien tenter contre lui, quand le fameux Fehim Pacha, chef de la police secrète du Palais, entreprit une campagne de dénonciations calomnieuses contre lui. Négligés d'abord, ses rapports, peu à peu, firent impression sur l'esprit du Sultan et, un beau jour, Fouad Pacha, qui résidait à Kizil-Toprak, sur la côte d'Asie, reçut l'ordre de venir s'installer à Stamboul et de n'en plus bouger. Un service de surveillance policière était organisé autour de son conak et nul ne pouvait y entrer ou en sortir sans être soumis à un interrogatoire et fouillé. Une querelle ne tarda pas à éclater entre les Tcherkess du maréchal et les sbires de Féhim ; des coups de feu furent échangés et trois espions mordirent la poussière. En raison de ces faits, Fouad Pacha, accusé d'avoir ourdi un complot contre le Sultan, avait été arrêté et déporté. Pendant qu'il était à Damas, un conseil de guerre, siégeant à Constantinople l'avait, sans qu'il fût admis à présenter sa défense, condamné, d'ordre supérieur à la déportation à perpétuité et à la dégradation militaire.

***



Le Maréchal FOUAD PACHA
Le vainqueur de la bataille d'Elena.

Tous les journaux ont raconté la rentrée triomphale à Constantinople de Fouad Pacha. Ce fut une véritable apothéose. Sur ce thème, notre éminent confrère, M. G. Babin a écrit une page, pour ainsi dire « définitive », que nous ne résistons pas au plaisir de citer.

Le très distingué publiciste écrit :

Que Fouad Pacha ait toujours été cet homme « pur de haine » exempt d'erreur dont parle le poète, je ne saurais l'affirmer. Ce fut, du moins, le « vrai brave ». Si français, au surplus, par ses goûts, son caractère, ses sympathies, son éducation même — il a suivi les cours de notre Ecole polytechnique — que nous ne pourrions jamais nous défendre de l'aimer.

Parmi la phalange dorée des généraux d'antichambre, de ceux qui avaient accédé aux honneurs par les voies tortueuses, il demeurait brave et franc, courageux dans ses actes, comme libre dans ses propos, environné d'un prestige bien rare.

Lui, avait conquis, réellement, son bâton. Il était des derniers qui eussent ajouté quelques rayons à la vieille auréole de gloire de la Turquie. A Eléna, il avait remporté la seule victoire qu'ait value aux Osmanlis leur lutte contre la Serbie ; et il avait ramené, triomphant, à Constantinople, douze canons pris ou repris à l'ennemi.

Ses manières brusques, son air conquérant, le brave tempérament de hussard qu'on lui atttibuait, tout cela avait séduit. Ce vert-galant, familier, bon au demeurant, avait la faveur populaire. Sa noble attitude au moment des massacres de 1896, alors que la seule protection de sa vaillante épée étendue sur eux sauva de l'horrible mort les Arméniens de Scutari et de Cadikeuy, avait complété, enfin, l'auréole de ce héros. Peut-être, au pays du bas-de-laine, lui oserait-on reprocher un défaut : Fouad Pacha fut toujours un prodigue. Sans doute, comme tant d'autres, dont on publie aujourd'hui la liste, eût-il pu, au temps où il jouissait de la faveur impériale, arrondir une aimable fortune, recevoir, lui aussi, du Sultan, en cadeau, sur les biens en déshérence, des kiosques et des maisons à Péra, des magasins et des bains turcs à Stamboul. Il dédaigna de thésauriser, et quand, devenu suspect au Maître ombrageux, par sa popularité même, victime des intrigues de Féhim, qui vient de tomber à Brousse sous les coups de vengeurs exaltés, il fut exilé à Damas, il laissait les siens dans la misère.

Il y a quelques mois, dit-on, le Sultan Abdul-Hamid, soit qu'il eût fait un retour sur lui-même et senti l'injustice du traitement infligé à ce brave, soit que, fin politique, il pressentît le besoin de s'assurer quelques partisans libéraux, envoya vers Damas Turkan Pacha, lequel était chargé de dire au maréchal que le Souverain avait oublié le passé et, volontiers, lui ferait grâce. Fouad répondit à l'envoyé du Padichah qu'il était profondément touché, sans doute, de tant de magnanimité, mais que, n'ayant à se reprocher aucune faute, il n'attendait et ne pouvait accepter aucune mesure de clémence.

Tel est l'homme qui vient de rentrer d'exil, salué par les acclamations d'une multitude idolâtre, comme dans une apothéose.

D'abord, la population de Damas fit au maréchal les premières ovations. Ce fut sa première revanche. La prison fut pour lui un piédestal. Le peuple accompagna Fouad Pacha jusqu'au train qui devait l'emporter à Beyrouth. Là ce fut du délire. Dès l'arrivée, l'affluence était si considérable que le train dut stopper à 500 mètres avant la station. On évalue à 20.000 personnes le nombre des gens accourus. La troupe était là, musique en tête.

Le maréchal était ému. Son visage, encadré d'une barbe toute blanche, a conservé la même expression martiale que nous lui connaissions tous. Bien qu'il fût habillé en civil, il n'avait rien perdu de son cachet militaire, sous lequel il représentait si bien.

Monté en voiture, presque aussitôt après son arrivée, avec trois officiers, le maréchal s'assit sur la capote pour dominer la foule et pouvoir répondre aux saluts qui lui étaient adressés. En face de lui, l'un de ces officiers, debout, saluait avec son sabre et parfois tenait son arme tendue sur la tête du maréchal comme pour symboliser la protection qui le couvrait. C'est ainsi que la voiture, traînée par la foule, prit le chemin de la caserne, au milieu des applaudissements et des cris de joie. Fouad Pacha, ému, répondait autant qu'il pouvait à ces marques de sympathie par des saluts affectueux en portant souvent la main à ses lèvres.

Tout s'est passé dans l'ordre le plus parfait. C'était la joie du cœur.

Fouad Pacha s'est rendu d'abord à la caserne où l'attendait également une brillante réception. Il s'est rendu de là chez un notable de Beyrouth, et a été son hôte jusqu'à l'heure de son départ. Là, dit-on, le gouverneur a été lui faire une visite. On a annoncé ce dernier au maréchal, qui lui a fait dire qu'il n'était pas en état de le recevoir.

Fouad Pacha s'embarqua le 8 Août pour Constantinople. Il a dé-

claré qu'il ne reprendra son uniforme et les insignes de son grade que lorsque justice complète lui aura été rendue.

Il s'était embarqué, à Beyrout, sur le *Sénégal* des Messageries Maritimes. C'est donc à l'abri du pavillon français, qu'il aima toujours d'un cœur loyal, que le proscrit a regagné le port tant désiré. Bien mieux, au moment même où le *Sénégal,* arborant son grand pavois, comme en un jour de fête, doublait la pointe du Seraï, salué par des acclamations qu'on ne pouvait probablement entendre de son bord du peuple et des soldats massés sur le promontoire fameux, le maréchal put voir la mouche même de l'ambassade de France, pavoisée de tricolore, évoluer vers le grand paquebot, et voguer, un moment, dans son sillage.

En raison des courants, de l'état des eaux, il fallut que le *Sénégal* remontât assez loin dans le Bosphore, jusqu'à Ortakeuy. Il dut donc passer devant les collines d'Yildiz, devant ce val boisé où essaiment les villas claires, les pavillons à colonnades et à terrasses, les innombrables kiosques du palais impérial. On imagine le Sultan, sorti, pour un quart d'heure, de son atonie, suivant du regard, au large, ce bateau pavoisé, qui arbore au grand mât le pavillon ottoman, et songeant aux caprices du sort.

Le paquebot, cependant, s'en revient vers les quais de Galata où sa place est ménagée.

Aux alentours de cet ancrage, c'est une foule bien paisible, bien douce, en apparence, docilement soumise aux injonctions des patrouilles, mais pourtant d'une inquiétante densité Qui peut savoir quelle dangereuse répercussion aurait au sein de cette multitude, pressée, un emballement subit, une poussée immodérée? Sur la mer, dans le Bosphore, à l'entrée de la Corne d'Or, le spectacle le plus animé, le plus pittoresque qu'il soit possible d'imaginer, un grouillement de vie, de lumière, de couleur qui eût enchanté un Ziem. J'ai vu bien des clichés d'arrivées triomphales, mais jamais rien de comparable à cet étourdissant fouillis.

De blancs canots, légers, pour un rien oscillants, de fins caïques glissant avec la même aisance que volent les mouettes, vont et viennent, et virevoltent en tous sens, chargés à couler de curieux, et telle est la miraculeuse dextérité de ces marins turcs — les premiers du monde, peut-être, petits-fils de pirates, et d'audacieux coureurs de mer — que pas un de ces bateaux si volages ne chavire, ni même n'en heurte un autre: dans ce tohu-bohu où, en tout autre lieu, il y eût eu vingt naufrages, il n'est peut-être pas une barque qui ait reçu une éraflure.

Les navires en rade, les navires à quai, surtout, ont été envahis. Il en est qui penchent, sous le poids de ces gens accumulés du même

côté d'un steamer non lesté, comme s'ils allaient bientôt chavirer. Non. Et nous n'eûmes pas à déplorer le moindre accident. Lentement, doucement, précautionneusement, le ***Sénégal*** s'entr'ouvrit un passage au milieu de l'amas pressé des mouches, des caïques, des canots. Mais, comme il arrivait à quai, accueilli par des bravos et des vivats, un strident vacarme tout à coup s'éleva qui couvrit jusqu'au bruit formidable des hurrahs ! Qui dira la violence d'un pareil sabbat : toutes les sirènes de tous les bateaux à vapeur, celles des mouches, aiguës, déchirantes au tympan, celles des paquebots et cargos, dont les cris ressemblent à des meuglements de bœufs géants, à des barrissements de pachydermes antédiluviens, hurlaient et sifflaient à la fois, et s'arrêtaient, reprenaient, forçant la voix, lâchant tout leur souffle en blanches volutes, vers le ciel pâle et chaud. Ce furent quelques minutes infernales Enfin, un bateau allemand, dont la voix couvrait les autres, jeta un dernier rugissement triomphal, vengeant la Germanie du discrédit où, depuis quelques jours, semblent tombées ses actions. On put entendre les battements de mains et les acclamations de la foule.

Tout au haut de la passerelle du commandement, Fouad Pacha se tenait debout, au milieu d'un groupe où se confondaient ses fils et quelques amis, ses libérateurs. Très souple, la barbe toute blanche, la main gauche sur son cœur, saluant et remerciant de la droite, profondément ému, certes. Et les gens qui étaient sur mer et ne le voyaient pas, l'acclamaient comme les autres, et le réclamaient. Débonnaire, il vint vers eux, à leur tour, recueillit leurs vivats et leurs bravos, les harangua, comme les autres, et galvanisa encore leur frénétique enthousiasme.

Par l'échelle qu'on avait descendue, par les chaînes qui la maintenait, par les amarres, les plus fous se ruaient à bord, grimpaient, s'accrochaient de toutes parts au navire en longues grappes, comme un chœur de fourmis autour d'une friandise.

... Cela dura longtemps. Le maréchal, malgré toutes ses objurgations à ces fanatiques, dut renoncer à descendre par l'échelle préparée pour lui, et il fallut qu'on ouvrit, à la hauteur de l'entrepont, un sabord qui lui permit de sortir enfin, et de gagner, porté de bras en bras, sa voiture qui, péniblement, s'éloigna, à travers la cohue de plus en plus épaisse, de plus, en plus folle.

La musique militaire jouait une marche. Le maréchal toujours chaleureusement acclamé, se rendit à Péra. En arrivant devant le jardin des Petits-Champs il a été l'objet d'une nouvelle manifestation de sympathie. Il a harangué la foule pour la remercier.

De Galata à Péra des acclamations nourries étaient poussées au passage du maréchal qui, debout, saluait noblement la foule électrisée.

La voiture du maréchal, escortée de nombreux équipages a traversé la Grand' Rue d'où elle s'est dirigée par Ayaz Pacha vers le conak de son feu père où le maréchal a passé la nuit.

— Le Sultan avait mis plusieurs voitures et une mouche à vapeur à la disposition de Fouad Pacha, qu'il avait même invité à se rendre à Yildiz-Kiosk.

Avec beaucoup de dignité, le maréchal refusa tous ces honneurs. Le surlendemain, il se rendait à sa superbe villa de Fanaraki ou *Phener Baghtché*. C'est là qu'il reçut une lettre du Grand-Vézir, lui annonçant qu'il était réintégré dans tous ses titres, grades et dignités.

Quelques jours après, Kiamil Pacha, Grand-Vézir, invitait le Maréchal à lui faire visite. Fouad Pacha se rendit à la convocation. Une longue entrevue eut lieu, à l'issue de laquelle Kiamil Pacha, au nom du Sultan, offrit à Fouad Pacha la dignité de sénateur.

Le Maréchal remercia et... refusa, alléguant cette excellente raison que son rang et ses titres étaient de beaucoup supérieurs à celui que daignait lui offrir S. M. I. le Sultan.

Le Maréchal Redjeb Pacha.

Après l'arrivée du Maréchal Fouad Pacha, ce fut le retour de Redjeb Pacha, le vaillant maréchal exilé à Tripoli, avec le titre de Gouverneur Général. Il rentra le Vendredi 14 Août pour prendre possession du portefeuille du Ministère de la Guerre.

Redjeb Pacha, d'origine albanaise, était, avec raison, considéré comme l'épée du parti réformiste. Il était un libéral aux idées les plus larges. Energique, intelligent, il inspirait une telle confiance à ses amis que ceux-ci tenaient pour certain que nul coup de force tenté contre la Constitution ne saurait réussir, aussi longtemps que Redjeb Pacha aurait un commandement. Dès que le pouvoir fut aux mains des libéraux, Redjeb Pacha fut désigné pour le Ministère de la Guerre. Il avait servi sa patrie pendant un demi-siècle. Il pouvait faire encore beaucoup pour elle. Hélas! à peine eut-il posé le pied sur le sol de la Patrie, que la mort vint frapper à sa porte. Ce fut un deuil pour toute la nation qui saluait avec allégresse son accession au Seraskérat. Voici comment ce malheur est survenu :

Vendredi, 14 Août, le général Redjeb Pacha, nouveau Ministre de la guerre, arrivait à 3 heures et demie, venant de Tripoli, avec

son fils le major Ekrem Bey et 60 exilés. A l'arrivée du navire, tous les bateaux ancrés dans le port ont pavoisé et salué du sifflement de leurs sirènes. L'aspect du port était en ce moment fort pittoresque.

Redjeb Pacha descendit à bord d'une mouche à vapeur escortée de 12 autres mouches.

Le cortège ainsi formé doubla la pointe du Sérail, passa devant les quais de Stamboul et de Galata sur lesquels stationnait une foule compacte qui lançait des acclamations enthousiastes. Redjeb Pacha débarqua à Tophané où il a été l'objet d'une ovation. Il se rendit le même jour à la Porte pour faire visite au Grand-Vézir, accompagné de son fils, et de là au Bosphore pour rendre visite aux Ambassadeurs.

Vers les 11 heures, Redjeb Pacha et son fils, revenant des ambassades, se rendirent au Palais, où, après une brève attente, le maréchal fut introduit près du Sultan. Il n'y resta qu'un quart d'heure.

Le Sultan l'invita pour le soir à dîner à la table impériale. Redjeb Pacha accepta, sortit du Palais, ceignit son sabre, monta dans sa voiture et se rendit au Ministère de la guerre, où devait se réunir le Conseil des Ministres.

Disons en passant que le Maréchal souffrait d'une maladie de cœur et que, de temps à autre, il avait des crises parfois très douloureuses.

Avant de rentrer en séance du Conseil, il reçut dans son Cabinet particulier plusieurs visites, parmi lesquelles celle d'Abdullah Pacha, chef de la maison militaire du Sultan. Redjeb Pacha, qui avait déjà pris les rênes du Ministère de la guerre, enjoignit à Abdullah Pacha de se rendre à Erzindjan, où l'appelait son poste de commandant du 4[e] corps d'armée, auquel il était nommé depuis longtemps. Redjeb Pacha ajouta que le poste de *Tufenkdji Bachi* avait été depuis longtemps supprimé pour lui et que c'est seulement par une tolérance illégale qu'il avait pu demeurer au Palais au lieu de rejoindre son poste.

Abdullah Pacha exprima placidement l'avis que l'Arméno-Kurdistan était trop loin pour lui et refusa nettement de s'y rendre. Redjeb Pacha furieux, lui ordonna de quitter Constantinople dans les vingt-quatre heures et de se rendre à Erzindjan.

Abdullah refusa de nouveau, disant qu'il en appellerait au Sultan.

Cette riposte exaspéra le Vieux Maréchal qui s'écria : « Le Sultan n'a que faire ici. Il n'a rien à ordonner. *Ben Serasker-im vé yalliniz ben emr ederim* ». (C'est moi qui suis Ministre de la guerre et, seul, je commande ici.) Tu vas partir pour Erzindjan et, si tu refuses, je te fais empoigner par quatre hommes et un caporal... » Ce disant, le Maréchal se leva violemment ; mais soudain il pâlit, porta les mains à son cœur et tomba lourdement. On s'empressa autour de lui, on lui

donna un verre d'eau ; malheureusement, quelques minutes après Redjeb Pacha expirait. Le loyal soldat avait terminé sa carrière.

A peine la nouvelle de la mort fut-elle connue en ville où elle se répandit comme une traînée de poudre, que tous eurent l'impression d'un empoisonnement commis pour se débarrasser du Maréchal.

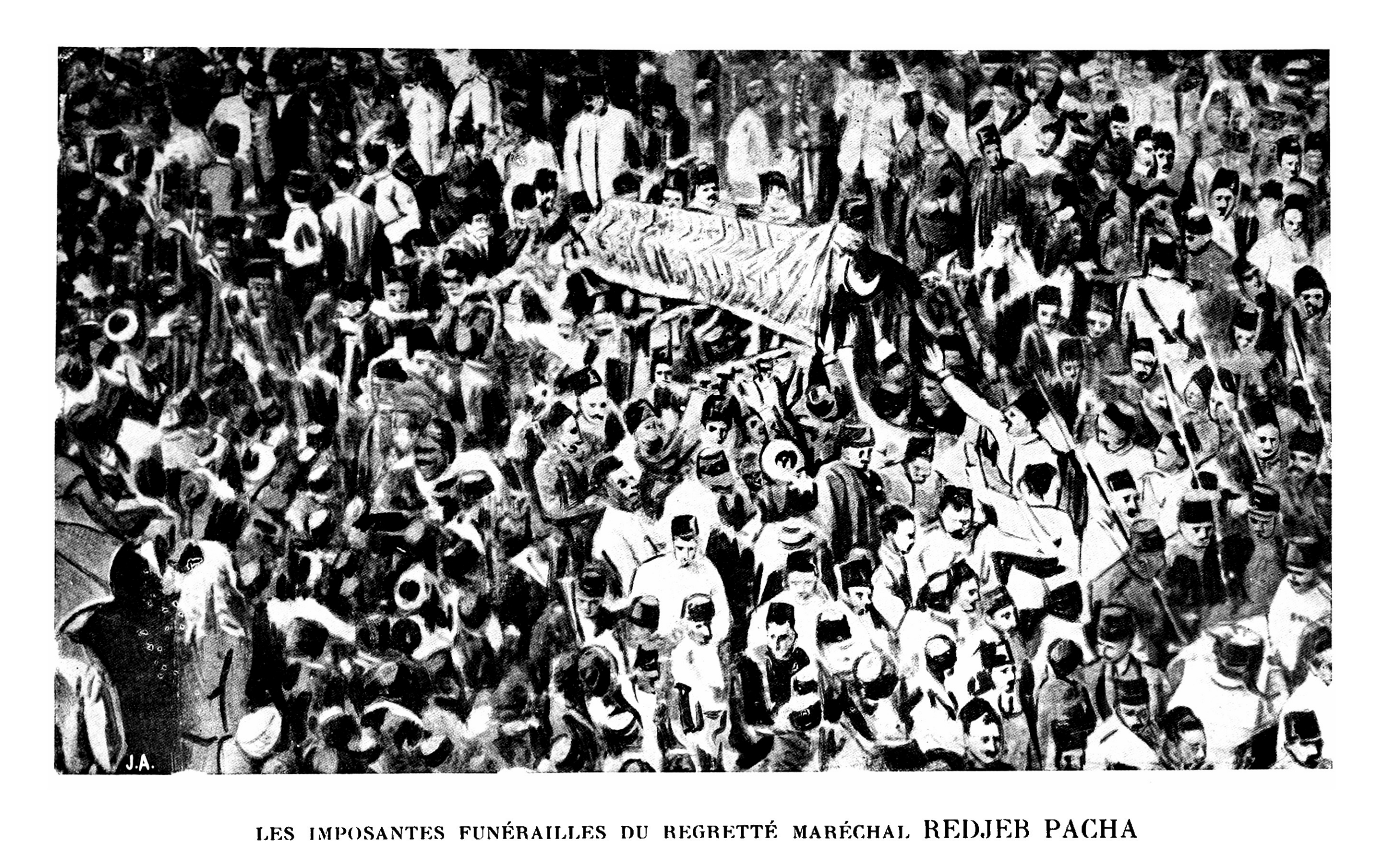
A la Porte, comme partout, on crut à l'empoisonnement. On ordonna donc une autopsie du cadavre et même Loutfié Hanem, épouse du regretté général, adressa une lettre ouverte à la *Yeni Gasetta*, demandant l'autopsie du défunt et réclamant pour sa sépulture la Cour du Ministère de la Guerre, où sont ensevelis les vaillants maréchaux avec leurs insignes militaires.

Durant toute la nuit du Dimanche 16 Août, on fit garder par des soldats, le corps de Redjeb Pacha dans une chambre du Ministère de la guerre. Cette chambre a été fermée à clef par Mahmoud Moukhtar Pacha, général du 1er corps d'armée. Le lendemain, avant de procéder à l'autopsie, le procureur impérial Nedjimeddin Bey, les médecins du ministère de la guerre, de la police et du Palais prêtèrent serment sur le Coran et l'Evangile. Parmi ces médecins il y avait des chirurgiens et des médecins turcs. Étaient présents : le docteur Clemow, délégué de l'Angleterre au Conseil international de santé ; le docteur de Lacombe, chirurgien en chef de l'hôpital du Taxim ; le docteur Zeri,. délégué de l'Italie au conseil de santé ; le docteur Mac-Lean, médecin en chef de l'hôpital anglais ; le docteur Kambouroglou Pacha, chirurgien en chef de l'hôpital allemand. Elle n'a rien donné qui fût de nature à permettre de soutenir la thèse de l'empoisonnement ; toutefois, les viscères ont été mis dans un vase, lequel a été scellé par la commission judiciaire, et ont été envoyés à l'Ecole de médecine de Haïdar Pacha, aux fins d'analyse.

***

La population de la capitale toute entière a donné un éclatant témoignage de regrets à ce noble fils de la Patrie. Elle a assisté en foule à ses obsèques. Tous les magasins et boutiques étaient fermés en signe de deuil. Les départements de l'Etat, les navires de guerre, ainsi que tous les bateaux de commerce se trouvant dans le port avaient mis le pavillon en berne.

Des funérailles nationales ont été faites à Redjeb Pacha. C'est le général Mahmoud Moukhtar Pacha, commandant du 1er corps d'armée (garde impériale) qui a préparé le programme des funérailles. Le général Férid Pacha, commandant de la place de Constantinople avait été chargé de l'exécution de ce programme. A l'exception de deux



LES IMPOSANTES FUNÉRAILLES DU REGRETTÉ MARÉCHAL REDJEB PACHA

articles, ce programme a été suivi. Les deux articles non exécutés avaient trait au transport du cercueil sur un affût de canon et à la salve de mousqueterie au moment de l'inhumation.

Les funérailles ont eu lieu lundi vers 3 heures et demie.

Les obsèques de Redjeb Pacha formeront une page inoubliable dans l'histoire de l'Empire Ottoman,

En effet, depuis la fondation de l'Empire des *Osmanlis*, une cérémonie analogue ne s'était jamais déroulée.

L'inhumation a eu lieu dans le jardin du mausolée du Sultan Mahmoud. Redjeb Pacha repose entre les tombeaux d'Ahmed Eyoub Pacha et d'Ali Nizami Pacha, père d'Osman Nizami Pacha, Ministre intérimaire actuel de la guerre.

Pour donner un dernier témoignage de la haute estime en laquelle feu Redjeb Pacha était tenu par la nation, le Cheikh-ul-Islam avait fait couvrir le cercueil de l'illustre soldat avec le châle couvrant la bière de Sultan-Suléiman, le législateur. Le cercueil fut transporté du ministère de la guerre au mausolée de Sultan-Mahmoud, par les cadets de l'académie militaire.

Deux régiments de cavalerie, tous les bataillons d'infanterie casernés à Stamboul, ainsi que les étudiants des écoles militaires et civiles ont assisté aux funérailles.

Le Grand-Vézir, le Cheikh-ul-Islam, le Maréchal Ghazi Ahmed Moukhtar Pacha à peine arrivé de Constanza, le Khédive d'Egypte, tous les Ministres, tous les maréchaux généraux et officiers supérieurs de la capitale portant la tenue de parade assistèrent aux funérailles. Le Sultan se fit représenter par son premier aide-de-camp : Chakir Pacha.

L'ambassadeur d'Angleterre, l'ambassadeur de Russie, l'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne, des représentants de plusieurs ambassades et légations, les directeurs des grands établissements financiers, tous les négociants arméniens, persans, grecs et turcs de la Capitale, les chefs religieux de toutes les communautés étaient également présents aux funérailles.

Deux grandes et superbes couronnes de fleurs naturelles, enrubannées aux couleurs nationales, avaient été envoyées et furent portées dans le cortège, et placées ensuite sur la tombe.

Jamais pompe funèbre ne fut aussi solennelle et grandiose, en raison du concours spontané de toute la population de la capitale.

S. E. le Ghazi Ahmed Moukhtar Pacha.

Le héros de Kars et d'Erzeroum.

Nous parlons plus haut du glorieux Maréchal Ghazi Ahmed Moukhtar Pacha, l'une des gloires les plus pures et les plus resplendissantes de l'armée ottomane.

Le Ghazi arriva à Constantinople, le jour même des funérailles de Redjeb Pacha. C'est à Constanza, où il résidait temporairement, qu'il apprit par les dépêches télégraphiques officielles et privées, la nouvelle de la mort de son vieux compagnon d'armes. Il en fut très vivement affigé.

La coïncidence de l'arrivée du Ghazi, avec les funérailles de Redjeb Pacha qui, nous l'avons dit, furent un véritable deuil national, atténua la splendeur des manifestations préparées pour la réception de S. E. Moukhtar Pacha.

Toutefois, dès que fut signalé le navire à bord duquel se trouvait le Ghazi et qui avait frappé sur sa corne d'artimon le glorieux drapeau ottoman, de nombreuses embarcations se portèrent à sa rencontre, jusqu'à Bebek.

Au moment où le paquebot fit les dernières manœuvres pour accoster, la foule massée dans les embarcations et sur les quais, battit des mains et poussa des clameurs enthousiastes. Le cri : *Yachachin Moukhtar Pacha* (Vive Moukhtar Pacha !) retentit de toutes parts. Chapeaux et mouchoirs s'agitaient dans l'air ; sifflets et sirènes, stridaient et mugissaient. Chacun voulait saluer le glorieux Maréchal, le Ghazi Ahmed Moukhtar Pacha, le vaillant héros de Kars et d'Erzeroum !

Ce qui se passa en ce moment est indescriptible. On se poussait, on se bousculait, à qui le premier embrasserait le pan de l'habit et les mains du Ghazi.

L'émotion de Moukhtar Pacha était grande. S'adressant à la foule, les larmes aux yeux, il remercia les très nombreux assistants de cette enthousiaste réception.

Plusieurs personnages de marque ont prononcé de courtes allocutions, auxquelles le Ghazi répondit d'une voix très émue.

Il pria par l'intermédiaire de son médecin, Ibrahim Bey, la foule assemblée, de mettre un terme à cette démonstration joyeuse, concordant mal avec ses propres sentiments ; car le Ghazi était fort affligé de la mort du Maréchal Redjeb Pacha.

*
* *

Puisque nous parlons ici du vaillant Ghazi, il ne sera pas inopportun peut-être de rappeler l'interview qu'eut le 19 Octobre 1906, l'auteur du présent ouvrage avec le Haut-Commissaire Ottoman en Egypte.

Cette entrevue eut lieu à la suite d'un article publié par le plus ancien et le plus répandu des journaux d'Egypte : *Le Phare d'Alexandrie,* article inséré sans commentaires sur la foi de son correspondant à Constantinople.

L'auteur de cet article, après avoir longuement relaté le but et les résultats de la mission du Haut-Commissaire en Egypte, depuis 1885, ajoutait que le Ghazi n'avait plus de relations publiques, diplomatiques ou administratives en Egypte et que, venu dans la vallée du Nil, en qualité de Haut-Commissaire Impérial Ottoman, il en conservait le titre, mais non les fonctions, n'étant plus qu'un très haut et très distingué personnage, mais, politiquement parlant, un simple particulier.

L'auteur du livre que nous soumettons présentement à l'approbation du lecteur, a le grand honneur d'entretenir d'excellentes relations avec le Ghazi, un ancien ami de son père. Il se rendit le Vendredi 19 Octobre 1906, à la résidence du maréchal, au palais N° 3, sur les rives du Mahmoudieh (Alexandrie). Noury Bey, principal sécretaire, l'introduisit aussitôt.

Le Ghazi portait un bourgeron militaire d'étoffe blanche, le fez écarlate enfoncé jusqu'aux sourcils épais, noirs et broussailleux, formant contraste avec la moustache entièrement blanche et la barbe grisonnante.

Le Ghazi tenait en mains son chapelet d'étincelantes émeraudes ; souriant, bienveillant, d'une grâce parfaite, il accueillit son visiteur par le traditionnel : *Machallah bouyouroun, ghel bakaïm, nassil sin,* puis offrit cigarettes et moka.

Au cours de cette conversation, nous abordâmes différentes questions, entre autres celle de la folle spéculation sur les terrains d'Égypte qui faisait alors gagner à certains, des sommes fantastiques, et depuis !....

Nous parlions en turc. D'un mot à l'autre on en vint à la correspondance précitée. Le Ghazi dit, alors que, suivant lui, l'Égypte n'était qu'une province vassale de la Turquie, un vilayet privilégié que la Turquie avait le devoir de protéger conformément au texte des firmans et traités.

Après avoir retracé le tableau des événements qui se sont déroulés en Égypte depuis le règne d'Ismaïl le magnifique, jusqu'au dernier incident d'Akaba, le maréchal émit l'opinion que le moment était proche ou la situation changerait dans la vallée du Nil, au mieux des intérêts égyptiens.

Ce fut du moins le sens de la conversation du très fin diplomate qu'il faut écouter entre paroles, en lisant sur son expressive physionomie qui révélait une protestation véhémente contre l'occupation anglaise en Egypte.

Entr'autres confidences, le Ghazi laissa tomber dans un profond soupir qu'il ne fallait désespérer de rien, qu'avec le temps et l'inlassable patience des diplomates orientaux, on arriverait au triomphe d'une cause dont, pour son compte, il ne voulait pas désespérer.

Voici, très succinctement résumé, comment le Ghazi nous raconta les phrases de sa mission en Égypte :

Le 29 Août 1885, feu sir Henry Drumond, Wolf. envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Reine Victoria d'Angleterre, fut reçu par le Sultan et lui remit un document indiquant combien sa Majesté serait heureuse de voir cesser les difficultés égyptiennes et demandant à discuter, avec le personnage que la Porte désignerait, « en vue d'arriver à une entente combinant la reconnaissance des droits souverains de Sa Majesté Impériale avec le bonheur de ses sujets égyptiens et la sauvegarde des intérêts de la Grande-Bretagne. aussi bien que ceux des autres puissances ».

Le Sultan ayant accepté cet échange de vues, les deux Etats passèrent le 24 Octobre 1885 une convention ratifiée le 17 Novembre, aux termes de laquelle chacun d'eux devait envoyer en Egypte un Haut-Commissaire pour réorganiser de concert avec le gouvernement du Khédive l'administration du pays, en toutes ses parties, dans les limites permises par les firmans impériaux.

L'année 1885 avait vu la chûte de Khartoum, le retrait de l'expédition Wolseley devenue inutile et la perte définitive du Soudan. L'un des buts principaux de la mission Wolf était la reconquête du Soudan. Partant, dans la convention citée, le Haut-Commissiare Ottoman devait aviser,de concert avec le Khédive ou un fonctionnaire désigné par lui,aux moyens les plus propres à apaiser le Soudan par des voies pacifiques.

Les deux Hauts-Commissaires, Moukhtar Pacha et sir Henry Drumond Wolf arrivèrent au Caire dans les derniers jours de Décembre 1885 et se mirent aussitôt à l'œuvre. Le représentant turc fut chargé tout d'abord d'élaborer un projet de réorganisation de l'armée.

Au 14 Mars 1886, Moukhtar Pacha présenta son rapport. Sous des apparences très modestes, ce rapport ne visait qu'à remplacer l'Angleterre en Égypte, par la Turquie. Le 25 Avril suivant, sir Henri remit à Mouktar une note dans laquelle était opposée au projet une fin de non-recevoir. Quant à la reconquête du Soudan, elle était ajournée.

Au Caire, sir Henry Drumond Wolf n'avait pu se mettre d'accord avec Mouktar Pacha: rentré à Londres, il fut envoyé à Constantinople pour y poursuivre les négociations.

Le 22 Mai 1887, une convention fut signée, en effet, entre la Turquie et l'Angleterre.

Le 16 Juillet 1887, Sir Henry Drumond Wolff revint pour terminer avec lui l'étude de la situation militaire, économique et politique de l'Egypte et préparer la convention qui permettrait le retrait des troupes anglaises. Sir Henry ne revint jamais. Mouktar Pacha resta. Il était le représentant officiel du Sultan. Lord Cromer affectait de l'ignorer et Abbas Hilmi l'honorait. Il était auprès du Khédive le témoin de la vieille tradition du Commandeur des croyants, le messager d'Yildiz, une sorte de Banco du Khalifat chargé de prévenir toute défaillance anglophile chez le jeune Souverain de l'Egypte.

S'il l'ignorait officiellement, lord Cromer savait pourtant que la politique anglaise en Egypte n'avait pas de plus redoutable adversaire que Moukhtar Pacha, et dans les moments de crise grave comme l'affaire d'Akaba, le proconsul surveillait plus étroitement le palais de l'Ismaïlia que le palais d'Abdine. Ses agents lui signalaient les visites que les jeunes nationalistes égyptiens faisaient chez le vieux maréchal ottoman et les sympaties qu'ils y rencontraient.

Tel fut, brièvement résumé, le récit que voulut bien nous faire S. E. le Ghazi Ahmed Moukhtar Pacha, récit après lequel nous avons pris congé du glorieux maréchal.



Dès la proclamation de la Constitution, le Ghazi Moukhtar Pacha, qui se trouvait aux eaux en Allemagne comme tous les ans, offrit sa démission du poste de Haut-Commissaire Ottoman en Egypte. Il rentra le 17 Août à Constantinople. Le départ du Ghazi sera vivement regretté de tous les résidents d'Égypte indigènes ou européens, car l'illustre maréchal était une des personnalités les plus connues et aimées d'Égypte. Aussi n'avons nous pas été peu surpris de trouver dans le journal indigène *Al Wattan,* du 13 Août, l'extraordinaire et invraisemblable histoire que voici :

« Le Haut-Commissaire ottoman, dit *Al Wattan,* a passé en Egypte plus de vingt ans durant lesquels il n'a songé qu'à poursuivre un but qui, en cas de réussite, aurait changé complètement l'histoire de l'Égypte contemporaine.

« Il avait élaboré un plan dont la réalisation aurait eu pour résultat l'envahissement de l'Égypte du côté de la Syrie par les armées turques, et l'évacuation forcée de ce pays par les troupes britanniques. Il a travaillé longtemps à la réussite de ce projet mais soit du côté de Yildiz soit de celui d'Abdin il n'a trouvé qu'une complète indifférence

« On pensait en effet que si jamais Moukhtar Pacha réussissait à se mettre à la tête d'une armée assez forte pour chasser les Anglais de l'Égypte, il se serait fait déclarer Souverain de ce pays et le Khédive destitué n'aurait eu qu'à se sauver à Constantinople pour éviter de subir le sort des rois vainçus et dépouillés de leur couronne. C'est dans cette crainte que les Cours de Yildiz et d'Abdin n'ont pas obtempéré aux conseils de Moukhtar Pacha. L'affaire récente de Taba faillit pourtant fournir à celui-ci l'occasion d'accomplir son rêve et de réaliser son but; mais l'attitude menaçante de l'Angleterre et même de l'Europe renversa tous ses projets.

« Et que la démission de Moukhtar Pacha soit volontaire ou forcée, elle ne peut que donner satisfaction complète à la politique anglaise. Certes le Ghazi n'avait aucune influence sur la marche politique du gouvernement égyptien, mais son attitude anglophobe n'était ignorée de personne, et l'on peut penser que les libéraux turcs amis et alliés de l'Angleterre, sauront, pour la contenter, supprimer après la démission de Moukhtar Pacha, un poste qui lui déplaisait; d'autant plus que cela leur économiserait des sommes considérables dont ils ont un grand besoin ».

« Cette élucubration " mythologique ", écrivait dans le *Phare d'Alexandrie,* mon excellent ami Ch. Leroux, est à la fois une niaiserie et une mauvaise action. Accuser de duplicité, presque de trahison le héros des guerres du Montenegro, du Yemen, de la Bosnie. de l'Herzégovine, l'illustre défenseur de Kars et d'Erzeroum, est une invention qui ne saurait trouver nulle créance.

« Plus exact serait-il de dire que si le Ghazi eût été mieux secondé, plus soutenu en 1885, au temps de sa mission poursuivie de concert avec sir Henry Drumond Wolf; si ses vues avaient triomphé, si ses propositions, avaient été agréées, l'Égypte eût gagné vingt années sur la conquête des réformes et progrès qu'elle poursuit aujourd'hui.

« En nous quittant, le Ghazi ne laissera derrière lui que des souvenirs d'estime et de respect, tant dans le monde indigène que dans toutes les colonies européennes. »

***

A ce qui précède, nous sommes heureux de pouvoir ajouter quelques notes biographiques précises sur le vaillant maréchal :

Le Ghazi Ahmed Moukhtar Pacha, descendant d'une ancienne famille noble, est né le 31 Octobre 1839 à Brousse, en Asie-Mineure. Il fut élevé par son grand-père qui le fit entrer



LE MARÉCHAL GHAZI AHMED MOUKHTAR PACHA

en 1851 à l'Ecole préparatoire militaire de sa ville natale. Là il donna déjà des preuves de son aptitude pour les études militaires et il en sortit, après cinq ans, le premier de sa classe. Il entra alors à l'Académie militaire (Mekteb-Harbié) de Constantinople, où il se distingua également par ses études brillante ainsi que par le sérieux de son caractère et de sa conduite.

A cette époque, survint la mort de son père et de son grand'père.

Après de remarquables examens, il fut promu au grade de capitaine d'état-major (il avait été nommé lieutenant le 13 Juin 1856, pendant le cours de ses études), et, en cette qualité attaché au généralissime (*serdari-ekrem*) Eumer Pacha,qui venait d'être nommé, en 1860, commandant en chef de l'expédition contre le Monténégro. Le jeune officier se distingua bientôt en plusieurs occasions dans cette campagne qui dura deux années. Un fait d'armes des plus remarquables fut celuici: pendant une attaque générale contre les positions monténégrines, sur un terrain très accidenté, le jeune capitaine, à la tête d'un détachement peu nombreux de cavalerie, attaquait les Monténégrins qui tenaient le défilé d'Ostrog (position presque inexpugnable que ceux-ci tenaient avec une force considérable) et permit ainsi à l'infanterie d'occuper les positions importantes de l'ennemi. C'était à l'occasion du mouvement de jonction de la division de l'Herzégovine avec celle de Scutari d'Albanie. Il y fut contusionné et blessé. En récompense de ce glorieux fait d'armes il fut décoré sur place, du *Médjidié* de 5e classe et promu au rang d'adjudant-major (Juin 1862).

A la conclusion de la paix, Moukhtar Pacha fut nommé professeur de tactique, de stratégie et d'astronomie à l'Académie militaire de Constantinople. Il parcourut en très peu de temps les grades de major et de lieutenant-colonel. En 1863, il fut nommé chef d'état-major d'un corps expéditionnaire pour réduire à l'obéissance les rebelles de Bérébet et de Rozan-Dagh dans la province d'Alep. A la fin de cette mission, il fut nommé au poste important de précepteur du Prince Youssouf Izzeddine Effendi, fils aîné de feu le Sultan Aziz. Il fit, avec son élève, dans la suite de S. M. Abdul-Aziz, le voyage à Paris au moment de l'exposition de 1868 ; Moukhtar Pacha fut nommé commissaire pour la délimitation de la frontière turco-monté-

négrine ; c'était la première occasion de produire ses talents diplomatiques, et il le fit brillamment en assurant à la Turquie les points stratégiques de Veli Malo Berdo, situés entre Spouz et Podgoritza que les Monténégrins voulaient retenir à tout prix, parce que ces positions pouvaient, comme tête de pont sur la Moratza, couper les communications de Spouz avec le reste du pays. Pour ce service il fut promu colonel (1869) et, à son retour à Constantinople, fut décoré du *Médjidié* de 3e classe, et nommé membre du Conseil de Guerre.

Le gouvernement Ottoman avait alors le projet de consolider son autorité, souvent méconnue en Arabie, en y créant une administration analogue à celle des autres Provinces de l'Empire. La révolte en 1870, de Mehmed Ibn-aïd, qui, à la tête de 20.000 Arabes menaçait Hodeïda, lui en fournit l'occasion. Un corps expéditinnaire y fut envoyé sous le commandement de Rédif Pacha, et Moukhtar Pacha lui fut attaché avec le grade de Liva (général de brigade) comme commandant en second; il concourut puissamment par sa tactique et son infatigable activité aux premiers succès de Rédif Pacha contre le chef des rebelles qui fut forcé de s'enfermer dans le fort de Rayda. C'est à la suite de la prise de cette ancienne forteresse, réputée imprenable, dont il se rendit maître en faisant prisonnier le chef de l'insurrection avec 3.000 hommes, que Moukhtar Pacha fut promu au grade de Férik (général de division).

Après avoir conserve ses fonctions pendant trois mois, Rédif Pacha fut attaqué d'une maladie subite, et Moukhtar Pacha dut prendre le commandement en chef. Il mena à bonne fin l'expédition contre les rebelles et, ayant pour ainsi dire regagné toute une province à l'Empire, et l'ayant aussi organisée, le jeune général à peine âgé de 32 ans, fut élevé la même année à la dignité de Muchir (maréchal) et nommé gouverneur général civil et militaire du Yémen qu'il avait virtuellement reconquis. Il réussit à s'emparer de Sana, la capitale, sans coup férir et fut décoré du Grand Cordon de l'*Osmanié* avec plaque en brillants; de même qu'il avait reçu celui du *Medjidié* après la prise de la forteresse Kev Kéban, dont le siège avait duré six mois, interrompu de fréquentes attaques et sorties.

Après avoir terminé l'organisation de l'administration du Yémen qu'il gouverna avec autant de fermeté et d'intelligence,

de justice et d'intégrité, ce pendant trois ans, il rentra à Constantinople pour raisons de santé. Nommé au poste de Ministre des travaux publics, il n'y resta que deux mois. Ses rivaux qui faisaient tous leurs efforts pour l'éloigner de la capitale, obtinrent son éloignement et sa nomination au gouvernement-général de l'île de Crète. Mais, au moment de partir pour cette destination, il en reçut une autre ; il fut envoyé à Choumla, comme commandant du 2e corps d'armée. C'est là qu'il fit construire une partie des fameuses fortifications de cette place d'après les plans qu'il traca lui-même.

En automne 1874, il fut appelé à Erzeroum comme commandant du 2e corps d'armée et gouverneur-général de cette province. Il y resta quatorze mois et remplaça bientôt après (18 Novembre 1875) Réouf Pacha, dans le commandement militaire en chef de l'Herzégovine et de la Bosnie où tout était en révolte. Quoique au temps de son arrivée, l'insurrection devînt générale il réussit cependant à ravitailler, avec des forces relativement peu nombreuses les forts de Nikisch et de Piva, après avoir battu à plusieurs reprises les insurgés dans les étroits défilés de la Douga où ils occupaient des positions formidables.

L'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine venait d'être réduite à la dernière extrémité, quand la Serbie et le Monténégro commencèrent ouvertement les hostilités contre la Turquie. Moukhtar Pacha se rendit alors à Sérajevo pour organiser la défense de la Bosnie contre l'invasion serbe.

Trois jours lui avaient suffi pour prendre les dispositions défensives nécessaires, dont la conséquence immédiate fut la déroute des Serbes à Belina et Zoornik ainsi que sur tous les autres points de la frontière de Bosnie. Obligé de revenir au bout de dix jours en Herzégovine pour couvrir Mostar et délivrer Névessigné, assiégé par une force monténégrine double ou triple de la sienne, il mit celle-ci en déroute devant cette dernière ville et la poursuivit durant trois jours. Mais la fermeture du port de Kleck le laissant sans renforts, lesquels ne pouvaient plus arriver que par terre et par la longue voie de Novi Bazar, ainsi qu'une faute grave commise sur le champ de bataille par un des généraux sous ses ordres, compromit ses nombreux succès. A Voutxidal, il fut battu pour la première fois. Sans se

décourager et, avec le sang-froid et la fermeté qu'on lui connaît, il rassembla les débris de son armée à Bilek et se retira en bon ordre à Trébigné; puis, avant même l'arrivée des renforts, il prit l'offensive et envahit le territoire monténégrin dans le district de Grahova, à Zaslate. Il y resta jusqu'à ce que l'armistice, qui fut conclu vers la fin de 1876, mît fin à cette guerre. Remplacé en Bosnie par Suléiman Pacha, il fut nommé gouverneur-général civil et militaire de l'île de Crète (Janvier 1877). A peine avait-il pris possession de son nouveau poste que, la guerre avec la Russie devenant de plus en plus probable, il fut nommé commandant en chef des armées d'Anatolie.

Moukhtar Pacha s'était vivement opposé à une guerre avec la Russie. Dans ses rapports il en avait signalé tous les dangers, avait prêché la modération et la conciliation ; lui, homme de guerre, a conseillé la paix.

A son arrivée à Constantinople, de la Crète, il fut nommé avec Safet Pacha, alors ministre des affaires étrangères, plénipotentiaire Ottoman pour négocier avec les envoyés monténégrins qui avaient été appelés à Constantinople pendant l'armistice pour traiter avec la Sublime-Porte du rétablissement de la paix sur la base d'une rectification de frontière. Après des négociations assez difficiles d'un mois, les plénipotentiaires Ottomans croyaient avoir trouvé la base d'une entente commune, en proposant la cession de Nikisch, ce qui aurait satisfait les Monténégrins et leurs alliés et permis d'espérer que la guerre redoutable avec la Russie serait évitée. Mais l'opinion publique se montra tellement hostile à ce projet, qu'il dut être abandonné et que Moukhtar Pacha dût partir pour la frontière afin de prendre le commandement en chef.

Peu de temps avant la déclaration de la guerre, il arriva à Erzeroum *où il n'avait que sept jours pour préparer la défense de la Turquie d'Asie et il y réussit !* tout le monde se rappelle la tactique prudente et ingénieuse par laquelle il attira les Russes loin de leur base d'opérations, évitant toute action sérieuse et se contentant (vu son infériorité numérique) de s'en tenir à une défensive vigilante jusqu'à Echek-Ilias près de Déli-Baba et à Zivin, où il leur infligea de sanglantes défaites. Alors, changeant de tactique, il adopta une vigoureuse offensive et après avoir obligé les russes à lever le siège de Kars, les battit de nouveau

à Yédikler et puis à Yah-Nilar. La bravoure et l'art stratégique qu'il déploya en ces occasions sont historiques et forment une page brillante dans les fastes militaires. En témoignage d'aussi éclatants succès, et pour marquer la haute satisfaction qu'il éprouvait, S. M. I. le Sultan accorda (1er Octobre 1877) à Moukhtar Pacha le titre de Ghazi, et lui fit présent d'un sabre enrichi de brillants. Mais, tant de valeur, tant de bravoure,tant de succès, tant de talents militaires devaient aboutir, hélas, à des résultats bien divers ! Tandis que les Russes recevaient régiments sur régiments de renforts, Moukhtar Pacha laissé presque sans secours, et ne pouvant résister avec son armée décimée, à la supériorité écrasante des Russes, perdit la bataille d'Aladja-Dagh (15 Octobre 1877).

Calme et ferme dans les revers de la fortune, déjouant, par ses marches et contre-marches tous les calculs de l'ennemi, Moukhtar Pacha réussit encore, avec 2,800 hommes, à tenir tête pendant quatre jours, près de Soganly, et permit ainsi à Ismaïl Pacha d'effectuer sa retraite sur Erzeroum.

Au sujet d'une de ces marches et contremarches, nous trouvons dans le *Times of Egypt* l'anecdote suivante qui confirme ce que nous disons du calme et du sang-froid du Maréchal en même temps qu'elle témoigne de sa simplicité. Laissons parler le rédacteur de l'article :

« Dans une misérable chaumière, à quelques portées de fusil de Kars, et par une nuit que la tempête rendait hideuse, je rencontrai Moukhtar Pacha pour la première fois après la bataille d'Aladja-Dagh, il y a déjà presque dix ans. Il était suivi de quelque cinq ou six cents hommes, comprenant quelques escadrons de cavalerie, et deux pièces de campagne.

Deux jours auparavant, la bataille d'Aladja-Dagh était perdue, les Russes marchaient sur Kars. Nous avions atteint le village une heure après le coucher du soleil, et après une longue chevauchée au milieu d'un ouragan épouvantable. Après un repas sommaire nous nous étendîmes devant le feu, fumant nos tchibouks ; les domestiques mangeaient dans un coin, lorsque tout d'un coup, à notre grande consternation, un villageois passa la tête dans l'ouverture pratiquée dans le plafond et qui servait de fenêtre et nous annonça que les cosaques étaient à nos trousses. Il y eut un branle-bas général... Nous avions eu

à peine le temps de sangler nos montures que la même tête reparut et dit, cette fois-ci, que ce n'était pas les Cosaques, mais bien les Turcs, avec Moukhtar Pacha, qui faisaient leur entrée dans le village.

Il n'avait pas fini, que le général était à la porte. Avec cette affabitité qui caractérise tout Turc bien élevé, il mit tout le monde à son aise ; il ne voulut pas entendre parler de notre départ; et nous pria de ne pas nous déranger : assis sur une natte auprès du feu, il nous saluait à la mode turque, aussi tranquillement que s'il présidait une réception à son sélamlik.

Je n'ai jamais pu comprendre comment nous avons perdu la bataille d'Aladja-Dagh. Tout ce que je sais c'est qu'un Dimanche dans l'après-midi, vers la fin de l'été 1877, nous aperçûmes entre nous et Kars, les baïonnettes russes étincelant au soleil. Nous comprîmes aussitôt que nos positions étaient presque tournées.

L'Intendance se mit en mouvement le même soir, et, pendant toute la nuit, une file ininterrompue de mulets chargés de munitions et de provisions se déroulait vers Kars. Le lendemain, à sept heures du matin, la lutte s'engageait.

Le corps d'armée que nous avions remarqué le soir restait sans bouger dans la même position que la veille, attendant l'issue du combat. Une colline de forme cônique, la clef de notre position, était l'objectif de l'ennemi. Il avait établi trois batteries d'artillerie qui, depuis sept heures du matin, vomirent une grêle de projectiles. Les commandants de cette position ayant été tués furent remplacés par deux fois. A la faveur d'une fumée épaisse les Russes se lancèrent à l'assaut pour la troisième ou la quatrième fois : ils n'y trouvèrent que des cadavres. Du haut d'une colline voisine, Moukhtar Pacha et sir Arnold Kemble suivaient les péripéties de la lutte, et ce dernier m'a dit plus tard que tout ce qui est humainement possible avait été tenté pour obtenir la victoire.

On ne s'explique pas comment la perte d'une position si chèrement disputée a pu jeter dans les rangs une panique telle, que la moitié de l'armée fut coupée de sa ligne de retraite et faite prisonnière, avec plusieurs généraux et une quantité de provisions et de munitions; Moukhtar lui-même n'échappa que par miracle.

Moukhtar Pacha est un des hommes les plus précieux que la Turquie possède. Il n'a pas encore soixante-dix ans. Il possède une très vaste expérience ; c'est un militaire doublé d'un administrateur. Il parle couramment le français. Moukhtar Pacha est un soldat dans toute la force du terme et un homme qui parle peu, mais bien. Il est juste, mais sa fermeté ne s'est jamais démentie. (Je l'ai vu faire pendre sommairement six Circassiens pour avoir pillé un village arménien près de Kars).

Il a été élevé à l'Ecole militaire de Constantinople et passe pour une autorité en fait de balistique et de fortifications. Il a été par deux fois gouverneur-général de l'île de Crète, et c'est à son esprit conciliant et à son tact remarquable, que l'on doit la pacification de cette île, après la guerre turco-russe.

Je n'ai jamais rencontré un homme possédant autant de véritable philosophie que Moukhtar Pacha ; sa probité et son mépris pour le luxe et les vices de notre temps sont presque passés en proverbe en Turquie.

Vers la fin de la guerre, lorsque les Russes commencèrent à tourner la position d'Erzeroum, en Décembre 1877, et après la chûte de Plevna, Moukhtar Pacha fut appelé à Constantinople et chargé du commandement en chef des lignes de Tchataldja, lignes de défense de Constantinople qu'il compléta dans l'espace d'un mois. Il était prêt à recevoir les Russes lorsque survinrent l'armistice et la paix.

Après la guerre, Moukhtar Pacha fut nommé grand-maître de l'artillerie, et en même temps chef de l'état-major général des armées ottomanes. Au mois d'Août 1878, il fut chargé de la mission importante et délicate de la pacification de l'île de Crète. A cette occasion, il déploya tant de tact, de sagacité, de patience, et se montra si fin diplomate, qu'il réussit, en sauvegardant les droits de Souveraineté de la Turquie, à contenter les Crétois qui vivent encore sous le régime bienveillant du Statut organique qui est l'œuvre de Moukhtar Pacha et qui est appelé « Statut de Halepa » d'après un village près de la Canée.

A la suite de l'heureux arrangement de cette question, Moukhtar Pacha fut nommé, en 1878, premier Commissaire aux Conférences de Prévéza, pour la rectification de la frontière grecque, où il se montra à la hauteur de sa mission, mais qui toutefois n'aboutit à aucun résultat.

Après la fin des conférences de Prévéza, il fut nommé aux fonctions de gouverneur-général civil et militaire de la province de Monastir où il eût la tâche difficile et dangereuse de céder Goussigné au Monténégro et de briser la résistance furieuse des Albanais de Prizrend qui avaient déjà tué plusieurs généraux, lesquels avaient auparavant entrepris cette tâche épineuse. A son retour à Constantinople (Novembre 1880) Moukhtar Pacha fut nommé chef du comité de l'inspection générale de l'armée ottomane, qui a son siège au Palais Impérial de Yildiz et qui est présidé par Sa Majesté Impériale le Sultan en personne, poste qu'il occupe encore. Puis il reçut la plus haute décoration de l'Empire Ottoman : le grand cordon de l'ordre de l'*Imtiaz ;* il fut un des premiers qui reçurent cette décoration, nouvellement instituée. En ce temps là, Moukhtar Pacha participait aux travaux de la Conférence internationale des ambassadeurs à Constantinople pour l'arrangement du différend turco-grec dans la question de la frontière entre les deux pays.

Cette mission, ainsi que la pacification de l'île de Crète et les travaux de la conférence de Prévéza, dont nous avons parlé plus haut, était nécessitée par les dispositions du Traité de Berlin.

En 1883, Moukhtar Pacha fut envoyé en mission extraordinaire auprès de l'Empereur d'Allemagne pendant les manœuvres de Hombourg, et subséquemment il fut chargé de porter les insignes de l'ordre de l'*Imtiaz* au roi d'Italie. Dans ces missions, le maréchal gagna la sympathie universelle, et fut l'objet de très hautes distinctions de la part des Souverains d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie. En suite de la convention Anglo-Turque, signée à Constantinople le 24 Octobre 1885, le Ghazi fut nommé au poste de Haut-Commissaire Impérial en Egypte. Prêt à partir, il fut pris d'une attaque sérieuse et douloureuse d'érésipèle asiatique, qui retarda son départ de plus d'un mois. Enfin, le 22 Décembre 1885, il partit à bord du yacht Impérial *Izzeddine,* accompagné de toute sa famille et de sa maison civile et militaire et arriva au Caire le 27 Décembre. A son départ pour l'Egypte S. M. I. le Sultan lui avait conféré la médaille ornée de brillants, qui n'est portée que par les membres de la famille Impériale même.

Moukhtar Pacha est auteur de plusieurs ouvrages militaires et scientifiques, dont le plus récent vient d'être exécuté à l'im-

primerie de Boulaq et qui est un fort volume in-quarto avec un atlas de planches. Il contient d'importantes découvertes scientifiques sur la manière dont les vieux savants orientaux faisaient usage d'un ancien instrument astronomique appelé Quart du Destour (Cadran de Sinus) pour calculer toutes les formules et fonctions trigonométriques (avec sinus, cos., etc.), avant l'invention des logarithmes, et donne aussi la théorie sur laquelle ce système est basé. Il traite en outre de la pratique de tracer quelques autres anciens instruments astronomiques, comme le cadran solaire d'après le système Oriental qui fait commencer le jour avec le coucher du soleil, l'Astrolabe, Roub-ul-Moukantarat, etc. Il fait enfin le reste de l'histoire de cette science en traitant des différentes manières de compter les temps, les jours, des différents systèmes de calculer les heures de la journée, des calendriers, etc.

Nous citerons aussi un ouvrage historique de Moukhtar Pacha, *Riaz-oul-Moukhtar,* qui a valu à son auteur de recevoir de l'Empereur Guillaume I une grande médaille d'or des arts et sciences, frappée spécialement à son intention. C'est là une distinction des plus rares.

Moukhtar Pacha a la taille moyenne, il est noble de figure et a les traits distingués. L'éducation de Moukhtar Pacha s'est faite entièrement en Turquie. C'est un vrai patriote, fier de sa nationalité et de l'héroïsme de l'armée turque. Son intelligence prompte et sûre, sa bravoure à la fois audacieuse et calme, en font sur les champs de bataille un des généraux les plus remarquables. Les plus brillantes victoires ne l'éblouissent pas, les revers le trouvent ferme et résolu. A tant de vraie grandeur, il joint une parfaite modestie et une urbanité exquise, ce qui caractérise les hommes vraiment supérieurs.

Enfin, pour prouver ce que nous venons de dire sur l'homme éminent dont nous décrivons la vie et les actes, bien imparfaitement, nous terminerons en citant quelques paroles du maréchal Ghazi Moukhtar Pacha lui-même, paroles écrites dans une de ses lettres, et auxquelles il n'est besoin d'ajouter aucun commentaire :

« Comme soldat, j'ai fait mon devoir ; si, comme général, je me suis acquis quelque renommée, je la dois à la valeur traditionnelle des troupes que j'ai commandées, et à la bien-

veillance des personnes illustres qui ont bien voulu juger favorablement mes actions militaires. »

Ghazi Moukhtar Pacha possède les Grand-Cordon de l'Ordre de l'*Imtiaz ;* Grand-Cordon de l'Ordre Impérial de l'*Osmanié* et du *Médjidié* en brillants; Grand-Cordon de l'Ordre de l'*Aigle Rouge* (Prusse); de *Saint-Léopold* (Autriche), des *Saints Maurice et Lazare* (Italie) et du *Sauveur* de Grèce; il est en outre membre honoraire de la Société Indo-Chinoise, à Paris; de l'Institut Egyptien, au Caire; de la Société Géographique Khédiviale, au Caire; Citoyen honoraire de plusieurs villes de Hongrie; etc., etc.

S.A. le Prince Sabaheddin Effendi

Rentrée triomphale du Prince ramenant les restes de son illustre Père, le héros de la liberté de la Patrie. — Les funérailles. — Quelques notes biographiques sur Damad Pacha et le Prince Sabaheddin.

Jamais le sentiment de la nationalité ne fut si évident et si fortement affirmé qu'aux funérailles du si regretté Damad Mahmoud Pacha, l'ardent champion de la Liberté, mort en exil. Il est inexact de dire que le sentiment religieux prévalut sur tout. Pas ce jour là du moins. Chrétiens et Musulmans étaient indistinctement confondus en groupes douloureux, tous unis par une affliction commune.

Des scènes à peu près semblables se renouvelaient d'ailleurs chaque jour dans tous les ports de la Turquie (notamment à Constantinople) au retour des exilés qui, de tous les points d'Asie, d'Europe et d'Afrique, revenaient douloureux et meurtris, mais au moins vivants ceux-là, fouler le sol sacré de la Patrie. Que de scènes de tendresse! d'actes de foi ! de témoignages de confiance et d'affection ! Il n'était prêtre ni uléma qui ne fût mêlé à la joie, au délire populaires.

Ceux qui ont vu ces scènes, ont la conviction que, désormais, il serait bien difficile d'arracher à la Nation cette Constitution, source de tant de manifestations d'enthousiasme et d'allégresse.

Tous ces exilés qui rentraient pleins de confiance rendaient encore à leur pays le service de fortifier et de consacrer l'œuvre de réparation. Il y avait comme un pacte consenti à la face du monde, et désormais, nulle puissance ne saurait braver les révoltes de la conscience populaire.

— Nous aurions voulu, pour l'édification de nos lecteurs, leur donner un récit complet des scènes et manifestations si émouvantes en l'honneur des exilés arrivant tous les jours à Constantinople par les divers courriers. Mais il nous faudrait un volume entier pour une description tant soit peu complète. Et, pourtant, l'on ne pouvait se défendre d'un sentiment de douce émotion à la vue de ces exilés qui, débarquant au milieu des clameurs de joie et d'enthousiasmes, pleuraient à chaudes larmes en mettant le pied sur les quais de Constantinople. Larmes précieuses, perles divines qui roulant sur la face blême des bannis semblaient autant de stygmates infligés à ceux qui les avaient fait couler. Beaucoup avaient perdu qui, son père, qui, sa mère tendrement aimée ; d'autres revoyaient après vingt ans d'exil leur femme vieillie et leurs enfants laissés au berceau ; de grands gaillards à moustaches étaient les petits écoliers d'antan et les mignonnes fillettes que le père faisait sauter sur ses genoux avant l'exil sont maintenant mariées et mères de famille. Que d'émotions ! que de larmes versées ! Mais certains revenaient d'exil malades, anémiés, tuberculeux et, à peine rentrés dans la Patrie, la quittaient, cette fois pour toujours, heureux encore d'aller dormir leur sommeil éternel dans le sol sacré du pays natal.

D'autres en débarquant, fous de joie, ivres de bonheur, embrassaient le sol en criant : *Ah Ghuzel Vatandjim.* Cette interminable série des retours d'exilés se prolongea pendant les trois premiers mois qui suivirent le rétablissement de la Constitution.

Parmi ces journées, dont tous à Constantinople garderont le souvenir, la plus mémorable fut sans contredit celle de l'arrivée de Marseille du Prince Sabaheddin Effendi, ramenant les restes mortels de son illustre père, Damad Mahmoud Pacha.



Avant de raconter cette émouvante et imposante cérémonie, donnons quelques détails biographiques sur l'illustre patriote que l'auteur avait le grand honneur de connaître et dont il reçut le plus bienveillant accueil en 1894, dans ses superbes palais de Pendik et de Tschamlidja, à Scutari.

Feu Damad Pacha était fils du grand amiral Halil Pacha. Il épousa Sanié Sultane, fille du Sultan Abdul Medjid et par conséquent sœur du Sultan actuel Abdul Hamid et de l'héritier présomptif S. A. I. le Prince Mehemed Rechad Effendi.

Sanié Sultane est une princesse très instruite, extrêmement intelligente et qui conserve encore, ainsi que le disait M. G. Do-

rys, dans son dernier ouvrage, les traces vivantes d'une beauté autrefois célèbre.

Intrépide sportwoman, elle adore la chasse, la pêche, le tir, et dompte les chevaux les plus indociles. Elle recevait autrefois en ses salons, avec l'assentiment de Damad Pacha, des Etrangers de distinction, avec lesquels elle s'entretenait, traitant brillamment tous les suiets comme une dame occidentale.



DAMAD MAHMOUD PACHA

Décédé en 1903 à Uccle, près de Bruxelles.

Pour en revenir à Damad Pacha, le Pacha une fois marié, fut attaché à la Sublime Porte et, plus tard, envoyé à l'ambassade ottomane à Paris.

C'était un homme droit et probe, ayant par conséquent horreur de l'espionnage. Avant que dix mois se fussent écoulés,

il donna sa démission et, complètement écœuré, déclara qu'à l'avenir il n'accepterait aucun des postes qui pourraient lui être offerts.

Damad Pacha, qui joignait à une haute intelligence un rare esprit d'indépendance, n'hésitait pas à proférer, même devant le Sultan, des blâmes contre les favoris de la Camarilla et ne redoutait rien tant que l'apparence d'une apathie qui eût été coupable devant les folies et les cruautés de cette politique néfaste.

Il se préoccupa de très bonne heure de faire donner une brillante éducation à ses deux fils, les Princes Sabaheddin et Loutfoullah Effendi. Il les fit instruire dans un esprit de libéralisme qui pût les rendres dignes de servir et défendre leur Patrie.

Le Sultan toutefois n'était que peu satisfait des observations et représentations que lui faisait son beau-frère Damad Pacha. Il était plus mécontent encore de ce que la police secrète du Palais lui rapportait des agissements de Damad Pacha. Aussi un jour, le Pacha prit-il la résolution désespérée de quitter la Turquie, afin de pouvoir plus librement, en agissant de l'Etranger, soulever et émouvoir l'opinion publique en faveur des Ottomans, si malheureux et toujours opprimés sous le cruel régime hamidien.

C'est en Décembre 1899 que Damad Mahmoud Pacha s'embarqua avec les Princes ses deux fils, à bord d'un remorqueur qui faisait le service du Port. Mahmoud Pacha attendit la nuit pour passer sur la *Géorgie* de la Compagnie Paquet, avec l'agent de laquelle il avait combiné son départ.

Des *Moukbirs* et *Hafiés* (espions) s'empressèrent de dresser un rapport pour dénoncer le départ du Damad et de ses deux fils. La nouvelle en tomba sur le Palais comme un coup de foudre.

Le Sultan donna l'ordre aussitôt de faire poursuivre le seul paquebot français qui fût parti ce jour là de Constantinople. C'était un navire des Messageries Maritimes. En même temps on réquisitionnait un régiment à Moustapha Pacha pour fouiller le train conventionnel. Damad Pacha et ses fils eurent de la chance car tandis que le *Congo* était retenu à Gallipoli et qu'on cherchait vainement jusqu'au fond des cales pour retrouver les fugitifs, la *Géorgie* qui suivait le *Congo* à quelques milles, trouvait le passage libre et arrivait sans encombre à Marseille.

Le consul de Turquie à Marseille, ainsi d'ailleurs que tous les autres consuls et agents consulaires turcs à l'Étranger, avait reçu l'ordre d'arrêter Damad Mahmoud Pacha et ses deux fils. Le Consul se présenta donc à bord et communiqua à Damad Pacha, l'ordre du Sultan lui enjoignant de rentrer à Constantinople.

Damad Pacha refusa devant tous les officiers du bord et prit le train pour Paris.

C'est alors qu'il commença l'œuvre si noble du relivrement de sa Patrie.

Il adressa à S. E. Ahmed Riza Bey par l'intermédiaire du journal *Mechveret*, une lettre des plus élogieuses, le 17 Janvier 1900.

Le *Phare d'Alexandrie* reproduisit à cette époque quelques passages de cette lettre.

Ahmed Riza Bey répondit le même mois.

Voici quelques extraits de sa lettre :

Notre parti se sent déjà trop heureux de voir un membre — le plus en vue — de la famille impériale, nous tendre sa main puissante, pour travailler avec nous à la délivrance de la Patrie. Ce qui nous fait le plus vif plaisir, à mes compagnons de lutte et à moi, c'est que ce témoignage de sympathie nous est donné par un personnage d'une rare instruction, par un ancien ministre aux idées larges et libérales. Sa lettre est une preuve du bien fondé de nos plaintes contre le régime néfaste qui déshonore et ruine la Turquie.

Ahmed Riza Bey terminait sa lettre ainsi:

Nous considérons l'acte courageux de Mahmoud Damad Pacha, comme un événement des plus heureux, non seulement pour le parti de la Jeune Turquie, mais pour le peuple turc tout entier. Il trouvera un écho dans le cœur de tous ceux qui ont juré de servir la cause sacrée de la Patrie.

— Le 21 Janvier 1900, Damad Pacha adressait au Sultan une lettre dans laquelle il exposait ses pensées et projets. Il disait, nettement les raisons pour lesquelles il se montrait hostile au régime existant, montrant que le pays courait à la ruine, que l'entourage du Sultan n'était composé que d'ignorants, de fourbes, d'intrigants et d'espions ne pensant qu'au lucre et à la satisfaction de leur vanité. Mahmoud

Pacha ajoutait qu'avec un Gouvernement ainsi composé, les honnêtes gens ne pouvaient approcher Sa Hautesse et que jamais la prospérité du peuple ne pourrait être assurée par d'aussi piètres éléments. Dans cette longue lettre, Damad Pacha, sans détours, avec une courageuse franchise, accusait le Sultan d'être l'auteur principal de la décadence de la Turquie et la cause initiale de tant de bassesses et de crimes commis en son nom et sous son Egide.

Damad Pacha demandait enfin pour quel motif on l'accusait faussement auprès des ambassadeurs d'avoir enlevé ses deux fils par la ruse et contre leur gré ; pourquoi non moins faussement on assurait que ces jeunes gens étaient mineurs ; pourquoi, par surcroît, on faisait peser sur lui l'odieux soupçon d'avoir dérobé les bijoux de S. A. Sanié Sultane, son épouse. Il terminait sa lettre en disant qu'il resterait toujours un fidèle Musulman, un Ottoman convaincu et qu'il servirait toujours sa Patrie, sans préjugé de race ou de religion, de même que ses deux fils qui l'avaient accompagné dans l'exil volontairement pour l'aider dans l'accomplissement de son devoir sacré.

Cette lettre bouleversa le Sultan. Plein de rancune et de colère, Abdul Hamid chargea des émissaires de ramener à Constantinople par tous les moyens possibles Damad Pacha et ses fils. On devait les allécher par les plus séduisantes promesses; leur faire un pont d'or; aller même jusqu'à s'engager à réaliser les réformes demandées par lui.

Damad Pacha n'entendit point de cette oreille; souffrant d'une maladie incurable, Damad Mahmoud Pacha traîna sa santé chancelante de Paris à Genève, de Genève au Caire.

En cette capitale, S. A. le Khédive se rendit en personne à l'hôtel habité par Damad Pacha, pour lui rendre visite et lui renouveler les promesses les plus propres à le faire retourner à Constantinople.

Damad Pacha fut inflexible. Mais, fatigué de ne trouver la tranquillité nulle part, il vint à Alexandrie passer quelques jours à l'Hôtel Abbat (aujourd'hui Grand Hôtel). C'est-là qu'un Arménien, passé maître en matière de chantage, tenta d'exercer ses peu enviables talents à l'encontre d'un des fils de Damad Pacha. Le Pacha ne pouvait, décidément trouver en aucun lieu le calme et le repos dont il avait tant besoin. Toujours errant, il s'embarqua pour la Grèce ; fixa sa résidence à Corfou.

Le Sultan ne perdait pas sa trace, et l'on apprit tout-à-coup que Sa Hautesse venait de décerner le Grand Cordon du Medjidieh à Mr. Romano, alors Ministre des affaires étrangères de Grèce.

Assurément Mr. Romano méritait cette faveur ; mais on sait que le mérite compte pour peu de chose à Constantinople. Quelle était donc la *vraie* raison de cette rare distinction ?

On espérait simplement que M. Romano accèderait à la prière d'expulser le gendre du Sultan du territoire hellénique.

Vaine illusion'! La noble Grèce ne saurait persécuter les défenseurs de la Liberté. Au contraire, suivant ses traditions universellement connues, elle donna la plus large hospitalité à Damad Mahmoud Pacha et à ses deux fils, refusant, sans même les discuter, les propositions du Sultan.

Peu de temps après, le Pacha se rendit à Paris, puis à Uccles, près de Bruxelles, où il mourut le 18 Janvier 1903, à l'âge de 48 ans, toujours fidèle à ses convictions.

On eut recours à beaucoup de subterfuges et de manœuvres peu loyales pour faire ramener à Constantinople le corps de Damad Pacha. Ce fut en vain. L'ambassadeur Munir Pacha se signala notamment dans cette chasse au cadavre par de « brillants » insuccès.

Les fils de l'illustre défunt firent venir l'Imam de l'ambassade de Londres qui accomplit les cérémonies prescrites par la religion musulmane.

Le corps fut inhumé dans le cimetière du Père Lachaise, à Paris, dans la partie réservée aux Musulmans. Depuis le 18 Janvier 1903, la dépouille mortelle du grand patriote, reposait dans un caveau provisoire attendant la journée bénie du 24 Juillet 1908, qui ouvrit à Damad Pacha mort, le sol sacré de la Patrie, fermé par les tyrans au noble grand patriote pendant les dernières années de sa vie.

Damad Mahmoud Pacha repose maintenant en paix dans la terre d'Islam, entouré de la vénération générale. Il est venu rejoindre ses ancêtres sous les noirs cyprès de Stamboul, après avoir montré à ses compatriotes exilés, comment on souffre et meurt pour la Liberté !

*
* *

Aussitôt après la mort de son père, le Prince Sabaheddin, alors âgé de 26 ans seulement, avait saisi et élevé d'une main ferme, le flambeau du patriotisme, légué par son père en mourant.

A une réunion présidée par lui du Congrès des Libéraux Ottomans, certaines appréciations formulées par lui en vue de fixer certains points de l'histoire de la Turquie soulevèrent des discussions mesquines, qui faillirent compromettre la bonne tenue du Congrès, provoquant des interpellations regrettables. Le jeune prince entrevit dès lors qu'il y avait certaines lacunes à combler dans l'esprit de quelques Jeunes-Turcs, ses compagnons d'exil. Pensant très logiquement que la mentalité des Ottomans de Turquie, moins instruits que les libéraux, devait être forcément plus rudimentaire encore, le prince renonça à



L'ARRIVÉE DU PRINCE SABAHEDDIN

(A sa droite son frère le Prince Loutfoullah et sa charmante fillette)

cette solitude de travail, mère des pensées fécondes et des résolutions viriles qui précède toujours dans la vie des hommes de génie et de talent, l'heure de l'action qui sonne souvent pour eux l'heure de la lutte.

A vrai dire, la forte éducation que le Prince avait reçue de son père et de sa mère, la princesse Sanié Sultane, n'avait trouvé d'applications pour lui que dans le domaine de la théorie.

A la mort de son illustre Père, Sabaheddin Effendi comprit que la Turquie avait besoin beaucoup plus de réformes sociales que de réformes politiques. Il se mit à rechercher la fréquentation d'Elysée Reclus et de Lè Play, desquels il reçut la « substantifique moëlle » que son esprit philosophique par une trituration intelligente et raisonnée sut se rendre personnelle.

Le prince ne visait que l'élite intellectuelle de son pays. Il fit plusieurs publications dans différents journaux, critiquant sévèrement et combattant avec ardeur l'ancien régime.

Depuis lors, il était regardé par la majorité des patriotes turcs comme le chef du mouvement libéral. Le jeune prince trouva dans la sympathie de tous une indication sur la direction à suivre pour servir au mieux les intérêts de la nation ottomane. Un jour il dit à ses *Vatandaches* (compatriotes) : « C'est dans l'intérêt de tous les Osmanlis que nous avons formé une ligue, laquelle s'efforcera d'augmenter en nombre et de grouper tous les partisans de l'initiative privée et de la décentralisation administrative. Le but de cette ligue est de propager chez le peuple turc le goût des études sociales ; de stimuler l'initiative privée ; de favoriser la décentralisation ; de chercher les moyens d'une amicale entente avec les diverses races constituant la Turquie ; de défendre les droits des Ottomans dans les pays de civilisation plus moderne ; de susciter en ces pays un courant d'opinion favorable à la Turquie ; enfin de créer à l'intérieur du Pays des ligues et comités ayant pour objet de travailler à la réalisation du programme sus-indiqué et de s'opposer aux empiètements d'un pouvoir oppresseur. »

Après la fondation, dans les conditions plus haut rapportées, du journal *Terekki* (« Le Progrès », 1906) le Prince s'imposa les plus grands sacrifices pour atteindre ce résultat difficile entre tous : la fusion des races. Il obtint de premiers résultats satisfaisants et localisa la question en se tournant vers la nation arménienne lors du fameux attentat du vendredi 21 Juillet 1905.

Le Prince Sabaheddin adressa aux comités arméniens une très longue lettre dont voici un des principaux passages :

Avec quel enthousiasme l'Europe saluerait-elle une action

commune des libéraux, Turcs et Arméniens pour remplacer le régime absolu du pays, par un gouvernement digne de l'époque où nous vivons !

Le *Courrier Européen* du 1r Décembre 1905, écrivait que le prince Sabaheddin était tout désigné pour se mettre à la tête d'un tel mouvement.

Par cette campagne en faveur de tous les Ottomans, de quelque race fussent-ils, Sabaheddin Effendi se concilia de nouvelles adhésions de la part des *Vatandaches* turcs, tels : le fils de l'illustre Vizir Midhat Pacha, Aly Haïdar Bey Midhat, Ahmed Fazli Bey, Ahmed Riza Bey, le grand patriote Kemal Bey, le Dr Nazim Bey, etc., etc.

Le prince Sabaheddin, toujours sur la brèche, s'entendait à merveille à saisir le moment où ses manifestes produiraient le meilleur effet.

Après avoir dépeint la situation précaire et la condition misérable à laquelle étaient réduits les Turcs non moins que les Arméniens, sous l'odieux régime Hamidien, il lança une fière réponse, le 13 Août 1906, par l'entremise du *Times* à Sir Ed. Grey qui avait dénoncé à la Chambre des Communes le réveil du panislamisme.

Notre ami, Mr Raoul Canivet, écrivait quelques jours après dans la *Réforme* un article très documenté, appréciant dans les termes les plus flatteurs la réponse du prince Sabaheddin Effendi.

Le digne fils de Damad Pacha, disait dans sa riposte à Sir Ed. Grey, que, très certainement, la théorie du panislamisme n'était pas un mythe, mais qu'elle n'était nullement la résultante du fanatisme comme beaucoup l'ont cru bien à tort.

Elle est, disait le Prince, lexpression d'un mécontentement général contre l'envahissement progressif de l'Europe. Le sentiment religieux étant plus fort en Orient qu'en Occident, toute politique visant un but général ne peut s'affranchir de ce facteur, sentiment d'ordre supérieur qui forme un trait d'union entre plusieurs centaines de millions d'êtres humains composés des éléments les plus hétérogènes.

Dans cette réponse, le prince Sabaheddin exposait comme on vient de le voir, de la façon la plus nette et la plus satisfaisante pour tous, la question du panislamisme. En terminant, le prince disait avec beaucoup de raison :

Il serait à souhaiter que l'Europe dans son action en Orient, se montrât plus respectueuse de la dignité humaine. C'est seu-

lement à cette condition que le progrès et la paix pourraient être assurés.

Un peu plus tard, le Prince adressa une lettre à la Chambre des Communes, pour exposer son programme de réformes et attester que la paix universelle serait grandement raffermie, le jour où les Puissances reconnaîtraient loyalement la devise de la Turquie libérale : *l'Empire Ottoman, aux Ottomans !*

De tous ces manifestes du prince Sabaheddin, celui qui eut en son temps le plus grand retentissement dans le monde politique, fut la lettre adressée à sir Ed. Grey et notamment, le paragraphe dans lequel il écrivait :

Le peuple turc, noble entre tous, porte plus d'attention à ce qui touche à l'intérêt général, au bien-être de tous, qu'à ce qui pourrait porter profit à chacun en particulier.

Le prince Sabaheddin, homme d'une vaste érudition et d'un clair jugement, entouré d'un groupe de Jeunes-Turcs affinés, n'a jamais conçu nul orgueil de sa brillante lignée. Sa famille peut se vanter d'avoir eu 32 empereurs dans ses ascendants, et lui cependant n'a jamais voulu connaître que les devoirs lui incombant, se faisant le serviteur du peuple, bien que placé par le sort, aux premiers rangs de la dynastie qui a constitué la Patrie. Sa noble fierté ne fut jamais inférieure à sa tâche, à ses espérances.

Nous exposerons plus loin l'objet de ses premières préocupations et les démarches qu'il fit dès son arrivée à Constantinople, après avoir rendu les derniers devoirs à son illustre et regretté père.



C'est le Dimanche 23 Août, qu'eut lieu au cimetière du Père La chaise, à Paris (section Musulmane) l'exhumation des restes mortels de l'illustre et grand patriote Damad Mahmoud Pacha. La triste cérémonie se fit en présence du prince Sabaheddin Effendi, de Mr Joseph Denais son fidèle ami, et de nombreux membres du Comité libéral, Musulmans et Chrétiens.

Voici les extraits les plus significatifs du discours prononcé par Mr Denais, sur la tombe de Mahmoud Pacha :

La confiance et l'amitié dont je fus honoré par Son Altesse Damad Mahmoud Pacha, pendant les dernières années de son exil volontaire, de son apostolat et de son martyr, me font un devoir d'apporter ce dernier hommage à sa dépouille mortelle, confiée pour quelques heures encore, à ce petit coin de la terre de France.

Qui mérita mieux le respect et l'admiration? Bien rarement l'histoire aura présenté cet exemple d'un grand de l'Empire tenu par sa situation personnelle à l'abri des calamités du pays, et se montrant assez généreux pour se décider à tout quitter, après avoir tout tenté, afin de travailler au salut de ses compatriotes, trouvant jusqu'à la fin, jusqu'à la mort, assez de forces, au milieu des tortures d'une maladie implacable, pour repousser les tentations, pour chasser les tentateurs.

— J'ai haï l'injustice, nous dit-il, en ses derniers temps, j'ai aimé la liberté, j'ai servi la Patrie : voilà pourqoi je meurs en exil !..

Cette grande bonté, cet amour des humbles qui, avec la véracité la plus sincère et l'intégrité la plus scrupuleuse, faisaient de sa personnalité une figure si sympathique, si supérieure, s'étaient plus d'une fois manifestés dans sa carrière publique. Pendant son trop court passage au ministère de la justice, ne l'avait-on pas vu refuser son traitement, pour que les petits fonctionnaires pussent toucher leurs subsides; Et ce faisant, comme il était loin des abus, que sa plume satirique et sa parole vengeresse dénonçaient au mépris public !

C'est pour crier la vérité au monde que le gendre d'Abdul Hamid quitta son palais du Bosphore, où rien ne contrariait son existence, c'est pour acquérir à son pays des sympathies, c'est pour soutenir pour encourager, pour éclairer ses compatriotes.

Le jour de Liberté si impatiemment attendu, si ardemment souhaité par Damad Mahmoud Pacha, ce jour dont, sans défaillance et sans répit, son fils aîné s'est efforcé, depuis neuf années de préparer et de hâter l'avènement, avec une abnégation si louable, un dévouement inlassable, ce moment semble enfin venu; trop tard, hélas! pour que le grand apôtre de la Liberté ottomane pût en saluer l'aurore.

La Constitution est remise en vigueur. Les réformes s'accomplissent. Dans quelques jours, nous rendrons à la Turquie les restes d'un de ses plus nobles enfants, de ses plus glorieux serviteurs. Au nom d'amis Français, je dépose, avec nos vœux pour l'avenir de la Turquie, cette palme des héros et des martyrs, sur les restes de S. A. Damad Mahmoud Pacha, en son honneur; et, sachant que je répondrai pleinement à ses

pensées, à ses désirs, en l'honneur aussi de tous les héros et de tous les martyrs connus et inconnus qui ont su se tenir debout, fermes, pendant la tourmente, qui ont souffert pour la Justice et qui auront été, comme lui, les libérateurs de leur Patrie.

Les restes mortels de l'exilé volontaire furent placés dans le cercueil pour le transport à Constantinople.

Le 26 Août, le corps fut embarqué à Marseille, à bord du *Sénégal* des Messageries Maritimes, à destination de Stamboul avec escales au Pirée, à Smyrne et aux Dardanelles.

Dès que le Prince Sabaheddin arriva de Paris, à sa descente du train, une délégation de la Colonie Arménienne de Marseille est venue le saluer et l'informer de son désir d'aller déposer une gerbe de fleurs sur la dépouille mortelle de Damad Mahmoud Pacha. Celle-ci a été transportée à bord du *Sénégal* et placée à la coupée du paquebot, recouverte du pavillon turc, du drapeau vert de l'Islam, d'une palme de bronze offerte au nom d'amis de France du Pacha et de gerbes de fleurs envoyées par les délégations turques, arméniennes et persanes.

Le *Sénégal* arriva le 30 Août, sur le tard au Pirée. Le navire fut aussitôt envahi par une foule de journalistes hellènes (ils sont nombreux à Athènes) et des visiteurs sympathiques de toutes les nationalités.

Ahmed Fazli Bey, secrétaire général du Comité, était arrivé expressément, ce même jour, de Constantinople au Pirée, pour assister à la réception faite au Prince qui était entouré de MMrs. le baron de Lormais et Joseph Denais, le publiciste parisien bien connu, ses collaborateurs et ses amis ; de MMrs. Santo-Sémo Bey, Zekki Bey, Sabri Bey, ses compagnons d'exil qui ont aussi contribué à la grande œuvre, ainsi que de MMrs. Mathéossian, père et fils, représentant le Comité Arménien de France. Se trouvaient également présents l'attaché militaire à la Légation, différents membres de la Colonie turque.

MMrs. Spiridés, président du Syllogue des Thraces, à Athènes et Joannidès, secrétaire, ont tour à tour présenté à Son Altesse leurs souhaits de bienvenue, auxquels le Prince fit une réponse des plus gracieuses.

Dans la cabine funèbre, abritant le cercueil de Damad Mahmoud Pacha, on avait déposé des fleurs blanches et rouges, symbolisant la jeune liberté ottomane.

Au nom des Thraces, Mr. le Conseiller Perdikidès demanda au Prince l'autorisation de déposer quelques fleurs au pied du cercueil. Puis, prenant la parole, il prononça en français la vibrante allocution suivante :

Mahmoud Damad,

Daigne agréer, toi qui fus le promoteur de l'indépendance politique de tout un peuple, ces quelques fleurs toutes fraîches écloses sur cette terre classique de la liberté qui te fut si chère et dont tu mourus victime.

Au nom de l'Association patriotique des Thraces et par devant ton auguste fils et digne continuateur de l'œuvre par toi ébauchée, ô grand mort, je dépose cette gerbe en témoignage d'admiration et de reconnaissance.

Des sanglots étouffés gagnèrent le Prince qui, serrant la main de Mr. Perdikidès, répondit textuellement comme suit :

L'âme de mon vénéré père se réjouit certainement en ce moment en voyant son œuvre libératrice glorifiée sur cette terre où naquit la Liberté. Merci, Messieurs; du fond du cœur, merci!

La chapelle ardente était recouverte de drapeaux français et sur le cercueil avaient été placés deux immenses drapeaux turc et grec.

Ces hommages à la mémoire de l'illustre protomartyr de la liberté ottomane une fois rendus, la foule, ayant le Prince à sa tête, se dirigea vers la gare. Un wagon spécial avait été gracieusement mis à la disposition de Son Altesse qui est montée à Athènes et s'est rendue à pied, suivie d'une foule immense, à l'Hôtel de la Légation Impériale Ottomane, magnifiquement illuminé.

Durant le parcours, le Prince a été l'objet d'ovations enthousiastes de la part du peuple athénien qui se découvrait respectueusement sur son passage. Le Prince n'a cessé d'exprimer à Mr. Perdikidès sa joie et son émotion pour la sympathique réception qui lui avait été faite et l'a prié d'être, auprès de ses compatriotes, l'interprète de sa très vive gratitude.

A la Légation, le Prince a été officiellement reçu par S. E. Nabi Bey, Ministre de Turquie, avec lequel il s'est entretenu vingt minutes environ, et par le personnel de la Légation, à l'exception de Sendreddine Bey, premier secrétaire.

Avec le même cérémonial, le Prince Sabaheddin a été reconduit jusqu'à bord par le personnel de la Légation et un grand nombre d'amis.

Le *Sénégal* a levé l'ancre vers 11 heures du soir, pour Smyrne et Constantinople.

Le Prince est un homme de 32 ans, petit de taille, aux gestes lents, à la physionomie douce et excessivement sympathique. Sa démarche est alerte, sa voix grave, son regard profond. A première vue on reconnaît immédiatement qu'on a affaire à un Prince de race et surtout à un homme d'une grande énergie et d'une volonté de fer.

A Athènes, le Prince Sabaheddin rend bien les sentiments que le peuple grec lui porte; il est profondément philhellène, d'un philhellénisme militant, et éprouve à l'égard de l'hellénisme une grande et sincère admiration. Son plus vif désir est de voir marcher Grecs et Turcs la main dans la main pour le plus grand bien de l'Orient. En Turquie, il souhaite une étroite collaboration de l'élément orthodoxe avec l'élément musulman, en vue du triomphe des idées libérales.

Son Altesse à exprimé à M. Perdikidès le désir personnel qu'il aurait de recevoir à Constantinople les excursionnistes athéniens dont le voyage, remis provisoirement, a été définitivement fixé aux premiers jours de Septembre (v.s.).

— Venez, a-t-il dit, nous vous recevrons en frères. Je tiens à ce que vous aimiez la Turquie comme moi j'aime la Grèce.

M. Perdikidès ayant demandé l'opinion du prince sur l'organisation éventuelle d'un grand concert grec à Constantinople, au profit des victimes du dernier terrible incendie de Stamboul, Son Altesse a répondu :

— L'idée est excellente et je vous en remercie au nom des sinistrés.

En quelques mots bien sentis, le Prince Sabaheddin exprima sa vive admiration pour l'immortelle Grèce, et déclara que l'hellénisme en Turquie constituait un élément précieux et indiscutable d'ordre et de progrès.

Il ajouta que la Grèce et la Turquie auront un grand intérêt à voir le nouvel état de choses se consolider dans une ère de fraternité.

Le jeune chef des libéraux turcs, fit comprendre à l'assemblée que le futur parlement respecterait tous les privilèges du patriarcat œcuménique. Une ovation indescriptible salua les paroles du respecté et aimé chef.



Du Pirée, le *Sénégal* se rendit à Smyrne. Outre les Turcs, tous les Hellènes firent au Prince Sabaheddin, une manifestation chaleureuse et sympathique, exprimant leurs sentiments d'admiration pour le grand patriote défunt.

Le Prince répondit par une courte allocution, disant combien il était touché de ces témoignages affectueux. Le Prince remercia tout particulièrement les Hellènes de leur loyalisme.

Mercredi, 2 Septembre, au matin, la dépouille mortelle fut transférée aux Dardanelles du *Sénégal*, à bord du *Principessa Maria* qui rentrait vers 7 heures 1/4 du soir dans le port de Constantinople.

Une députation s'était rendue dans la matinée du 2 Septembre à bord d'un bateau spécial aux Dardanelles, à la rencontre du *Senégal.* Le bateau 49 du Chirket Haïrié était parti à 6 heures 1/2 du pont jusqu'à la hauteur de San-Stefano à la rencontre du prince Sabaheddin, D'autres bateaux du *Chirket,* bondés de monde, étaient allés à la rencontre du prince Sabaheddin pour le saluer.

Le *Principessa Maria* entra vers 7 heures dans le port, escorté de sa brillante flottile, et, malgré l'heure tardive, les bateaux ancrés dans le port saluèrent des clameurs stridentes de leurs sirènes l'entrée du jeune tribun dans sa ville natale.

Il était, toutefois, trop tard pour que le Comité eût le temps d'appliquer son programme.

Le navire jeta l'ancre devant Top Hané. Ses illustres passagers débarquèrent aussitôt, mais le cercueil resta à bord.

Parmi les 26 bateaux qui étaient allés à la rencontre de la dépouille de l'illustre patriote et de son fils, le président du Comité libéral, 14 navires étaient hellènes et archibondés de Grecs. Jamais la sympathie et l'estime des Hellènes ne s'est montrée aussi éclatante, loyale et franche que dans cette grandiose manifestation, à ces différentes étapes.

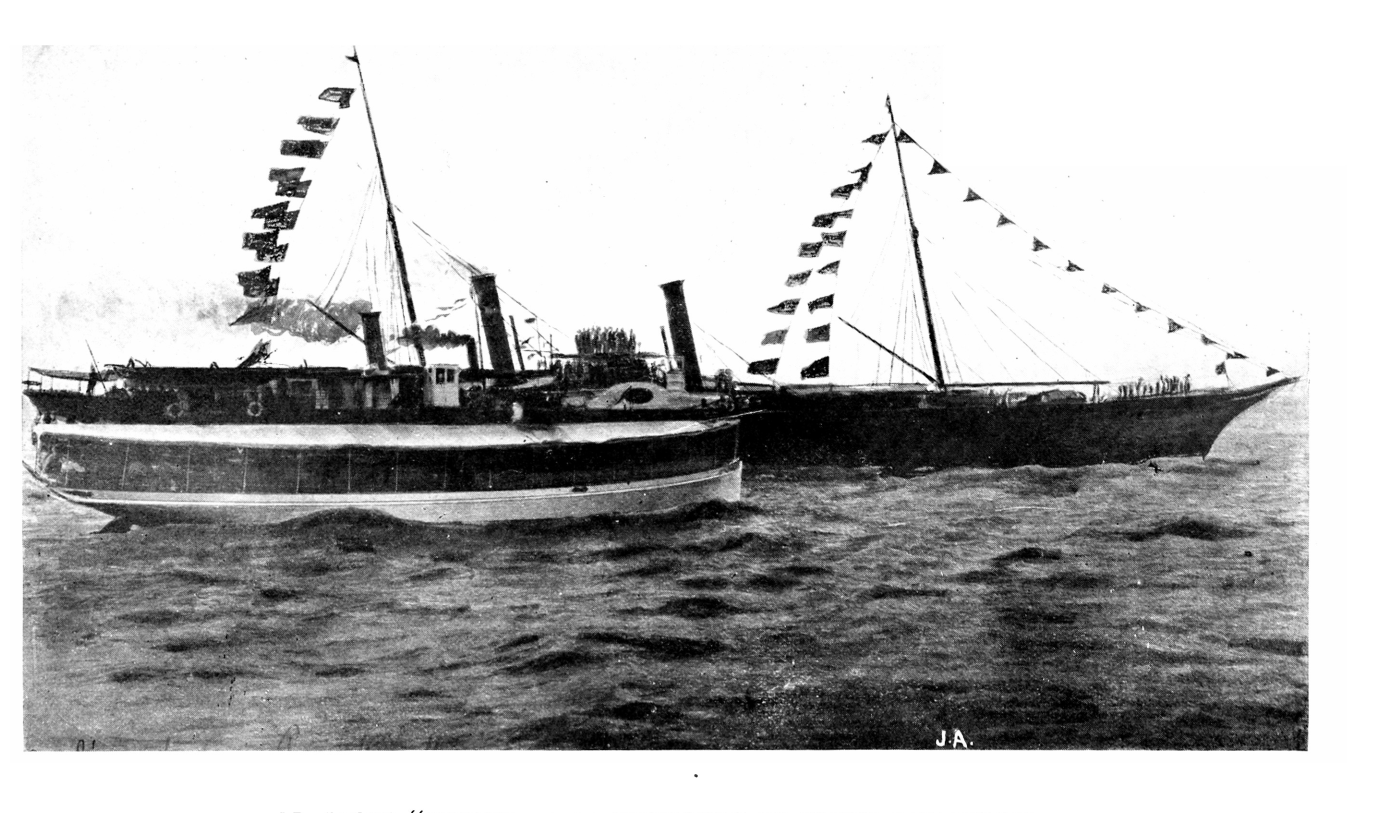
A San-Stefaho, le yacht *Izzeddin* à bord duquel prirent place le prince Loutfoullah fils cadet de Damad Mahmoud Pacha, les deux fils du Sultan Mourad V, ainsi que d'autres princes impériaux, et l'illustre Maréchal Fouad Pacha, traversa la flottille hellène acclamé par la foule et accosta près du *Principessa Maria* pour permettre aux princes de monter à bord.

Au moment de la rencontre de Sanié Sultane avec le Prince Sabaheddin la scène fut déchirante. La pauvre princesse se jetait dans les bras de son fils.

Le lendemain, eut lieu la cérémonie de la translation et de l'inhumation des restes de Damad Pacha, au grand cimetière d'Eyoub.

L'Amirauté avait mis à la disposition de la famille un grand nombre de mouches pour transporter le cercueil et les personnages invités.

A 11 heures précises, le cercueil a été transbordé du bateau roumain ancré au large en présence des Princes Sabaheddin et Loutfoullah, d'un grand nombre de personnages et des délégations des divers patriarcats, sur une mouche et débarqué à Tophané.



LE YACHT "IZZEDIN", A LA RENCONTRE DU PRINCE SABAHEDDIN

Le cercueil couvert de drapeaux ottomans, précédé et suivi par des imams et une foule considérable, a été transporté de cette localité jusqu'au corps de garde de Karakeuy, et replacé sur la mouche qui s'est dirigée vers Eyoub, suivie par une dizaine d'autres mouches contenant les invités, et portant toutes le drapeau en berne. A ce moment, le Prince Sabaheddin s'étant trouvé indisposé, par suite des fortes émotions qu'il avait eues, a dû rester au corps de garde et n'a pu se rendre à Eyoub.

Le cercueil a été débarqué à Ayvanseraï, et de là, porté processionnellement au cimetière.

Djemaleddin Effendi, Cheikh-ul-Islam conduisait le cortège.

Dans la foule, extrêmement considérable, on remarquait :

Le maréchal Fouad Pacha et son fils, Damad Férid Pacha, Saïd Pacha, fils du Grand Vézir, Osman bey, frère de Niasi Bey, Réchad Bey, membre du Conseil d'État, le docteur Nihad Bey, ami intime de la famille, et un grand nombre de personnages civils et militaires.

Le Patriarcat Arménien était représenté par l'archiprêtre Kalemkiarian.

Les magasins de Karakeuy, en signe de deuil, avaient fermé leurs devantures et mis leurs drapeaux en berne.

Au passage du cortège à la Corne d'Or, les équipages des navires de guerre saluèrent et les drapeaux furent mis en berne.

A L'Œuvre !

LE PROGRAMME DU CABINET KIAMIL PACHA
L'ŒUVRE DES RÉFORMISTES
LA FORTUNE DU SULTAN ET SES REVENUS — LES GRÈVES

Aussitôt après la formation du nouveau ministère, le Grand-Vézir, Kiamil Pacha, fit transmettre les ordres nécessaires à tous les départements pour hâter les projets de réorganisation.

Voulant ne pas perdre de temps, le Grand-Vézir réunit les ministres en Conseil, très peu de jours après. Il examina les projets de réformes préparés et présentés par les différents départements ministériels. Dans cette première séance, les ministres s'occupèrent des condamnés de droit commun, détenus en province et dans la capitale.

A la suite de quelques vols commis par des criminels imprudemment libérés, on dut arrêter ces malfaiteurs et les écrouer de nouveau. Certains avaient fait plus que de voler, ils avaient mis le feu dans plusieurs quartiers. Le grand incendie de Stamboul, qui détruisit plus de 2000 maisons, était, dit-on, l'œuvre de ces criminels servant inconsciemment ou de parti-pris, l'œuvre de la réaction. — De sévères enquêtes ne peuvent laisser aucun doute sur ce fait et, d'ailleurs, après cet épouvantable sinistre, on arrêta plus de cent incendiaires surpris en flagrant délit dans les faubourgs de Constantinople.

Ce fut seulement après la publication du programme du Cabinet Kiamil (nous l'exposons plus loin), que l'amnistie fut accordée à certains prisonniers par un Décret Impérial dont voici le texte :

Par décret impérial, les condamnés pour crimes de droit commun qui ont purgé deux tiers de leur peine et ceux qui ayant subi une condamnation à mort commuée en celle des tra-

vaux forcés à perpétuité sont détenus depuis plus de quinze ans, seront mis en liberté. Seront également relaxés ceux qui, condamnés à mort, n'ont eu encore aucune commutation de leur peine, quoiqu'ils soient détenus depuis plus de quinze ans et ceux aussi qui, se trouvant dans la même catégorie, devaient être jugés à nouveau.

En ce qui concerne les condamnés pour délits et crimes de droit commun qui ne sont pas arrêtés encore, ceux-ci ne doivent pas jouir de l'amnistie. Ils seront poursuivis rigoureusement.

Dans une autre circulaire, le même Ministère invite les autorités provinciales à faire comprendre par tous les moyens à la population que les droits que confère la Constitution à chaque citoyen comprennent la *liberté*, la *justice* et l'*égalité parfaite* qui sont prescrites aussi par le Coran et par les Hadits.

Le respect de ces principes s'impose donc à chacun. Les peuples de diverses races devront vivre en paix et, d'un commun accord, travailler pour le bien du pays. Ce sont notamment les populations des provinces éloignées et les tribus qui devront se pénétrer de ces principes.

***

Le Cabinet, après avoir discuté en séance les principales questions de réorganisation, de réformes applicables et, surtout, le texte de la loi sur les élections législatives, texte que nos lecteurs trouveront plus loin, publiait le Samedi, 15 Août, son programme dont voici la traduction :

Le Cabinet, appréciant réellement la haute valeur de la sollicitude impériale pour la remise en vigueur de la loi constitutionnelle, est résolu à gouverner conformément au texte de cette loi constitutionnelle — qui est conforme à la loi divine et à la loi naturelle — en sauvegardant entièrement les droits du Souverain, les droits du Conseil des Ministres et du Parlement, et les droits politiques et généraux de la population.

Pour mettre cette résolution à exécution, il n'y a pas possibilité d'attendre la modification — par les députés de la population — du système d'administration et de certaines lois de l'ancien régime. Pour les bases et plusieurs lois et règlements fortement établis par l'ancien régime et qui ne peuvent être appliqués actuellement, il est naturel de les mettre, jusqu'à ce qu'ils

soient réformés régulièrement, en concordance avec le texte et l'esprit de la Constitution. Tous les ordres, les proclamations, les instructions qui peuvent exister et qui n'ont pas pris une forme de loi et qui ne sont pas en concordance avec le texte et l'esprit de la loi constitutionnelle, doivent être considérés comme nuls et non avenus.

Et en attendant les réformes qui seront soumises à l'approbation de la Chambre des députés, le Cabinet dirigera les affaires gouvernementales, en les débarrassant des idées de l'ancien régime.

La modification des nouvelles lois en vigueur et l'élaboration des nouvelles lois et des nouveaux règlements nécessités par les besoins actuels demandent du temps, tandis que nous avons des travaux très urgents qui ne sauraient comporter le moindre retard et qui méritent par conséquent notre plus sérieuse attention.

Tout d'abord les opérations du Malié (finances) qui constituent le centre de l'action du gouvernement, étant fortement éprouvées depuis quelque temps par des incidents périodiques et variés, le maintien du *statu quo* est intolérable même pour quelques mois. Il importe donc de nous occuper d'une part à établir un budget rationnel pour l'exercice prochain et à relever, par un examen sérieux, tous les points des lois et règlements régissant la perception des impôts et droits qui ont besoin d'être rétablis et modifiés, d'autre part à rechercher, sans perte de temps, les moyens d'améliorer, dans la mesure du possible, l'état de nos finances. A cet effet, il y a lieu de limiter aux stricts besoins du service le nombre des fonctionnaires engagés dans les différents départements de l'Etat, dont l'encombrement ne faisait qu'entraver la marche régulière des opérations ; de réduire les appointements trop élevés et d'assigner des appointements provisoires aux employés mis en disponibilité, en attendant qu'ils soient titularisés à des postes en rapport avec leurs aptitudes, au fur et à mesure des vacances, afin de ne pas les priver des moyens d'existence et surtout de ne pas donner lieu au désespoir de milliers de familles, dans un moment où la joie brille sur tous les visages.

On contractera de faibles emprunts pour faire face aux besoins du trésor ; on réalisera le plus d'économies possibles et

compatibles, et l'on soumettra à l'approbation de la Chambre des députés, les mesures provisoires qui sont mises en délibération de même que les questions fondamentales.

Comme pour les départements civils, il est naturel que la même attention soit portée en vue des économies à faire, dans toutes les branches, des départements militaires. Mais l'Empire Ottoman étant une grande puissance, il ne sera pas oublié que pour maintenir sa position gouvernementale et son prestige et l'augmenter il ne le peut qu'avec une armée et une marine bien organisées. Et tout ce que notre patriotisme inspirera pour les mesures à arrêter, sera porté à la connaissance des députés de la nation.

Il n'y a pas à nier que les économies pourront jusqu'à un certain point alléger les charges du trésor. Mais, en principe, pour la bonne marche des affaires gouvernementales et pour donner la prospérité aux sections négligées par le gouvernement jusqu'ici il faudra encore des dépenses. Et si l'on prend en considération l'étendue du territoire ottoman et le chiffre de sa population, et si l'on compare ces éléments avec ceux des autres puissances civilisées, l'insuffisance des revenus actuels sera trouvée très évidente. En conséquence, d'une part, sans recourir à de nouveaux impôts, il a été reconnu nécessaire de réorganiser l'assiette des impôts et leur perception; et, d'autre part, en renouvelant les traités de commerce et en travaillant à la prospérité du pays, de faire profiter le trésor de l'augmentation progressive des revenus.

Jusqu'à présent, le manque de méthode de gouvernement pour les travaux publics, l'existence de certaines causes essentielles et subséquentes empêchant le progrès du commerce et de l'industrie, formaient une barrière au progrès. Grâce à Dieu, l'esprit de progrès a pénétré dans le pays ottoman, et en se basant sur l'égalité devant la loi et les devoirs de toutes les classes de la population et pour que les bienfaits de l'union soient profitables au gouvernement et à la nation, différents projets seront élaborés pour être présentés à la Chambre des députés. Ces projets concernent le commerce terrestre et le commerce maritime, l'industrie, les travaux publics, l'agriculture dans toutes ses branches.

Un des éléments qui constitue la richesse du pays est le droit de propriété. Ce droit est soumis actuellement à différents systèmes contradictoires; le crédit sur les immeubles est presque inexistant, ce qui est très nuisible; les réformes nécessaires seront étudiées et le nécessaire sera fait pour donner aux propriétaires la possession légale de leurs biens immeubles et en octroyant aussi à ces derniers leur valeur légale.

La richesse et la science ont besoin l'une de l'autre. Et il n'y a pas lieu d'insister que, pour rendre le pays aussi heureux et prospère qu'il le mérite, il faut y faire progresser la science.

Les questions d'instruction et d'éducation qui étaient jusqu'à présent envisagées d'une manière peu en rapport avec la dignité et la réputation du peuple ottoman, seront réformées par le nonveau cabinet sur les bases établies par la Constitution.

La loi constitutionnelle qui accorde le droit d'égalité aux Ottomans est en vigueur pour tous. Quant aux charges, également. Principalement elle étend le service militaire à toutes les classes de la population. En conséquence, l'admission aux Ecoles militaires des non-Musulmans étant nécessaire, les lois et les règlements voulus sont en préparation sur cette base.

Comme tous les Ministères, celui de la justice ayant besoin d'une réorganisation, les projets de loi refondant les lois existantes sont en préparation pour être soumis à l'approbation de la Chambre des députés; et sans toucher au principe fondamental de l'indépendance des tribunaux, la formation de ces tribunaux est à l'étude sur une base qui leur permettra de rendre la justice équitablement et à la satisfaction générale.

L'octroi au pays et à la nation de la remise en vigueur, par S. M. I. le Sultan, de la loi constitutionnelle est un événemeut honorable pour le gouvernement impérial, qui s'est attiré l'approbation de ses amis et des étrangers. Et il pourra garder cet honneur en consolidant l'ordre et la tranquillité à l'intérieur, en rendant la vie heureuse aux indigènes et aux étrangers et en répandant partout la confiance: car la protection de la loi fait le bonheur de tous. Ces questions d'ordre et de tranquillité étant de la plus grande importance, elles ne seront jamais perdues de vue.

Le gouvernement impérial est en bonnes relations avec tous les pays environnants ou amis. Il ne nourrit point de desseins cachés contre aucun d'eux. Sa politique extérieure n'ayant pour but que le maintien intégral de ses droits de souveraineté et des traités, de même que la sauvegarde du prestige de la nation, les relations étrangères seront basées sur ces principes et le gouvernement entretiendra de bons rapports avec tous les gouvernements étrangers.

Quelques sujets de pays étrangers jouissent en Turquie de privilèges, de droits, en dehors du droit général international, en vertu de conventions et de traités anciens (Capitulations). Le gouvernement travaillera à amener la suppression de ces privilèges avec le consentement des puissances intéressées.

Le gouvernement fera tous ses efforts pour que toutes les branches de l'administration inspirent une entière confiance à tous et pour faire admettre par les Etrangers eux-mêmes l'inutilité de leurs privilèges.

Le Cabinet qui a pris le gouvernement avec ces idées, est résolu à gouverner dans les limites de la loi constitutionnelle, et à faire administrer les vilayets avec ces mêmes idées. Et les conseils de S. M. I. le Sultan étant tous dans ce sens, le gouvernement se rendant bien compte de toute la difficulté de sa tâche dans le présent et dans l'avenir, se met au travail en implorant l'assistance divine.

***

Le programme du Cabinet Kiamil Pacha, fut accueilli à l'Étranger avec autant de faveur qu'en Turquie. Presque toute la Presse européenne rendit hommage aux sentiments de libéralisme dont il s'inspirait et à la modération qui en constituait la note dominante.

Il nous semble d'ailleurs que la principale préocupation de Kiamil Pacha, en rédigeant le programme du nouveau Cabinet, fut de donner pleine et entière satisfaction au peuple ottoman qui attendait impatiemment des améliorations et des réformes. Kiamil Pacha fit de son mieux pour satisfaire les populations qui avaient besoin d'un réconfort.

Le Grand-Vézir, approuvé par la nation, reçut les éloges de la Presse étrangère pour avoir hautement reconnu que le mal dont la Turquie souffrait depuis si longtemps, résidait dans la mauvaise gestion des finances et les vices du fonctionnarisme. Il convient, par surcroît, de le féliciter pour l'habileté avec laquelle il sut concilier les intérêts du peuple et les droits du Sultan.

Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons dit que les pauvres petits employés qui faisaient tout le travail des effendis et pachas grassement rétribués, ne recevaient, tout au plus, que cinq mois d'appointements dans le courant d'une année.

Le Cabinet libéral décida dès la première heure, la suppression de ces scandaleux abus. Un vigoureux coup de balai épura les bureaux. Quelques coups de ciseaux, opportunément donnés, élaguèrent les traitements des ministres démesurément grossis par le favoritisme. — Résultat : d'énormes économies et une retentissante popularité pour le ministère. Le prestige du Cabinet et le crédit extérieur du pays en sortirent également grandis.

On avait redouté des résistances ou des protestations, sur la question des capitulations, dont le nouveau gouvernement projette d'étudier l'abolition. Mais, sur ce point encore, la Presse européenne se montre conciliante et amie.

Elle admet sans discussion le principe de cette libération morale de la Turquie. Ce n'est plus qu'une question de temps et de sagesse. Le jour où le régime nouveau aura réussi à créer une situation rassurante pour les intérêts et régulière pour tous les services, les Étrangers reconnaîtront volontiers que leurs privilèges sont injustes autant qu'inutiles.

La Turquie est le seul pays où les Etrangers jouissent encore de tels privilèges... avec des obligations qu'on n'impose plus qu'à des nations sous tutelle, incapables d'administrer convenablement leurs affaires. C'est de la Turquie qu'il dépend de modifier cet état de choses et de la sagesse politique du peuple ottoman qu'il faut attendre son retour à sa pleine dignité de grande puissance, maîtresse chez elle et maîtresse de ses destinées.

***

Aussitôt après la publication du programme du Cabinet Kiamil Pacha, le Comité ottoman *Union et Progrès* poursuivit l'application des nouvelles réformes décidées.

Les Jeunes-Turcs ne reculèrent devant aucun sacrifice pour l'amélioration de la situation du nouveau gouvernement. Ils procédaient avec une hâte fébrile, allant toujours de plus en plus vite, semblant vouloir mettre en action le vieux proverbe : « Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud. »

Après un coup de balai très opportun, qui débarrassa ministères et administrations d'un bon nombre de fainéants; après avoir diminué de 35 et même 40 %, les traitements de certains hauts fonctionnaires ignorants, incapables et paresseux, mais vaniteux; les membres du

Comité libéral remplacèrent un grand nombre d'employés supérieurs par leurs subordonnés de la veille, par les modestes bureaucrates qui, avec beaucoup de fatigue et sans profit, faisaient toute la besogne des vukelas et effendis, rentés, gradés, décorés, engraissés par le favoritisme de l'ancien régime.

Cette lourde tâche accomplie (provisoirement du moins, car on n'avait pas encore parachevé le nettoyage définitif), on supprima tous les suppôts de la police secrète; ou renvoya les fonctionnaires sans autre fonction que de toucher de gras appointements.

Le régime constitutionnel ne pouvait s'arranger du maintien des sbires de la police dans la capitale. On indemnisa quelques espions du ministère de la police et du Palais, et on les embarqua, en les invitant poliment, ou à peu près, à aller porter leurs services ailleurs.

Le Comité *Union et Progrès* ayant toujours pour premier objectif la réalisation de grosses économies et voulant néanmoins agir avec prudence s'occupa des dépenses excessives du Palais de Yildiz.

On avait préparé un programme. On commença à l'appliquer article par article. Ce programme n'était que l'expression de la volonté du peuple ottoman.

Le Sultan mit beaucoup de condescendance à satisfaire ces désirs et de son propre mouvement promulgua un premier Iradé Impérial ordonnant la suppression immédiate du coquet théâtre de Yildiz Kiosk.

S. M. I. Abdul Hamid Khan fit appeler l'impresario qui est en même temps un excellent comique d'origine Napolitaine, et lui dit qu'il en avait assez du théâtre et le licenciait avec toute sa troupe, composée de cinquante artistes, la plupart Italiens. Il accordait à sa troupe comme indemnité doubles appointements. Le général D'Aranda Pacha chef d'orchestre de la Musique Impériale privée du Sultan a été également licencié avec trois cents musiciens sur l'ordre du Sultan, dont six Allemands, un Espagnol.

Les contrats d'engagement ont été dissous à l'amiable. Tous ces artistes musiciens ont signé une déclaration pour solde et toute réclamation à ce jour. C'est grâce aux mesures énergiques prises par le Comité *Union et Progrès* qu'on arriva à une bonne entente à l'amiable afin de ne pas avoir plus tard des procès.

Sur une proposition faite à Sa Hautesse par le Comité *Union et Progrès,* proposition qui fut acceptée, on réduisit de quarante pour cent, le nombre des employés de la Liste Civile, recevant d'énormes émoluments.

Les succursales des écuries Impériales à Kiathané et Malta furent supprimées. Plusieurs *tchifliks,* tels celui de Thifteler à Beylik-Keupru, à Brousse et plusieurs autres furent rattachés aux services de l'État. Les chevaux furent envoyés aux haras du Ministère de la guerre.

Dès le lendemain, le Sultan promulguait un deuxième Iradé, ordonnant à la Chancellerie Impériale de licencier la grande majorité des aides de-camp.

En conséquence, le 20 Août, la Chancellerie communiquait à la Sublime-Porte une note contenant les noms de soixante-quatre aides-de-camp de tous grades, congédiés par ordre du Sultan.

Quelques jours après, une centaine d'autres *yavers* (aides-de-camps) étaient remerciés, en sorte que le nombre primitif de deux cent quatre-vingt-dix « yavers » se trouva rapidement réduit à une trentaine.

Tous ces officiers, qui ne faisaient autre chose que de parader au Palais furent réintégrés dans les cadres de l'armée active.

Le Souverain lui-même reconnut que dans les cuisines Impériales, il y avait un énorme gaspillage et de son propre mouvement signala les économies à réaliser. C'est ainsi qu'on réduisit la ration de mille ocques de beurre par jour à deux cent cinquante et proportionnellement pour la viande, les légumes et les autres produits destinés aux Palais de Yildiz.

Ceci n'était rien encore. Une question préoccupait beaucoup plus les Jeunes Turcs : celle de la Garde Impériale, comprenant de seize à dix-huit mille hommes. On avait proposé au Sultan de réduire cette petite armée à mille hommes, contingent plus que suffisant pour la garde personnelle du Sultan.

Tout d'abord ces soldats bien nourris, bien payés, touchant constamment de larges gratifications, avaient refusé de prêter serment à la Constitution ; non qu'ils fussent hostiles au nouveau régime, mais parcequ'ils auraient cru se parjurer.

Voici le raisonnement qu'ils tenaient :

« Nous avons prêté serment de fidélité au Sultan lorsque nous sommes entrés à son service ; aujourd'hui on nous demande de prêter serment à la Constitution ; nous voulons bien de la Constitution et nous y adhérons, mais nous croyons qu'en prêtant ce serment nous annulerions, nous violerions le premier. »

Le Comité *Union et Progrès* n'a pas insisté, d'autant plus que ces braves gens ne sont pas aussi redoutables qu'on le croit, et que le cas échéant, on en aurait vite raison. Armés, ils ne tiendront pas longtemps devant des troupes régulières, parce que, n'ayant jamais fait de manœuvres ils ne savent pas se servir de leurs armes. Du reste, leurs compatriotes en Albanie les ont avertis :

« Si vous faites la moindre chose contre le nouveau régime, c'est à vos familles qui sont ici que nous nous en prendrons. Vos femmes et vos enfants payeront pour vous. »



S. M. I. LE SULTAN ABDUL-HAMID KHAN II.

LA CÉRÉMONIE DU SELAMLIK DU 14 AOUT 1908.

***

Pour en revenir à ce que nous disions sur la Garde Impériale, il fut décidé (bien entendu de commun accord avec le Sultan) que Sa Hautesse irait habiter quelque temps son coquet petit palais de Beïkos ou celui de Beylerbey et réduirait ensuite progressivement la Garde Impériale de manière à éviter toute manifestation de mécontentement probable ou quelque mutinerie possible, puis enverrait ces braves gens cultiver leurs champs patrimoniaux au pays natal.

Toutes ces économies voulues et réalisées par les réformistes représentaient de gros revenus, pour le Trésor. — Les Caisses de l'Etat, étaient en effet presque vides en raison des dépenses excessives et du gaspillage insensé qu'imposait au Gouvernement l'entretien de la police secrète et de fonctionnaires inutiles, émargeant au budget pour 14.000.000 de Livres Turques, au minimum.

Izzet Pacha, les Melhammé, Zia Pacha, Tahsin Pacha n'ignoraient rien de ce gaspillage, non plus que leurs accolytes, au nombre de 500 pour le moins, qui pourraient écrire un jour des mémoires fort curieux et d'un extrême intérêt.

A ces économies très appréciables, on put bientôt joindre une source de revenus beaucoup plus importante. Le Souverain céda au Ministère des Finances une partie de ses propriétés *Vakoufs* tombées en déshérence.

Ces domaines faisant retour à l'Etat représentent un revenu annuel d'environ 400.000 Livres Turques.

Le Padichah ordonna de conclure avec ces importants revenus pour garantie un premier Emprunt de 5.000.000 de Livres Turques, dont quatre millions pour l'Etat et 1.000.000 pour la liste civile.

Le Ministère de la liste civile remit aussitôt une liste des propriétés immobilières abandonnées à l'Etat par le Sultan. Mais, peu de jours après (et cela malgré le démenti de tous les journaux officieux et des personnages officiels), tandis qu'une entente se poursuivait *souss pouss* (en silence) entre le Sultan et le Comité *Union et Progrès*, le Souverain accorda directement à l'Etat la somme de 4.000.000 de Livres Turques.

Dès le commencement des négociations, certains journaux avaient mentionné la nouvelle. Ils furent contraints de la démentir, l'accord n'ayant pas été conclu entre les parties. On se borna à déclarer que la fortune personnelle du Sultan n'excédait pas la somme de 1.400.000 Livres Turques.

***

Il y aurait encore pour nous de belles pages à écrire, sur l'œuvre admirable du parti de la Jeune-Turquie ; sur la sagesse, l'ardeur patriotique, l'honnêteté scrupuleuse de ces hommes arrivés de la veille au pouvoir et dont la seule pensée, dans leur omnipotence, fut (on le vit bien alors), de prouver à l'Europe que la Turquie était digne de sa liberté reconquise, capable de se gouverner seule sous l'égide d'un gouvernement constitutionnel, juste et libéral.

C'est un point spécial que nous traiterons dans un autre chapitre.

D'ailleurs, malgré les difficultés rencontrées dès les premiers jours, dans l'exercice de leur action gouvernementale, les Jeunes-Turcs surmontèrent victorieusement tous les obstacles d'essence politique ou sociale. Ce qui les préoccupa le plus tout d'abord, fut de régulariser le mouvement parlementaire. Nous avons pu constater par maints exemples que depuis la proclamation de la Constitution jusqu'à ce jour, ils ont accompli une œuvre considérable, utile et profitable au pays. Nous sommes certains qu'ils feront beaucoup plus encore à l'avenir.

Les nations européennes qui ont connu, au cours des siècles, les changements par lesquels ont passé ces temps derniers les Ottomans, n'ont pas hésité à envoyer leurs témoignages de sincère admiration à la Nouvelle Turquie ; admiration d'autant plus méritée que les membres du Comité *Union et Progrès* ont montré dans le succès autant de modération que d'énergie.

Les Jeunes-Turcs, il est vrai, se sont montrés impitoyables pour les séïdes de la camarilla diplomatique-administrative qui furent la honte de la Turquie. Mais leur clairvoyance ne se laissa pas prendre en défaut par les protestations des *hafiés* (espions) de l'ancien régime.

Ce qui est encore plus curieux, c'est que ces braves jeunes-Turcs, qui méritent les éloges du monde entier, écoutèrent alors, avec un scepticisme fait de clairvoyance, les hymnes à la liberté, chantés par les fabricants de faux complots et d'exécutions sommaires. Ils se sont contentés d'écarter dédaigneusement toute cette clique, évitant, ainsi que nous l'avons dit au début de cet ouvrage, des représailles qui auraient risqué de donner aux coupables les apparences de victimes. Ils ont superbement méprisé les mauvais gouvernants dont ils voulaient se débarrasser, purifiant l'atmosphère morale par un bouleversement complet. Tous les modes d'activité précédemment interdits s'exercèrent avec une ardeur d'autant plus grande, qu'une longue inaction avait accumulé des trésors d'énergie. Grâce aux admirables mesures prises par la Jeune-Turquie libérale, il est aisé de prévoir que le commerce et surtout l'industrie prendront un essor extraordinaire, d'autant plus grand que les richesses naturelles de l'Empire Ottoman sont inépuisables.

Les Jeunes-Turcs savaient trop bien pour jamais l'oublier, tout ce que la Turquie doit aux Étrangers pour les finances, les travaux publics, l'armée et la marine. Ils se souvenaient aussi de l'accueil hospitalier et de la protection reçus par leurs Comités, chez les nations occidentales. Imbus, par surcroît des idées et principes de Gouvernement des peuples libéraux européens, ils voulurent en faire eux-mêmes l'application à leur pays.

Aly Kemal Bey, l'écrivit fort bien dans *l'Ikdam*. Il s'éxprimait ainsi :

On nous compare aux Japonais. En effet, les Turcs possèdent les diverses bonnes qualités des Japonais : loyauté, bravoure, abstinence, amour de l'égalité. Avec ces vertus, jointes à celles des Occidentaux, un peuple peut parvenir au plus haut degré de civilisation. Il faut se garder d'imiter aveuglément tout ce qui se fait en Occident. Il y a, par exemple, l'alcoolisme et le paupérisme, deux grands fléaux de l'humanité. Il faut les éviter avec horreur et n'adopter de l'Europe que ce qui est bon.

***

Pour en revenir encore une fois à la fortune personnelle du Souverain et aux dilapidations de l'ancien régime, rapportons quelques faits : — Un journal de Péra avait préparé l'institution d'une chambre ardente qui aurait eu pour mission de statuer sur le cas de tous les ministres-fonctionnaires et dignitaires malversateurs, prévaricateurs, concussionnaires, grands voleurs devant l'Eternel ! L'idée fut trouvée bonne en soi. Dans la pratique, on préféra s'épargner des lenteurs et des frais, quelque effet salutaire que dût produire d'ailleurs, on le reconnaissait, la constitution d'une chambre ardente. On traita donc de gré à gré, comme nous l'avons dit, avec le Serasker Riza Pacha qui restitua 100.000 livres en espèces sonnantes et autant en immeubles.

Quant à la fortune de Sa Hautesse, le *Servet i Fumoun* l'avait évaluée à 25 ou 30 millions de livres turques (environ 700.000.000 de francs). D'après les autres journaux turcs et la Presse de Londres et de Berlin, cette fortune atteindrait la somme colossale de 75.000.000 de livres turques !

Le Sémaphore, de Marseille, donnait de son côté les détails suivants :

Quand Mr. Forster était directeur-général de la Banque Ottomane, c'était lui qui était chargé de placer en Europe les

fonds du Sultan et comme cela, naturellement, ne pouvait s'effectuer sans que quelque indiscrétion se produisît, on savait, à l'époque, que la fortune du Padischah s'élevait à environ 300.000.000 de francs. Après la mort de Mr. Forster, ce fut son ancien subordonné à la Banque Ottomane, Agop Effendi, devenu ministre de la liste civile — et, en mourant, ministre des finances — qui s'occupa de la gérance de la fortune impériale. Et les dépôts continuaient à affluer en Angleterre, en France et en Allemagne. Pendant la guerre turco-grecque, les coffres de l'Etat étaient absolument vides et, cependant, toutes les dépenses de la campagne furent payées recta : c'était le Sultan qui fournissait les fonds.

Cette nouvelle démentie tout d'abord fut officiellement confirmée plus tard. Les nouveaux journaux turcs en parlèrent avec force détails.

En vertu de la Constitution, et même d'après les deux ou trois budgets que le gouvernement a fait publier, le Sultan n'avait pour suffire à ses dépenses, à celles de son harem, etc., qu'une modeste liste civile variant de 17 à 14.000.000 de francs. En réalité, il avait à sa disposition tous les revenus de l'Empire. Chaque fois que le Palais avait besoin d'argent, tel ou tel département recevait l'ordre d'expédier à Yildiz la somme requise et celle-ci était passée dans la comptabilité sous une rubrique quelconque.



Pendant que les membres du Comité *Union et Progrès* étaient encore dans la fièvre et l'enthousiasme que leur causait la joie de vivre une période héroïque et historique, quelques difficultés surgirent. Les réformateurs se trouvèrent aux prises avec les réalités quotidiennes et terre-à-terre; avec les tracas du Gouvernement, les difficultés locales, les questions de personne. Un peu de tous côtés surgissaient des sources d'embarras et de conflits. C'était à prévoir. Les peuples, quand on leur octroie brusquement des libertés auxquelles ils sont inaccoutumés et mal préparés, se défendent difficilement de la tentation d'en abuser.

Le Comité ne se laissa pas surprendre ni déborder par les événements. Il y en eut d'assez graves.

Aussitôt après la proclamation de la Constitution des grèves éclatèrent un peu partout. Ce furent d'abord les ouvrières et ouvriers de la Régie des tabacs, à Djoubali, qui abandonnèrent le travail. La

direction dut, dès le premier jour, menacer les ouvriers d'un *lock-out* général et sans merci. En attendant, le tabac de contrebande se vendait librement dans les rues.

Grâce à l'intervention du Comité *Union et Progrès*, satisfaction fut donnée aux réclamants. On leur accorda une augmentation de salaire et une diminution des heures de travail.

Mais alors, et tour à tour, ce furent les employés de la Société des Tramways; puis les *hammals* (portefaix) de la Douane; puis les portefaix de la Douane et des Docks qui refusèrent le travail et, après eux, les employés des Chemins de fer d'Anatolie, des Chemins de fer orientaux de la ligne Smyrne-Aïdin, etc.

Ces miséreux demandaient un accroissement de salaire, alléguant qu'ils n'avaient pas été augmentés depuis huit ans, tandis que par contre, les heures de travail s'allongeaient indéfiniment.

Les employés du Chemin de fer d'Anatolie réclamaient, par surcroît, le renvoi de Mr Huguenin, directeur général de la Compagnie.

Ce n'était pas tout.

Les typographes des imprimeries françaises se mirent en grève pendant quatre jours et, durant cette période, les journaux français, anglais, italiens, durent suspendre leur publication.

A Brousse, il y eut une émeute, le populaire étant convaincu que la Constitution l'exonérait de tout impôt, de toute taxe : on dut envoyer un bataillon de chasseurs pour mettre l'ordre. A Smyrne, à Salonique, à Beyrouth, les ouvriers ont immédiatement proclamé que la Constitution — quoiqu'elle soit muette à cet égard — leur donnait le droit de grève et ils avaient commencé à en user, ce qui ne laissa pas de mettre le gouvernement dans un grand embarras. En effet, ces grèves ne visaient que des sociétés européennes et n'affectaient nullement l'industrie indigène proprement dite régie par les Esnafs, qui sont en Turquie, ce que les corporations étaient en France sous l'ancienne monarchie. Sans doute, les revendications des travailleurs pour une augmentation de salaire étaient des plus justes en principe, car ils étaient misérablement payés et le coût de la vie a crû à Constantinople et dans les grands centres dans des proportions qui ne se voient en aucun autre pays.

Mais la grève des Chemins de Fer d'Anatolie avait un autre caractère.

Mr Huguenin, directeur-général du Chemin de fer d'Anatolie, que l'auteur connut en 1888, simple petit comptable de feu Mr Sarrazin, directeur-général des Chemins de fer Orientaux, Mr Huguenin, qui était alors modeste employé aux appointements de 14 livres turques, par mois, se vit en 1891, appelé à Haïdar Pacha, par Mr Otto Von Kuhlman, dont il devint le « bras droit »

Mr Edouard Huguenin est un homme instruit, intelligent, énergique, de grand avenir.

Mais la Colonie allemande de Constantinople ne voulait pas entendre parler de lui. Une campagne acharnée fut engagée contre lui dans la Presse de Constantinople et des correspondances furent adresseés aux journaux d'Europe, représentant notre excellent ami Huguenin comme un germanophobe enragé.

A peine commencée, la campagne cessa, le chancelier de Bulow ayant fait appeler les directeurs de ces journaux et leur ayant dit qu'en attaquant Mr. Huguenin ils allaient contre les intérêts économiques de l'Allemagne en Orient, qui exigeaient que celui ci restât à la tête des entreprises industrielles allemandes en Turquie. Les adversaires de Mr. Huguenin ne se tinrent pas pour battus. Ne pouvant avoir les journaux allemands de leur bord, ils s'adressèrent à la Presse autrichienne et placèrent à Vienne leurs libellés. Les choses en étaient là quand, le 24 Juillet, le jour même de la promulgation de la Constitution. Mr. Huguenin partit en congé. Aussitôt, les bruits les plus extravagants furent propagés dans la ville: Mr. Huguenin a pris la fuite; il est le complice d'Izzet Pacha, avec qui il a détourné 8.000 livres turques selon les uns, 80.000 livres turques selon les autres, dans le chemin de fer du Hedjaz ou dans le chemin de fer de Bagdad, on ne savait trop lequel — à noter que Mr. Huguenin n'avait rien à voir dans le chemin de fer du Hedjaz et Izzet rien à démêler avec le chemin de fer de Bagdad. En même temps, à l'instigation de deux empoyés supérieurs du chemin de fer d'Anatolie, fervents pangermanistes, le personnel du réseau se déclarait prêt à se mettre en grève si on ne faisait pas droit à ses réclamations: augmentation de salaire et révocation du directeur-général, qualifié de « tyran ».

On télégrafia à Mr. Huguenin ce qui se passait; il se hâta de revenir, la tactique de ses adversaires se précisa alors et se démasqua tout à fait. Les ouvriers qui demandaient une augmentation de salaire, arguant qu'avec leur paye actuelle ils ne pouvaient vivre, se laissèrent entraîner à cette aberration de proposer de renoncer pendant six mois à toute augmentation, si le directeur général était révoqué et remplacé, comme ils le demandaient, par un Allemand.

Pendant ce temps, Mr. Huguenin s'était réfugié, sous bonne garde, à sa villa de Bostandjik. Il ne descendit à Péra, sur sa mouche à vapeur, que lorsque le Comité *Union et Progrès* eût trouvé moyen de mettre fin à une grève qui menaçait de prendre une grande extension. La majeure partie du personnel était en effet composé de quelques centaines de Kurdes, lesquels s'étaient mis d'accord avec leurs compatriotes au nombre de trente à trente-deux mille à Stamboul, gent

turbulente qui commençait à se livrer aux plus tumultueuses des manifestations.

Mr. Huguenin est Suisse, protégé français. Sa mère était propriétaire en Suisse d'une grande fabrique d'horlogerie renommée. Très jeune, il vint s'engager comme simple employé aux Chemins de Fer Orientaux. Grâce à ses talents personnels et à sa rare énergie, il franchit tous les échelons de la hiérarchie, devint secrétaire général de la direction et épousa Mlle Krebs, fille du directeur du contrôle des Chemins de Fer.

En 1890-91, il fut appelé par Mr. Otto von Kuhlman à prendre la Direction du Chemin de Fer d'Anatolie en remplacement de Mr. Seïfelder.

Sa haute intelligence, son tact vis-à-vis du personnel allemand, le firent nommer très rapidement Directeur du Chemin de fer d'Anatolie Il obtenait, en même temps, grades et décorations.

C'est un bel homme, de haute stature, à barbe grisonnante, toujours coiffé d'un « tube » reluisant. On le rencontre notamment chez Mme Auzière, où il préfère prendre ses apéritifs.

Viveur de grande allure, à la boutonnière toujours fleurie, de blanc aujourd'hui, de rouge demain, il prend ses déjeûners à la pâtisserie Lebon et Bourbon, de Péra, et quelquefois à la brasserie Suisse. Il est accompagné le plus souvent de Mr. Aristide Kyriacou Bey et parfois de l'excellent journaliste Régis Delbœuf.

Quand il était plus jeune, il assistait volontiers aux bals donnés par ses employés et même il ne dédaignait pas de faire faire un tour de valse aux femmes des garde-freins ou de ses aiguilleurs.

C'est on le voit le meilleur des hommes.

Nous croyons savoir qu'au moment où paraîtra cet ouvrage Mr. Huguenin se sera retiré du service, refusant de renouveler son contrat avec la *Deutche Bank.*

***

Pendant que la grève des Employés de Chemin de fer et celle des typographes étaient réglées pour le mieux, grâce à l'énergique et prestigieuse intervention du Comité *Union et Progrès*, les boulangers refusèrent le travail, demandant que le prix du pain soit augmenté et porté à 60 paras l'ocque.

Des manifestations eurent lieu devant les boulangeries closes. Le peuple réclamait du pain. C'est encore grâce à l'influence du Comité libéral que ce fâcheux mouvement fut enrayé sans que le prix du pain ait été augmenté.

Comment ne pas acclamer, admirer, l'œuvre des Jeunes-Turcs qui, par leur seule influence, surent maintenir l'ordre, tout en donnant pleine satisfaction aux mécontents ?

Que d'éloges ne méritent pas ces proscrits d'hier qui, de la veille au pouvoir, surent faire montre d'une merveilleuse compétence et ce qui était plus imprévu d'une expérience qu'on n'eut pas attendu même de vieux routiers.

Les hautes relations que les membres du parti Jeune-Turc avaient su se créer tant en Europe qu'en Turquie ; leur éducation parfaite ; la brillante instruction et l'élévation de sentiments qu'ils tenaient de leurs nobles familles, furent autant d'éléments du triomphe qu'ils remportèrent le 24 Juillet 1908, en consacrant leur vie, leur intelligence et leurs biens à la cause libérale et pour la gloire de la Patrie.

C'est pour ces raisons que l'Europe entière suit avec un si sympathique intérêt l'œuvre féconde et bienfaisante des Comités de la Jeune-Turquie.

Le Règne de la Loi

LA LOI SUR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LOIS SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES, SUR LA POLICE, etc., etc.

Nous avons dit déjà que, sans perdre un instant, aussitôt après la publication de son programme, le Cabinet Kiamil Pacha s'occupa de la réforme des lois en vigueur. Le premier texte revisé et publié, fut celui de la loi sur les élections législatives. C'est d'après les dispositions de cette loi, qu'ont eu lieu les dernières élections parlementaires dont nous donnons plus loin le compte-rendu.

Le texte étant ancien et les dispositions qu'il comporte ayant un caractère essentiellement transitoire, cette loi dut être profondément modifiée pour être mise en harmonie avec les nécessités de l'heure présente. Nous citons en appendice, à la fin de cet ouvrage, les changements adoptés.

Voici, à titre documentaire, quelques indications succinctes sur la nouvelle constitution, base du régime actuel.

Aux termes même de l'Iradé par lequel elle fut promulguée, c'est la réédition pure et simple de la Constitution donnée le 23 Décembre 1876, puis tombée en désuétude.

Cette constitution, œuvre de l'illustre vizir Midhat Pacha, comportait 119 articles groupés en 12 chapitres qui sont les suivants :

I. *De l'Empire Ottoman.* — II. *Du droit public des Ottomans.* — III. *Des Ministres.*— IV. *Des fonctionnaires publics.*— V. *De l'assemblée générale.* — VI. *Du Sénat.* — VII. *De la Chambre de Députés.* — VIII. *Du pouvoir judiciaire.* — IX. *De la Haute-Cour.* — X. *Des Finances.* — XI. *De l'administration provinciale.* — XII. *Dispositions diverses.*

Le texte de ce document est trop long pour être intégralement reproduit ici. Nous devons nous borner à donner un aperçu de ses principales dispositions.

D'après ce texte, Sa Majesté le Sultan compte au nombre de ses droits souverains les prérogatives suivantes:

Il nomme et révoque les Ministres et confère le grades, les fonctions et les insignes de ses ordres; il donne l'investiture aux chefs des provinces privilégiées, dans les formes déterminées par les privilèges qui leur ont été concédés; il fait frapper la monnaie; son nom est prononcé dans les mosquées pendant la prière publique; il conclut les traités avec les puissances; il déclare la guerre; il fait la paix; il commande les armées de terre et de mer; il ordonne les mouvements militaires; il fait exécuter les dispositions du Chéri et des lois; il fait les règlements d'administration publique; il convoque et proroge l'Assemblée générale; il dissout, s'il le juge nécessaire, la Chambre des Députés, sauf à faire procéder à la réélection des députés.

Tous les sujets de l'empire sont indistinctement appelés Ottomans, quelle que soit la religion qu'ils professent.

La qualité d'Ottoman s'acquiert et se perd suivant les cas spécifiés par la loi.

Tous les Ottomans jouissent de la liberté individuelle, à la condition de ne pas porter atteinte à la liberté d'autrui.

La liberté individuelle est absolument inviolable. Nul ne peut subir une peine quelconque, que dans les cas déterminés par la loi et suivant les formes qu'elle prescrit.

La Presse est libre dans les limites tracées par la loi.

Le domicile est inviolable.

L'autorité ne peut pénétrer de force dans le domicile de qui que ce soit, que dans les cas déterminés par la loi.

Nul ne peut être astreint à comparaître devant un tribunal autre que le tribunal compétent, suivant la loi de procédure qui sera édictée.

Le nombre des députés est fixé à raison d'un député sur 50,000 individus du sexe masculin, appartenant à la nationalité ottomane.

En cas de dissolution de la Chambre par Iradé Impérial, les élections générales doivent commencer en temps nécessaire pour que la Chambre puisse se réunir de nouveau, au plus tard, dans les six mois après la date de la dissolution.

Aucune disposition de la Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue ou délaissée.

A ces indications, nous joingnons le chapitre relatif à la Chambre des Députés, le Parlement, dans un Gouvernement constitutionnel étant le cœur du pays. Il en reçoit les éléments nutritifs qu'il lui retourne transformés en principes vitaux ; il en est l'émanation, l'essence. Il est donc d'absolue nécessité que tous les membres de ce corps y participent en proportion de leur force commune, ils doivent en bénéficier, selon leurs besoins. Sinon l'équilibre est rompu.

Comment a-t-on cru pouvoir rendre cet équilibre stable ? En réponse à cette question voici le texte de la constitution relative à la Chambre des Députés :

Art. 65. — Le nombre des députés est fixé à raison d'un député sur cinquante mille individus du sexe masculin appartenant à la nationalité ottomane.

Art. 66. — L'élection a lieu au scrutin secret. Le mode d'élection sera déterminé par une loi spéciale.

Art. 67. — Le mandat de député est incompatible avec les fonctions publiques, à l'exception de celles de ministre.

Tout autre fonctionnaire public, élu à la députation, est libre de l'accepter ou de la refuser mais, en cas d'acceptation, il doit résigner ses fonctions.

Art. 68. — Ne peuvent être élus députés :

1° Ceux qui n'appartiennent pas à la nationalité ottomane ;

2° Ceux qui, en vertu du règlement spécial en vigueur, jouissent des immunités attachées au service étranger qu'ils exercent ;

3° Ceux qui ne connaissent pas le turc ;

4° Ceux qui n'ont pas l'âge de trente ans révolus ;

5° Les gens attachés au service d'un particulier ;

6° Les faillis non réhabilités ;

6° Ceux qui sont notoirement déconsidérés par leur conduite ;

8° Les individus qui ont été frappés d'interdiction judiciaire, tant que cette interdiction n'est pas levée ;

9° Ceux qui ne jouissent pas de leurs droits civils ;

10° Ceux qui prétendent appartenir à une nation étrangère.

Après l'expiration de la première période de quatre années, l'une des conditions de l'éligibilité à la députation sera de savoir le turc et, autant que possible, écrire dans cette langue.

ART. 69. — Les élections générales des députés ont lieu tous les quatre ans.

Le mandat de chaque député ne dure que quatre ans, mais il est rééligible.

ART. 70. — Les élections générales commencent, au plus tard, quatre mois avant le 1er novembre, qui est la date fixée pour la réunion de la Chambre.

ART. 71. — Chaque membre de la Chambre des Députés représente l'universalité des Ottomans et non exclusivement la circonscription qui l'a nommé.

ART. 72. — Les électeurs sont tenus de choisir leurs députés parmi les habitants de la province à laquelle ils appartiennent.

ART. 73. — *En cas de dissolution de la Chambre par Iradé Impérial, les élections générales doivent commencer en temps nécessaire pour que la Chambre puisse se réunir de nouveau, au plus tard dans les six mois de la date de la dissolution.*

ART. 74. — En cas de décès, d'interdiction judiciaire, d'absence prolongée, de perte de la qualité de député résultant d'une condamnation ou de l'acceptation de fonctions publiques, il est procédé à un remplacement, conformément aux prescriptions de la loi électorale, et, dans un délai tel, que le nouveau député puisse exercer son mandat, au plus tard, dans la session suivante

ART. 75. — Le mandat des députés élus pour remplir une place vacante ne dure que jusqu'aux prochaines élections générales.

ART. 76. — Il sera alloué par le Trésor à chaque député 20.000 piastres par session et ses frais de voyage pour l'aller et le retour.

Le chiffre de ces frais sera établi conformément aux dispositions du règlement qui régit les indemnités de route payées aux fonctionnaires civils de l'Etat, et calculé sur la base d'un traitement mensuel de 5.000 piastres.

ART. 77. — Le président et les deux vice-présidents de la Chambre des députés sont choisis, par Sa Majesté le Sultan, sur

une liste de neuf candidats élus par la Chambre, à la majorité des voix, dont trois pour la présidence.

La nomination du président et des vice-présidents a lieu par iradé Impérial.

Art. 78. — Les séances de la Chambre des députés sont publiques.

Toutefois, la Chambre pourra se former en comité secret si la proposition en est faite par les Ministres, ou par le président, ou par quinze membres, et si cette proposition est votée en comité secret.

Art. 79. — Aucun député ne peut, pendant la durée de la session, être arrêté ou poursuivi, sauf le cas de flagrant délit, que sur une décision prise par la majorité de la Chambre accordant l'autorisation de poursuivre.

Art. 80. — La Chambre des députés discute les projets de loi qui lui sont soumis.

Elle adopte, amende ou rejette les dispositions concernant les finances ou la Constitution.

Elle examine en détail, les dépenses générales de l'Etat comprises dans la loi du budget et en arrête le montant avec les ministres.

Elle détermine également, d'accord avec les ministres, la nature, le montant et le mode de répartition et de réalisation des recettes destinées à faire face aux dépenses.

Le premier Parlement devant s'ouvrir le 1/14 Décembre, on avait procédé aux élections comme en Occident. Le Comité Jeune-Turc d'alors s'était donné beaucoup de peine pour expliquer à la masse ignorante comment on procède à des élections législatives. On craignait malgré tout ne pouvoir arriver en temps utile pour permettre l'ouverture du Parlement à la date fixée. On y réussit grâce aux sacrifices et à l'énergie des membres du Comité.

En Macédoine, on commença par désigner des gens fort capables de se plier à la discipline des débats parlementaires et qui constitueront un des éléments les plus laborieux de la nouvelle Chambre.

Par contre, dans les campagnes, la Commission itinérante, à la recherche de dignes représentants de l'opinion publique, eut fort à faire pour en découvrir et arriver à une entente, entre électeurs et candidats.

Dans l'Albanie, certains chefs briguant les suffrages de leurs concitoyens ont été élus. Ce sont de riches propriétaires, instruits, cultivés, adroits, ayant manifesté ces derniers temps un grand sens politique.

Ces chefs albanais ont tous de rares aptitudes militaires. Ce sont des hommes de capacité, entreprenants en affaires, amis de l'ordre et du progrès, qui exerceront une heureuse influence en ce sens sur leur entourage.

Les Albanais sont en majorité de bons ouvriers. Les Tosques valent les Carniolans dans tous les travaux du bois ; les filigranes d'argent et la sculpture sur bois des ouvriers de Prizrend et de Diakovo témoignent d'une grande habileté. Il ne manque à l'Albanais qu'une direction judicieuse et ferme et de bonnes écoles pour être le premier peuple de la Macédoine.

Quant aux populations chrétiennes de l'Albanie, la Jeune-Turquie avait décidé, en principe, de demeurer neutre à leur égard, à la suite d'une vive agitation survenue dans leurs Comités, en raison des difficultés d'abandonner la politique suivie jusqu'à ce jour.

Grâce à cette sage réserve du Comité *Union et Progrès* le succès couronna ces efforts.

Pendant qu'on procédait aux élections législatives, le Cabinet invitait toutes les communes et districts à procéder aux élections municipales.

Les Municipalités de Constantinople furent réorganisées, chacune d'elles ayant un Conseil dont le président et les membres ont été nommés par le suffrage universel.

Pour prendre part à ces élections on devait remplir les conditions suivantes :

Être habitant de la même ville, sujet ottoman, âgé de 25 ans, posséder les droits civils et politiques, n'avoir subi aucune condamnation infamante, payer dans la contribution foncière une cote, au minimum de 50 pts en province et de 100 à Constantinople.

Pour être éligible, on devait, en outre des conditions requises en ce qui concerne la nationalité et le domicile, savoir parler le turc, payer annuellement un impôt foncier au minimum de 100 piastres en province et de 250 piastres à Constantinople, n'avoir aucun emploi au service de la municipalité, de la police et de l'armée ni aucune charge de magistrat dans le lieu de son domicile, ni être intéressé dans les constructions de l'Etat comme entrepreneur ou comme caution.

Les élections municipales commencent chaque année au mois de janvier et se terminent fin février.

Les imams, prêtres et moukhtars, désignent 2 personnes possédant les qualités d'électeurs. Sur 20 personnes ainsi désignées et con-

voquées à la mairie, on choisit les 10 qui forment le Conseil électoral sous la présidence du maire Cette assemblée dresse une liste d'éligibles comme Conseillers municipaux d'après le registre foncier. Cette liste est affichée sur les murs des quartiers. Toute opposition à l'élection d'un ou de plusieurs candidats, doit être portée dans la semaine devant l'Assemblée électorale qui décide d'urgence. Sa décision est susceptible d'appel à Constantinople, devant le Conseil de la préfecture de la vile et en province devant le Tribunal de première instance qui statuent dans la huitaine. Toutes ces opérations terminées, les élections commencent le 1er Février. Chaque électeur écrit le nom d'un des candidats sur un bullettin qu'il signe et jette dans une urne. Le 10 Fevrier, l'urne est ouverte devant l'Assemblée électorale, les votes sont comptés et les noms des élus communiqués, à Constantinople, à la Préfecture de la ville, et en province, au Conseil administratif, qui les inscrivent sur un registre spécial. Les nouveaux Conseillers reçoivent alors leur mandat. Les noms des candidats qui no'nt pas réussi mais qui ont obtenu le plus de voix après ceux élus sont inscrits sur un registre pour être appelés à remplacer les Conseillers décédés ou retirés pour une cause quelconque. Ils exercent le mandat jusqu'à la fin de la session.

***

Entre temps, les journaux hellènes paraissant en Turquie, publiaient une note identique exposant les revendications de la nation grecque dans la situation nouvelle, à la suite du changement de régime transformant l'absolutisme de l'Empire en Gouvernement constitutionnel.

Les revendications formulées pouvaient se résumer ainsi : les divers peuples établis en Turquie ne devaient pas se fondre pour former une seule unité *turque,* mais constituer une unité effective et indissoluble de l'Etat obtenu dans des conditions déterminées.

Pour atteindre le résultat désiré, il faudrait, disaient nos confrères de la Presse hellène, supprimer la distinction jusqu'à ce jour en vigueur de peuples divisés en *Mouslim* et *gaïri Mouslim* (Musulmans et non Musulmans), distinction qui, forcément, engendrait deux camps religieux, rivaux et hostiles.

« La véritable égalité constitutionnelle exige, ajoutaient les journaux hellènes, la reconnaissance dans l'unité de l'Etat de l'existence nationale de chaque peuple et la reconnaissance à chacun d'eux de droits égaux, en proportion de leur force numérique et de leur contribution morale et matérielle au développement et à la consolidation du pays.

« Avant tout, il doit être bien compris que, dans l'Empire Ottoman vivent des peuples comme les Grecs qui depuis trois mille ans, ont conservé leur nationalité intacte, qui ont une histoire et des traditions ininterrompues. La seule union possible est donc celle de l'Etat, basée sur la sincérité de l'existence nationale et du progrès de chacun de ces peuples.

« Toute tendance vers une seule unité ethnique par la violence morale ou matérielle, ne produira aucun résultat ; au contraire, elle deviendra funeste au point de vue de l'unité de l'Etat. Il s'ensuit donc que les droits et les privilèges acquis à la Nation Grecque depuis des siècles, privilèges que le conquérant a reconnus et ratifiés à son chef national ont constitué un symbole pour ainsi dire de la légitimation de la conquête ottomane et de la vie paisible et amicale des Grecs et des Ottomans. Ces privilèges et ces droits devront être entièrement respectés dans les limites prescrites par le Hatti-Humayoum de 1856 et la Constitution de 1876.

« La véritable unité dans un Etat composé de peuples de diverses races, exige que chacun d'eux soit représenté d'après sa force numérique dans le Parlement, dans le Gouvernement et dans les fonctions publiques. Dans l'Empire Ottoman, les Grecs forment un appoint de 6 1/2 sur une population totale de 25 millions. Ils doivent donc être représentés proportionnellement à leur nombre à la Chambre et au Sénat. La Presse grecque suivra une politique sincère ayant pour but d'arriver à une entente jusqu'à la dernière limite, en défendant les droits que confèrent à la Nation Grecque les traditions et l'égalité politique. Forte de l'appui de la nation, elle s'efforcera de réunir au *statu quo* néo-turc le *statu quo* néo-grec pour remplir toutes les obligations qu'impose le changement de gouvernement et contribuera de tous ses efforts à la renaissance de l'Empire. »

A cette déclaration de la Presse hellène, touchant les justes revendications de la Nation Grecque en Turquie, la Presse turque répondit favorablement, déclarant hautement qu'aucun fait nouveau ne s'était produit de nature à laisser croire que la Turquie ne persévèrera pas dans ses efforts et qu'aucun doute ne pouvait être exprimé sur ses intentions libérales.

Les journaux de Turquie continuaient ainsi :

« En ce qui concerne l'absorption de l'élément grec par l'élément turc, qui croirait jamais que ce que les Turcs n'ont pas tenté aux époques anciennes, ils le feraient aujourd'hui, alors que, imbus de nouvelles idées de civilisation, il est prouvé à tout le monde de quelles intentions sincères ils sont animés dans l'œuvre qu'ils ont entreprise ? .

« Nous voulons seulement que l'on nous reconnaisse le droit de nous opposer à toute tentative étrangère de troubler l'harmonie entre les divers peuples qui vivent dans ce pays.

« Les revendications des Grecs, en ce qui concerne leur représentation au Parlement, ne peuvent jamais être mises en doute.

« Rien ne peut les empêcher de se faire représenter à la Chambre et au Sénat dans la proportion de leur force numérique. D'ailleurs, ce droit leur est assuré par la Constitution même.

« Reste la question des privilèges. Nos frères Grecs doivent être convaincus qu'une nation qui proclame l'égalité parmi tous ses divers éléments ne peut pas permettre que, sous prétexte d'un droit de supériorité, on veuille poursuivre dans son sein la réalisation de certains projets particuliers. »

Ce fut après cette loyale déclaration de la Presse Ottomane que, dans la première quinzaine de Septembre, on procéda aux élections municipales.

A Péra, à Tatavla, à Galata, les Grecs tenaient le record.

La place nous fait défaut pour raconter toutes les péripéties des élections municipales, mais nous en rapporterons un incident pour donner au lecteur une idée de l'ensemble.

Sur les listes électorales du VI[e] Cercle municipal (Péra), 3.000 personnes étaient inscrites. Les Turcs venaient les premiers en inportance numérique, puis ensuite, et dans cet ordre : les Grecs, les Arméniens-Catholiques, les Arméniens Grégoriens et les Israëlites.

Le Collège électoral ne comprit pourtant que 1.390 votants dont 900 Grecs.

Sur ce nombre, il y eut peu d'abstentions, 850 Grecs déposèrent leur bulletin dans l'urne et il y eut *huit* Hellènes élus, *quatre* Turcs et *deux* Arméniens, dont un Arménien Catholique.

Ce simple résultat donne une idée de l'influence des Grecs, et du record par eux détenu en matière électorale.

Dans les provinces, dans des villes comme Smyrne, et notamment dans les localités de l'intérieur de l'Anatolie habitées par des Grecs, l'élément hellène fut élu en grande majorité, et on nous assure que plusieurs Turcs ont voté pour des Grecs.

Parmi les autres Cercles municipaux de Constantinople, l'élément grec eut un non moindre succès plus particulièrement accentué dans certains villages du Bosphore, par exemple dans ceux de Cadi-Keuy, Arnaout-Keuy, Thérapia, les Iles des Princes, etc.

En somme et, tout naturellement, les Turcs eurent la majorité du nombre ; les Grecs venaient ensuite, suivant de près, puis les Arméniens et les Israélites, bons derniers.

Quelques jours après la promulgation des lois sur les élections législatives et municipales, parurent quelques autres lois et décrets ayant un caractère transitoire. Entre autres, une loi sur les attributions de la Police, dont voici les principales dispositions :

Les commissaires et agent veilleront partout au maintien de l'ordre, n'emploieront jamais un langage violent, feront respecter les droits que la Constitution confère à tous et arrêteront les auteurs de crimes. Quant aux auteurs de délits de simple police, ils seront mandés aux postes; ils ne seront arrêtés que s'ils désobéissent, sauf en ce qui concerne les vagabonds et hommes sans aveu dont l'arrestation ne sera pas différée.

Les commissaires et agents exerceront une surveillance active sur les repris de justice et confisqueront leurs armes.

Ils doivent obéissance à leurs chefs hiérarchiques.

Les commissaires sont responsables de la répartition des devoirs.

Les commissaires et agents rendront les honneurs, au cours de leurs tournées, aux membres de la Famille Impériale, aux hauts fonctionnaires de l'Etat, aux chefs des Missions étrangères, aux commandants des forces de terre et de mer, aux détachements de troupes lorsqu'ils portent le drapeau ottoman et aux cortèges funèbres.

Ils doivent également le salut à leurs supérieurs, s'abstenir de toute attitude susceptible de porter atteinte à leur dignité, ne pas se livrer à la boisson, aux jeux dans les lieux publics, etc., être correctement vêtus, ne manger ni s'asseoir ici et là, ne pas lier conversation avec l'un ou l'autre pendant l'exercice de leurs devoirs officiels et ne jamais quitter leurs postes sans l'autorisation de leurs chefs hiérarchiques, sous peine de renvoi en cas de récidive. Il est accordé aux commissaires et agents de police un congé par semaine ne dépassant pas trente-six heures pour se rendre dans leurs familles ou vaquer à leurs affaires privées.

***

Mais une certaine inquiétude régnait au moment des élections dans les cercles politiques de la Capitale. On estimait que le Sénat, tel qu'il devait être constitué, ne saurait atteindre le but visé par la Jeune-Turquie. C'est pourquoi l'on s'entretenait vivement de la non

convocation du Sénat, bien que le fonctionnement d'une Chambre Haute fut parfaitement prévu par la Constitution et qu'on pût même invoquer en sa faveur les précédents de 1877.

D'après l'art. 60 de la Constitution, le Padischah seul a le droit de nommer le Président et les Membres du Sénat. On fit donc observer, non sans raison, que rien n'empêcherait le Sultan de peupler la Chambre-Haute d'une foule de réactionnaires, ce qui, créant un perpétuel conflit entre les deux Chambres, empêcherait tout travail législatif utile. De là, disait-on, à se passer du Parlement et Gouverner comme par le passé à coups d'Iradés arbitraires, il n'y aura qu'un pas, d'autant plus aisément franchi que la Constitution autorise le Chef de l'Etat à prendre en cas d'urgence telles dispositions qui lui paraîtront nécessaires, quitte à les soumettre à l'approbation du Parlement, à peine celui-ci sera-t-il convoqué.

C'est pour obvier à ces inconvénients que les Comités ont résolu de procéder à la modification de certains articles de la Constitution en ce qui concerne les membres du Sénat.

Ils ont fait élire d'abord une partie (les trois quarts) de la Chambre par le suffrage universel, et un peu plus tard l'autre quart de même façon. Le Sultan cependant avait droit de nommer ce dernier quart. Pour apporter cette modification à la charte constitutionnelle, il fallait une assemblée constituante et c'est précisément le rôle qu'on a voulu faire jouer à la future Chambre.

Le parlement convoqué, la Chambre serait tenue de voter les propositions sus-indiquées, en changeant la composition du Sénat ou même en le supprimant. Cette combinaison apporta un retard considérable dans l'adoption des projets de lois les plus urgents. On craignit une crise ministérielle et, peut-être, une dissolution de la Chambre comme ce fut le cas en Russie avec la première Douma. La question, au début, parraissait inextricable, car nos hommes d'État, peu familiarisés avec le régime parlementaire, se trouvèrent un moment assez embarrassés.

On avait dit que Kiamil Pacha devait se démettre de ses fonctions jusqu'à la convocation de la Chambre et que Férid Pacha garderait les sceaux de l'Empire. Mais Férid Pacha refusa le vézirat. On insista pour le maintien de Kiamil Pacha au poste de Grand-Vézir, jusqu'à la convocation du Parlement. Cette décision fut prise vers la mi-Septembre, au moment où l'on procédait fiévreusement aux élections des Députés et des Conseillers municipaux.

L'Anniversaire du Sultan

L'INAUGURATION DU CHEMIN DE FER DU HEDJAZ

Autrefois, sous l'ancien régime, tous les journaux de la Capitale et des Provinces paraissant le 1er Septembre, consacraient une page entière d'interminables éloges, à retracer avec autant de maëstria que d'hypocrisie, les hauts faits historiques du glorieux Sultan Abdul Hamid Khan II. On pouvait même admirer en tête de la page, les armes impériales, d'une imposante dimension.

Anastasie, la censure, surveillait strictement tous les publicistes et souvent leur ordonnait de décrire en termes hyperboliques, plus enflammés que les illuminations, les magnificences décoratives de tel conak, ministère, administration ou corps de garde ; voire les pavois d'un certain Mehemed Agha ou Andon Pascal Effendi, même encore les splendeurs d'un quelconque boutiquier ou bakal, sans en excepter la résidence des espions ou traîtres à la Patrie.

Les infortunés journalistes étaient contraints, le lendemain de ce jour, d'élaborer un superbe compte-rendu détaillé de la fête avec circonstances imaginaires et mirifiques, sans le moindre souci d'ailleurs de l'exactitude, grâce à dame Anastasie qui menaçait impitoyablement de suspension *sine die* les écrivains trop indépendants. Et gare aux imprudentes omissions ! leur auteur était assuré de la suppression de sa feuille, si du moins il n'invoquait l'autorité du roi Bakchiche.

Sous l'*eski zeman,* c'est-à-dire à l'ancien temps, qui n'était pas le bon temps, jusqu'au 24 Juillet 1908, il était interdit rigoureusement d'exprimer certaines pensées, d'imprimer certains mots réputés suspects, et la censure, plus ridicule encore qu'elle n'était odieuse, rayait sans vergogne les termes catalogués subversifs.

Pour donner une idée de ces vexations arbitraires, disons que le nom de Pierre Loti était mis à l'index, depuis la publication de son beau livre *Les Désenchantées ;* les noms des patriotes et du Sultan



S. M. I. LE SULTAN ABDUL HAMID KHAN II

Mourad V ; les expressions : ***dynamo, dynamite, grèves, anarchistes, prince héritier, liberté, Ermenistan*** ou ***Arménie ;*** toute allusion à la proclamation de l'indépendance hellénique et bien d'autres encore, étaient prohibées. Toute infraction à ces prescriptions draconiennes valait aux journaux les rigueurs de la censure qui les poursuivait sans pitié ni miséricorde. C'est pourquoi la Presse de Constantinople et de la Turquie avait perdu tout prestige et toute autorité, écrasée qu'elle était sous le poids des plus diverses mais également lourdes prohibitions.

Pour en revenir à l'anniversaire de l'avènement au trône de S. M. I. le Sultan, disons que, cette année, les journaux à l'unanimité, se contentèrent d'un court article, plutôt sobre d'éloges, faisant un curieux contraste avec les élucubrations forcées des années précédentes.

Quant au compte-rendu des illuminations, réceptions et festivités, certains journaux (le *Levant Herald*, par exemple) s'en abstinrent presque complètement.

Le ***Stamboul*** se contenta d'une colonne, disant « qu'il ne consacrait plus comme par le passé presque toutes ses colonnes à dépeindre les illuminations traditionnelles. Cette ritournelle fastidieuse était obligatoire lorsque dame Anastasie régentait la Presse.

« Elle obligeait les infortunés rédacteurs à de véritables contorsions de style pour éviter les répétitions assommantes.

« Combien d'ailleurs de ces résidences que l'on était jadis obligé de citer, sous peine de punitions graves, sont aujourd'hui désertes, combien sont hier restées dans l'ombre.

« Tant de brillantes façades se sont écroulées dont on recherche à présent la place. Les maîtres d'alors ont fui ou tâchent de se faire oublier. Les lampions sont éteints ; adieu paniers, vendanges sont faites ! »

Les journaux grecs, turcs, arméniens, firent de même. Quant aux nouveaux journaux libéraux parus depuis le 24 juillet, chacun exprima librement sa manière de penser.



Cette année, le Sultan tint sa réception habituelle au Palais.

Tous les ministres et fonctionnaires, les chefs des Églises, tout le monde officiel, se rendirent à Yildiz Kiosk. Mais S. A. le Khédive Abbas Hilmy, de passage à Constantinople, se trouva fortement indisposé ***par un hasard bien imprévu!*** Le Khédive ne put se rendre au Palais et fit parvenir ses félicitations au Sultan par un simple télégramme. (*)

(*) Dans le chapitre, plus loin consacré aux effets de la Constitution en Égypte, nous racontons en tous ses détails ce curieux incident.

Le Comité *Union et Progrès* envoya ce même jour au Palais une députation chargée de présenter ses félicitations à l'Empereur des Ottomans. Le Sultan, par l'entremise de son premier chambellan, fit transmettre ses salutations aux membres de la députation, ajoutant qu'il était sûr de la fidélité du Comité et très satisfait des preuves de loyalisme qu'il Lui offrait à l'occasion du glorieux anniversaire.

La réception officielle, les illuminations et fêtes publiques ne furent pas, en somme, moins brillantes que les années précédentes. A la nuit, l'affluence de public fut même plus nombreuse sur les vapeurs du Bosphore et notamment dans les embarcations de plaisance. C'est le seul divertissement nocturne des *Istambollou* et ils en étaient sevrés depuis dix ans. En effet, la circulation, durant la nuit, des embarcations sur le Bosphore était rigoureusement interdite par cette formule laconique : *Yassak!* (défendu!). Malheur à qui eût osé demander le pourquoi de ce « Yassak », celui-là pouvait être assuré de trouver un logis inconfortable mais permanent dans une des nombreuses prisons de Stamboul.

On fit, cependant, beaucoup de commentaires sur ce fait que le sommet de Tchamlidja, où se trouve le superbe Palais du Prince Yousouf Izzeddin Effendi n'offrit pas le spectacle magique connu de tous, de ses vingt mille fanaux lumineux. On a également remarqué des espaces entiers que l'on était accoutumé à voir tous les ans étincelants de lumière, plongés cette fois dans l'obscurité. A Bebek, le ponton surchargé de feux d'artifice de la Khédivah Mère faisait aussi défaut.

M. R. Delbœuf disait d'ailleurs en son journal que cette localité de Bebek est tombée au rang de simple faubourg ; elle a, pourrait-on dire, fait faillite à une réputation jadis solidement établie.

***

Tel est le bilan, un peu maigre on en conviendra, des réjouissances officielles et illuminations qui, le 1er Septembre 1908, fêtèrent l'anniversaire de l'avènement au trône de S. M. Abdul Hamid Khan II, Padischah des Osmanlis.

Le Grand événement du jour fut tout autre d'ailleurs. Ce fut l'inauguration sur la grande ligne ferrée du Hedjaz, de la section allant de Damas à Médine.

Cette solennité coïncida avec la nomination de Kiazim Pacha au poste de Vali du Hedjaz. Le vieux Maréchal se rendit anssitôt dans cette province qui, quelques jours seulement avant l'inauguration du chemin de fer, se trouvait dans un état lamentable par suite de l'incurie du Gouverneur Ratib Pacha, arrêté et emprisonné pour n'avoir pas voulu proclamer la Constitution, et bien décidé du reste à continuer à gouverner comme par le passé.

Il serait injuste de ne pas dire deux mots du maréchal Kiazim Pacha qui, exilé depuis plus de huit ans à Damas, employait tout son patriotisme et son ardeur à faire progresser la Construction du chemin de fer du Hedjaz.

La cause de son exil provenait du coup d'état que voulaient faire les libéraux ayant à leur tête Mourad Bey, commissaire impérial à la Dette Publique.

On se rappelle, que Mourad Bey fut chargé de présenter au Palais un mémoire sur la situation lamentable du pays et sur la nécessité de la Constitution. Le Sultan n'en tint aucun compte et craignant d'être arrêté il reçut la mission du Comité *Union et Progrès* de le représenter à l'étranger. Une grande agitation régnait alors dans les comités et sous-comités dont l'accord etait parfait et qui s'étaient décidés à faire un coup d'Etat.

L'homme chargé d'exécuter leur plan fut Kiazim Pacha, le complot échoua et Kiazim fut exilé à Damas, en qualité de Directeur de la Ligne du Hedjaz.

C'est à lui qu'on doit la construction de cette ligne, c'est grâce à son travail et à son économie qu'on est parvenu à Médine. Pendant qu'Izzet gaspillait et « économisait. »

Le Hedjaz a besoin d'un pareil homme intègre et honnête et nous souhaitons longue vie au Maréchal, pour redonner à cette province la tranquillité et la prospérité qui lui manquent.

Il aura bien mérité de la Patrie, comme il a su s'acquérir l'estime du Monde Islamique et de tout l'Empire Ottoman, pour le zèle qu'il a montré dans la construction de la ligne Hamidié du Hedjaz.

La construction du chemin de fer du Hedjaz paraissait impossible et irréalisable au début.

Comme nos lecteurs le savent, il s'agissait de réunir Constantinople à la Mecque par une voie ferrée destinée à devenir la grande artère politique et militaire, servant à l'unité de l'Empire Ottoman dans ces régions. Il semblait que ce fût une entreprise chimérique, de lancer une immense voie ferrée à travers les déserts farouches de l'Arabie Pétrée et que ce chemin de fer ne dût donner aucun revenu.

Le Padischah eut une inspiration qui lui réussit pleinement. Il tendit la main au monde musulman.

On vit alors que la solidarité islamique n'est pas un vain mot. L'appel fut entendu ; les Musulmans de tous pays y répondirent avec enthousiasme et, dans un temps relativement court, le Sultan recueillit 83.000.000 pour son œuvre. Tous les Turcs, d'un caractère si noble et généreux, eurent ce beau geste, non de souscrire à un emprunt, mais de *donner* de manière absolue, des sommes qui ont atteint le total formidable de 240.000.000 de francs. Ils avaient compris que l'essor de



MOUSTAPHA PACHA KAMEL

Le grand Patriote Égyptien. Fondateur des journaux *Al Lewa*, *L'Étendard Égyptien* et l'*Egyptian Standard*.

la Turquie était lié au succès de la voie ferrée nouvelle et qu'il leur fallait suivre, les admirables exemples de patriotisme et de désintéressement donné par les peuples du Japon. Ils ont fait mieux que le suivre magistralement; Ils ont dépassé leur modèle. Le succès de cette œuvre grandiose en Arabie a été, on le sait maintenant, aussi complet que possible. On a même eu quelques raffinements de coquetterie en décidant que le Tombeau du Prophète et la Ville Sainte seront éclairés désormais à la lumière électrique.

Les Musulmans ont su donner cet exemple de solidarité unique au monde ; ils ont su faire ce geste si difficile et si rare en nos civilisations modernes de mettre la main à la poche simplement pour faire prévaloir une idée, sans espoir de gain, ni d'honneurs. Et cela ils l'ont fait sans la moindre démonstration de fanatisme, car on ne saurait qualifier de ce nom la ferme volonté de constituer sur les bases les plus solides, l'unité matérielle et morale de la Puissance de l'Empire Ottoman.

Antérieurement ce n'est qu'au prix des plus grandes fatigues, avec l'autorité et le concours des tribus bédouines que le voyageur pouvait pénétrer dans ces vastes contrées entre Ma'ân et El-Ula, régions presque inconnues avant la construction du chemin de fer.

Aujourd'hui, grâce à la nouvelle voie ferrée, on peut parcourir ce territoire avec autant de facilité que de rapidité et l'on peut admirer en toute sécurité les sites grandioses ou pittoresques qu'offrent les contreforts du Harrat-al-Ameirid, cette puissante chaîne de montagnes volcaniques s'étendant à l'Est de la Mer Rouge, dont les rochers, à certains endroits, forment des murs presque verticaux s'élevant à plus de 200 mètres de chaque côté de la vallée.

La ligne passe auprès des collines funéraires des Nabatéens près de Medaïn-Salih. Les tombeaux construits au dernier siècle de l'ère vulgaire et au premier siècle de Jésus-Christ, ont été taillés en plein roc et retiennent l'attention par la décoration architecturale de leurs entrées.

Pour l'accomplissement de l'œuvre grandiose qu'est le chemin de fer de Damas à Médine, les troupes ottomanes ont dû travailler sans se reposer un seul jour. Même, ces temps derniers elles travaillaient la nuit au clair de lune pour avancer plus vite. Aussi la ligne, jusqu'à Médine fut-elle terminée à la date prévue.

La cérémonie d'inauguration de cette section de la ligne a eu lieu, au milieu du plus vif enthousiasme, le 1r Septembre 1908, c'est-à-dire le jour anniversaire de l'avènement au trône de S. M. I. le Sultan.

Les membres de la mission envoyée de Constantinople, firent la première prière (le *sabah namazi)* sur la tombe du Prophète. Ils se rendirent ensuite à la résidence du Préfet de Médine à qui ils pré-

sentèrent leurs félicitations à l'occasion de l'anniversaire du *Djouloussi Houmayoun*. Le cortège se rendit alors à la station du chemin de fer située hors la Ville. Une foule énorme d'habitants envahissait les rues et quelques pèlerins étaient venus également.

La station était entourée de troupes.

A l'arrivée des membres de la mission, la fanfare militaire exécuta la marche impériale. Sur la grande place de la gare était massée une foule considérable de Musulmans venus de tous les points du globe et portant leurs costumes nationaux, ce qui formait un spectacle d'ensemble extrêmement curieux et pittoresque. La toiture de la gare était entièrement couverte de spectateurs.

La cérémonie d'inauguration a débuté par une prière pour la prospérité de l'Islam, prononcée par le grand mufti de Damas, à la digne et vénérable figure, très imposant dans sa large robe de cérémonie.

L'assistance fut vivement émue par cette prière solennelle. Les paroles du mufti étaient soulignées par les *amins* profonds et de grandes prosternations des fidèles présents.

Le maréchal Kiazim Pacha, commandant militaire, directeur des travaux de la ligne et vali du Hedjaz, a fait ensuite un discours assez bref, où il a exprimé sa gratitude aux soldats sous ses ordres qui ont accompli les travaux d'infrastructure de la voie ferrée, en suivant les nobles traditions de l'armée ottomane. Il a félicité les ingénieurs de leur dévoûment absolu, à l'entreprise enfin terminée.

Il a proclamé son extrême satisfaction de l'œuvre qui résulte de ce zèle admirable mis en commun.

Plusieurs notabilités ont ensuite rendu un hommage chaleureux à l'armée et chacun de ces discours a été salué par les vifs applaudissements de la foule.

Un discours vibrant a été prononcé en langue arabe par Ali Kamel Bey du journal l'*Al-Lewa* du Caire.

« Nous célébrons aujourd'hui, a-t-il dit, trois grands événements, le pèlerinage de Médine, l'ouverture de la ligne sacrée et le premier anniversaire constitutionenl du Kalife de l'Islam ! Le Prophète n'a pas permis que le railway pût atteindre la Ville Sainte avant que le Khalife eût donné une Constitution à son peuple. »

Ce passage a été acclamé avec un immense enthousiasme.

Djévad Pacha a envoyé aux troupes et aux ingénieurs un message officiel du Sultan, exprimant la satisfaction de Sa Majesté, devant le succès qui a couronné leur œuvre et il a déclaré officiellement la ligne ouverte à la circulation.

Une salve de 21 coups de canon a été tirée et la cérémonie a pris fin,

Djévad Pacha, chef de la mission impériale, et Moukhtar Bey ingénieur, chargé de la construction de la ligne d'El Ala Medina, ont ensuite été portés en triomphe, et la scène a alors offert le caractère d'une indescriptible et superbe ovation.

Moukthar bey a été invité par la foule présente à prêter le serment solennel qu'il ferait tous ses efforts pour l'achèvement de la ligne jusqu'à la Mecque. Il a acquiescé très volonliers à cette demande, et a été l'objet d'une manifestation grandiose, oû il à été de nouveau porté sur les épaules de ses admirateurs. Une souscription a été ouverte, parmi les Egyptiens, et s'est élevée environ à 700 Livres turques.

Maintenant les travaux se poursuivent avec la plus grande activité pour atteindre La Mecque.

On a attaqué au Nord jusqu'à 150 kilomètres de Médine, vers Rabigh, tandis que de Rabigh, où l'on dirige d'Europe de grands stocks de matériel, on a lancé les travaux à la fois sur Médine, à la rencontre de ceux du Nord, sur une centaine de kilomètres, et vers la Mecque, sur un parcours de deux cents et quelques kilomètres.

Ces derniers travaux doivent prendre leur intensité dans l'automne 1908, après que, par l'achèvement de l'ensemble de ceux aboutissant à Médine, on disposera d'un supplément de quelques milliers d'ouvriers militaires. Avec les soldats entraînés que possède le chemin de fer, le programme des travaux sommaires ne demanderait pas plus d'un an.

Dans de telles conditions, l'œuvre pourra être considérée comme un plein succès.

Les Princes Impériaux

L'HÉRITIER PRÉSOMPTIF DU TRONE
S. A. LE PRINCE MEHEMET RECHAD EFFENDI
NOTES BIOGRAPHIQUES — LA LIBERTÉ DES PRINCES
ON LES RENCONTRE PARTOUT

L'héritier présomptif du trône, S. A. I. Mehemet Rechad Effendi, frère de S. M. I. le Sultan Abdul Hamid était relégué depuis trente ans dans son palais isolé de Zindjirli Kouyou. Triste palais-prison dont les murs d'enceinte, surélevés à chaque nouveau rapport des espions, avaient fini par atteindre le double de leur hauteur naturelle déjà considérable, sans que cela calmât les craintes du Sultan.

Le Prince, après son long internement forcé, fut reçu pour la première fois par le Sultan, au palais de Yildiz, le 26 Août.

L'entrevue des deux frères, si nous en croyons les compte-rendus de la Presse de Constantinople aurait été des plus cordiales ! Certains journaux disaient même que Rechad Effendi, très ému des paroles bienveillantes prononcées par le Padichah, lui aurait pris et embrassé les mains.

Cela prouverait au moins que le Prince Rechad n'est pas rancunier.

Les mêmes journaux ajoutaient que la discorde ayant régné entre les deux frères était l'œuvre de l'ancien entourage du Sultan et de la fameuse camarilla d'intrigants.

Il avait fallu le rétablissement de la Constitution, l'épuration des chambellans et secrétaires espions du Palais, tels que Izzet, Fehim, Tcherkez Mehmed, Melhammé, Zia et tant d'autres, pour le rétablissement de relations cordiales entre les sembres de la famille Impériale.

Il va de soi que, depuis lors, les relations entre les Princes et le Padichah et celles des Princes entre eux sont demeurées celles qui

doivent être inspirées par l'estime et l'affection réciproques. L'histoire est là, d'ailleurs, pour montrer que les divisions entres le Souverain et les Princes Impériaux ont toujours été funestes à la Nation Ottomane.

Nous ne voulons pas rappeler tous les incidents navrants du passé; mais nous prendrons plaisir à retracer quelques notes de la biographie du très bon Prince Mehemet Rechad Effendi.

Son Altesse Impériale, né en 1844, est fils du Sultan Abdul Medjid. Par conséquent, frère du Sultan actuel Abdul Hamid.

Interné depuis environ trente ans dans le Palais de Zindjirli-Kouyou, le Prince était servi par des domestiques aux gages du Sultan, véritables espions qui surveillaient ses moindres mouvements.

Le Prince Rechad Effendi ne sortait presque jamais. Très, très raremem̃t, on lui permettait une promenade jusqu'à Maslak. Il était toujours entouré d'espions et sous le coup d'une étroite surveillance. Excellent et débonnaire, le Prince, en ses rares et courtes promenades, s'efforçait toujours de passer inaperçu. Il évitait même de saluer qui que ce fût, pour ne pas attirer de désagréments à ses amis connus ou inconnus.

De taille moyenne et bien prise, d'une tenue pleine d'aisance et de noblesse, le Prince Rechad a la physionomie la plus douce et la plus sympathique qui se puisse imaginer, avec de grands yeux bleu de ciel, illuminant un visage où se lisent la droiture, la franchise et la bonté.

La bonté est la vertu dominante du Prince qui, depuis sa plus tendre enfance, a su en manifester et multiplier les effets, tant vis-à-vis de ses proches qu'à l'égard des Etrangers. Très pieux, infiniment bienfaisant, d'une affabilité, d'une courtoisie sans pareille, il résume en sa personne toutes les vertus les plus hautes et les qualités les plus rares de la noble race d'Osman, dont il est l'illustre descendant, bien digne de porter un jour avec gloire le fardeau des affaires publiques.

Pendant les loisirs de sa longue captivité, il étudia les poétes persans dont il imite à ravir et dont il égale souvent le talent prosodique. Ses vers sont d'un rythme charmant et l'inspiration en est parfois d'une sensibilité presque féminine. Le Prince d'ailleurs n'est jamais resté inactif et bien que, pratiquement retiré du monde, il s'est toujours tenu au courant des affaires

intérieures et extérieures du pays. Très instruit et très érudit, il parle et écrit l'arabe et le français comme sa langue maternelle. Par surcroît, il n'ignore rien de ce qui se passe en tous pays civilisés et la marche des idées en Occident comme en Orient, les conquêtes de la science et du progrès ont fortement frappé son esprit ouvert à toutes les hautes conceptions. Le Prince est grand admirateur des institutions libérales de l'Angleterre et de la France.

Mr. Eugène Lautier écrivait au *Figaro* du 14 Août 1906, dans un article des plus documentés :

— « Le Prince Rechad Effendi, dans la pensée des plus éclairés et des plus sages parmi les sujets ottomans, représente un peu plus de Civilisation, de Progrès et de Liberté. L'Angleterre et la France trouveront en la personne du prince Rechad Effendi, un ami sûr. Cela ne fait aucun doute. »

Dans sa jeunesse, Rechad Effendi eut une fois (lors de la réception féerique de l'Impératrice Eugénie au Palais de Beylerbey) l'occasion de s'entretenir avec des officiers français alors instructeurs de l'armée ottomane. Il en a gardé le meilleur et le plus vivant souvenir.

Depuis qu'il jouit de sa liberté, comme tous les autres membres de la Famille Impériale, le Prince se lève de très bonne heure et parcourt les journaux politiques anglais et français. Il suit activement avec le plus grand intérêt les événements de Perse.

Il est animé de sentiments d'affection sincère pour son auguste frère, le Sultan. Rechad Effendi connaît jusqu'aux moindres détails tous les événements qui se sont déroulés pendant ces trente dernières années en Turquie. Il est l'ami de la Liberté dont il veut que tous jouissent, sans distinction de race et de religion. Sa politique est le maintien du *statu quo*. Il n'aime pas les exagérations ; il veut le progrès dans l'ordre et la tranquillité.

Tout en rendant hommage aux nations qui travaillent pour le bien de l'humanité, il est particulièrement reconnaissant envers les Anglais et les Français pour les sentiments d'humanité dont ils ont donné des preuves en 1854 à la Turquie.

Le Prince jouit d'une bonne santé et d'un esprit éclairé.

Le rétablissement de la Constitution lui donne de nouvelles forces morales.

Réchad Effendi a trois fils : Nedjmeddin, Ziaeddin' et Hilmi Effendis. Leur éducation est des plus soignées. Ils sont toujours avec leur père.

Depuis le jour de la proclamation de la Constitution, le Prince Réchad Effendi, accompagné de ses enfants, fait de longues excursions sur le Bosphore, aux Iles des Princes, un peu partout. Sur son passage chacun salue avec respect et le Prince rend les saluts de la façon la plus aimable avec cette bonne grâce souriante qui lui a conquis tous les cœurs. L'affection et le dévouement que lui portent le peuple ottoman et tous les Chrétiens, sans distinction de race, est quelque chose d'indicible. Tous disent en parlant de lui : — « Voilà notre bon Prince Réchad Effendi » ou : « Ce bon Prince Réchad Effendi ! »

Nous ne pouvons omettre de mentionner cette phrase de Mehemet Aly qui, parlant du Prince Réchad Effendi, aurait dit : « Il a ses fidèles qui, au jour voulu, feront leur devoir. Le jour où il montera sur le trône, plein de vie, tout vibrant de généreuses pensées, le prince fera œuvre de Souverain. » (*)

***

Après le Prince Mehemed Réchad Effendi, c'est le prince Youssouf Izzeddin Effendi qui vient le premier dans l'ordre de succession au trône.

Né en 1857, il est fils du Sultan Abdul Aziz. Durant le règne de son père, il occupa le poste de commandant de la garde, Plus tard, il fut membre du Conseil supérieur de l'Etat. Très intelligent, très actif, il est aimable et simple. C'est un philanthrope éclairé qui s'est longtemps occupé et s'occupe encore de questions sérieuses. D'une instruction étendue, le Prince s'intéresse plus particulièrement aux choses de la marine et de la guerre.

(*) Ouvrage de Mr. Paul Fesch. — Novembre 1 07.

La situation déplorable de la marine, sous le règne d'Hassan Pacha, et même après la mort de ce dernier, l'affligeait profondément.

Le Prince est très élégant et on le rencontre fort souvent à cheval ou en voiture dans les rues de Stamboul avec son inséparable binocle sur le nez. C'est une physionomie connue et sympathique de la capitale ottomane. Depuis la proclamation de la Constitution, on a pu le voir également aux concerts et aux régates avec les autres Princes. Le Prince a écrit plusieurs ouvrages et a traduit en langue turque des traités de stratégie, œuvres de généraux français.

*
* *

Le Prince Souleiman Effendi, né en 1864, est fils d'Abdul Medjid et, par conséquent, frère du Sultan régnant et du prince héritier Réchad Effendi.

Il vit constamment retiré dans son palais d'Ortakeuy, au milieu de sa famille. Il a un penchant tout particulier pour l'agriculture. Très érudit et très instruit, il fait en persan des vers fort goûtés. C'est le type parfait du Turc primitif, père de famille admirable, consacrant tout son temps depuis des années à sa famille et à ses enfants, autant par goût personnel que par désir de trouver en ces occupations, une diversion aux chagrins de sa vie passée.

*
* *

Le Prince Vaheddin Effendi, fils d'Abdul Medjid, est né en 1861. C'est le plus jeune frère du Sultan et des Princes Réchad Effendi et Souleiman Effendi.

Passionné d'équitation, l'art de l'amélioration des races chevalines par les plus judicieuses sélections n'a pas de secret pour lui. Le Sultan Abdul Hamid l'aimait beaucoup et l'affectionne encore. Lorsqu'au mois d'Août 1906, le Sultan fut assez indisposé pour ne pouvoir assister au Selamlik, le Prince Vaheddin se rendit au Palais de Yildiz et voulut pénétrer dans la chambre de son frère. Il en fut empêché par les courtisans (Tahsin Pacha le premier), et ceux-ci tentèrent même de le

compromettre par des *iftirahs* (calomnies) auxquelles le Sultan ne prêta pas l'oreille, car il avait une affection toute particulière, nous l'avons dit, pour le Prince Vaheddin.

***

Le cinquième membre de la famille impériale pouvant prétendre au titre d'héritier du trône, est le Prince Salaheddin Effendi, né en 1866, fils du Sultan Mourad V.

Depuis vingt-huit ou trente ans, le Prince vit retiré dans ses appartements de Tchéragan Séraï, n'ayant jamais pu se consoler de la fin douloureuse et tragique de son père. Très libéral, il s'adonne surtout à la lecture des philosophes français et à l'étude des questions politiques. Il aime la musique et en fait volontiers avec sa sœur qui, sous un pseudonyme, a publié plusieurs compositions très appréciées des connaisseurs.

***

Le Prince Medjid Effendi, sixième héritier éventuel du trône des Osmanlis, fils du Sultan Abdul Aziz, frère du Prince Youssouf Izzeddin Effendi, est né en 1868. Il a les mêmes sentiments et presque le même caractère et les mêmes goûts que le Prince Sabaheddin Effendi. Il a été plusieurs fois accusé, en raison de son libéralisme, d'entretenir des relations avec les Jeunes-Turcs.

En Septembre dernier, dans une interview qu'il accorda à un journaliste parisien, il déclara nettement que sa volonté était de vivre dorénavant comme un homme libre. Il raconta au journaliste le long passé d'espionnage dont il a souffert alors que des mouchards entouraient son palais nuit et jour, épiant ses moindres gestes. Il a répété la maxime de son grand'père le Sultan Mahmoud qui disait souvent :

« — Quand ils sont sortis de la Mosquée ou de l'Église, je ne veux plus savoir si mes sujets sont musulmans ou chrétiens. J'ai pour tous une égale sollicitude. » — Croyez bien que la plupart des Musulmams pensent comme lui. « — Les manifestations auxquelles vous venez d'assister en sont la preuve, disait-il. »

« Rêmarquez encore que notre pays est à la fois très grand et très riche en ressources naturelles. Il y a de la place pour tous et chacun peut y vivre aisément sans léser le voisin. Je crois donc qu'avec de la bonne volonté il sera possible de concilier tous les intérêts et de faire à chacun une part équitable.

« Je suis persuadé aussi que les puissances nous faciliteront notre tâche. C'est une bonne chance pour nous que l'entente cordiale existe entre la France et l'Angleterre, car nous comptons particulièrement sur l'appui des deux grandes puissances libérales.

« Pour moi personnellement, la France est comme une seconde patrie. Ce sont des professeurs français qui ont commencé mon instruction, et vos livres ont été les compagnons de ma longue captivité.

« Je n'ai bénéficié, pendant vingt ans, que d'une seule mesure de faveur, précieuse certes, surtout inexplicable : on m'a toujours permis de recevoir les journaux français.

« Je veux que mon fils apprenne à fond votre langue, votre littérature et votre histoire. J'espère le mettre bientôt au lycée de Galata-Séraï, où il recevra un enseignement moitié turc, moitié français, très approprié aux besoins de notre époque. »

Aussitôt que cet interview eût paru dans les journaux de Constantinople (qui le reproduisirent d'après le *Petit Parisien*), le Grand-Vézir Kiamil Pacha envoya son secrétaire au Prince Abdul Medjid Effendi pour lui exprimer son mécontentement de cet interview et lui faire remarquer que, dans les circonstances actuelles, toute déclaration d'un membre de la famille impériale à des correspondants de journaux, pouvait donner lieu à des inconvénients politiques et à de fâcheuses interprétations.

L'incident parut même un moment se compliquer. Il fut heureusement et rapidement clos par la publication dans les journaux de lettres ouvertes entre le Prince et le Grand-Vézir, ce dernier se défendant d'avoir voulu supprimer ou limiter la liberté des Princes impériaux contrairement à l'art. 6 de la Constitution qui dispose que « la liberté des Membres de la Dynastie Impériale est placée sous la protection de la communauté ».

*
* *

Après le Prince Medjid Effendi vient, septième dans l'ordre successoral : le Prince Selim Effendi, fils du Sultan Abdul Hamid, né en 1870.

Ce Prince a reçu une éducation très soignée et fait des études sérieuses. D'un esprit large et ouvert, il se distingue par un patriotisme ardent dont il a donné plus d'une fois des exemples émouvants.

*
* *

Le Prince Burhaneddin Effendi, frère du Prince Selim Effendi et fils favori du Sultan Abdul Hamid, dont on a tant parlé comme héritier du trône sous l'ancien régime et dont l'Allemagne appuyait de son mieux les droits illusoires à la succession au trône, ne vient que le quatorzième dans l'ordre successoral.

Pour terminer, ajoutons que les Princes et Princesses qui ne s'étaient pas vus depuis vingt ans, fraternisent avec un réel plaisir, se promènent librement dans la ville, s'entretiennent avec les Jeunes-Turcs et les Etrangers, assistent aux spectacles et aux réunions de sport. C'est une vie nouvelle qui commence pour eux — un peu tard pour certains. Ils en saluent joyeusement l'aurore. Le Réveil de la Turquie en allumant le flambeau de la Liberté a dissipé pour les Princes, comme pour le peuple ottoman tout entier, les ténèbres de la servitude, de l'oppression, de la captivité.

La Turquie nouvelle

IMPRESSIONS DU VOYAGEUR SUR LA NOUVELLE SITUATION
LA NOBLESSE ET L'ŒUVRE DES DAMES TURQUES
LES SYMPATHIES DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE
LES SYMPATHIES GRÉCO-ALBANAISES

Le voyageur qui rentre à Constantinople est tout étonné des changements qui se sont opérés depuis à peine trois mois.

Plus de tracasseries à la Douane, encore moins aux Passeports. Au contraire, tous les agents de ces administrations sont d'une politesse charmante et pleins de prévenances pour le voyageur qui est reçu par les mots de *hôche gheldiniz* (soyez le bienvenu).

Le voiturier qui vous amène chez vous est aussi tout autre et au paiement de sa course il vous dit: *Allah bin bereket verssin.*

Ce qui vous frappe c'est l'énorme quantité de camelots vendant des journaux, des pamphlets et les portraits du Souverain et de ses ex-ministres.

Un gazetadji vint même nous offrir en criant à tue-tête: « La photographie de l'Effendimiz (Sultan) à dix paras la paire ». Si cet homme s'était permis trois mois auparavant une pareille sortie, il aurait fait déjà connaissance avec les eaux du Bosphore.

On ne voit partout que de l'animation. Les cafés et les brasseries regorgent; tout le monde fraternise; tout le monde tient à souhaiter la bienvenue à ceux qui rentrent au pays natal.

On respire, on le sent, un air de liberté, un air tout autre que celui que nous respirions naguère. Cela se voit à l'aspect du soldat marchant content; aux crocs retroussés de l'officier faisant résonner

fièrement son sabre, aux jolies hanoums qui vous sourient d'un sourire tout nouveau en vous montrant leur cocarde blanche et rouge et en vous disant : ***adalet, houriet, mousadat*** (liberté, égalité, fraternité).

Ce qui frappe surtout, c'est l'ordre parfait qui existe, sous la main invisible du Comité des Jeunes-Turcs.

La police est faite par tous ces jeunes gens montés à cheval et suivis de quelques cavaliers. Tout ce monde est d'une politesse extrême et est toujours salué avec sympathie par le peuple.

Partout, dans les moindres faits du peuple, on constate la main bienfaitrice, civilisatrice du Comité Jeune-Turc.

Mais si d'un côté il est bon et paternel avec le peuple, il est impitoyable avec tous ceux qui l'ont pressuré.

Un de nos amis a rencontré à Smyrne, Ahmed Bey Fazly, le bras droit du Prince Sabaheddin qui lui dit ces quelques mots: « Nous démolissons actuellement et nous continuerons à démolir tous les échafaudages de l'ancien régime et c'est sur des fondations fraîches, saines et pures, que nous referons le prestige, le crédit et l'honneur de notre pauvre Patrie. » Et des larmes coulaient de ce cœur de patriote.

On ne peut se faire une idée des changements qui se sont opérés depuis trois mois. Journellement les agents prévaricateurs sont destitués.

Au commencement de Septembre, toutes les manifestations, défilés, musiques, cohortes processionnelles, exhibitions de drapeaux avec ou sans musique avaient pris fin. On ne voyait plus ce spectacle singulier: les prêtres de toutes religions s'embrassant fraternellement à l'issue de discours égalitaires. Toutefois, si les démonstrations officielles ont touché leur terme, la joie, une allégresse toute juvénile persiste sur les visages et dans les cœurs. Les réjouissances et ***hovardaliks*** (noces) demeurent à l'ordre du jour. Les Istambollou n'ont pas si facilement renoncé à faire la fête. Mais, certains journaux dans l'ivresse de la liberté reconquise ont dépassé toutes limites. Ils ont par leurs croquis « humoristiques » contre les fonctionnaires et même contre la personne sacrée du Padischah, par des articles d'une violence excessive, exacerbé les conflits perpétuels des partis politiques. Ils ont, inconsciemment, aggravé les antagonismes de nationalité et de religion, dont quelques-uns supra-aigus, telle la lutte éternelle entre Grecs et Bulgares. Ils ont, en un mot, ces journaux imprudents, obligé les initiateurs du mouvement libéral, les membres du Comité *Union et Progrès*, fondateurs de la Turquie *une et indivisible* à mettre un frein à cette liberté dégénérant en licence. Il y avait là certainement un très sérieux danger au moment où la Turquie constitutionnelle avait besoin de procéder à la réorganisation complète de toutes les provinces de l'intérieur ; de surveiller les élections des membres

devant prendre part à la réouverture du Parlement et de diriger l'application des réformes les plus urgentes.

Pendant ce temps, les dames de l'aristocratie turque, celles qui ont reçu une éducation complète (et les hanoums instruites sont fort nombreuses) s'occupaient du relèvement du pays.

Elles ont fondé une société de bienfaisance à l'instar de celles de France et d'Angleterre et de l'héroïque et noble Grèce. Ces nobles dames ont recueilli et continuent à recevoir des sommes importantes, non seulement pour la construction des croiseurs *Niasi* et *Enver,* mais encore pour venir en aide aux nécessiteux de l'Empire Ottoman. Les fonds nécessaires ont été obtenus par souscription et aussi par des fêtes multiples et brillantes, chose toute nouvelle à Constantinople. L'œuvre fondée par les dames turques, qui ont été des premières à arborer aux corsages la rosette blanche et rouge aux couleurs de la Liberté, cette œuvre disons-nous, marque une date de grâce et de bonté qui restera pour jamais gravée dans les cœurs de tous les Ottomans.

Nous aurions voulu citer les noms de toutes les généreuses et gracieuses bienfaitrices. La crainte de trop nombreuses omissions nous contraint à la discrétion. Nous ne pouvons cependant nous dispenser de décerner des éloges à la vice-présidente de l'œuvre : Fatimé Ubeïdé Hanem, sœur de Aly Ferrouh Effendi et fille de Rechad Pacha, le grand patriote ottoman, membre influent de la Jeune-Turquie qui, il y a trente-cinq ans déjà, publiait à Londres le journal *La Liberté,* avec Kemal Bey et Zia Pacha.

Il faut associer aux éloges mérités par Fatimé Ubeïdé Hanem, Selma Hanem qui, il y a huit ans, quitta Constantinople pour aller rejoindre son frère, S. E. Ahmed Riza Bey, l'un des membres les plus influents du parti libéral en France, directeur du Mechveret. La noble dame n'est rentrée que le 18 Septembre de son exil volontaire. C'est un écrivain de valeur. Elle prit une part très active et fort remarquée à la propagande qui conduisit à l'état de choses actuel en Turquie.

Les femmes turques ne sont pas moins dignes d'admiration pour l'abnégation qu'elles ont montrée, les sacrifices qu'elles se sont imposés et l'exemple qu'elles ont donné. Ainsi Ahmed Riza Bey, qui depuis dix-huit ans a été considéré comme le chef ayant dirigé sans défaillance la lutte pour l'indépendance et la liberté de son pays, a deux sœurs habitant le village de Macrikeuy. Il y a quelque temps, ces braves femmes apprirent que les émissaires du palais envoyés à Paris pour acheter les Jeunes-Turcs se croyaient sur le point de décider Ahmed Riza à rentrer à Constantinople. Aussitôt, elles lui adressèrent une lettre, l'adjurant de ne pas faiblir et de poursuivre ferme le triomphe de la cause de leur patrie. Voici, sinon le texte, du moins le sens de ce qu'elles lui écrivirent : « Si tu faiblis, si tu reviens ici avant d'avoir

triomphé, comme les femmes spartiates, nous te renierons, nous ne te reconnaîtrons plus ; comme elles, nous te dirons que tu dois vaincre ou mourir, mais que tu ne peux te déshonorer en abandonnant la cause pour laquelle tu luttes depuis si longtemps. »

Ce ne fut pas une des moindres surprises de la révolution ottomane qui compta parmi ses artisans de la première heure quelques courageuses *hanoums*, messagères diligentes et intermédiaires discrètes entre les organisateurs du mouvement.

Le Comité *Union et Progrès* avait très habilement prévu dans son programme les adhésions féminines. Il y a longtemps, d'ailleurs, que la Jeune-Turquie comptait des affiliées parmi les sujettes du Grand-Seigneur, qui fit aussi peser son absolutisme sur la population féminine de son Empire, prétendant régenter à sa guise jusqu'aux familles elles-mêmes. L'événement vient de démontrer que rien ne saurait arrêter la marche en avant d'un peuple : les idées de liberté ont franchi toutes les barrières dont on avait voulu les endiguer, et c'est précisément sous le plus déprimant des régimes que les Turcs ont fait de grands pas dans la voie du progrès. Leurs femmes les ont suivis. Ces dernières années, un vent de révolte soufflait dans les harems, particulièrement dans les hautes classes. Le contact des Chrétiennes, la présence dans de nombreuses familles d'éducatrices européennes, les livres et les journaux étrangers circulant sous le manteau, eurent tôt fait de révéler à ces recluses un monde inconnu. Et les voilà qui s'émancipèrent rapidement et qu'aux premiers souffles de liberté, elles revendiquèrent énergiquement leurs droits. Mais il en est bien d'autres, nous l'avons déjà dit, d'un aussi grand mérite et qu'il faudrait citer.

Plusieurs organisèrent une fête ou bazar de charité, sous le patronage du Comité *Union et Progrès*. Les souscriptions pleuvaient de tous côtés. Princes et Princesses envoyaient des objets d'art et de curiosité et de l'argent. Le Sultan fit un don magnifique de 4.000 livres turques. Les Princesses Féhimé Sultane, Djemilé Sultane, Sanié Sultane, les Princes fils du Sultan, en un mot tous les Princes et Princesses firent des dons variant de 600 à 1.000 livres turques en bijoux, objets d'art ou argent. Le Prince héritier, S. A. Rechad Effendi, offrit des objets d'art représentant une valeur de 2.000 livres turques.

En un mot, nul ne s'abstint de répondre à l'appel des dames patronesses. On connaît d'ailleurs la proverbiale générosité des Turcs et l'on sait comme ils ont la main large lorsqu'il s'agit d'une œuvre utile ou charitable. Cette fois encore, ils ne démentirent pas leur vieille réputation de libéralité.

***

Nous disons plus haut que le Comité libéral avait agi très sagement en mettant un frein à la licence de la Presse et aux agissements de certains individus, malheureusement trop nombreux, dont les méfaits nuisaient à la tâche des membres du Comité. Il y eut même quelques incidents fâcheux, telle l'invraisemblable aventure du drapeau national arménien (drapeau révolutionnaire) que les journaux disaient avoir été hissé sur le patriarcat de Koum Kapou.

En même temps, Mr. Guéchoff, agent politique de Bulgarie, se prétendait offensé pour n'avoir pas été invité au dîner de gala qu'offrit Tewfik Pacha aux représentants des Puissances.

Pour se donner de l'importance, compliquer l'imbroglio bulgare et préparer les revendications d'indépendance de la Bulgarie, Mr. Guéchoff quitta brusquement Stamboul pour rentrer à Sofia.

Ce ridicule incident fut rapidement clos, malgré les intrigues ourdies par les Bulgares et les *muzevirliks* (chicanes) qu'ils tentèrent de provoquer.

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur les faits et gestes, ineptes, des Bulgares. Non pas que l'auteur abdique les justes revendications à présenter contre eux pour leurs actes antérieurs, mais parceque leurs manifestations vraiment puériles au cours des derniers événements ne méritent pas l'honneur d'une mention spéciale.

— Quant au conflit résultant de l'occupation des Chemins de fer orientaux (section de la Roumélie) par l'Etat Bulgare, toutes les Puissances, Angleterre, France, Autriche, Allemagne, Italie, Russie, furent unanimes à critiquer l'action de la Bulgarie et à reconnaître le bon droit de la Porte, et celui de la Compagnie des Chemins de Fer Orientaux, qui sont aussi clairs que ceux du Gouvernement Ottoman. Or il était évident pour tous que la Bulgarie empiétait sur les uns et les autres.

A ce propos, le *Times* écrivait .

« On se demande ce que le Gouvernement Bulgare espère gagner par une action aussi manifestement incorrecte et contraire à toutes les règles de la diplomatie et à tous les principes du droit international.

« Jusqu'à nouvel ordre, nous nous refusons à croire que la Bulgarie veuille chercher gratuitement querelle à la Turquie.

« En dehors des considérations de droit, un peu de réflexion devrait convaincre la Bulgarie qu'elle a beaucoup plus à gagner au développement de la Turquie constitutionnelle qu'à un conflit armé dans les Balkans. »

Ces réflexions judicieuses, on le sait aujourd'hui, ne furent pas entendues ni comprises. Et pourtant, l'art. 1er du traité de Berlin fait

de la Bulgarie « une principauté autonome et tributaire sous la suzeraineté de S. M. Impériale le Sultan ». Le Prince est, d'après l'art. 3, désigné librement par la Nation Bulgare sous réserve de l'assentiment de la Sublime Porte et du placet des puissances. L'art. 9 met à la charge de la Bulgarie une part de la dette ottomane.

Telle est, en droit public international, la situation de la Bulgarie.

La pratique y a fait de nombreux accrocs : d'abord et surtout la réunion à la principauté de la Roumélie Orientale. D'après le traité de Berlin, cette province avait un gouverneur ottoman nommé par la Porte et confirmé par les puissances. Par une révolution, suivie d'une guerre victorieuse contre les Serbes, que l'Autriche avait mis en œuvre, les deux tronçons ont été soudés. Mais, grâce à une fiction ingénieuse, le traité de Berlin à été sauvegardé : le Prince Ferdinand à été nommé gouverneur ottoman de la Roumélie Orientale et les puissances ont ratifié le choix de la Porte.

De plus, la Bulgarie a pris en toute circonstances, les allures d'un État indépendant. Elle ne paie pas son tribut. Elle a partout en Europe des agents diplomatiques. Sa vassalité est devenue une fiction.

Mais, à cette fiction, la Porte tient obstinément; et le peuple Bulgare, son souverain plus encore, voudraient par-dessus tout s'en affranchir. C'a toujours été le but invariable de la politique du Prince Ferdinand, qui est l'un des meilleurs diplomates de l'Europe : se proclamer indépendant et prendre la couronne royale, comme firent avant lui les Princes de Roumanie et de Serbie, jadis aussi vassaux de la Porte.

On sait maintenant qu'il vient de tenter l'aventure en jouant, comme on dit, le tout pour le tout. La Jeune-Turquie, préoccupée justement de son œuvre grandiose de réformes intérieures s'en est remise — du moins jusqu'à présent — pour la solution de ce conflit, à une Conférence internationale. Mais c'est là, question fort grave et que nous traiterons spécialement d'autre part.

***

Quelques incidents se produisirent encore que nous passons sous silence, parceque véritablement, ils furent sans importance (*éhémiétsiz*, comme on dit à Constantinople) : tels le soulèvement d'Ibrahim Pacha dans la région du Kurdistan, les seconde et troisième gréves des Chemins de fer orientaux, de Smyrne-Aïdin, que le Comité des Jeunes-Turcs sut résoudre pacifiquement avec une magistrale habileté. Ces détails sont connus des lecteurs. Pas n'est besoin d'y insister.

***

Dans un ordre d'idées plus général, on sait que l'Angleterre et la France les deux nations libérales et pacifiques par excellence, les plus sincères amies de la Turquie, plus que tout autres attachées au principe de l'intégrité de l'Empire Ottoman, ont jusqu'à ce jour défendu cette cause dans l'intérêt de la paix européenne.

Ce fut parfois malaisé. Par exemple aux heures sombres où l'Arménie et la Macédoine clamaient leur désespoir et déclaraient n'attendre la fin de leurs souffrances que d'une rupture de toute attache avec le Gouvernement Turc, grâce au puissant appui de l'Europe.

Cependant, c'est en toute sincérité que l'Angleterre et la France saluèrent le soulèvement des libéraux ottomans.

Les deux généreuses nations soutenues par la Russie, ne permirent pas que des interventions étrangères vinssent fausser le résultat des élections devant exprimer librement la volonté du peuple turc.

L'Angleterre et la France employèrent toutes les ressources de leur diplomatie à faire comprendre au Gouvernement Bulgare qu'il s'exposait à de gros risques s'il tentait de troubler la période électorale en Macédoine et d'entraver ainsi le développement du nouveau régime constitutionnel en Turquie.

Mr Charles Dumont, député au Parlement français écrivait le 22 Août, dans la *Turquie Nouvelle,* ces lignes dignes de remarque :

« Nous sommes quelques-uns qui, pour avoir travaillé autrefois à faire connaître les vertus du peuple bulgare, avons eu l'honneur de recevoir les décorations de la principauté. Nous en foulerons les insignes aux pieds si la Bulgarie devait aujourd'hui, par égoïsme ethnique, menacer, avec la paix du monde, la liberté naissante de tout le peuple ottoman. »

Les Français ne sauraient regretter le passé à jamais aboli. L'avènement du régime libéral à marqué le retour de leur popularité. *La Marseillaise* est devenue l'hymne national des réformateurs. Et partout on crie : « Vive la France! » et avec les Français ce sont les Anglais qui ont retiré le plus grand bénéfice moral de la crise.

Les démonstrations anglophiles sans cesse répétées ; les banquets de gala offerts au Palais de Yildiz à l'ambassadeur d'Angleterre ; les honneurs militaires rendus et le *God Save the King,* joué constamment en présence du représentant du Roi Edouard par la musique de la Garde Impériale, et bien d'autres faits, témoignent d'une manière éclatante en faveur de la sincérité des sympathies unissant désormais l'Angleterre et la Turquie.

Le télégramme que S. M. Edouard VII adressa au Sultan à l'occasion de sa fête a eu les honneurs des éditoriaux des feuilles an-

glaises. Le fait seul de qualifier ce télégramme d'événement important montre le changement survenu dans la politique anglaise envers la Turquie et l'intérêt qu'elle porte au nouvel ordre de choses. Voici le passage le plus intéressant de la dépêche :

« On peut être certain qu'avec un premier Ministre aussi éminent qu'éclairé, l'Empire Ottoman prospèrera, et le nom de Votre Majesté deviendra célèbre dans tout l'univers. »

Le télégramme du roi s'explique ainsi. Comme le Sultan reste officiellement le Chef de l'Empire et comme il a, par un Iradé Impérial, rétabli la Constitution de Midhat Pacha, on feint de croire qu'il a agi de son plein gré et on célèbre en lui le libérateur de son peuple. On l'encourage peut-être, par de tels procédés, à marcher encore sur la route où il est descendu malgré lui. On lui donne courage et on espère s'insinuer dans ses bonnes grâces.

C'est donc là de bonne diplomatie.

On reproche à l'Empereur Guillaume II, qui n'a jamais lésiné avec le télégraphe et honore souvent Abdul-Hamid de messages électriques amicaux, de ne l'avoir pas complimenté au sujet de la Constitution ottomane. Edouard VII a voulu faire autrement. Les avantages extraordinaires que l'Allemagne s'était assurés en Turquie depuis quelque vingt ans par l'appui invariable qu'elle a donné au régime hamidien sont compromis par la rénovation commencée. Grâce aux sympathies qu'elle à prodiguées au Sultan, les Jeunes-Turcs sont en défiance vis-à-vis de Berlin. Ils se tournent d'instinct vers l'Angleterre et la France. On a lu les paroles exceptionnellement amicales échangées entre le nouvel ambassadeur Naoum Pacha et le président de la République. La Presse a célébré le successeur de Munir Pacha, non peut-être, dans certains journaux, sans quelque douleur dissimulée.

Après la France et l'Angleterre, ce fut la bélle, l'héroïque Hellade qui retira des événements un bénéfice, purement moral il est vrai, mais peut-être supérieur à celui dont se réjouirent les deux grandes nations. Les marques de sympathie prodiguées par la Jeune-Turquie à la Nation Grecque, demeureront à jamais inoubliables.

A propos de ces manifestations sympathiques, nous ne saurions sans injustice passer sous silence, le nom de Kemal Bey, une des plus hautes et aristocratiques personnalités de l'Albanie musulmane. Celui-là fut vraiment un philhellène fidèle et convaincu.

Kemal Bey s'était exilé pour éviter, sous le régime arbitraire que viennent d'abolir les Jeunes-Turcs, la prison et peut être le mauvais café. Après un court séjour à Athènes, où il se fit de nombreux amis,

le remuant Albanais, homme de savoir et d'esprit, gagna l'Europe occidentale où il se mit en relations avec les Jeunes-Turcs et s'occupa d'amener un rapprochement entres les Hellènes et les Albanais qu'il a toujours considérés comme des peuples frères, devant marcher la main dans la main pour défendre la Grèce et l'Albanie contre les convoitises étrangères.



NAMYK KÉMAL BEY
le grand patriote philhellène.

Depuis la révolution turque, Kémal Bey qui rentra à Constantinople, a été souvent interviewé. A Londres, il a eu des conversations fort intéressantes avec des correspondants de journaux grecs et étrangers. Il a, sans rien abandonner de ses idées politiques, montré le bien que la Turquie peut retirer de sa révolution et la nécessité plus pressante que jamais de l'entente gréco-albanaise. Voici ce qu'il répétait souvent :

« Je suis Albanais jusqu'à la moëlle des os, nationaliste enragé. Je suis fier d'appartenir à cette race, mais je ne suis pas moins fier d'être

frère des Hellènes. Grecs et Albanais sont — il faut que les deux peuples le comprennent bien — frères par le sang et par la situation. C'est une vérité historique, sanctionnée par toutes les données de la science. Unis, ces deux peuples forment une grande puissance. Dans leur union seulement, j'entrevois une digue au torrent panslaviste, qui menace d'inonder l'Orient.

« On sait les qualités des Albanais. La force morale des Hellènes est incontestable. Je m'imagine donc ce qui peut résulter de leur fraternisation. Le développement et le relèvement des Albanais au point de vue national contribuera, sans faire le moindre tort à l'idée hellénique, à l'émancipation morale des Albanais. Elle leur ouvrira les yeux pour voir où les poussent les propagandes étrangères et les fossés que creusent entre eux et les Hellènes les intérêts de tiers qui se heurtent à leur détriment.

« Une fois qu'ils auront une idée plus nette de leur entité nationale, les Albanais comprendront encore mieux les avantages qu'ils trouveront dans la fraternisation avec les Hellènes. Mais si on les laisse dans les ténèbres, sans conscience nationale, sans le sentiment de leur moi, ils deviendront victimes des intrigues et de l'action étrangères, se querelleront entre eux, se montreront hostiles à leurs frères les Hellènes, à la satisfaction de nos ennemis communs.

« C'est là ce que je voulais dire à mes frères les Hellènes de ma part et de celle de mes compatriotes, qu'ils doivent eux aussi contribuer de toutes leurs forces à l'émancipation des Albanais. »

C'est parler d'or. Ne croirait-on pas entendre le révérend et érudit père Chamarda, mort trop jeune pour le malheur des Grecs et des Albanais, prêchant, l'union, qui ne veut pas dire fusion, des Hellènes et des Albanais ?

En s'adressant aux Hellènes, Kémal Bey prêche des convertis. Ils sont disposés à seconder les efforts que feront les Albanais pour dissiper des préventions soigneusement entretenues par les propagandes étrangères. Ces préventions dissipées, les Albanais, verront de quel côté est leur intérêt national, de quel côté aussi leurs intérêts économiques. Les efforts des Slaves pour les éloigner des Hellènes et ceux des propagandes auraient dû leur avoir ouvert les yeux.

Unis, dit Kémal Bey, les Grecs et les Albanais constituent une grande puissance. Si les trois ou quatre millions d'Albanais de l'Albanie, de la Vieille-Serbie et de la Macédoine, s'unissent aux sept millions d'Hellènes de la Turquie et aux trois millions de la Grèce libre pour canaliser leurs efforts, les faire converger vers un même idéal, c'en est fait, dirons-nous avec Kémal Bey, des rêves de ceux qui espèrent les assujettir en les divisant.

Si les Albanais, si nombreux, pénétrés d'hellénisme, si les Albanais si heureux du sort qui leur est fait en Grèce; si les Grecs voisins et amis des Albanais en Macédoine et dans la Basse-Albanie, se mettent résolument à l'œuvre, la fraternisation des deux peuples passera bientôt dans le domaine des choses réelles. Il n'est rien en effet de plus facile que la réconciliation de deux frères que des querelles de famille ont jetés sur des voies opposées.

Avant de quitter la Grèce, Kémal Bey a eu de longues conférences avec M. le Président du Conseil, avec Mr. le Ministre des Affaires Étrangères et des notabilités albanaises d'origine hellénique.

Kémal Bey, qui va briguer les suffrages des Albanais, est entré au Parlement ottoman avec des compatriotes partisans de ses idées. Il trouvera chez les Grecs de Turquie le concours que méritent ses conceptions politiques sur lesquelles nous ne trouvons rien à reprendre.

L'entente gréco albanaise sera, si elle se produit dans les conditions indiquées par Kémal Bey, aussi profitable aux Hellènes qu'aux Albanais dont les ennemis convoitent le patrimoine ancestral.

***

C'est avec la joie la plus vive et le sentiment de patriotisme le plus profond que l'auteur de cet ouvrage, a tracé les lignes qui précèdent. Elles sont la constatation d'un état de choses bien propre à réjouir, tous les sincères amis de la Grèce et de la Turquie; la réalisation du vœu le plus cher à son cœur ; la consécration de la concorde et de la bonne amitié, scellées de façon durable entre les deux patries de l'auteur : l'Hellade maternelle et l'Empire d'Osman, son pays d'adoption.

A vrai dire, et malgré des dissentiments d'ordre politique, cette amitié a toujours existé en germe, entre les deux peuples sinon entre leurs Gouvernements.

Aussi puis-je écrire en toute sincérité que la joie ne fut pas moins vive à Athènes qu'à Constantinople, lorsque la nouvelle y fut proclamée triomphalement du Réveil de la Turquie.

Comment la noble Hellade n'aurait-elle pas salué d'enthousiasme, cette aurore de Liberté ? Comment les descendants si dignes de leurs ancêtres et des grands héros de l'Indépendance n'auraient-ils pas compris la sublimité de l'œuvre du parti Jeune-Turc, de cette grande entreprise glorieusement réussie ?

La Belle, l'Héroïque Hellade qui, par la vaillance et le patriotisme de ses enfants, la sagesse politique de son Roi Bien-Aimé, a su forcer

l'estime et l'admiration de toutes les Puissances européennes, est heureuse plus que toutes autres de pouvoir maintenant librement manifester ses sympathies au Gouvernement Turc.

Et nous savons que les Hellènes seront payés de retour par les Turcs. A leurs si nombreuses qualités, les Ottomans joignent un sentiment très vif de la reconnaissance. Ils n'auront garde d'oublier ce qu'ils doivent aux sept millions d'Hellènes qui vivent parmi eux dans toutes les villes et provinces de l'Empire et qui ont si efficacement concouru au développement du commerce et de la finance dans l'Empire des Khalifes.

Si des symptômes de mécontentement, si des différends acerbes ont fait parfois des deux nations des sœurs ennemies, la faute en est exclusivement aux hommes d'Etat de l'ancien régime qui, par l'intrigue, le mensonge et la trahison, conduisaient leur pays à la ruine et creusaient entre la Turquie et le reste du monde civilisé un infranchissable abîme de turpitude et d'infamie.

Le grand souffle libéral qui vient de purifier et de régénérer la Turquie a balayé toutes rancunes et ressentiments. C'est un spectacle heureux et réconfortant que de voir aujourd'hui les deux peuples unis dans le commun amour de la Liberté, marcher vers l'avenir, pleins de confiance en leurs destinées glorieuses et dans les conquêtes du Progrès.

L'auteur, plein d'émotion, salue cette touchante harmonie longtemps rêvée par lui, maintenant complète, des deux grandes nations, dont il salue le nouvel essor, en faisant les vœux les plus ardents pour leur toujours plus grande gloire.

— Dans un prochain chapitre nous raconterons l'arrivée à Athènes de quinze cents excursionnistes hellènes.

Nos lecteurs verront par les détails de la réception qui fut faite à ces touristes, combien solide est désormais le lien d'amitié unissant les deux peuples.

Les Réformes de la Jeune-Turquie

—

LE PROGRAMME OFFICIEL DES JEUNES-TURCS
CONFÉRENCES DU PRINCE SABAHEDDIN EFFENDI
RÉORGANISATION DE L'ARMÉE & DE LA MARINE
INTRODUCTION DE QUELQUES RÉFORMES

Pendant que le Comité *Union et Progrès* étudiait minutieusement la préparation de son nouveau programme devant remplacer la proclamation provisoire parue dans les premiers jours du mois de Septembre, le grand patriote et vaillant défenseur de la Patrie, le Prince Sabaheddin Effendi, le premier de nos philhellènes, faisait ses conférences.

La première eut lieu le Mercredi, 16 Septembre, dans la salle du Théâtre des Variétés, où plus de deux mille personnes pressées, entassées jusqu'aux limites de l'asphyxie, vinrent entendre et acclamer le conférencier.

Le Prince parla pendant une heure et demie, exposant avec une extrême clarté et une grande éloquence, entre divers sujets, la nécessité d'introduire dans l'Empire Ottoman le système de la décentralisation. Non pas, bien entendu, en proclamant l'autonomie de chaque province, mais en donnant à chacune le droit et les moyens de contrôler les actes du Gouvernement local, au moyen de la création de Conseils généraux, comme en France.

De cette manière, le peuple pourra connaître ses affaires et, dans la marche de services dûment contrôlés, trouver un guide certain pour assurer l'entente réciproque si désirable entre les diverses nationalités, entente et contrôle nécessaires, puisque la Chambre des

Députés, siègeant à Constantinople ne pourra faire utilement sentir sa haute influence dans toutes les Provinces. La Chambre n'aura qu'une action centrale. L'institution des Conseils Généraux permettrait au contraire à chaque province de s'occuper des questions spéciales la concernant.

Pour aller de l'avant avec succès, il faudra nécessairement mettre en jeu l'initiative privée Sans cette innovation nécessaire, la Turquie et ses sujets demeureraient à jamais tributaires de l'Europe et des Étrangers qui accapareront *in æternum* toutes entreprises pouvant faire prospérer la Turquie sans une aide extérieure.

« L'ère de la liberté en Turquie vient à peine de s'ouvrir, il faudra donc, dit le Prince, soigner notre jeune démocratie, faire son éducation, agir en sorte que, tout en demeurant saine, elle devienne robuste et intelligente.

« Si pendant trente ans nous avons gémi dans la servitude, la faute en est à nous qui sommes restés inactifs, incapables d'efforts et de travail. C'est grâce à l'initiative de tous, à l'énergie de chacun que nous pouvons espérer tout obtenir. La Liberté et la Vertu sont deux bien précieux qui ne se donnent pas, mais que l'on conquiert. »

En terminant, le Prince Sabaheddin, annonça officiellement que le Comité *Union et Progrès* et celui de décentralisation avaient complètement fusionné, aucune divergence d'opinions ne subsistant entre eux.

Cette brillante et remarquable conférence, dont nous n'avons pu donner qu'une idée bien imparfaite, eut un immense succès. Elle fut frénétiquement applaudie. Le Prince fit, le surlendemain, une seconde conférence dans le jardin de Bébek. S. A. Sabaheddin Effendi développa de façon magistrale, ce thème magnifique et plein d'actualité : « De l'éducation à donner au peuple, pour en faire le facteur de la régénération nationale ».

S'adressant aux dames turques, présentes en grand nombre, le Prince Sabaheddin leur a dit : « Vous avez, comme nous, le droit d'être libres, la Constitution étant aussi bien pour vous que pour nous. Vous serez libres, car l'Islam n'est pas une religion d'esclavage et l'Islam n'a pas été cause de vos tourments. Votre affranchissement viendra, mais soyez calmes, patientes, modérées. »

Le Prince ajouta qu'il se propose de fonder une association nationale, dont le programme comporterait précisément la diffusion de cette idée d'éducation.

Par le charme de sa parole, l'élégance de son discours, l'élévation de sa pensée, Son Altesse a complètement conquis son auditoire dans l'une et l'autre de ses conférences. Son succès a été considérable et du meilleur aloi.

Deux jours après la seconde conférence du Prince, le Comité *Union et Progrès* publiait son programme dans son organe officiel *Ittihad vè Terraki.*

Voici un résumé de cet important document :

1° Le droits consacrés par la Constitution de 1293 et confirmés par le Hatti-Houmayoun du 4 Rédjeb 1326 seront maintenus, à moins d'être modifiés par l'Assemblée générale. Les décisions de la Nation exprimées par ses suffrages constitueront de préférence la base de la Constitution. Par conséquent, le Cabinet sera responsable devant la Chambre des Députés et se retirera s'il perd sa confiance ;

2° Il n'y a dans l'art. 62 aucune condition qui s'oppose à ce que le nombre des Sénateurs soit supérieur au tiers des Députés. Le tiers des membres du Sénat seront donc désignés par le Souverain, et les deux tiers élus par le peuple. En tous cas, le mandat des Sénateurs sera à temps.

3° Les sujets ottomans du sexe masculin ayant accompli l'âge de 21 ans seront, qu'ils soient propriétaires ou non, électeurs du premier degré, sauf s'ils sont déchus de leurs droits civils ;

4° Introduction dans la Constitution de la liberté des réunions politiques à condition de se conformer à l'art. 1 de la Constitution de 1293 ;

5° Préparation de projets de lois pour l'extension des pouvoirs des autorités provinciales ;

6° Modification des décisions administratives conformément à l'avis de la Chambre ;

7° La langue officielle de l'Etat est la langue turque ;

8° Toute proposition de loi présentée par dix Députés devra être prise en considération ;

9° Tous, sans distinction de race et de nationalité, jouissent des mêmes droits et ont les mêmes charges. Tous les emplois du Gouvernement seront ouverts à ceux qui sont désignés par leur capacité. Les non Musulmans seront assujettis au service militaire ;

10° Maintien des privilèges des communautés religieuses ;

11° Réorganisation et augmentation des forces militaires et navales de l'Empire conformément à sa situation politique et géographique ;

12° Abrogation de l'art. 113 de la Constitution, contraire à la liberté individuelle ;

13° Préparation de lois définissant les rapports entre patrons et ouvriers ;

14° Rendre propriétaires les paysans de terrain sans empiétement sur les droits possessoires des tiers. Facilités pour leur procurer de l'argent à intérêt modéré ;

15° Remplacement de la dîme partout où cela est possible, par le système de prélèvement sur les chiffres moyens des cinq dernières années. Adoption plus tard, progressivement, du système du cadastre ;

16° Liberté dans l'enseignement. Tout sujet ottoman peut ouvrir, d'après la loi spéciale, une école privée ;

17° Toutes les écoles sont placées sous la surveillance de l'Etat. Ouverture d'écoles officielles mixtes pour tout les éléments, afin de rendre uniforme l'éducation des sujets ottomans. Dans l'enseignement primaire, l'enseignement de la langue turque est obligatoire.

Dans les écoles officielles, l'enseignement primaire est gratuit. Les écoles officielles primaires, dont il est parlé plus haut, serviront de préparation à l'enseignement secondaire et supérieure qui aura pour base la langue turque. Les programmes seront faits de manière à former des instituteurs et des institutrices. Des écoles de commerce, d'agriculture et d'industrie seront ouvertes.

Font exception à cette règle générale les écoles où l'enseignement est exclusivement religieux ;

18° Mesures propres à assurer le progrès économique du pays et le développement de l'agriculture ;

19° Assurer la liberté dans les élections législatives ;

20° Droit à tout sujet possédant les qualités requises, de se faire élire député dans n'importe quelle partie du pays ;

21° Ce programme peut être modifié dans quelques-unes de ses dispositions suivant les circonstances et d'après les décisions prises dans les réunions publiques du Comité.

Conformément aux dispositions de l'art. 11 de ce programme, le Ministère de la Guerre avait promulgué ses décisions pour la réorganisation de l'armée et de la marine. On sait que la Commission militaire de Yildiz, récemment dissoute, n'avait jamais, sous l'ancien

régime, fait rien qui vaille pour le relèvement de l'armée. Une nouvelle commission fut donc nommée, moins nombreuse mais mieux composée. Elle fut ainsi constituée : le vaillant maréchal Ghazi Moukhtar Pacha; le maréchal Edhem Pacha; le Grand-Maître de l'artillerie; le commandant de la garde Impériale et le commandant de la Cour Martiale. Cette commission devait tenir ses réunions au Seraskérat sous la présidence même du Ministre de la guerre. Elle s'occupa sans plus tarder des réformes à introduire et de l'étude des rapports qui lui furent présentés à cet effet. Ajoutons que la nouvelle commission a tous les devoirs et toutes les attributions du Conseil Supérieur de la Guerre tel qu'il existe en France.

Au point de vue militaire, la réorganisation de l'armée, facilitée par une gestion financière normale, donnera certainement à la Turquie une force dont il faudra désormais tenir le plus grand compte. C'est dire, qu'au lieu de rester sous la tutelle des grandes puissances, elle ne peut manquer de prendre une place importante dans les combinaisons diplomatiques de l'Europe. Il ne nous appartient pas de pronostiquer dans lequel des deux grands systèmes d'alliances elle pourra un jour entrer. Mais nous pouvons toujours dire que, dans toutes les conversations, parmi les personalités les plus diverses, on a constaté une sympathie très vive pour l'Angleterre et pour la France, avec en outre, à l'égard de ce dernier pays, un irrésistible penchant naturel qui est le résultat de nombreuses affinités morales.

Le soldat turc est excellent : sobre, dur à la fatigue, aux intempéries et à la misère, d'un courage indomptable, très dévoué à ses chefs et très discipliné. Quand il est bien armé et a reçu une instruction militaire suffisante, il forme, par sa vigueur, son endurance et son fatalisme, un combattant d'élite. Il a, en Crimée, sous les ordres du maréchal Pélissier, et plus tard, pendant la guerre de 1877, accompli, en maintes circonstances, de véritables actes d'héroïsme.

Quant au matériel, il était insuffisant. L'armement de l'armée active était satisfaisant, mais celui des formations de réserve, incomplet; l'habillement et l'équipement, même des soldats en activité de service, ont été mis à neuf.

Proportionnellement à l'effectif entretenu, le budget de la guerre ottoman était sous l'ancien régime, fort inférieur à celui des autres puissances : soit de 114 millions pour une armée de 200,000 hommes. A titre de comparaison, rappelons que les dépenses militaires s'élèvent en France à 700 millions pour 500,000 hommes, et en Allemagne à 950 millions pour 600,000 hommes.

En tout cas, il est bien certain que l'armée turque possède un excellent fond, et que le mal dont elle souffrait disparaîtra tout à fait par suite du changement apporté dans la Constitution Impériale. Aussi

doit-on s'attendre à voir la Turquie redevenir, dans un avenir, peut-être peu éloigné, une grande puissance militaire.

Conformément aux prescriptions de l'art. 5, la Turquie a introduit en Macédoine, les mêmes réformes que dans le reste de l'Empire. La plus urgente était celle de la Justice. Quant au budget macédonien, il fut notablement allégé, puisqu'il n'était plus nécessaire de maintenir, comme cela se faisait sous l'ancien régime, de nombreux corps de troupes dans le pays.

Après négociations puis entente avec les Puissances au sujet des traités de commerce, les réformes définitivement applicables auront pour effet d'augmenter le bien-être de la population macédonienne avec réaction favorable sur les finances de la Province. Quant à la politique de la Turquie, elle est caractérisée par une ferme intention d'entretenir les plus amicales relations avec les Puissances voisines, notamment avec la Russie. Mais les réformes intérieures priment tout. D'autres projets de lois et règlements devront être élaborés.

Parmi ceux qui seront soumis d'urgence à la Chambre des Députés, et dont quelques-uns sont même déjà venus en discussion, nous croyons que l'on peut mentionner en première ligne :

1° Un projet de loi pour la Presse lui garantissant la liberté et la soumettant pour les délits à la juridiction du jury ;

2° Un projet pour la constitution sur des bases libérales de Sociétés industrielles auxquelles on reconnaîtrait la personnalité morale ;

3° Un projet accordant le droit d'enseignement ottoman public et privé ;

4° Un projet de loi dont la Chambre demandera le dépôt au Ministère de l'Instruction Publique, pour l'éducation uniforme des sujets ottomans ;

5° Un projet de loi modifiant, dans leurs principales dispositions, reconnues défectueuses, les codes de procédure ;

6° Un projet sur la mise en accusation des Ministres ;

7° Un projet concernant les admissions au service de l'Etat;

8° La loi des finances établissant les revenus sur la répartition juste des impôts.

En ce qui concerne la réorganisation de la marine, la première décision prise et exécutée fut de se débarrasser des vieux bâtiments sans valeur, pour conserver ceux qui pouvaient encore être réparés avantageusement à peu de frais ; de remplacer les anciens canons par des canons modernes à tir rapide ; en un mot, de reconstituer dans le

moins de temps possible et avec un minimum de dépense, une marine vraiment digne de la grande Puissance militaire qu'est la Turquie.

Une des plus importantes décisions, résultant de l'art. 11 du Programme, fut, pour améliorer la marine turque, de faire appel à la collaboration d'un amiral anglais et d'un amiral français.

Nous pouvons dire en toute assurance qu'au moment où notre ouvrage paraîtra, les négociations entamées dès à présent auront abouti et que les deux amiraux désignés par les Puissances amies de la Turquie, auront eu déjà l'occasion de lui rendre de précieux services. On peut prédire alors, qu'avant trois ans écoulés, la Turquie sera — comme nous l'indiquions au début de ce chapitre — une des plus fortes Puissances maritimes de la Méditerranée.

Le temps, l'énergie, la patience, le calme, la bonne gestion du Gouvernement, l'intelligente initiative des Jeunes-Turcs, étonneront l'Europe entière, éblouie de l'importance et de la rapidité des Progrès réalisés.

A l'ouverture du Parlement, on votera d'urgence les budgets des administrations et les crédits ne pouvant être différés; puis on se mettra résolument à l'œuvre.

En attendant, la Jeune-Turquie organise et réforme, tout en assumant la tâche difficile de régler avec honneur et dignité les conflits soulevés par la Bulgarie, l'Autriche et la Serbie, complications d'ordre particulier sur lesquelles nous donnons plus loin d'amples détails.

Les Excursionnistes Hellènes à Constantinople

BRILLANTE ET ENTHOUSIASTE RÉCEPTION
SYMPATHIE ET ALLIANCE DES DEUX NATIONS
TROIS JOURNÉES A JAMAIS MÉMORABLES

Depuis la date glorieuse du 25 Mars 1821, jour de la proclamation de l'indépendance hellénique, aube d'espérance, prélude de la libération d'un peuple, jour trois fois saint où Monseigneur Germanos, archevê. que de Calavrita, leva l'étendard de la révolte, le peuple hellène, fier de son indépendance reconquise, considérant avec un légitime orgueil le chemin parcouru dans un si bref espace de temps, garda malgré tous les conflits, la plus sincère estime pour sa puissante et belliqueuse voisine. Cette estime entre adversaires ne demandait qu'à se transformer en cordialité d'amis et d'alliés en dépit des anciennes luttes et d'antiques préjugés que certains journalistes et de mauvais diplomates se plaisaient trop souvent à rappeler pour aigrir des relations que les gens de cœur et de sens avisé eussent voulu voir cordiales.

Les Hellènes certes honorent comme il convient la mémoire de leurs héros qui combattirent et moururent pour débarasser la Patrie de ses entraves.

La race antique et noble des fils de Minerve, née sur le sol sacré qui fut le berceau de la Liberté, n'a rien renié de ses origines. Les Hellènes ont conscience du glorieux avenir qui s'ouvre devant eux; ils savent qu'aucune espérance ne peut leur être refusée, si vastes que soient leurs ambitions. Mais sages et justes, ils n'ont nul souci de réveiller les querelles assoupies; ils ont mis tous leurs soins à éviter les différends sporadiques, les incidents, les malentendus surgissant, les conflits près d'éclater.

Par cette attitude, pleine de noblesse et de prudence, ils ont su conquérir l'estime et l'affection des Turcs, bons connaisseurs en ces

matières ; aussi même sous l'ancien régime, la Turquie, à plusieurs reprises n'a-t-elle pas ménagé à la Grèce ses témoignages de sympathie bien sincère.

Si parfois, sous le régime aboli, quelque froissement fut imposé aux Grecs, parfois au risque de complication diplomatique, ce fut toujours du fait d'un ancien fonctionnaire turc, agissant par ignorance ou maladresse et sous l'impulsion d'une vieille rancune personnelle. Aussi les Turcs instruits, intelligents et sages (il y en eut toujours beaucoup, même sous l'ancien régime), s'employèrent-ils constamment et souvent avec succès à étouffer les incidents fâcheux et aplanir les différends possibles. Nous n'insisterons pas ; mais nous pourrions citer des milliers d'exemples établissant que les Hellènes ont reçu maintes preuves d'affection de la Turquie, et de leur côté ont fait de leur mieux pour conserver leurs excellentes relations avec les Ottomans.

Depuis le 24 Juillet dernier, date à jamais mémorable de la proclamation de la Constitution, cette sympathie des Turcs pour les Hellènes s'accentua encore.

La plupart des exilés volontaires qui avaient trouvé le plus touchant accueil sur cette terre de Liberté qu'est la Grèce, tinrent avant de rentrer à leur pays natal, revenant de diverses contrées, à faire une visite de reconnaissance aux Hellènes pour leur témoigner la gratitude de l'hospitalité jadis reçue et les inviter à venir à Constantinople, Smyrne et Salonique, où les attendrait une brillante et enthousiaste réception.

Nous avons raconté plus haut l'accueil fait par les Hellènes au Prince Sabaheddin Effendi, ramenant à Constantinople, les restes mortels de son illustre père Mahmoud Damad Pacha, le vaillant et grand patriote.

Quelques jours après, les Hellènes faisaient une inoubliable réception aux soixante-dix officiers turcs qui s'étaient rendus à Larissa. Les Grecs, ivres de joie, bras-dessus bras-dessous avec les officiers turcs poussaient des cris enthousiastes : *Vive la glorieuse armée turque!*

Les officiers à leur tour répliquaient : *Vive la belle Hellade ! Vivent les vaillants et nobles Hellènes !*

Les visites, entre les deux nations voisines, s'échangeaient ainsi par petits groupes d'excursionnistes.

Quelques navires de guerre grecs visitèrent aussi les petits ports ottomans. Le *Salamina*, entre autres, se rendit à *Aï-Saranda,* où des ovations furent faites aux marins hellènes. Des visites furent échangées. Un arc de triomphe aux couleurs nationales fut dressé par les Turcs à l'entrée du port. Un magnifique banquet fut donné; des discours furent prononcés et des toasts portés à la prospérité des deux

nations, ainsi qu'à la continuation de la concorde régnant depuis longues années entres les deux peuples.

Le 18 Septembre, Mr Ralli, faisant une tournée en Macédoine passa par Monastir, où il a été l'objet d'un accueil enthousiaste.

Dix mille Grecs, massés à la station du chemin de fer, lui firent une manifestation grandiose, l'acclamant vivement. Les autorités et les membres du Comité Jeune-Turc assistaient à cette réception. Mr Ralli les a remerciés de cet accueil et a conseillé une cordiale entente entre les Grecs et les Turcs, ces deux éléments prépondérants de l'Empire Ottoman, ainsi qu'une confiance mutuelle, dans l'ère nouvelle de liberté et d'égalité généreusement octroyée par S. M. I. le Sultan à ses peuples, ère qui promet une régénération de l'Empire et la prospérité du pays.

Au dîner offert par la communauté grecque, en l'honneur de Mr Ralli, assistèrent : le Métropolite grec, plusieurs officiers turcs, une délégation du Comité Jeune-Turc, le consul de Grèce, les membres du Consulat hellénique, un chef albanais et plusieurs notables de la Communauté grecque.

Après que le Métropolite grec eût prononcé un toast, Mr Ralli a pris la parole, relevant la nécessité d'une entente cordiale entre les Turcs et les Grecs, en faveur de la consolidation du nouveau régime et de la prospérité du pays.

Un membre du Comité Jeune-Turc, portant à son tour un toast, a exprimé sa reconnaissance du précieux concours de l'élément grec à l'établissement de la Constitution

Mr Ralli séjourna pendant deux jours à Salonique, ville où les réceptions qui lui furent faites atteignirent le plus haut degré d'enthousiasme. La ville fut en fête et pavoisée pendant quarante-huit heures.

A Constantinople, nouvelles ovations, plus retentissantes encore s'il est possible. Mr Ralli fut reçu par le Padischah, qu'il connaissait d'ailleurs, ayant été déjà reçu en audience par le Sultan il y a quelque dix ans. Le Sultan daigna dire à Mr Ralli qu'il avait gardé le meilleur souvenir de lui et qu'il était heureux de le voir en parfaite santé et toujours le même. Sa Majesté chargea Mr Ralli de transmettre ses salutations impériales à S. M. le Roi Georges de Grèce, et de lui dire qu'Il serait très heureux de le recevoir dans la capitale ottomane.

Sa Hautesse ajouta qu'elle était enchantée de voir les liens d'intérêt et d'amitié existant depuis si longtemps entre la Grèce et la Turquie, resserrés par les circonstances actuelles.

Mr. Ralli rendit ensuite visite au Grand-Vézir et aux autres dignitaires de l'Etat. L'accueil qu'il en reçut fut très flatteur et même cordial. Des banquets furent offerts à l'éminent homme d'Etat hellène, qui quitta Constantinople pour se rendre à Serrès, vià Dédéagatch.

Le souvenir de la visite de Mr. Ralli était tout frais encore dans la mémoire des Constantinopolitains, lorsque, le 30 Septembre, arriva dans la capitale ottomane un groupe de mille quatre cents excursionnistes hellènes, délégués par la Grèce libérale, ayant à leur tête le très éminent et distingué homme d'Etat, Mr. Papamichalopoulo, député au Parlement grec, présidant ce groupe imposant d'excursionnistes.

Trois bateaux s'étaient rendus au-devant des excursionnistes hellènes, jusqu'aux Dardanelles, où la rencontre a pris un caractère grandiose ; la musique a joué les hymnes nationaux; puis un discours a été prononcé par Kémal Bey, au nom du Prince Sabaheddin. Il salua le rapprochement entre la Turquie et la Grèce. Mr. Papamichalopoulo, a répondu que le peuple hellène avait vu avec enthousiasme, l'aurore de la Liberté se lever sur l'Empire, et a affirmé la sympathie de son pays pour la Turquie.

Diverses autres allocutions ont été ensuite prononcées, entre autres une en turc, par Mr. Carolidès, professeur à l'Université d'Athènes, sur l'évolution récente de la patrie ottomane.

Puis, musique en tête, on s'est rendu à terre, où une réception triomphale a été faite aux voyageurs.

On partit ensuite à 5 heures du soir pour se rendre à Constantinople où l'on arriva dans l'après-midi, vers 2 heures 1/2.

A San-Stefano, plusieurs bateaux, spécialement affrétés par les Constantinopolitains, sont allés à la rencontre des excursionnistes.

Depuis que Byzance cessa d'être colonie de Mégare et des Métropoles de l'Hellade, jamais arrivée de nefs grecques ne fut accueillie avec semblables marques d'allégresse. Minerve-Athinâ en a dû tressaillir d'aise en sa retraite de l'Olympe de Bithynie, sa demeure dernière depuis vingt siècles. et du haut duquel elle assista sans doute à l'événement.

En dépit du temps détestable qui rebuta surtout quantité de dames, une foule nombreuse prit d'assaut les vapeurs qui, sous pavois, attendaient leurs passagers à quai, au pont, à Stamboul ou à leur bouée. Ils appareillèrent successivement à partir de 9 heures pour se réunir devant San-Stefano.

A 11 heures, les quinze paquebots, vapeurs, caboteurs du Chirket et du Mahsoussé, les remorqueurs, les mouches, attendaient devant San-Stefano, plus ou moins près de la rive, lorsque l'on vit poindre deux bâtiments pavoisés venant à une rapide allure. Ils se mêlèrent aux autres, au milieu des acclamations, des détonations d'armes à feu et des sifflets, et ils stoppèrent. Les musiques commencèrent à se répondre d'un bord à l'autre. Puis l'attente recommença.

Et en attendant, le *Prinkipessa Sofia* des Athéniens, vint manifester le long des autres bateaux en station. Acclamations pour acclamations, marches pour marches,

Le *Assos* et le *Mariora* arrivaient peu après. Ge furent de nouveaux cris, vivats et saluts. La foule, ivre d'enthousiasme, pousse de retentissants : *Zito*, *Yacha*, *Vivat* et, aussitôt, toute la flottille se déplace dans la direction du port. Le *Stamboul* entre le premier, en avant-coureur. Suivent le *Mariora,* le *Stefanos Streit,* le *Prinkipessa Sofia,* escortés de dix-sept paquebots ou remorqueurs, pavoisés aux couleurs nationales de Grèce et de Turquie. Tous vont accoster au quai. La foule renouvelle ses clameurs d'enthousiasme. La joie populaire atteint à son paroxisme. A bord des bateaux, le Comité des excursionnistes se tient sur la passerelle. Les drapeaux grecs et ottomans s'agitent et mêlent leurs plis fraternels. Des acclamations jaillissent des vapeurs hellènes : *Vive la Turquie ! Vive la Jeune-Turquie !* Et d'autres cris répondent, *Vive la Grèce*, *Zito ï Hellas !*

Des détonations crépitent comme au passage de la Résurrection au grand jour de Pâques, dominant les sifflements de la bise, le crépitement de l'averse, le hurlement des sirènes, bondissant et rebondissant vers les collines de Constantinople.

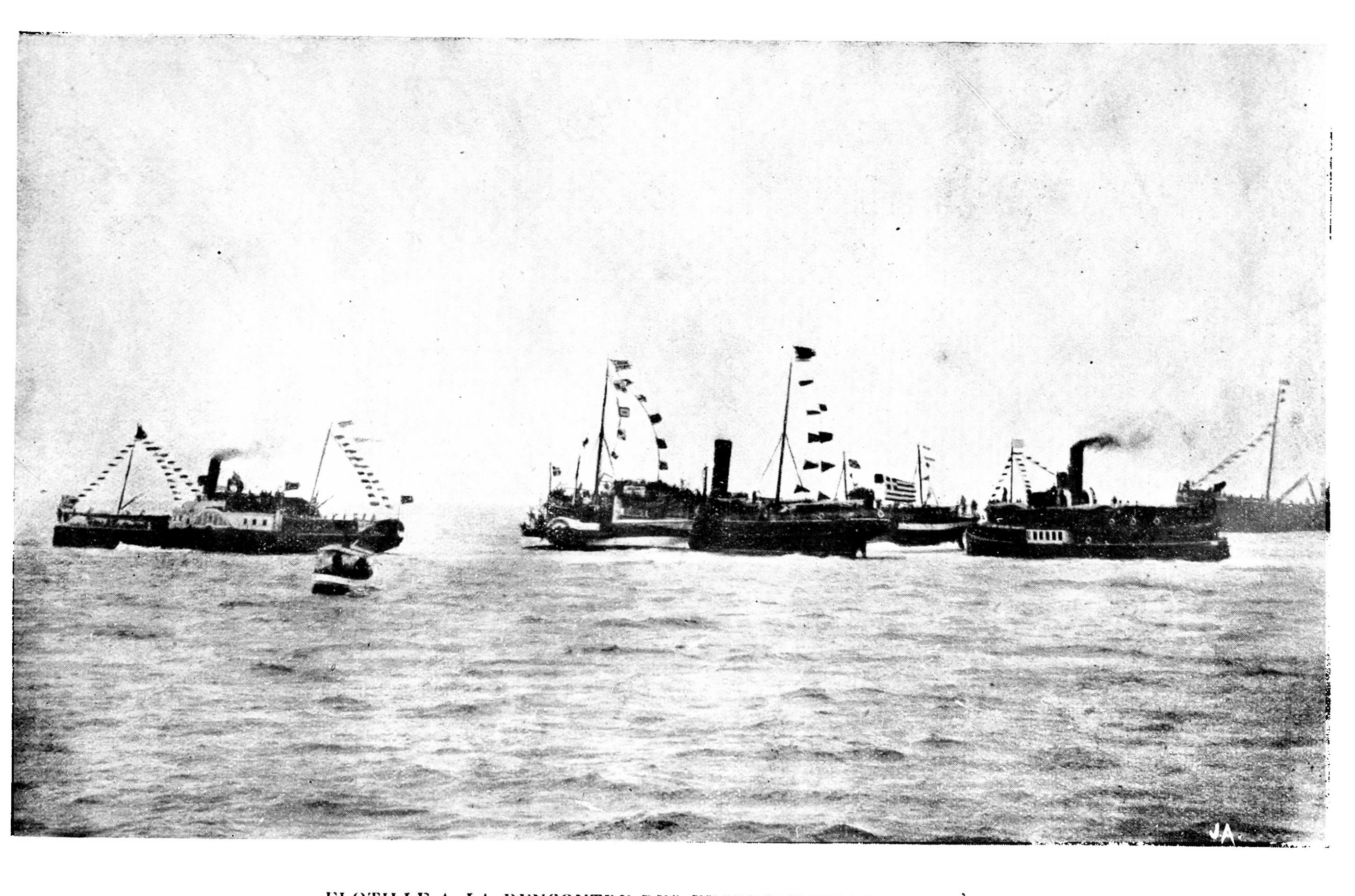
A trois heures de l'après-midi, tout le monde débarque.

Les excursionnistes prennent le chemin de Stamboul. Sur le pont, les acclamations redoublent. La foule ruisselante s'égosille au passage de Kiamil Pacha, qui regagne son conak. Le feu sacré de l'enthousiasme nargue l'averse moqueuse. La procession tumultueuse gagne l'avenue de la Sublime-Porte. On acclame sans fin le gouvernement constitutionnel. Grecs, Turcs, Arméniens et Israélites, crient vers le ciel toute leur reconnaissance et leur joie.

Les membres du Comité des excursionnistes, ayant à leur tête Mr. Pappamichalopoulo sont reçus au siège du Comité *Union et Progrès.* C'est l'infatigable adjudant-major Sélim Sirry Bey qui remplit à merveille le rôle d'introducteur. Dans la salle des délibérations du Comité, des discours chaleureux retentissent. Talaat Bey souhaite éloquemment la bienvenue aux nobles fils de l'Hellade. Il relève l'importance capitale de cette visite mémorable, gage d'une fraternité intangible entre Hellènes et Ottomans. Mr. Pappamichalopoulo lui donne la réplique en termes qu'auraient applaudis Démosthène et Périclès.

Il magnifie l'œuvre pacifique de la Jeune-Turquie et lui transmet les félicitations de la Grèce toute entière. On toaste autour d'un buffet reconstituant et providentiel pour des estomacs que la houle a fortement malmenés.

Sous la pluie battante, le cortège se reforme et gagne les hauteurs de Péra, au milieu des acclamations incessantes. Il est six heures quand on arrive à la légation hellénique. Mr. Gryparis, Ministre de Grèce, entouré de tous les fonctionnaires de la légation, du consulat-



FLOTILLE A LA RENCONTRE DES EXCURSIONNISTES HELLÈNES

général et des notables de la Colonie, reçoit le Comité des excursionnistes avec sa bonne grâce exquise et coutumière. Les salons regorgent ; Mr. Gryparis prononce une vibrante allocution.

L'accueil qui leur est fait, a déclaré le ministre, n'est pas une banale réception, de pure forme, mais la démonstration qu'on les regarde à Constantinople comme des frères véritables qui doivent s'unir désormais pour la prospérité et le progrès du pays ottoman.

Mr. Papamichalopoulos a répondu éloquemment, en exprimant la reconnaissance des excursionnistes pour l'accueil enthousiaste que leur a réservé la capitale de l'Empire Ottoman.

Il a fait l'éloge des nobles héros qui ont été les auteurs de l'émancipation nationale, en déclarant que les Hellènes venaient tendre avec la plus grande sincérité la main au peuple ottoman, et l'assurer de leur aide fraternelle dans tout ce qui pourra concourir à la grandeur de la nation enfin affranchie.

Des cris de : Vive la Turquie ! Vive la Grèce ! ont salué son éloquente péroraison.

De la légation de Grèce, les excursionnistes suivent la grande Rue de Péra, ayant en tête de leurs groupes la musique du Phalère, jouant des airs entraînants. Une pluie de fleurs tombe de tous les balcons et fenêtres sur les Hellènes qui saluent de leurs drapeaux et poussent de retentissants *Zito :*

Devant Galata-Séraï la fanfare s'arrête. Elle joue l'hymne de la Constitution, frénétiquement applaudi. Puis d'autres groupes, d'autres fanfares arrivent et se succèdent. La ville est pleine d'une immense rumeur. Et, sur les pavés glissants, dans les fondrières lamentables, don de l'administration de l'ancien régime, des *hora* populaires se déroulent sous la pluie qui redouble.

La Révolution ottomane qui triompha de tous les obstacles, triomphe joyeusement encore de tous les éléments conjurés.

Vers 7 heures $^{1}/_{2}$, le Comité *Union et Progrès* offrit l'*Iftar* au café splendide, dans la Grande Salle. Plusieurs délégués athéniens et des personnages de marque, ainsi que des délégués ottomans du Comité *Union et Progrès,* prirent place autour de la table brillamment ornée de drapeaux hellènes et turcs, surchargée de fleurs et surmontée de trophées et panoplies. Le coup d'œil était magnifique.

Au dessert, Mouheddine Bey, a porté le premier toast en turc. Il a rappelé les phases du mouvement qui a fait de la Grèce un État libre. « Les Hellènes doivent tout à la liberté. Une union des peuples ottoman et hellène ne peut que contribuer à leur grandeur réciproque. Les Ottomans, qui remercient les Grecs de leur visite, la leur rendront à Athènes ».

Ces paroles ont été traduites en grec.

Puis, un professeur grec a pris la parole et s'est déclaré persuadé que les interventions étrangères cesseront dès ce moment en Turquie, et que cet État occupera désormais une place considérable dans le concert des peuples civilisés.

Mr Papamichalopoulo a remercié pour l'accueil qui était fait aux Athéniens. Il a ajouté que ceux-ci comptaient sur la prochaine visite des Ottomans à la cité de Pallas.

Le *mufti* de Volo, présent, s'est levé pour constater que, depuis trente ans, les Turcs de Thessalie jouissent de la liberté tout autant que les Grecs. Ils sont heureux de saluer aujoud'hui leurs libres frères de Turquie. Le *mufti* a préconisé une étroite égalité entre les deux éléments.

La musique du Phalère s'est fait entendre durant le repas.

Après le banquet, les Athéniens ont pris place dans des voitures pour se rendre à Tatavla, où l'on tenait une grande réception dans la salle de la Philoptochos.

Le lendemain soir, un banquet de deux cent cinquante couverts a été offert dans la grande salle de l'Union Française.

Le dîner était présidé par Mr Gryparis, ministre de Grèce, qui avait à sa droite Selim Bey, du Comité ottoman *Union et Progrès* et à sa gauche, Fazli bey, secrétaire de S. A. le prince Sabaheddin, et le représentant.

Tous les membres de la légation et du consulat général de Grèce, des membres du Comité ottoman *Union et Progrès*, la plupart des notabilités de la colonie hellénique, israélite, arménienne et de nombreux mèmbres de la presse locale assistaient à ce dîner.

La plus franche gaîté n'a cessé de régner durant tout le repas, et à l'heure des toasts, l'enthousiasme était vraiment indescriptible; non seulement dans la salle, mais aussi dans la rue, devant la porte de l'Union où une foule émorme s'était massée. A chaque fin de toast, soulignée dans la salle par des applaudissements, cette foule poussait de chaleureux *Zito*.

Mr Voutiras, doyen de la presse grecque et président du comité organisateur de l'excursion, prononça le premier toast, pour dire toute la joie que lui causait la réception brillante faite aux Hellènes. La cordialité toute fraîche des relations entre la Grèce et la Turquie était une fois de plus maintenue.

Il leva son verre à la gloire des Hellènes et à celle de leurs frères et amis les Ottomans.

Ce toast fut couvert d'un tonnerre d'applaudissements.

Mr Pappamichalopoulo, l'éminent député, président des excursion-

nistes, prononça ensuite un remarquable discours, dont voici quelques passages :

« Nous sommes venus ici, car il n'était pas possible aux Hellènes de ne point prendre part à la joie de leurs frères d'Orient » Puis il fit un court aperçu de l'histoire de la Grèce et de la Turquie. S'adressant à Kiamil bey, du Comité *Union et Progrès,* il le remercia pour toutes les attentions dont ils ont été l'objet. Il le félicita de tous les services rendus à la Patrie ottomane par lui et ses camarades. En terminant il exprima le désir de voir les Jeunes-Turcs rendre visite à la Grèce. Et ils seront les bienvenus ».

Un autre orateur succèda à Mr Pappamichalopoulo et prononça une vibrante allocution dont voici le texte :

« Un grand écrivain français, Ernest Renan a dit de l'Acropole : C'est le miracle de la Grèce. Nous pouvons dire de la révolution qui vient de s'opérer en Turquie : C'est le miracle turc ! Les miracles s'expliquent parfois, ils sont beaux, magnanimes. Parmi les personnes qui ont contribué au miracle turc, il y en a qui sont mortes, d'autres qui sont en vie ; un des survivants, c'est le Prince Sabaheddin, joli nom qui veut dire : *L'aurore de la foi ;* il a été votre aurore, il le sera encore, honneur donc à lui !

« Buvons donc à la mémoire des morts, à la santé des survivants et en particulier au Prince Sabaheddin. »

Ce beau discours à été couvert d'applaudissements.

Puis ce fut Mr. Gryparis qui porta un toast en l'honneur des nations hellène et ottomane, fraternisant de façon si touchante. Mr. Pappamichalopoulo versa en ce moment une somme de deux mille francs recueillis par les Hellènes pour le sinistre de Stamboul.

Djellal ed Dine Bey Arif prit alors la parole et prononça un très éloquent discours dont voici la péroraison :

« J'invite les Grecs à venir serrer la main à leurs frères les Ottomans et, par ce mot, je n'entends pas seulement les Turcs, non ; mais les Arméniens, les Juifs, le Bulgares, les Kurdes, les Arabes. Cette visite que vous avez bien voulu faire, Messieurs, a pour nous une grande importance et je dirai bien plus : cette visite que vous venez de nous faire et que nous vous rendrons certainement, est le prélude non d'une entente cordiale comme on l'a dit tout à l'heure, mais d'une *alliance.* »

A ce dernier mot les convives applaudirent frénétiquement en criant ;

Vive l'Union! Grecs et Ottomans se donneront la main; nous mar cherons d'un commun accord dans la voie de la prospérité et de la grandeur!!..

L'orateur a, en terminant, levé son verre aux nations Ottomane et Hellène et à leur *prochaine union.*

Le président des excursionnistes remercia, d'une voix émue, les orateurs pour les paroles d'union, de concorde et de vive sympathie qu'ils ont bien voulu adresser aux Hellènes venus à Constantinople.

Il a dit en substance que lui et ses compagnons garderont le meilleur souvenir de leur séjour à Constantinople, sur un sol ottoman qui les a si bien accueillis.

« *Venez en Grèce; Athènes vous recevra à bras ouverts, et toutes les villes de la Grèce également.* »

Avant de se séparer, un dernier toast fut porté au Roi Georges de Grèce, à sa nation, à l'armée ottomane et à Mr. Gryparis, ministre de Grèce.

Un fait qui mérite d'être signalé :

Parmi les deux cent cinquante convives assistant au dîner se trouvaient assis l'un près de l'autre, les petits fils d'un chef hellène et d'un chef albanais qui avaient combatu l'un contre l'autre, il y a un demi-siècle, à Calamata. Le premier occupe aujourd'hui une situation importante en Grèce et l'autre est un officier distingué de l'armée ottomane. C'est là un exemple que nous devons toujours avoir sous les yeux, comme disait dans le *Tanine,* notre excellent *Vatandache* Hussein Djahid Bey.

« Nous devons jeter dans l'oubli toutes les fautes, toutes les luttes, tous les malentendus du passé, et si nous nous en souvenons, ce doit être pour ne pas tomber dans les mêmes erreurs. C'est la politique que suivront désormais les Ottomans.

« La Grèce a été le berceau des institutions libérales, des arts et des sciences qui ont servi de base à la civilisation européenne. aujourd'hui même, ajoutait Djahid Bey dans son journal, les œuvres immortelles des anciens Grecs sont étudiées avec encore un plus grand profit, car elles enseignent la morale pure et inspirent des sentiments élevés.

« Les Hellènes d'aujourd'hui, héritiers de cette grande civilisation, ne pouvaient ne pas suivre avec sympathie la lutte héroïque engagée tout près d'eux pour l'acquisition de la liberté et ne pas souhaiter la voir couronnée de succès. C'est donc mus par ces sentiments, qu'ils sont venus à Constantinople. Les discours prononcés au cours du dîner offert par le Comité ottoman, étaient tous inspirés par ces sentiments. On voyait assis côte à côte les représentants de deux peuples, entre lesquels des malentendus avaient creusé, depuis des siècles, tout



Mr CONST. PAPAMICHALOPOULO PRÉSIDENT DES EXCURSIONNISTES HELLÈNES

(A sa gauche le Mufti de Volo)

un abîme. Ils oublient les douloureux souvenirs du passé, et se tendent la main sous le soleil bienfaisant de la justice et de la liberté.

« Ce sont de belles graines qui porteront leurs fruits. C'est la base de l'amnistie et de la fraternité entre les deux peuples. Le résultat peut ne pas être immédiat, mais, en tous cas, l'intention est pure. »

Dans la matinée du Vendredi 2 Octobre, les excursionnistes hellènes se rendirent à Djoubali et, de là, au patriarcat du Phanar, acclamés par la foule compacte de toute nationalité qui avait envahi les rues.

Fenêtres, balcons, voire les toits des maisons étaient bondés de gens qui jetaient des fleurs sur les excursionnistes. Quand ceux-ci se présentèrent devant le patriarcat, toutes les cloches des Églises firent retentir leurs plus joyeux carillons. Sa Sainteté Monseigneur Joachim III, portant le Grand Cordon du Saint-Sauveur et ses insignes, suivi d'un brillant cortège, descendit au porche de la Cour d'honneur, tandis que la fanfare jouait l'hymne national grec. L'instant était solennel et l'enthousiasme indescriptible.

Sa Sainteté, révêtue de somptueux habits sacerdotaux, se rendit à l'Église suivie de tous les membres du Saint Synode, et monta sur le trône patriarcal pendant que les chœurs chantaient des psaumes.

Des prières furent récitées pour L L. M M. le Roi Georges, la Reine Olga et tous les membres de la Famille Royale de Grèce, ainsi que pour la nation hellène, l'armée grecque et les excursionnistes.

Après la doxologie, des allocutions furent prononcées.

Sa Sainteté Monseigneur Joackim III, nomma l'éminent homme d'État Mr. Papamichalopoulo, grand référendaire, en récompense de son zèle ardent pour la nation hellène et pour l'Église.

A l'issue de la cérémonie, des raffraîchissements furent servis au salon, puis le Patriarche sortit sur le balcon et harangua la foule en ces termes :

« La rencontre d'aujourd'hui dans l'Église patriarcale comporte une grande signification. C'est un point très important dans l'histoire de notre Empire, de notre Église, de notre nation, de notre religion et de nous tous.

« C'est pour tous un sujet de sérieuses réflexions. Tous, très émus, nous vous adressons nos adieux de tout notre cœur, en vous souhaitant de progresser pour le bien de la nation, de l'église et de l'armée.

« A chacun de vous, nous disons :

« Soyez heureux ! »

Les paroles du Patriarche ont été couvertes par des *Zitos* réitérés. Sur ce, le Patriarche s'avance de nouveau et sortant de sa poche une croix en or avec sa chaîne également en or et la montrant au peuple, dit :

« Chers enfants! cette croix que je porte, que je vous montre, est celle du grand martyr Grégoire V. C'est une relique précieuse. Que sa bénédiction vous couvre tous! »

La foule répondit : « Que sa mémoire soit éternelle », et tous, les larmes aux yeux, acclamaient le Patriarche et poussaient de vibrants : *Zito!*

Les excursionnistes ont quitté le Patriarcat en suivant le même chemin qu'à l'aller. Ils s'embarquèrent à Djoubali, pour se rendre au pont et, de là, au Palais de Yildiz, où ils devaient assister à la cérémonie du Selamlik.

Pendant que le gros des excursionnistes allait directement à Yildiz, une délégation de quelques-uns d'entre eux, composée de MM. Papamichalopoulo, Carolides, Scalieri, etc., se rendit à bord du *Rehber,* mouche à vapeur gracieusement mise à leur disposition par le Grand Vézir à Couroutchechmé, pour faire visite au Prince Sabaheddine. Le Prince a reçu la délégation avec de grands égards et lui a exprimé à plusieurs reprises sa vive joie de leur arrivée à Constantinople et son espoir de visiter de nouveau la Grèce dont il a emporté le meilleur souvenir. La charmante fillette du Prince s'étant alors avancée, offrit un très joli bouquet à Mr. Papamichalopoulos.

En prenant congé du Prince, celui-ci a accompagné des membres de la délégation jusqu'à la porte extérieure de son conak et leur dit qu'en leur serrant la main, il serre celle de la Grèce.

Mr. Papamichalopoulo, en faisant ses adieux au Prince Sabaheddine, a répété que les Athéniens donnent rendez-vous aux Ottomans dans la salle de Pallas-Athênê.

A Yildiz, la présence de tous ces visiteurs donna une plus grande animation que de coutume à la cérémonie, toujours imposante du Selamlik.

En passant devant les Hellènes, auxquels une place spéciale avait été réservée, le Sultan salua à plusieurs reprises, pendant que de vibrantes acclamations retentissaient.

Ses dévotions terminées, le Sultan a délégué auprès du Comité des excursionnistes, Ghalib Pacha, grand-maître des cérémonies, qui leur transmit les salutations impériales.

« S. M. I. le Sultan, dit Ghalib pacha, m'a chargé de vous exprimer ses salutations impériales. Le Souverain a ressenti une grande joie de la visite que font à la nation ottomane les délégués d'une nation voisine et amie. Ce jour restera inoubliable pour S. M. I. le Sultan et Sa Hautesse souhaite que les excursionnistes de leur côté n'oublient jamais leur séjour à Constantinople. »

Ces paroles furent suivies de vibrantes acclamations en l'honneur du Sultan, exclamations poussées par les excursionnistes qui, drapeaux

J.A.

LES EXCURSIONNISTES HELLÈNES SE RENDANT AU PALAIS DE YILDIZ

hellène et ottoman en tête, defilèrent devant le Merassim Kiosk. Au même instant le Sultan parut à une fenêtre du rez-de-chaussée, saluant des deux mains ses *missafirs* (hôtes) hellènes et prononçant, dit-on, les mots : *Hôche Gueldiniz, Sefâ Gheldiniz, Allah selamet versin....* (Soyez les bienvenus et bon voyage !)

En quittant le palais de Yildiz, les excursionnistes rentrèrent à Galata. Vers 3 heures, ils s'embarquèrent à bord des trois paquebots.

Sur les quais, la foule immense saluait les partants. Plusieurs petits bateaux : barques à voile, mouches à vapeur, remorqueurs, etc., accompagnèrent les trois navires jusqu'à Marmara.

Turcs, Arméniens, Israélites lançaient des cris d'au revoir ! à bientôt ! à Athènes ! Les Hellènes, émus et charmés, répondaient par des *Zito* retentissants.

Ainsi finit cette inoubliable manifestation sans précédent dans l'histoire de la Grèce et de la Turquie, démonstration d'amitié, pacte de bonne entente conclu dans une allégresse patriotique.

C'est en proie à la plus vive émotion, conséquence de l'acte accompli, au plus légitime orgueil pour les sympathies témoignées à la Grèce, qu'au soir tombant, les Hellènes virent disparaître à leurs yeux les rives hospitalières du Bosphore, ce décor incomparable de poésie de splendeur et estompé doucement dans les derniers rayons de l'astre déclinant.

Des journées passées en Turquie, les excursionnistes grecs ont remporté sur le sol sacré de l'Hellade, des souvenirs précieux et des espérances pour le radieux avenir que réserve à la Patrie, cette union certainement féconde, de la Grèce et de la Turquie.

La Ligne de Bagdad

Le régime constitutionnel est loin de plaire à l'Allemagne.

Les avantages qu'elle a obtenu sur l'ancien régime sont nombreux, et il est possible que les hommes qui se trouvent à la tête du mouvement progressiste en Turquie, aient à reviser toutes les concessions accordées.

Nous parlerons entre autres du railway de Bagdad.

Il y a 52 ans, après la guerre de Crimée, le 23 Septembre 1856, le Gouvernement passait un contrat avec une société anglaise, pour la construction du chemin de fer d'Aidin dans le Vilayet de Smyrne.

Cette première concession fût suivie, en 1863, de celle du chemin de fer de Cassaba, partant également de Smyrne.

En 1871, un Iradé ordonnait la construction directe des réseaux anatoliens, et l'État entreprit les lignes de Moudania à Brousse, de Cassaba à Allacheïr et de Haïdar Pacha à Ismidt.

Ce tronçon ne devant être que la première étape du railway de Bagdad, faisons-en le croquis historique jusqu'au jour de la signature de la néfaste convention du 18/31 Janvier 1902, entre Mr. F. Zander et le non moins néfaste Zihni Pacha.

La section Haïdar Pacha-Ismidt, fut donc construite en régie par le Gouvernement Impérial Commencée en 1871, elle fut achevée en 1873, sous la direction de l'Ingénieur Von Pressel.

En Mars 1880, Mrs. L. Seefelder, W. J. Alt. Hauson et Cie obtenaient en location pour 20 ans, l'exploitation de cette ligne ; le Gouvernement se réservait dans le contrat, le droit de racheter sa concession à toute époque.

Il ne tarda pas à en user, car déjà les Allemands, profitant des circonstances, s'étaient immiscées dans les affaires turques. Cette ligne fut cédée à ces derniers.

En Septembre et en Octobre 1888, deux Iradé accordèrent à Mr. Alfred Kaulla, agissant comme mandataire de la Deutsche Bank de Berlin et de la Wurthemberoische Vereinsbank, en premier lieu l'exploitation de la ligne Haïdar Pacha-Ismidt; puis la concession pour une durée de 99 ans de la voie ferrée de 485 kilomètres pour joindre Ismidt à Angora, avec une garantie kilométrique de 10.300 francs pour le tronçon Haïdar Pacha-Ismidt; et 15.000 francs pour celui d'Ismidt à Angora.

Le 16 Mars 1889, les deux établissements cités plus haut fondèrent la société dite : Société Ottomane des Chemins de Fer d'Anatolie.

Depuis cette date, les Allemands marchèrent de succès en succès : le 15 Février 1893, le Sultan leur accordait la concession de l'embranchement Eski-Cheïr à Koniah et d'Angora à Césarée.

C'est le premier embranchement qui fut mis à exécution.

Après la construction de cette ligne, l'ambition allemande ne connut plus de bornes, et après bien des pourparlers, elle obtenait à la date du 18/31 Janvier 1902, la concession de la ligne de Bagdad.

Par la convention du 18/31 Janvier 1902, l'ex-ministre a accordé aux Allemands la concession du railway de Bagdad, partant de Kônia au Golfe Persique et divers embranchements qui viennent se greffer à la ligne-mère.

Outre cela, la Société d'Anatolie a reçu encore les concessions suivantes :

1° Un service de navigation à vapeur et à voile sur l'Euphrate, le Tigre et le Chatt-el-Arab;

2° Le monopole pour l'installation des tuileries et briqueteries, avec l'exemption de frais de douane pour l'outillage et le combustible;

3° Le droit de percevoir un péage dit keupru-parassi sur tous les ponts où sera installée la ligne du chemin de fer;

4° Le droit d'exploiter les mines non encore concédées dans une zone de vingt kilomètres de l'axe de la voie; elle pourra aussi opérer des coupes dans les forêts, soit pour prendre du bois, soit pour faire du charbon;

5° L'exploitation d'un port à Bagdad sur le Tigre à Bassorah, sur le Chatt-el-Arab et un autre sur le littoral du Golfe Persique, emplacement qui n'a pas été encore fixé;

6° Le droit de location aux cultivateurs de ses magasins et dépôts;

7° D'après l'art. 25, le monopole de l'électricité comme lumière et force pour l'éclairage des villes où elle passerait et la distribution de l'énergie électrique pour les usines avoisinantes;

8° Le droit de faire des recherches et des fouilles pour mettre à jour les trésors antiques qui se trouvent dans une zone de 40 kilomètres;

9° Octroi de l'autorisation de desservir par ses bateaux la ligne Haïdar Pacha-Karakeuy ;

10° Droit d'établir une ligne de la station de Hamidié au port de Castabol, ligne qui est déclarée provisoire, pour le transport du matériel de construction.

Pour toutes ces concessions le Gouvernement a donné comme garantie (le mot est charmant!) :

1° Une annuité de 12.000 francs pour frais d'exploitation par kilomètre linéaire, et 4500 francs pour dich-kirassé.

C'est la Dette Publique Ottomane qui est chargée de verser à la Société le montant de cette garantie, prélevé sur les dîmes et sur la surtaxe douanière de 3 %.

Outre cela le Gouvernement Impérial s'est engagé :

1° A verser une annuité de 350.000 francs et ce pendant 30 ans, pour amortir l'avance de huit millions que la Société a faite pour parachever et renforcer la ligne Haïdar Pacha-Eski Cheir Koniah, de façon à ce que les trains puissent marcher à 75 kilomètres à l'heure, vitesse exigée pour la ligne Koniah-Bagdad Golfe Persique ;

2° Une seconde annuité de 350.000 francs appliqués aux frais spécialement causés pour les trains rapides.

Ces deux annuités de 350.000 francs chacune, seront gagées sur les revenus dîmiers affectés à la garantie kilométrique de la ligne Haïdar Pacha Angora, revenus qui laissent une plus-value suffisante pour le service de ces deux annuités

Comme garantie de la part de la Société, l'art. 18 stipule que cette dernière aurait à déposer dans une banque de l'État une somme de 30.000 livres sterlings.

Aujourd'hui que la Turquie se recueille sous le régime nouveau, on constate que l'Allemagne a profité largement de l'incohérence dans laquelle s'est trouvé le pays pour se faire concéder cette magnifique et colossale entreprise par laquelle elle divise l'Asie-Mineure en deux parties par son ruban large de 40 kilomètres.

Pour l'Empire Allemand, abstraction faite des avantages économiques, le railway de Bagdad pourra être plus tard d'une grande valeur politique. Bravant l'Angleterre qui s'était offerte à construire sans aucune redevance kilométrique, elle joua des pieds et des mains pour parvenir à son but.

Sûre de la vénalité des fonctionnaires de l'ancien régime, elle y parvint enfin et obtint la concession par la convention du 18/31 Janvier 1902 qui restera unique dans les annales des chemins de fer du monde entier.

Mais l'Allemagne ne s'attendait pas au coup d'Etat du 24 Juillet 1908, à la renaissance de la Jeune-Turquie.

Aujourd'hui que le pays renaît, que chacun est maître de dire son opinion, de faire son devoir en éclairant de son avis la masse dirigeante de l'Etat et de travailler à la régénération de la Turquie, deux hypothèses se présentent pour l'application rationnelle de l'acte de Bagdad

1° Ou le Gouvernement doit faire reviser la Convention de Bagdad et l'édifier sur de nouvelles bases, en respectant avant tout les intérêts vitaux de la Nation Ottomane;

2° Ou bien le Gouvernement et la Nation devront unir tous leurs efforts pour casser l'acte de concession du Railway de Bagdad.

Le peuple est las de la pieuvre allemande, depuis 32 ans elle a été la conseillère, le mauvais génie du régime de l'absolutisme et de la tyrannie.

Aussi est-on décidé à s'en débarrasser à Constantinople dans les sphères politiques progressistes et dans la masse du peuple, car on comprend, on devine ses manœuvres :

Par son chemin de fer, elle veut se tailler la plus belle colonie du monde, faire de la Mésopotamie une colonie allemande.

Là bas, sur les bords de la Moselle et du Rhin, tout le monde estime, que la Mésopotamie est une colonie allemande; et les cartes qui s'impriment portent en teinte criarde un large ruban de Haïdar, Pacha au Golfe Persique avec le titre ambitieux : « Colonie allemande en Asie mineure ».

Les intérêts et avantages du Gouvernement et de la Nation dans la convention turco-allemande de la construction et de l'exploitation du railway de Bagdad sont désastreux pour tous les deux.

C'est aux hommes éminents qui se sont mis à la tête du Gouvernement constitutionnel qu'il appartient de mettre un terme aux folles ambitions du Pangermanisme.

Le cadre de cet ouvrage est trop restreint pour nous permettre de donner une analyse complète de la convention de Bagdad. Nous recommandons à nos lecteurs l'ouvrage de l'architecte A. M. Raymond :

Du Bosphore au Golfe Persique, analyse raisonnée de la convention Turco-Allemande, sur le railway de Bagdad; Ce qui a été fait. Ce qu'on devait faire. Ce qu'on doit faire.

L'auteur analyse chaque article à tous les points de vue, en se basant sur des notes qu'il a relevées sur les lieux, et le lecteur lira avec un certain effroi jusqu'à qu'elle limite a été poussée l'ambition du Pangermanisme.

La Turquie Constitutionnelle et l'Egypte

S. A. LE KHÉDIVE ABBAS HILMY II
LES ÉGYPTIENS DEMANDENT LA CONSTITUTION
LE PARTI NATIONAL ET LES NOUVEAUX PARTIS

Le chapitre que nous abordons ici est un des plus intéressants pour l'Egypte au point de vue de sa politique intérieure, de sa situation au regard des Puissances européennes et du processus de ses destinées futures.

Lorsque la Constitution ottomane fut proclamée dans la nuit du 23 au 24 Juillet par Iradé du Sultan Abdul Hamid, plusieurs problèmes nouveaux furent mis sur le tapis de la discussion politique. On se préoccupa, entre autres, de la question d'Egypte.

Les Egyptiens furent de ceux qui ressentirent, des premiers et le plus vivement, les conséquences multiples que devait avoir le réveil de la Turquie. Cette impression fut celle sinon de tous les Egyptiens du moins des « *nationalistes* » qui, sans perdre un instant, adressèrent dépêches sur dépêches à leur Souverain, alors en Europe, et cela pendant que les questions de la Bosnie-Herzégovine, celles de la Bulgarie, de Candie, de la Serbie, du Monténégro venaient tour à tour solliciter les préoccupations des Jeunes-Turcs réformateurs. Ceux-ci se trouvèrent un moment dans l'embarras, mais ils montrèrent autant de calme que d'énergie, soutenus par une habile diplomatie de politiciens très avisés et très expérimentés. Ils surent aplanir au mieux ces délicates et parfois irritantes questions.

Les nationalistes égyptiens ne laissèrent pas un instant de répit à leur Souverain. De multiples dépêches s'abattaient sur l'Europe à

l'adresse de S. A. Abbas Hilmy, signées de groupes variés, émanant de toutes les classes de la Société, du notable au *fellah* (*), couvertes de centaines de signatures et toutes demandant l'Octroi d'une constitution et l'ouverture d'un Parlement égyptien.

Il est juste de dire que les quatre cinquièmes des signataires n'avaient pas la moindre idée de ce que peut être un Parlement; ou peut-être en avaient la même conception sommaire que les Parlementaires du temps d'Ismaïl. On sait qu'à la séance d'ouverture, le président provisoire ayant invité les nouveaux députés à s'asseoir à droite ou à gauche de l'hémicycle, suivant qu'ils étaient du parti du gouvernement ou de l'opposition, on vit les notables qui, par ignorance, s'étaient placés à gauche, escalader avec ensemble les bans de la droite en donnant les signes de la plus vive terreur ! Personne en Egypte ne voulait être de l'opposition. Il fallut en nommer une d'office. On s'amusa beaucoup de l'aventure en Europe.

Mais le parlementarisme ne progressa pas dans la vallée du Nil. Le Khédive Tewfik ayant voulu, lui aussi, doter son pays d'un parlement et d'une chambre des députés, dut bientôt renoncer à cette idée généreuse. Il fallut dissoudre ce qui n'était qu'une caricature de parlement.

Cette leçon du passé n'a profité d'aucune manière aux nationalistes. Ils se croient l'étoffe de profonds législateurs. En attendant qu'on les mît à même d'éclipser la gloire désuète de Lycurgue et Solon, ils continuaient à déchaîner des tourbillons de dépêches sur l'Europe ; le Khédive était principalement visé ; mais des protestations contre l'occupation britannique s'abattaient aussi sur Sir Edward Grey, mis en demeure de faire évacuer la terre des Pharaons et de doter les fellahs d'une constitution toute neuve. Il y eut aussi des dépêches au Sultan pour lui demander respectueusement d'inviter le Khédive à donner constitution et parlement à son peuple.

Simultanément, les journaux indigènes nationalistes du Caire faisaient campagne et menaient grand tapage.

Sur ces entrefaites, le Khédive arriva à Constantinople, le 15 Août.

Plusieurs Egyptiens s'y trouvaient, entre autres Aly Bey Kamel. Ils essayèrent d'intéresser la Presse turque à leur cause. Ce fut en vain, car le Comité *Union et Progrès*, dans un but de concorde et d'apaisement avait, quelques jours auparavant, fait promulguer une déclaration officielle portant que quiconque s'occuperait des affaires d'Egypte et de Candie, serait considéré comme un traître.

(*) Paysan indigène.

*
* *

Avant d'esquisser un bref récit de ce qui se passait à Constantinople, donnons quelques notes biographiques sur le jeune Souverain d'Egypte.

Son Altesse Abbas Hilmy II, fils du regretté Khédive Tewfik et petit fils d'Ismaïl le Magnifique est né le 16 Juillet 1874.

Il monta sur le trône Khédivial, à la mort de son père le 8 Janvier 1892, par conséquent, à peine âgé de 18 ans,

Le Khédive Abbas est de race gréco-circassienne par la double ascendance de son père, arrière-petit-fils de Mohamed Aly, Grec musulman né à Cavalla, et de sa mère Eminah Hanem, fille de feu le Prince El Hami Pacha et beauté remarquable.

Il est de taille moyenne, un peu fort, possède un teint frais, des cheveux châtains, une moustache blond doré et, comme eussent dit nos aïeules, les plus beaux yeux du monde. Il donne l'impression d'un être de force et de robuste jeunesse. Il porte habituellement l'uniforme de colonel égyptien et garde la coiffure égyptienne, le *tarbouche,* appelé *fez* à Constantinople et *chéchia* en pays maugrabin. En Europe, Abbas-Hilmi affectionne particulièrement le chapeau canotier et le panama.

Abbas-Hilmi, envoyé très jeune en Suisse, où il fit ses premières études, les a terminées à Vienne, au Thérésianum. Il parle couramment le français, l'anglais, le turc, l'arabe et l'allemand, sa langue préférée. Cependant, chose curieuse, quand il a soit un acte, soit une lettre, soit un discours un peu difficiles à préparer, c'est toujours en français qu'il les écrit tout d'abord.

Abbas-Hilmi aime la musique. Il a une justesse d'oreille tout à fait extraordinaire, et les fausses notes le rendent presque malade. Un artiste chantant faux lui fait immédiatement quitter le théâtre. Il suit fidèlement les représentations d'Opéra au Khédivial durant la saison.

Le Khédive lit beaucoup et se tient au courant de tous les événements politiques. Il ne signe jamais rien sans avoir très consciencieusement pris connaissance du contenu.

Les romans ne lui plaisent guère et c'est vers les ouvrages historiques que vont les préférences du jeune Souverain. La politique et la philosophie l'intéressent au plus haut degré, mais les sciences naturelles et l'agriculture demeurent ses études de prédilection. Les choses légères, les récits humoristiques, les livres gais n'ont aucune chance d'être lus par lui. Ils se tient très exactement au courant de tout ce qui paraît dans la Presse, suit passionnément la polémique



S. A. ABBAS HILMY II.
Khédive d'Égypte.

engagée depuis peu entre les deux partis — parti égypto-anglais, parti nationaliste. Tous les essais faits par la jeunesse égyptienne pour la rénovation de la langue arabe dans laquelle semblent éclore chaque jour de nouveaux talents, ont été chaleureusement applaudis par le Khédive. Il lit aussi beaucoup en anglais et en allemand.

Les chevaux ont en lui un puissant admirateur. Il possède des races tout à fait belles, et se livre à de véritables recherches pour les améliorer constamment. Pas une bête n'entre d'ailleurs dans les écuries khédiviales, sans que le choix n'en ait préalablement été ratifié par le Souverain.

Très méticuleux, ami de la discipline, comme peu de chefs d'Etat, il ne supporte pas la moindre dérogation aux règles établies. Cela va même un peu loin.

Il aime tous les sports qu'il a appris avec ses jeunes condisciples aux gymnases de Suisse et au collège princier du Térésianum. Le cheval, le yachting, la chasse, l'auto, lui sont divertissements délectables.

Mais une chose surtout le passionne, et cela peut paraître surprenant chez un prince qui n'a, en réalité, pas un atome de sang égyptien, encore qu'il soit vice-roi d'Egypte.

Abbas-Hilmi a, pour la terre, la passion de ses innombrables sujets *fellahs*. Très versé dans toutes les connaissances agronomiques, rien de ce qui touche la culture ne lui demeure étranger. On chercherait vainement en Europe un autre Souverain aussi renseigné sur les moindres questions agraires. Propriétaire d'innombrables biens qu'il augmente chaque année par une très prévoyante administration, il sait au juste le nombre de têtes de son bétail, et celui de ses plants cotonniers.

Abbas a fait construire pour son usage deux merveilles de goût et de confort moderne. Le palais de Koubeh sur l'emplacement du palais ayant appartenu à S. A. le Prince Mustapha Fazel Pacha, (environs du Caire), où il habite l'hiver, et le palais de Montaza bâti à demi sur pilotis, entre Alexandrie et Aboukir, à l'emplacement exact où débarquèrent les troupes françaises à la suite de Bonaparte. La cour ne se rend au palais d'Abdin, au Caire — seul vestige demeuré intact de la cour d'Ismaïl — qu'aux jours de réceptions solennelles et aux grandes fêtes musulmanes.

Koubeh et Montazah sont les véritables *home* de la famille khédiviale qui occupe le premier, d'octobre en avril et le second, d'avril à octobre. De fait, le Souverain passe régulièrement trois mois en Europe, trois mois partagés entre Constantinople, Divonne, Londres et Paris, où il séjourne une semaine presque toujours incognito. Pendant ce

temps, la jeune khédivah et ses enfants restent à Constantinople, au Palais de Tchiboukli.

Abbas Hilmi, par de sages placements et une admirable administration, est aujourd'hui un des Souverains les plus riches du monde civilisé. Heureux père, heureux époux, jeune, fort, il est libre de voyager à son aise, sans que les soucis de l'Etat le retiennent trop longtemps dans son royaume.

***

Le Khédive d'Egypte a toujours entretenu de bonnes relations avec le Sultan. Nous avons noté d'ailleurs que S. M. Abdul Hamid le chargea plusieurs fois de missions délicates, entre autres son entremise pour obtenir le retour à Constantinople de feu Damad Mahmoud Pacha. Mais, aussitôt qu'une dépêche fit connaître à Constantinople, le départ de Vienne du Khédive, les notes les plus alarmantes commencèrent à circuler. On en donnait pour cause l'attitude peu sympathique aux Jeunes-Turcs, montrée jadis au Palais d'Abdine, résidence du Khédive.

Certains journaux affirmaient que, depuis la proclamation de la Constitution, les relations du Khédive avec le Suzerain légal de l'Egypte semblaient avoir perdu un peu de cette cordialité qui en constituait jadis la caractéristique particulière..

Une dépêche Reuter datée du 15 Septembre était ainsi conçue :

« Le *Standard* apprend de Constantinople que la présence du Khédive a inquiété le parti de réformes qui aurait l'idée que Son Altesse a participé à plusieurs actes de déportation. »

Un peu plus tard, la même agence télégraphiait :

« Le Khédive s'est soudainement retiré des récentes régates à Constantinople. Cela était dû à quelques remarques faites par le Comité. »

Ce manque d'enthousiasme ne pouvant être expliqué, on se demandait quelles pouvaient être les causes réelles de cette tension.

Bien entendu, il ne fallait accueillir qu'avec les plus expresses réserves les insinuations du journal anglais au sujet des accusations formulées par les Ottomans sur les rapports du Souverain égyptien avec les personnages de l'ancien régime balayés par la révolution.

Mais en matière politique les soupçons sont susceptibles de conséquences aussi graves que les griefs motivés.

En tout état de cause, on était d'autant plus fondé à s'en étonner qu'entre Londres et Abdine, il règne depuis quelque temps une har

monie de vues presque parfaite, qui eût dû présumait-on, avoir sa répercussion sur les relations de l'Egypte avec la Jeune-Turquie. Il n'apparaît cependant pas qu'il en ait été ainsi ; les réclamations khédiviales à propos de l'île de Thassos, et surtout, les revendications égyptiennes relativement à l'octroi d'une Constitution à un moment aussi décisif de la politique extérieure ottomane n'étaient pas faites précisément pour amener cette détente.

L' « indisposition » du Khédive d'Egypte, qui ne put assister aux fêtes et cérémonies anniversaires de l'avènement au trône du Sultan ; l'avance de la date à laquelle le Souverain devait quitter son palais de Tchiboukli sur le Bosphore, furent autant de faits commentés par la Presse Egyptienne.

Il serait oiseux de reproduire ici, même en résumé, ce qui fut écrit sur ce sujet. Nombre de journalistes donnèrent cours à leur imagination de la façon la moins modérée, n'hésitant pas à mettre en cause la personne même du Khédive qui paraissait devoir être vénérée et tenue à l'écart de toutes polémiques. Certains journaux indigènes commentèrent sans bienveillance les relations cordiales instaurées entre le palais d'Abdine et l'Agence de Kasr-el-Doubara. D'autres critiquaient les honneurs spéciaux rendus au Souverain pendant son dernier séjour en Angleterre, et surtout les entretiens qu'il eut avec les leaders de la politique anglaise, entretiens dont, en monarque éclairé, le Khédive tira grand profit et qui lui permirent de faire d'utiles constatations.

Cependant S. A. Abbas Hilmi, tout en parcourant incognito la France, l'Angleterre, l'Autriche et la Turquie, put se mettre en rapport avec les hommes supérieurs qui dirigent les affaires politiques de ces grands pays et se faire une opinion sur les idées en faveur dans les Chancelleries, touchant le projet d'octroyer une Constitution à l'Egypte, idées que S. A. Abbas Hilmi avait le plus grand intérêt à présenter, puisque suivant la formule classique : gouverner c'est prévoir.

Quelques jours avant le départ de Stamboul du Souverain d'Egypte, le *Lewa,* organe du parti nationaliste (parti qui depuis la mort du regretté Moustapha Pacha Kamel, ne compte plus dans ses rangs d'hommes avisés au doigté suffisamment sûr pour régler sa politique de façon judicieuse), publiait le 9 et le 10 Septembre des articles sous ce titre : La *Constitution est proche !*

Les nationalistes se grisant de leurs propres discours s'illusionnaient en fondant des espérances sur l'appui de la Grande-Bretagne pour l'obtention d'une Constitution, déclarant que l'opinion anglaise est unanime à reconnaître que les Egyptiens sont dignes de l'octroi d'une Constitution ; qu'ils sont sur le point de l'obtenir et, que le Souverain d'Egypte ne trouverait d'objection nulle part, s'il voulait l'accorder

à son peuple. Les mêmes journaux ajoutaient que cette faveur dépendait uniquement du Khédive.

Le *Lewa* terminait ses articles en invitant le peuple à organiser deux grandes manifestations *pacifiques,* l'une à Alexandrie, l'autre au Caire.

La première avait été fixée au premier jour du mois de Ramadan. Elle devait se faire sous la direction des notabilités qui se rendraient en corps à Ras-el-Tine, pour souhaiter la bienvenue au Khédive et lui demander l'octroi de la Constitution.

La seconde manifestation (celle du Caire) devait être plus grandiose encore et guidée par les trois partis : National, du Peuple et de la Réforme. Il y en a au moins six maintenant, dont deux de fondation toute récente, sans plus de raison d'être que les anciens et sans plus de profit pour le pays car le proverbe a raison : « *Opou înai polli petinî arghi na ximerossi.* Autrement dit : « Là où sont trop de coqs à chanter, le jour tarde à luire ».

Donc cette grandiose (?) manifestation devait se rendre à la résidence Khédiviale, obtenir l'admission de ses délégués par le Souverain et faire montre d'une telle insistance que Son Altesse ne pourrait rejeter leur demande. L'Egypte aurait alors sa Constitution !

Ne discutons pas ces élucubrations du *Lewa.* Enregistrons simplement les faits.

Le premier jour du mois de Ramadan, en effet, à l'heure de la réception Khédiviale, trois ou quatre cents indigènes *(de baldir tchiplak)* de la basse-classe tentèrent un simulacre de manifestation en promenant un drapeau. Quand le très peu imposant cortège voulut former les rangs pour s'engager dans la rue de Ras-el-Tin, il fut dispersé par la police qui confisqua le drapeau.

La police d'Alexandrie, très mal administrée en général, sauf par cinq ou six fonctionnaires d'exception, fit par miracle, cette fois tout, son devoir sans faiblesse et sans exagération.

La Presse nationaliste n'en continua pas moins ses articles ; mais avec plus de calme cependant.

D'un autre côté, les Jeunes-Turcs aux prises avec les plus épineuses questions d'ordre intérieur, ne voulaient pas s'occuper de l'Egypte, ainsi que nous l'avons déjà dit, et comme il appert de différentes interviews publiées d'autre part.

A en croire une dépêche Reuter, ce fut le 1r Septembre que le correspondant du *Times* à Monastir, eut une entrevue avec Enver Bey. Celui-ci dit à l'envoyé du *Times* que les Jeunes-Turcs veulent une armée nationale et non une armée musulmane. Le panislamisme ne trouvera pas de place dans leur programme. L'Egypte a-t-il ajouté, est

en dehors de leur champ d'action et ils ne s'occuperont pas de l'œuvre admirable des Anglais en Egypte ; en outre, ils n'encourageront pas les agitateurs.

On voit donc que le chef du parti Jeune-Turc a donné une excellente leçon de sagesse aux Egyptiens, d'abord en répudiant les dangereuses théories panislamistes ; ensuite en rendant loyalement justice à l'œuvre bienfaisante accomplie par l'Angleterre dans la vallée du Nil.

Nous comprenons parfaitement que le joug de l'occupntion pèse lourdement aux patriotes Egyptiens. Ce n'est pas toutefois une raison pour que ceux-ci refusent de reconnaître ce que leurs protecteurs ont fait indéniablement de bien et d'utile au pays pendant ces 25 dernières années.

Même si les Egyptiens arrivent à s'affranchir de la tutelle étrangère, ils devront de la reconnaissance à l'Angleterre pour l'œuvre accomplie. En tous cas, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes.

Voulant savoir si les déclarations d'Enver Bey étaient bien authentiques, nous nous sommes adressés deux jours après cette publication à quelques personnages turcs, amis des Libéraux. Le premier que nous ayons interviewé pour avoir son opinion est notre excellent ami Azm Zadé Hakki Bey, rédacteur en chef du journal turc *Chouraî Osmani*.

Voici ce que ce très sincère et très intelligent ami nous répondit :

Vous me demandez mon opinion sur la question égyptienne et sur la déclaration d'Enver Bey qui causa le mécontentement des Indigènes. Voici, cher Monsieur, mon avis en toute franchise : les Anglais qui ont sauvé la Turquie plusieurs fois de grands périls et même du démembrement dont elle était menacée, ont été obligés par les événements d'occuper l'Egypte pour surveiller le Canal de Suez, la route des Indes, qu'ils ont besoin de protéger contre toute éventualité.

La Turquie, Suzeraine d'Egypte, était à peine libérée en 1882 de la débâcle de 1877 et commençait à s'engourdir dans ce mortel sommeil, fruit de l'anarchie administrative de l'ancien régime. Elle ne pouvait pas défendre efficacement ses intérêts vitaux dans la Vallée du Nil. Elle dut les laisser aux mains du Gouvernement Anglais, dont elle ne pouvait suspecter la sincérité. Je crois que la Grande-Bretagne évacuera l'Egypte le jour où la Turquie sera assez forte pour la dé-

fendre contre toute invasion étrangère et pour protéger le Canal de Suez. C'est une vérité dont l'avenir seul pourra démontrer l'évidence. Nous espérous que, d'ici à quelques années le Gouvernement Ottoman, qui a enfin repris le chemin du Progrès et de la civilisation, sera assez fort pour régler la question d'Egypte d'un commun accord avec le Gouvernement Britannique, le meilleur ami de la Turquie.



AZM ZADÉ HAKKI BEY

Quelques-uns de nos amis d'Egypte voudront nous forcer la main, jusqu'à nous pousser à déclarer la guerre aux occupants pour les contraindre à l'évacuation, oubliant que nous venons seulement de sortir d'une maladie chronique. Leur désir est si incompréhensible en ce moment où nous cherchons l'amitié de toute l'Europe que je ne peux y croire.

Les Ottomans n'oublieront jamais que l'Egypte est le cœur de notre Empire, mais il existe de graves difficultés que la

meilleure volonté du monde ne suffit pas à aplanir. Il faut que nos frères d'Egypte se pénétrent de cette vérité que, dans l'état actuel, leur situation ne peut pas être réglée sans le concours et la volonté des Anglais.

Quant à la destitution du Sultan, dont le journal arabe *El Doustour* laisse entrevoir la menace, ou à la possibilité de pactiser avec un autre Khalife, il serait puéril de prendre au sérieux pareille imagination. Le Khalifat des Sultans Ottomans procède d'une disposition constitutionnelle ; c'est un acte que la Constitution rend obligatoire pour tout Empereur doublé du titre de Khalife. Mon opinion, en ce qui concerne la propagande pour le panislamisme, est que ce mouvement est néfaste pour tous les Musulmans et surtout pour ceux de Turquie. Une pareille conception est inexécutable et, certainement très dangereuse. Il est impossible au Gouvernement Ottoman, de même qu'à tout autre Etat musulman, de réunir en un faisceau solide les nombreuses races de Musulmans gouvernés par plusieurs Puissances européennes et dispersés aux quatre coins du globe. Nous avons vu à l'œuvre le Gouvernement de l'ancien régime, détesté, maltraité, haï par les Puissances qui lui mettaient des bâtons dans les roues pour avoir encouragé la propagande panislamiste. Le Gouvernement libéral d'aujourd'hui entrera dans le cercle des Puissances mondiales par sa largesse de vues, son esprit de liberté, et son éloignement de l'utopie panislamiste. Le principe des Libéraux Jeunes-Turcs est l'Union ottomane. Nous le déclarons à tous. Nous voulons l'égalité pour toutes les races et religions. Nous avons pleine confiance dans notre avenir prochain. Que ceux qui nous blâment connaissent bien leurs défauts avant de nous vilipender, car c'est du salut des pays ottomans et de notre Empire que nous avons souci.

Azm Zadé Hakki Bey ne pouvait mieux dire, croyons-nous. Ses propos sont la sagesse même.

Il était impossible de donner sous une forme plus nette et plus concise de meilleurs conseils aux Égyptiens et de ces conseils, quelques-uns sont fort précieux.

Presque en même temps, Mr. John Haïcalis, le distingué directeur-propriétaire du grand journal *Le Phare d'Alexandrie,* rencontrant à

Paris, dans les salons d'une Princesse Egyptienne S. E. Ahmed Riza Bey, le très énergique propriétaire du *Mechveret,* un des chefs les plus influents du parti Jeune-Turc, l'interrogeait sur les intentions que le parti libéral ottoman nourrit à l'égard de l'Égypte.



AHMED RIZA BEY

Ahmed Riza Bey répondit avec la grâce, l'amabilité qui rendent sa physionomie si sympathique. Il précisa nettement les grandes lignes de la politique que la Turquie se propose de suivre vis-à-vis de l'Égypte.

La Turquie, dit Ahmed Riza Bey, ne souhaite, cela va de soi, ne souhaite que le bonheur et la prospérité de l'E-

gypte. Mais le Gouvernement Ottoman n'a jamais songé à rabaisser l'Egypte au rang de province turque. Il entend, au contraire, respecter l'intégrité du territoire égyptien et l'autonomie du Khédivat en matière d'administration et de politique intérieure. En un mot, la Turquie veut ne rien changer au *statu quo.*

Si l'Angleterre, puissance amie de la Turquie, occupa l'Egypte après la rébellion de 1882, c'est que la Turquie grandement affaiblie à cette époque, par suite de la longue guerre soutenue contre la Russie, ne se sentait pas assez forte pour occuper l'Egypte elle-même, y faire respecter les droits du Khédivat, y rétablir et maintenir l'ordre.

L'Angleteree a donc assumé cette lourde tâche et occupé l'Egypte à titre provisoire.

Le jour où les hommes d'Etat britanniques verront la Turquie régénérée, rajeunie, forte et puissante, en un mot capable de défendre elle-même les conventions qui la rattachent à l'Egypte ; le jour où la Turquie pourra soutenir fermement ses intérêts dans la vallée du Nil et fournir à l'Europe toutes les garanties que la diplomatie occidentale est en droit d'exiger, ce jour-là, j'en ai la conviction, l'Angleterre se retirera spontanément,

Mais, qu'on le sache bien, continue Riza Bey, aucune puissance ne désire ou ne veut voir l'Egypte isolée et livrée à elle-même....

Notre principe, ajoute encore l'éminent chef du parti Jeune-Turc, est de respecter le *statu quo* dans toutes les questions, dans tous les Etats : que ce soit en Egypte, en Bosnie, en Herzégovine ou en Crète.

Nous n'avons pas besoin de compliquer encore la situation de la Turquie dont la politique intérieure réclame toute notre attention, tous nos soins. La Turquie, pour l'instant, a besoin du concours et de l'intelligence de tous ses enfants et nous ne saurions, sans faillir à notre tâche, porter nos efforts sur des questions extérieures.

Nous sommes persuadés que l'Egypte, attachée librement à l'Empire Ottoman, ne désire que la Grandeur et la Puissance de l'Empire. C'est dire que tous les Egyptiens bons patriotes et bien pensants, ont le devoir de contribuer dans

la mesure de leurs forces à l'œuvre de régénération, à l'accroissement de Puissance de l'Empire. Les Egyptiens doivent leur concours à la Turquie. De quelle manière efficace peuvent-ils le lui prêter ? Bien simplement : En évitant de créer des difficultés d'ordre intérieur ou extérieur à l'Empire Ottoman ; en s'abstenant de réclamer des choses d'une réalisation par trop difficile ou même impossible.

— Nous pensons et continuerons constamment à penser au sort de l'Egypte. Et, très certainement, ajoute Ahmed Riza Bey, nous nous préoccuperons de l'avenir de nos frères d'Egypte, beaucoup plus que les Egyptiens libéraux n'ont pensé ces temps derniers à la situation de la Turquie.

Ah !, conclut non sans émotion Riza Bey, si l'Egypte était malheureuse, si les Egyptiens étaient opprimés, maltraités, nous volerions immédiatement à leur secours en oubliant toutes les considérations politiques, tous les conseils de prudence qui pourraient et devraient nous retenir. Mais, heureusement, tel n'est pas le cas et les Egyptiens n'ont nullement à se plaindre de leur situation actuelle qui est excellente.

Les déclarations du très distingué chef du parti Jeune-Turc sont d'une netteté, d'une clarté qui dispensent de tout commentaire. Cependant certains journaux indigènes, notamment *Al Lewa* et *Al Garidah* continuaient à ne pas vouloir admettre ce qui est l'évidence même. Ils persistaient à tourner des yeux enamourés, vers la Turquie libérale, à lancer des clameurs éperdues pouvant faire croire que l'Égypte était en grand péril.

C'est cette attitude que nous, et tous les gens sensés, refusons d'admettre.

Que les Égyptiens aspirent au maximum de liberté compatible avec la situation toute particulière du Gouvernement Khédivial ; qu'ils rêvent d'affranchissement, d'autonomie, de constitution, de parlementarisme, dans un temps plus ou moins lointain, soit! C'est leur droit et nul ne songe à le leur contester.

Mais à quoi riment ces appels de détresse, ces gestes peu nobles de suppliants, implorant le secours de la Turquie ?

Les Égyptiens se reconnaissent-ils humblement incapables de faire leurs affaires eux-mêmes et, au surplus, de quels maux sont-ils affligés de quels périls menacés ?

Pour qui veut être sincère, il faut reconnaître sans restriction que leur sort ferait envie à plus d'un État d'Europe.

Nous ne croyons pas que nul ait songé à formuler la moindre critique contre le Gouvernement. Ses finances sont prospères. Ses ressources sont abondantes et, malgré la crise que l'on vient de traverser grâce à la folie des spéculateurs, le pays est sorti raffermi de cette épreuve alors que, bien d'autres États, dans des circonstances identiques, auraient vu péricliter et sombrer leur fortune.

L'agriculture est florissante, grâce aux merveilleux progrès réalisés dans le domaine des irrigations par les Anglais protecteurs dirigeants.

En Egypte, tous jouissent de toutes les libertés, à ce point que les sujets de certaines Républiques pourraient se dire opprimés à côté des Égyptiens.

Dans ces conditions, quelle signification attribuer aux incessantes réclamations de groupes, peu nombreux il est vrai, mais fort bruyants et dont l'agitation commence à causer quelque malaise dans le pays?

Ces chauds partisans de l'intervention turque ne se lasseront-ils pas de s'entendre riposter pai des vérités, exprimées jusqu'à présent sur le ton le plus courtois et le plus sympathique, mais qui se feront plus dures et seront rudement formulées, si l'on met trop d'insistance à réclamer ce qui ne peut être accordé, du moins pour l'instant.

Car, encore une fois, la situation est des plus nettes.

Ne se souvient-on plus de la déclaration faite par Enver Bey, rapportée télégraphiquement par l'agence Reuter dans les termes suivants:

« Londres, le 1er Septembre.

« Le correspondant du *Times* à Monastir a eu une interview avec Enver Bey. Le Bey a dit que les Jeunes-Turcs veulent une armée nationale et non une armée musulmane. Le panislamisme ne trouvera pas de place dans leur programme. L'Égypte, a-t-il ajouté, est en dehors de leur champ d'action et ils ne s'occuperont pas de l'œuvre admirable des Anglais en Égypte; en outre, ils n'encourageront pas les agitateurs. »

Le Maréchal Kiazim Pacha, durant son court séjour en Égypte, déclara fort sagement au directeur actuel du parti nationaliste et des *Etendards* et *Lewa,* que tout homme ayant dans les veines une goutte de sang oriental ne pouvait se désintéresser de la question d'Égypte, mais.... mais que le bon sens voulait qu'on évitât de la traiter en ce moment, de même que toute question politique étrangère à la Turquie. Il s'agit, en effet de ne pas créer de difficultés d'ordre international à l'empire ottoman, pendant cette période délicate de réformes et de transition.

Le Dr. Abdullah Djevdet Bey, auteur de plusieurs ouvrages très remarqués, collaborateur au journal *Osmanli,* établi au Caire quelque temps après l'incident du 26 Septembre 1903, à l'ambassade de Vienne (incident que nous relaterons dans notre prochain ouvrage), le Dr. Djevdet Bey, disons-nous, a bien voulu, sur notre demande, nous donner quelques informations touchant la politique musulmane de la Turquie et ses relations avec l'Égypte.



Dr. ABDULLAH DJEVDET BEY

« Le Panislamisme, nous a-t-il dit, du moins tel que l'Europe le conçoit et le redoute n'est que pure utopie. Le mot de « panislamisme » doit, à mon avis, exprimer une sympathie exclusivement intellectuelle et littéraire entre les Musulmans. Pour atteindre cet idéal, il nous faut une Turquie *avancée* et *modernisée.* Constantinople serait alors,

un foyer de lumière où les Musulmans viendraient sans aucun préjugé puiser les notions de la science et de la civilisation.

Je dis : sans préjugés, insista le distingué Docteur. Mais ici — ajouta-t-il, — un mot d'explication me paraît nécessaire. Par suite de circonstances dont il serait superflu de rechercher les causes, la majorité musulmane se montre et se montrera toujours réfractaire à toute civilisation non musulmane, alors qu'elle n'éprouverait aucune sorte de scrupules à recevoir les mêmes éléments de civilisation des mains d'une élite musulmane. Ce genre de panislamisme ne devrait pas être un cauchemar pour l'Europe, car il lui sera, tout au contraire, d'une très grande utilité.

« En ce qni concerne l'Égypte, voilà ce que je pense : l'amitié anglaise nous est aussi précieuse que la possession de l'Égypte qui nous appartient ***diplomatiquement*** et nous paye régulièrement un tribut annuel de près d'un million de Livres. Je ne pense pas que les Égyptiens aient à souffrir de la tutelle anglaise et je ne suis pas entièrement persuadé que les Égyptiens soient à même (du moins à cette heure) de tirer profit des avantages du ***Self Government*** qu'ils réclament inconsidérément depuis quelque temps. La question d'Égypte ne doit — à mon sens — être réglée entre l'Angleterre et la Turquie que par la voie d'une diplomatie ***amicale***. C'est une erreur de croire que, depuis les défaites russes en Extrême-Orient, l'amitié anglo-turque n'a plus de raisons d'être. La Grande-Bretagne est la puissance européenne qui possède le plus de sujets musulmans dont, malgré tout, et quoiqu'on dise, le Sultan de Turquie reste le chef religieux suprême et jamais contesté. Inutile donc d'insister. »

C'est en ces termes que le Dr. Djevdet Bey nous exprima ses opinions qu'il développa avec infiniment de conviction, d'éloquence et d'autorité dans deux très remarquables conférences qu'il fit au Caire, le 20 Août et le 2 Septembre 1908.

Pourquoi d'ailleurs multiplier à ce propos des expressions d'opinions diverses et les citations d'articles puisque nous ne ferions que ressasser la même idée ; puisque le public n'entendrait qu'un même son de cloche : Le nationalisme égyptien a lassé (pour ne pas dire dégoûté) même ses plus fidèles partisans de la première heure. Telle est la triste vérité.

Les hommes d'État du parti libéral ottoman accordent leurs sympathies à l'Égypte ; mais ils ont besoin dans la période difficile que traverse en ce moment la Turquie, de concentrer toutes leurs pensées sur l'œuvre de réorganisation, de relèvement politique et social qu'ils ont entreprise.

Que les Égyptiens les laissent en paix accomplir leur noble tâche.

Le Parti Nationaliste eut jadis son heure de gloire et quelque

apparence de futur succès. Il était alors plus turc qu'Égyptien, sous la direction de son regretté chef Moustapha Pacha Kamel, un visionnaire peut-être, mais à coup sûr un grand cœur et une noble intelligence.

Les nationalistes en ce temps ne rêvaient que d'une Turquie, intransigeante, autocratique, autoritaire se dressant en adversaire irréconciliable contre la Grande-Bretagne occupante et protectrice de l'Egypte.

En ces temps si proches et déjà lointains, les parti sans d'une constitution ottomane semblaient à nos Nationalistes égyptiens, de farouches et dangereux révolutionnaires.

Le vent a tourné. La politique nationaliste a, de même, évolué. Moustapha Pacha Kamel n'est plus. Son inspiration désintéressée, ne guide plus les actes de ses successeurs.

Ils ont oublié ce que jadis écrivait leur chef et, sans renier ouvertement ses idées, ils n'en ont cure. Ils ne jurent plus maintenant que par la constitution. Ils l'admirent en Turquie ; ils la veulent en Egypte et, naïvement, pour l'obtenir, recourent aux plus pitoyables expédients ; manifestations tumultueuses sur la voie publique, boycottage de marchandises étrangères. Ils croient *imiter* ce qui se fait en Turquie, sans s'apercevoir qu'ils ont de la peine, même à singer leur modèle.

Aussi déjà leur parti se désagrège et s'effrite. Des fragments mutilés du nationalisme sont nés les partis : Constitutionnel, du Peuple, de la Réforme, Libéral, etc. Le dernier en date est le parti de *la noblesse,* qui semble créé tout exprès pour procéder à l'ensevelissement de ce qui fut le nationalisme, sous l'habile et sincère direction de Moustapha Pacha Kamel, parti qui, croyons-nous, disparaîtra sous peu, sans laisser la moindre trace.

La résurrection de la Question d'Orient

LE CONFLIT TURCO-BULGARE
LA QUESTION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE
LE MONTÉNÉGRO ET LA SERBIE S'ENFLAMMENT
LA QUESTION CRÉTOISE
LES PIRATES D'EUROPE ET LEUR ATTITUDE
CONCLUSION DE L'AUTEUR

L'Orient, dont le sort fut réglé, on l'éspérait du moins, par le fameux traité de Berlin (13 Juillet 1878), semble avoir juré de ne jamais plus laisser le monde en repos. Et la voilà revenue, cette vieille question d'Orient, comme un brandon de discorde jeté au milieu des nations, et elle se présente aussi intense qu'autrefois, aussi haineuse qu'auparavant. On la croyait finie, à jamais ensevelie dans le passé, surtout depuis le grand fait historique du 23 Juillet dernier où le Sultan ouvrait les bras de sa Constitution octroyée aux *(yetmiche iki boutchouk millet)* soixante-douze et demi peuples divers de toutes religions qui, depuis la prise de Constantinople, au XVe siècle, composaient son Empire. Les siècles ont passé et se sont clos dans des guerres, des massacres, des boucheries humaines. Mais les haines ancestrales ont survécu et la diplomatie d'aujourd'hui, continue à jouer du Turc, selon l'intérêt du moment. Et de nouveau la crise orientale est un peu incohérente, selon le mot mis à la mode par Mr. Clémenceau.

Un habile diplomate, parlant en 1895, de la question d'Orient, s'exprimait ainsi : « *C'est un problème fini, vidé. On n'en parlera plus! Il n'y a plus de question d'Orient.* » Malheureusement l'opinion exprimée par ce diplomate était loin d'être prophétique. Il s'est trompé, ni plus, ni moins, que le Prince de Bismarck; tout autant que beaucoup d'autres. Les pronostics et les menaces de ces brillants augures ont pour l'instant la valeur de coups d'épée dans l'eau,

Cette épineuse question vient donc, non de ressusciter — car elle n'était pas morte — mais de se raviver à la suite de la brutale et folle provocation de la Bulgarie, d'abord avec l'incident Guéchoff, puis par l'illicite occupation de la ligne des chemins de fer orientaux, sur un parcours de 150 kilomètres. L'allumette bulgare s'enflammant, comme disait le Prince de Bismarck, a mis le feu à la fusée autrichienne fabriquée ou préparée par l'*hypocrisie* allemande. Et, successivement, à l'inquiétude générale, éclataient en grondement de tonnerre, ces trois poudrières abondamment pourvues de mèches à mine qui sont le Monténégro, la Serbie, l'île de Crète. Ces trois foyers d'incendie s'enflammèrent presque simultanément. Les événements se précipitèrent avec une rapidité foudroyante, aggravant la brutale provocation et les conséquences de la folie bulgare, lacérant, mettant en pièces ce fameux traité de Berlin de 1878, sur lequel les représentants de toutes les grandes puissances ont solennellement apposé leurs signatures.

L'histoire veut que, lorsque les noms de tous ces personnages aujourd'hui illustres ou même glorieux, eurent été apposés au bas du traité, Mr. de Bismarck, qui était l'âme et le chef de ce Congrès, s'adressant, en cette journée du 13 Juillet 1878, aux plénipotentiaires de l'Europe, leur dit :

« Messieurs, c'est une grande œuvre que nous venons de terminer là : elle sera féconde et durable !... »

Mr. de Bismarck se sera une fois de plus trompé, puisque, aujourd'hui, l'œuvre devra être détruite, puisque le traité de Berlin a été déchiré.

Mr. Gustave Rouanet, député de la Seine, publiait en Octobre 1908, dans un journal parisien, un remarquable article sous ce titre significatif : *Les Pirates d'Europe*. Il y disait entre autres choses que les chancelleries n'ont pas eu un mot de protestation pour flétrir l'agression brutale organisée par la Bulgarie et l'Autriche contre la Jeune-Turquie, en voie de réorganisation politique et nationale. Elles invoquent au lendemain de l'atteinte portée à la foi des traités, un droit spécial et spécieux destiné à permettre à chacune d'elles de se ruer à la curée, en vertu de cette piraterie des gouvernements dits civilisés de l'Europe, qu'on a baptisée par euphémisme droit de compensation.

« Là se dissimulent les pires appétits, dans cette théorie s'organisent les plus abjects complots contre les peuples et la civilisation.

« A n'envisager que l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, la proclamation de l'indépendance bulgare, ces événements ne constituent pas pour la Turquie une modification considérable à l'état de choses existant encore il y a quelques jours. Les chefs de la Révolution libé-

rale sont trop intelligents pour ne pas avoir escompté dans un avenir prochain, tout ou partie des faits qui viennent de se produire. Les résultats de la polilique d'Abdul-Hamid se poursuivent et prolongent leurs effets, même sous le régime qui a mis fin à ce régime d'absolutisme. Les chefs du mouvement libéral l'avaient bien compris. Ils avaient adjuré leurs compatriotes de ne pas ouvrir une discussion périlleuse sur les questions délicates telles que l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine, ou la *semi-indépendance* de la Bulgarie. Mais les pirates de Vienne, de Berlin, de Pétersbourg, de Rome, d'ailleurs encore, peut-être, je le dis le cœur serré, ont vu, dans cette magnifique révolution turque l'occasion de faire un mauvais coup, avant que la Turquie débilitée et meurtrie par un régime absolu de trente-cinq années, ait réparé les effets désastreux du régime d'oppression qu'elle vient de secouer. »

Ainsi s'exprime Mr. Gustave Rouanet. Nous devons dire toutefois que tant que la Turquie se dissolvait graduellement de plus en plus sous l'effort pernicieux de l'ancien régime, ni l'Autriche, ni la Bulgarie ni l'Allemagne, amie devouée du Sultan Abdul Hamid, ne songeaient à régler définitivement la situation dans les Balkans, au moyen des clauses du traité de Berlin.

Maintenant qu'à l'ancien état de choses a succédé le Gouvernement plus régulier et surtout plus honnête de la Jeune-Turquie, des hommes nourris des principes du droit et de la morale en honneur en Occident, veulent mettre fin aux tourments périodiques qui se résolvaient en une pluie de sang. Vite François-Joseph, Ferdinand, Guillaume II et le Tzar Nicolas s'émeuvent.... On voit voler à travers les Balkans et déjà à travers l'Europe, les morceaux déchirés du fameux traité de Berlin, et on se demandait avec inquiétude si le nouvel ordre de choses qui s'élaborait allait s'établir sans douleurs, sans violences,sans guerre. — Question pleine d'angoisse ! Nous avons en effet constaté, deux mois environ après la date à jamais mémorable du 24 Juillet, que l'infortunée Turquie ressemble à ce gâteau dont chacun voudrait s'emparer en s'efforçant d'arracher de son mieux un magistral morceau. La manière dont le traité de Berlin a été violé, n'en reste pas moins, en dépit des agissements et convoitises diplomatiques, sujette aux plus expresses réserves.

Qui se serait attendu à ce que le premier écroulement fut l'œuvre de l'Autriche ? qu'on regardait au point de vue international, comme le pays classique de la conservation et de la correction. Le caractère du vieil Empereur François-Joseph semblait être une sérieuse garantie pour l'Europe. Personne n'ignorait que la Bulgarie était impatiente de faire un coup de main. La petite Principauté a dû éprouver une

joie intense en apprenant que l'encouragement de l'exemple, allait lui venir de si haut.

Il aurait fallu l'Union de l'Europe, déjà détruite par l'initiative de l'Autriche. De son côté, la Turquie, réduite à ses seules forces, énormes il est vrai, mais en pleine transformation politique, placée entre son gouvernement d'absolutisme aboli et le Gouvernement Constitutionnel en formation, avec une armée considérable par le nombre et la valeur militaire de ses soldats, dispersée dans un immense Empire, la Turquie, disons-nous, ne pouvait faire face à des événements aussi précipités.

Alors l'Autriche et la Bulgarie, avec une décision froide qui plaça l'Europe en face du fait accompli, jouèrent leur jeu de mauvais aloi.

La situation dans les Etats Balkaniques, était donc un peu confuse et avait besoin d'être fort surveillée. Le soulèvement de la Jeune-Turquie avait dérangé bien des projets, compromis bien des ambitions, inquiété bien des espérances. Ce soulèvement qui rencontra des sympathies dans toute l'Europe et dont on admira le mode aisé et doux qui présida à son accomplissement, ce soulèvement qui causa aux uns la plus favorable impression, inspira aux autres un sentiment de réserve. On voulait voir comment tourneraient les choses avec l'espoir inavoué que les vieux sentiments mal étouffés, les vieilles espérances péniblement ajournées trouveraient un moment favorable pour reprendre leur essor.

Le premier danger qui menaça les Jeunes-Turcs, très patients et très calmes d'ailleurs, s'est manifesté par la double ambition de la folie bulgare qui consistait d'une part à rompre le lien rattachant la Bulgarie à la Suzeraineté ottomane et à proclamer son indépendance ; en second lieu, d'empiéter sur la Macédoine et d'en prendre le plus large morceau possible.

C'est pourquoi la principauté de Bulgarie, prépara une armée relativement nombreuse, assez bien disciplinée pour servir utilement un jour son ambition. Ce jour serait celui où devraient se régler pour une nouvelle période les intérêts du monde oriental.

L'incident Guéchoff n'avait pas l'importance que la Presse Européenne lui a attribué.

Si Guéchoff Effendi (on donne ce titre d'*Effendi* aux fonctionnaires et ministres bulgares, voire au prince Ferdinand, la Bulgarie étant tributaire de la Porte), n'a pas été invité au dîner de gala offert par Tewfik Pacha au corps diplomatique, c'est qu'en réalité, on ne pouvait pas l'inviter. Si, par erreur, il fut reçu au Palais, à la cérémonie de l'anniversaire impérial, la faute en est, disent les journaux turcs, à Galib Pacha, maître des Cérémonies qui, pour cette gaffe, reçut une forte

réprimande. On dit même que c'est le Sultan qui fit transmettre par Galib Pacha, à Tewfik Pacha, l'ordre de ne pas inviter Guéchoff au banquet.

Le lendemain de sa mésaventure, Mr. Guéchoff partait précipitam ment pour Sofia, menaçant de ne plus revenir en Turquie, si on ne lui faisait pas des excuses.

Disons en passant que, là n'était point le premier pas dans la voie des intrigues et des imbroglios dans lesquels la Bulgarie cherchait à entraîner la Jeune-Turquie, jusque là tranquille, paisible et calme. Il y eut bien d'autres péripéties que nous ne pouvons énumérer faute de place.

Il convient cependant de signaler à nos lecteurs que, depuis la proclamation de la Constitution, tous fraternisaient. A Salonique, centre du soulèvement, les *Antartes* hellènes, les *comitadjis* bulgares, avec leurs coassociés et alliés schismatiques roumains, vinrent déposer les armes. Après avoir copieusement fêté Bacchus, tous rentrèrent dans leurs foyers.

Pourtant le fanatisme et la barbarie bulgare n'étaient pas éteints, car les sujets du Prince Ferdinand ne tardèrent pas à recommencer leurs actes odieux, tuant lâchement les paisibles Macédoniens et Hellènes qui rentraient sans armes chez eux ; s'emparant des Eglises orthodoxes et des Ecoles, violant de toutes façons sans la moindre pudeur, le serment, prêté. Peu leur importait d'ailleurs car ils cherchaient à soulever de nouveau la Macédoine, à satisfaire leurs visées à la faveur du désordre et de l'anarchie. Les Bulgares aiment à faire couler du sang ! Le patriarcat du Phanar protesta très énergiquement contre ces actes et c'est encore les Membres influents du Comité *Union et Progrès* de Salonique qui se mirent à donner la chasse à ces barbares, enrayant pour un peu ce nouveau soulèvement qui menaçait cette fois de devenir des plus graves. Ces simples faits, par nous cités, suffisent à donner une idée des désordres suscités par la Bulgarie et son Prince Ferdinand, au préjudice de la Turquie constitutionnelle.

Après l'incident Guéchoff, l'affaire des Chemins de fer Orientaux vint aggraver la situation.

Le 18 Septembre, les employés de la Compagnie des chemins de fer Orientaux se mirent en grève. Ils avaient demandé une augmentation et n'étaient pas satisfaits de celle qui leur avait été proposée par la direction. La grève se généralisa et les relations avec l'Europe centrale furent momentanément interrompues. Tandis que le Gouvernement Ottoman essayait d'amener un accord entre les deux parties, le Cabinet de Sofia faisait connaître qu'en cas de prolongation de la grève, pour prévenir les troubles possibles et assurer les communica-

tions indispensables, il poursuivrait l'exploitation de la voie ferrée avec les soldats d'un bataillon de chemins de fer. Les employés ayant repoussé de nouvelles offres de la Compagnie, le Gouvernement bulgare prit les mesures qu'il avait indiquées. Le 21, la grève prit fin; mais, lorsque les agents des Chemins de fer Orientaux voulurent reprendre leurs travaux, les employés bulgares refusèrent de céder la place. Les trains, à leur arrivée à la frontière, furent reçus par le personnel bulgare et conduits par lui sur le territoire bulgare. Mr. Faussa, représentant de la Compagnie à Sofia, remit au Gouvernement Princier une protestation écrite, ainsi que cela lui avait été demandé. Cette protestation eut pour effet d'amener la Bulgarie à exposer son opinion dans une dépêche officieuse. Après avoir rappelé dans quelles conditions elle assuma l'exploitation de la ligne, elle déclare que ses intérêts économiques et la défense nationale pouvant être mis en péril par l'exploitation par une Compagnie étrangère d'une voie ferrée traversant son territoire, elle a maintenu le personnel bulgare. Puis, ajoutant que l'exploitation bulgare a débuté avec le consentement de l'agent de la Compagnie des Chemins de fer Orientaux, elle exprima le désir de ne traiter désormais cette question qu'avec la Compagnie et pas avec la Porte. La Turquie, de son côté, dans une note circulaire qu'elle adressa à tous les signataires du traité de Berlin, leur demanda d'intervenir pour faire rendre à la Compagnie le tronçon de voie ferrée dont l'exploitation lui appartenait en vertu des traités et conventions.

Mais, en vertu de la concession prolongée faite en 1872 pour une période de cinquante années à la Compagnie des Chemins de fer Orientaux et d'un second prolongement de concession en Mars 1894, valable jusqu'au 1r Janvier 1958 pour l'exploitation de toute la ligne, une entente intervenue en 1885 réglait la redevance due par la Compagnie à la Turquie. La Compagnie prélevait 7.000 francs par kilomètre et par an pour couvrir ses frais d'exploitation et payer les intérêts de son capital pour le roulement.

Ces différentes conventions ont pour fondement légal au point de vue international l'art. 21 du traité de Berlin, qui dit : « Les droits et obligations de la Sublime-Porte, en ce qui concerne les chemins de fer dans la Roumélie Orientale, sont maintenus intégralement ». En 1899, le Gouvernement Bulgare a conclu avec la Compagnie des chemins de fer Orientaux une convention pour l'Exploitation de la voie ferrée Tchirpan-Nova-Zagora. Les Chemins de fer Orientaux ont reçu le droit d'exploiter cette voie à des conditions analogues à celles qui ont été accordées par la Turquie pour l'autre ligne. A l'occasion de cet accord la Principauté Bulgare bien qu'elle reconnut que l'exploitation de la ligne de Constantinople devait continuer sur la base des conventions

passées avec la Porte, estimait sans doute que, puisqu'elle avait pu s'emparer autrefois de la Roumélie Orientale, il lui serait plus facile encore de mettre la main sur une voie ferrée traversant ce vilayet.

Entre temps, le Prince Ferdinand, accompagné de son épouse la Princesse Eleonora, allait rendre à Budapesth visite à l'Empereur Roi François Joseph, qui le reçut avec les honneurs réservés aux Souverains.

L'Empereur d'Autriche aurait dit au couple princier ;

En souhaitant à Vos Altesses, très cordialement la bienvenue, je me plais à considérer leur visite comme un gage précieux pour le maintien et le développement des excellents rapports qui, je le constate avec plaisir, existent déjà entre l'Autriche et la Bulgarie. Je forme des vœux chaleureux pour la prospérité de ce jeune pays qui, grâce à la sagesse de Votre Altesse Royale et aux qualités remarquables du peuple Bulgare, a pris un essor digne d'éloge.

A son tour, le Prince Ferdinand, répondant également en termes chaleureux, a tenu à joindre ses hommages et ses félicitations à ceux, *de tant d'autres chefs d'Etat.*

Cette phrase fut naturellement mal accueillie à Constantinople, le Prince Ferdinand sachant mieux que personne que la Bulgarie est rattachée à l'Empire Ottoman par des liens de vassalité et que, depuis tant d'années il n'en fut autrement, malgré la dernière tentative (1906-07) de Ferdinand, dont l'ardent désir était de se faire couronner roi.

***

Dans la soirée de Dimanche, 4 Octobre, le Prince Ferdinand arrivait à Roustschouk, où il était attendu par tous ses Ministres. Un Conseil fut tenu sous sa présidence. Le but de cette réunion était de prendre des décisions immédiates pour que le Prince se rende à Tirnovo, ancienne capitale de la Bulgarie, où les nationalistes lui préparaient une enthousiaste réception avec le dessein bien arrêté de proclamer l'indépendance de la Bulgarie et de nommer leur prince : Tzar des Bulgares (!?).

Ferdinand, cela va de soi, pencha dans le sens où l'inclinaient le vœu national et son propre désir. Il avait jugé non seulement les forces militaires de la Bulgarie, mais les avantages diplomatiques qu'il pouvait attendre de son associée autrichienne et notamment de l'hypocrisie allemande à l'exclusion des autres Puissances,

Et, en effet, le lendemain, Lundi, 5 Octobre, Ferdinand se rendit à Tirnovo, et vers 11 heures du matin, de nombreux manifestants proclamèrent l'indépendance Bulgare et saluèrent le Prince du titre de Tzar des Bulgares.

Ce fut sous une tente érigée hâtivement sur une place publique que Ferdinand, entouré de ses Ministres, entendit lecture du manifeste d'une délégation de la Sobranié, manifeste, par lequel il était requis au nom du Parlement de prendre le titre de Tzar.

Ferdinand, qui ne visait qu'à cela depuis plusieurs années, déclara qu'il acceptait.

Il se rendit ensuite à l'Église, où un *Te Deum* fut chanté. A l'issue de cette cérémonie, il passa la revue du 18e régiment d'infanterie.

Dans l'après-midi, le Prince Ferdinand fit une tournée en automobile jusqu'à Philippoli et regagna sa capitale de Sofia le lendemain dans l'après-midi.

Entre temps, il avait adressé à Yildiz la dépêche suivante :

Sofia, 5 octobre, 4 h. 20 soir.

A Sa Majesté Impériale le Sultan.

Yildiz.

SIRE,

Le dévouement sincère et l'estime profonde que j'ai toujours nourris envers la personne de Votre Majesté Impériale pour Votre bienveillance à mon égard m'imposent le devoir d'informer Votre Majesté que, guidé par le désir irrévocable du peuple bulgare de voir, une fois pour toutes, écartées les causes qui avaient jusqu'à présent semé des suspicions et des méfiances entre l'Empire et la principauté, en mettant par cela des obstacles au développement et à l'affermissement de ces relations d'amitié sincère que leurs intérêts réciproques imposent, aujourd'hui, me soumettant au désir du peuple, j'ai proclamé la Bulgarie en Royaume complètement indépendant.

Le peuple bulgare et moi sommes profondément convaincus que Votre Majesté Impériale ne refusera pas sa bienveillance à notre égard, en approuvant cet acte du peuple. J'ose assurer Votre Majesté, que moi et mon peuple, nous lui conserverons des sentiments de profonde reconnaissance et garderons des sentiments de sympathie profonde et d'amitié sincère envers le peuple ottoman.

FERDINAND.

Le Grand-Vésir a ainsi répondu :

A Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie.

Expédiée le 6 Octobre 1908.

Sa Majesté Impériale le Sultan, mon Auguste Maître, a bien voulu référer à la Sublime-Porte le télégramme par lequel Votre Altesse Royale Lui expose les motifs qui l'ont amenée à la déclaration d'indépendance et à l'érection en Royaume de la Principauté bulgare. Tout en appréciant les assurances de dévouement et de sincère amitié que Votre Altesse Royale veut bien donner à l'égard de S. M. I. le Sultan et du peuple ottoman, je crois devoir exprimer tout l'étonnement que l'État et le peuple ottoman ne manquent pas de ressentir d'un procédé s'écartant si profondément des relations contractuelles établies entre l'Empire et la Principauté.

Votre Altesse Royale n'ignore pas que la situation respective des deux pays se trouve définie par les termes exprès du traité de Berlin et d'autres actes internationaux, et je trouve inutile d'expliquer que la Bulgarie n'a ni le droit, ni le pouvoir de prendre arbitrairement une pareille initiative tout à fait contraire aux décisions existantes. Le gouvernement impérial ne peut faire autrement que de réserver ses droits lésés par un tel acte, en attendant qu'il intervienne une décision basée sur l'appréciation de ses propres intérêts, d'accord avec les six puissances signataires des traités concernant la situation de la Principauté.

Le Grand-Vésir,

KIAMIL.

D'autre part, le Ministre des Affaires Étrangères, Tewfik Pacha, adressait aux Puissances signataires du traité de Berlin, une circulaire de la Sublime-Porte, dont voici la traduction fidèle :

Le Gouvernement Ottoman a appris avec un sentiment de profonde surprise que le Prince de Bulgarie a proclamé à Tirnovo l'indépendance de la principauté et son érection en royaume. L'acte inopiné du prince qui constitue une violation du traité de Berlin, ne s'appuie sur aucun fait pouvant l'expliquer.

En méconnaissant les stipulations de ce traité, le Gouvernement Princier a donné la mesure de son mépris du droit international, de ses propres engagements et de son manque de déférence pour les conseils des grandes puissances. Aussi le Gouvernement Ottoman, comme signataire du dit traité et au nom de S. M. I. le Sultan, Suzerain de la Bulgarie et Souverain de la Roumélie Orientale, s'élève avec force contre l'attitude du Prince Ferdinand et fait appel aux puissances signataires du traité de Berlin, en les engageant à aviser au plus tôt aux dispositions voulues telles que la réunion d'une conférence pour examiner les conditions du rétablissement de l'ordre légal en Bulgarie, en Roumélie Orientale et pour le maintien des intérêts de divers ordres que les traités internationaux garantissent à la Turquie. Le Gouvernement Impérial pourrait avoir recours à la force pour assurer lui-même la sauvegarde de ses droits, mais respectueux avant tout des traités, soucieux des intérêts généraux en cause et du besoin unanime de paix européenne, il veut éviter d'arriver à une pareille extrémité ; il s'en remet aux grandes puissances et il attendra avec calme la décision qu'elles adopteront. Nonobstant, il proteste contre l'infraction apportée au dit traité et il se réserve de la manière la plus expresse les droits que lui confère cet acte, et les conventions internationales qui en sont le corollaire.

TEWFIK.

Pendant que l'on attendait à Constantinople la réponse de Ferdinand Effendi, tandis que Turcs, Grecs et Arméniens faisaient des combinaisons en prévision d'une guerre, (car les Grecs et les Arméniens avaient décidé de se joindre à la Turquie pour écraser les Bulgares et en extirper le germe de la terre), les ambassadeurs de S.M. l'Empereur François-Joseph présentaient aux Gouvernements près desquels ils étaient accrédités, une lettre autographe du Vieux Souverain, notifiant l'annexion à l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine et l'évacuation du Sandjak de Novi-Bazar.

Le Kaiser, *naturellement*, s'empressa de répondre le premier à la lettre de l'Empereur Roi, lui promettant de le soutenir dans l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine qu'elle regarde comme une question tout à fait séparée de la question Bulgare.

Presque simultanément l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople communiquait à la Sublime Porte la décision de son Gouvernement relative à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine et l'évacuation de Novi-Bazar.

A la Sublime-Porte, l'opinion « officielle » fut, comme toujours, que la Turquie devait s'appuyer sur les Puissances signataires du traité de Berlin pour le faire respecter ou le modifier si elles jugeaient utile qu'il en fût ainsi. Malgré ce ton pacifique, certains indices belliqueux perçaient. Dans sa lettre, François-Joseph exposait les changements survenus dans les Balkans depuis le traité de Berlin : développement des diverses nationalités et progrès économiques, moraux et politiques réalisés.

Elle montrait que la révolution turque et la promesse d'une Constitution faite à la Turquie ont rendu nécessaire une modification du statut de la Bosnie-Herzégovine.

Mais il était impossible au Gouvernement Austro-Hongrois de donner une charte constitutionnelle à un pays que l'Autriche-Hongrie ne fait qu'occuper en vertu d'un mandat des puissances, pays qui, d'après les stipulations du 21 Avril 1879, est reconnu appartenir encore de droit à la Sublime-Porte.

L'annexion s'imposait donc pour permettre à l'Autriche-Hongrie de répondre aux vœux des Bosniaques et de leur accorder la Constitution demandée. La lettrese terminait par l'annonce de la rétrocession du Sandjak de Novi-Bazar à la Turquie.

Le lendemain paraissait dans le *Journal Officiel* la proclamation de l'Empereur aux populations bosniaques et ce texte officiel était câblé à la Porte et à toutes les Puissances.

L'Inquiétude fut indescriptible à Constantinople. Le Bab-Aali protesta énergiquement auprès des Puissances signataires du traité de Berlin, contre la violation de ce traité. Pendant que l'effervescence régnait partout, un meeting monstre de protestation était tenu contre l'Autriche dans la soirée du 6 Octobre.

On a poussé des cris de « A bas l'Autriche ! » et prononcé beaucoup de discours belliqueux. Les réserves serbes, fortes de 120,000 hommes furent appelées sous les armes.

L'indignation des Serbes (et l'on sait que la majorité de la population de la Bosnie est composée de Serbes) est sans limites. Tous sont énergiquement opposés même à une occupation provisoire du pays.

La Serbie a deux fois combattu en Bosnie. En outre l'annexion par l'Autriche marquerait un grand pas de celle-ci vers Salonique, son but final, dont l'occupation ligotterait la Serbie commercialement et politiquement.

Le lendemain, 7 Octobre, les affaires étaient suspendues à Belgrade, à l'occasion d'une manifestation monstre présidée par le maire de la ville. On vota de violentes motions contre l'Autriche pendant que l'attaché militaire d'Autriche-Hongrie, qui assistait aux manœuvres de l'armée serbe, était rappelé en toute hâte.

Le même jour, une grande manifestation eut lieu à Cettigné. Les vaillants Monténégrins poussèrent leur cris de guerre contre l'Autriche et votèrent la décision de tendre la main à leurs frères de Serbie, en oubliant les querelles passées.

Une proclamation du Prince Nicolas de Monténégro déclarait le lendemain qu'il ne se tenait plus lié par l'article du traité de Berlin relatif aux droits de l'Autriche sur le Monténégro. De tumultueuses manifestations anti-autrichiennes eurent lieu. Les manifestants poussaient des cris de mort. Ils assiégèrent la légation autrichienne et en brisèrent les vitres à coups de pierres.

Le Ministre et sa famille se réfugièrent dans les combles. Un employé réussit à arriver au palais du Prince pour demander protection.

Alors seulement, des soldats et des officiers dispersèrent les manifestants.

Le lendemain, le Prince de Monténégro licenciait toutes les personnes condamnées dans le procès des bombes.

Presque au même moment, il recevait une dépêche de sir Ed. Grey en réponse à la sorte de protestation qu'il avait faite contre l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Dans cette dépêche, le Ministre anglais déclarait, en forme officielle, que cette annexion constituait une violation du traité de Berlin qui ne pouvait subir aucune modification sans le consentement des puissances signataires.

Le télégramme de sir Edward Grey causa une grande satisfaction et une réunion de citoyens eut lieu le même jour, pendant laquelle furent prononcés des discours louant chaleureusement le roi Edouard VII et sir Edw. Grey. Un ordre du jour fut adopté, remerciant le gouvernement britannique.

A la fin de la réunion, toutes les personnes présentes se rendirent au palais, en cortège, portant des drapeaux anglais, monténégrins et serbes et un portrait du roi Edouard VII.

Au palais, le Prince Nicolas, s'adressant à la foule pleine d'enthousiasme, fit remarquer que la Grande-Bretagne fut la première puissance à se faire entendre en faveur de la race serbe contre la violation du traité de Berlin.

Le cortège parcourut les rues de la ville en acclamant la Grande-Bretagne.

Les manifestations contre l'Autriche-Hongrie continuèrent dans

toute la principauté. Beaucoup de délégations prièrent le Prince de ne reculer devant aucun sacrifice pour la défense de la nationalité serbe.

Le Prince, dans ses réponses, donna les assurances les plus formelles qu'il ne reculerait devant aucun sacrifice. La surexcitation populaire allait toujours grandissant.

Pendant ce temps, les Serbes, plus surexcités que jamais, protestaient auprès des puissances et convoquaient la Skouptchina en séance extraordinaire pour le 10 Octobre. Deux séances secrètes eurent lieu et durèrent, la première de 9 heures à 1 heure après-midi; la seconde toute l'après-midi. L'agitation était extrême.

Le même jour, une manifestation monstre, d'environ trente mille personnes, fut organisée par les anciens volontaires de la division de la Drina (1876 - 1879), ayant en tête un drapeau couronné de fleurs.

Les manifestants se rendirent au palais du roi Pierre qui, indisposé, ne put se montrer au peuple. Ils allèrent ensuite parader devant le palais du Prince Georges, héritier du trône.

Parmi les volontaires il y avait sept garibaldiens dont deux Français.

Les cris de « *Vive le Roi Pierre Markovitch, ancien volontaire bosniaque* », retentissaient de toutes parts, aux roulements des tambours qui battaient les charges d'autrefois sur la Drina.

Un vieux volontaire fit une véhémente proclamation. Il dit que tous les anciens combattants étaient venus grossir les rangs de l'armée serbe; décidés à verser leur sang jusqu'à la dernière goutte, pour la liberté de la Bosnie et de l'Herzégovine. Il déclara que tous prêtaient serment devant Dieu et devant le Souverain, espérance de la nation serbe, la noble nation qui gémit dans les chaînes de l'esclavage moderne à la honte de l'Europe qui laisse s'accomplir de tels forfaits.

Le vétéran ajouta : « Les moments sont graves, Altesse. Si vous voulez rester glorieux et que votre nom demeure inscrit en lettres d'or au livre d'histoire de la Serbie, décidez-vous; autrement vous verrez notre libre et beau pays expirer avec toute la nation serbe. Vive le Prince héritier Georges que nous proclamons solennellement chef des volontaires serbes ». Au-dessus des roulements de tambours et des cris sans fin, une voix prédomina. Le Prince Georges prit la parole :

« Chers frères, dit-il, je suis profondément touché et très heureux de m'associer à vos sentiments de patriotisme et de sacrifice suprême et à ceux de toute la nation serbe. Je suis particulièrement heureux de pouvoir servir courageusement avec vous comme soldat et chef des volontaires. Solennellement, je vous prête serment d'être prêt à

verser mon sang le premier et parmi les premiers. Vive celui qui est prêt à mourir pour notre belle cause ! Mort à tous ceux qui veulent vivre au moment des plus grandes épreuves de toute la nation ! Vive le peuple serbe, qui se dresse contre la tyrannie ! Vivent les volontaires serbes ! »

Sur le tard, arrivait une dépêche à l'adresse du roi Pierre. Elle émanait de la colonie serbe de Munich et disait que les Serbes habitant l'étranger attendaient le cri de guerre contre l'Autriche pour se rendre dans leur cher pays et défendre la patrie.

Les manifestants, parcourant les rues, gagnèrent la place du théâtre, jetèrent à bas deux drapeaux autrichiens qu'ils y virent arborés et les brûlèrent.

Ils se rendirent ensuite à la légation d'Autriche, y firent des démonstrations plus tumultueuses encore que celles de Cettigné, et partirent après avoir réduit en miettes à coup de pierres, vitres et fenêtres.

Le soir, un Conseil de guerre se réunit au Palais.

Tous les officiers de l'Etat-Major, les Ministres, les Chefs des divers partis politiques y assistaient. On vota, séance tenante, la guerre à l'Autriche par 93 voix contre 66.

Dès aussitôt les trains militaires commencèrent à circuler, chargés de munitions à destination de la frontière autrichienne. Des engagés volontaires se livraient à des manœuvres militaires. Les uniformes d'hiver furent distribués aux troupes. Dix-sept mille hommes furent enrôlés, presque séance tenante dans la *légion de la mort*, recrutée parmi les volontaires ayant la haine la plus ardente pour l'Autriche. Pendant ce temps, le Gouvernement recevait viâ Brindisi-Salonique un envoi de canons de l'usine du Creusot.

L'effervescence augmentait partout.

A antivari, des manifestants ont arraché et brûlé l'écusson du Consulat Autrichien. La foule a envahi le Consulat. L'émotion fut extrême à Antivari et à Cettigné. De nombreux cortèges parcoururent ces villes.

Simultanément, fut voté le boycottage des marchandises autrichiennes en Serbie et au Monténégro.

Ce même jour, 7 Octobre, les Crétois, profitant eux aussi de cette résurrection de la question d'Orient, proclamèrent l'union de l'île de Crète à la Grèce.

A l'annonce que la Bulgarie s'était érigée en royaume, les populations chrétiennes de la Crète furent saisies d'une vive émotion patriotique. Cette émotion s'accrut encore lorsqu'on apprit l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine à l'Autriche-Hongrie. En un même jour,

et presque à la même heure, des manifestations s'organisèrent dans toutes les villes, manifestations que grossissait à tout instant l'arrivée des populations rurales conduites par leurs démarques, drapeaux helléniques déployés.

A 1 heure moins 1/4, une foule venue de tous côtés, s'est massée sur la place, au son du tocsin et a déchargé en l'air des fusils et des revolvers ! Un ordre parfait régnait. Les Musulmans se mêlaient librement, sans être molestés, à la foule des Chrétiens. A 2 heures, eut lieu une grande démonstration en faveur de l'union avec la Grèce sur le champ de revue, à laquelle prirent part 10,000 personnes qui se massèrent autour d'une vingtaine de chefs révolutionnaires notables, dont chacun avait sa bannière, renforcés des chefs de divers partis politiques, des maires de la Canée et des autres villes et du clergé. Mr. Zouridos, politicien influent, harangua la population. Il déclara que la révolution politique pacifique pour laquelle la population s'était assemblée n'était dirigée contre aucune des puissances, mais visait seulement la proclamation de l'union avec la Mère-Patrie.

Il demanda au Gouvernement d'agir désormais au nom du libre royaume de Grèce et en appela au peuple pour aller respectueusement communiquer ces décisions aux représentants des puissances. Il resterait alors à l'assemblée convoquée à confirmer la décision de la population par un vote officiel. Sur ce, toute la foule se rendit aux différents Consulats, à chacun desquels elle laissa un exemplaire par écrit de la résolution adoptée. De là, elle se rendit au palais du Gouvernement, où le drapeau crétois fut remplacé par celui de la Grèce qui fut aussi hissé sur les monuments publics parmi les acclamations incessantes pour l'union et pour les puissances protectrices au milieu du plus grand enthousiasme.

La foule hissa aussi le drapeau grec sur la forteresse, mais les troupes françaises insistèrent pour qu'on le retirât et pour qu'on mît à la place les drapeaux de chacune des puissances protectrices et celui de la Crète. L'incident donna lieu, pendant un moment, à quelque émotion mais, grâce à l'intervention modératrice des chefs des partis politiques, tout se calma.

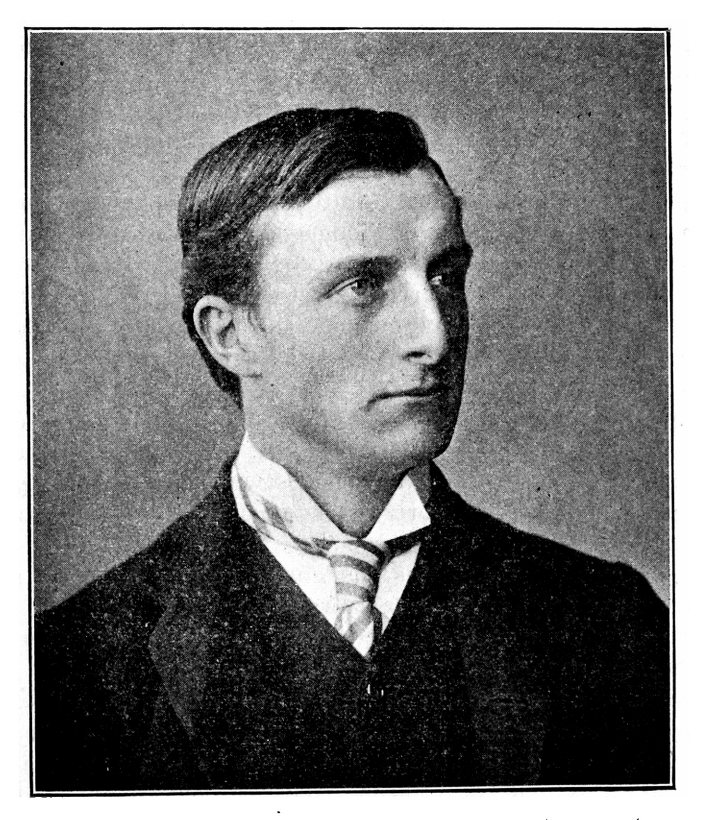
Le soir, à 5 heures, était publié un supplément spécial du *Journal Officiel*, contenant un décret signé par les cinq conseillers (ou ministres) annonçant leur adhésion à la décision populaire et enjoignent à tous les fonctionnaires publics d'agir dorénavant au nom du gouvernement hellénique.

Voici le texte de la proclamation votée en cette occasion :

Le peuple de la capitale et des provinces réuni en syllalitirion populaire et reprenant son programme national, *Proclame*

au nom de la Sainte-Trinité, l'union de la Crète à la Grèce avec laquelle elle formera un Etat un et indivisible ; il invite le Roi des Hellènes à l'occuper militairement et à la gouverner ; et le gouvernement crétois à convoquer la Chambre qui doit ordonner aux autorités de gouverner le pays au nom du Roi des Hellènes.

Une Commission de vingt membres, choisis parmi les notables, est chargée de transmettre cette résolution au roi Georges et au gouvernement hellénique. La même commission est chargée de remettre copie de la résolution aux consuls des puissances.



SIR EDWARD GREY

Cette date du 7 Octobre 1908, sera marquée d'un caillou blanc dans les fastes de l'histoire hellénique. En ce jour heureux, Grecs et Crétois ont obtenu la réalisation d'une de leurs plus chères espérances.

Les Hellènes de tous les pays du monde en ressentirent la plus vive allégresse.

Ce n'est pas que cet événement se fût produit d'une manière inattendue. Le fruit était mûr ; il ne restait qu'à le cueillir. Encore fallait-il une occasion favorable. Elle s'est présentée. Crétois et Grecs (c'est tout un) ne l'ont pas laissé passer, ces héroïques Crétois qui ont soutenu des luttes séculaires pour le maintien de leurs droits à la nationalité grecque, qui ont versé leur sang, donné leurs biens, supporté d'indicibles souffrances pour avoir l'honneur et la joie de reprendre le beau nom de Citoyens Hellènes qui est le leur et que nul ne leur contestera plus.

L'ardent patriotisme des Crétois, leurs aspirations, leurs souffrances connues de toute l'Europe, les incitèrent à profiter de l'enseignement donné par les événements de Bulgarie et d'Autriche pour hâter la réalisation de leurs vœux séculaires. Le lien qui rattachait les Crétois à la Turquie était d'ailleurs, de l'aveu même des Puissances, devenu si fragile que le changement dut apparaître bien facile à réaliser pour ces fougueux patriotes.

Depuis l'agitation grecque de 1885, leurs anciennes espérances s'étaient raffermies ; le désir de l'indépendance avait, plus ardemment que jamais, repris possession de leur cœur, et cela malgré l'échec de leur second mouvement insurrectionnel en 1889. Cette tentative d'affranchissement fut durement réprimée par la Turquie, laquelle enleva aux Crétois une grande partie des privilèges dont ils avaient joui jusqu'alors.

Et ,pourtant, la confiance des Crétois dans la réalisation de leurs projets allait en augmentant, jusqu'en 1894, année durant laquelle les impôts furent perçus avec beaucoup de sévérité, l'Assemblée générale ne fut pas convoquée, la Porte ne nomma pas un seul gouverneur chrétien.

L'agitation qui régna dans l'île contraignit le Sultan à nommer un gouverneur chrétien, mais les Crétois jugèrent que cela ne leur suffisait pas et réclamèrent le retour au pacte de Halépa et à tous leurs anciens privilèges. De nouveau la Turquie envoya des troupes. La répression fut si cruelle que l'agitation gagna toute l'île et que les puissances furent obligées d'intervenir. Le règlement du 26 Août 1896 ne satisfit pas tout à fait les vœux de la Crète, mais il lui fut imposé par la volonté de l'Europe. Mais le gouvernement de Constantinople ne remplit pas les engagements qu'il avait pris, et les troubles recommencèrent avec plus de violence encore. Les Grecs, qui avaient promis leur appui aux Crétois, ne les abandonnèrent pas ; et, au milieu du mois de Février, 2,000 hommes de troupe grecs, sous les ordres du colonel Vassos, débarquèrent dans l'île. Aussitôt qu'elles

apprirent le débarquement, les puissances décidèrent de faire occuper les principales villes de Crète par des détachements des marins de la flotte internationale.

Le sort de la Crète était dès lors entre les mains des grandes puissances européennes. L'Angleterre proposa d'accorder à la Crète son autonomie, et le 2 Mars 1897 les puissances avisèrent la Grèce qu'elles avaient résolu « de doter la Crète d'un régime d'autonomie absolument effectif, destiné à lui assurer un gouvernement séparé, sous la haute suzeraineté du Sultan ». Un mois après, les troupes grecques étaient rappelées.

Ce fut en 1898 que la Crète fut placée sous l'administration du Prince Georges de Grèce. Dès ce jour la Crète ne cessa de réclamer et d'espérer son union à la Grèce. Chaque automne, le Prince Georges, interprète fidèle de cette espérance, demandait aux chancelleries de faire droit aux vœux du peuple crétois, et on lui répondait toujours que les circonstances n'étaient pas favorables. Le 19 Août 1904, le peuple crétois envoya une pétition à son Prince, en le priant de « faire connaître aux grandes puissances l'inébranlable résolution de la Crète avec son ardente supplication de ne plus ajourner son union avec la Grèce ». Les Chancelleries refusèrent encore, et, cette fois, le peuple crétois exaspéré se mit en état d'insurrection, et ce fut même contre le Prince Georges que l'insurrection commença, en Janvier 1905.

Les insurgés, constitués en Assemblée nationale provisoire, choisirent comme président Mr. Papayanakis, et celui-ci adressa aux Puissances une proclamation annonçant l'union de la Crète à la Grèce. Des troupes furent envoyées contre les insurgés.

L'insurrection alla grossissant jusqu'en Avril. Le 21 Avril, l'Assemblée crétoise inaugura sa 3e session par un coup d'éclat. Après avoir entendu le discours du Prince Georges, plein de conseils modérés et apaisants, elle vota un ordre du jour, proclamant « l'union de la Crète avec sa mère la Grèce, afin qu'elle en fasse à jamais partie sous le sceptre constitutionnel de Georges, roi des Hellènes ». A la fin du même mois, se réunit à Rome une conférenee des puissances protectrices : France, Angleterre, Italie, Russie, lesquelles refusèrent d'accorder l'union à la Grèce ; et deux d'entre elles, l'Italie et la Russie, proposèrent, soit la répression directe, soit le blocus.

Après une série d'agitations intérieures, en Septembre 1906, le Prince Georges, fatigué d'être placé entre l'insurrection du peuple et le mauvais vouloir des puissances, donna sa démission de haut-commissaire et fut remplacé en septembre par Mr. Zaïmis, ancien président du Conseil du royaume de Grèce.

On pouvait craindre que le départ du Prince Georges ne fût le signal de manifestations tumultueuses. Mais le Prince sut présenter

son successeur au peuples en termes émus et sympathiques. Il annonça que Mr. Zaïmis avait été choisi par le roi Georges lui-même, et l'apaisement se fit peu à peu.

En Novembre 1906, le roi Georges fit des déclarations qui, dans une forme courtoise et modérée, précisèrent nettement ce que la Crète et la Grèce attendaient des puissances. L'union espérée restait naturellement le but ; mais en réservant leurs espérances, la Crète et la Grèce acceptaient loyalement le régime de l'autonomie. Mr. Zaïmis prépara la revision de la Constitution. L'Assemblée était élue pour quatre ans. La Presse était libre. Les fonctions publiques étaient accessibles à tous. Le haut Commissaire devenait le « chef suprême de l'Etat, »

De plus, Mr. Zaïmis obtint que dix officiers hellènes entreraient dans la gendarmerie crétoise.

Quand ces dix officiers grecs débarquèrent à la Canée le 10 Décembre 1906, la population leur fit un accueil enthousiaste, considérant cet événement comme un des plus significatifs. Cette présence d'officiers grecs avait pour les Crétois une valeur symbolique. Ils ne pouvaient plus douter, dès ce jour, que leurs espérances ne fussent prochainement réalisées.

***

Cette annexion prévue, désirée si ardemment, souleva une protestation platonique de la part de la Turquie et reçut la pleine adhésion des Puissances européennes qui, somme toute, n'avaient plus qu'à consacrer en droit, une situation de fait.

Le Gouvernement hellène, de son côté, s'adressait aux quatre Puissances protectrices de la Crète les priant d'examiner la question Crétoise à la prochaine conférence réclamée par la Turquie, et en même temps que les affaires de Bulgarie et de Bosnie-Herzégovine.

Cette déclaration de l'Hellade rédigée dans la soirée du 9 Octobre était adressée aux quatre Puissances le lendemain de ce jour. Simple formalité en somme. Mais il fallait qu'elle fût accomplie, ne fut-ce que pour donner satisfaction complète à la Turquie.

On croyait en effet à Yildiz-Kiosk que la proclamation de l'Union de l'île à la Grèce était un coup préparé de longue main, la conséquence d'une sorte d'accord de même nature que celui qui avait permis à l'Autriche son annexion.

Cependant les deux situations étaient bien différentes, puisque l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine était depuis longtemps à l'ordre du jour de la politique autrichienne. Cela est si vrai, qu'au mois d'Août dernier, on discutait ouvertement dans les cercles gou-

vernementaux d'Autriche-Hongrie, l'opportunité de cette annexion et les moyens les plus pratiques et les plus sûrs de la mettre à exécution dans un très bref délai.

Il y avait à ce moment deux courants d'opinion, l'un en faveur de l'annexion sans rétrocession du sandjak de Novi-Bazar, l'autre pour la rétrocession.

Mr. d'Æhrenthal était en faveur de cette solution; car, après conférence avec les autorités militaires, le Ministre des affaires étrangères austro-hongrois s'était rendu compte de la nécessité de mobiliser le 15e corps d'armée, ce qui aurait coûté une cinquantaine de millions, pour assurer l'occupation du sandjak.

Le secret des décisions fut bien gardé ; trop même, car on se demande jusqu'à quel point une confidence faite à Ischl au roi Edouard à ce moment-là, par l'Empereur d'Autriche, n'aurait pas mieux servi les intérêts autrichiens et évité l'hostilité que la politique autrichienne rencontre à l'heure actuelle à Londres.

On considère que le coup de théâtre qui vient de se produire est l'œuvre personnelle de Mr. d'Æhrenthal qui a tenu à augmenter le territoire austro-hongrois.

La vérité est que le gouvernement austro-hongrois était résolu à proclamer cette annexion avant même que s'accomplît la révolution turque. Cela faisait partie du programme du baron d'Æhrenthal. Ce dernier que l'on considérait à son avènement comme un homme ultra-pacifique, uniquement soucieux de maintenir les bonnes relations de son pays avec les autres puissances et d'éviter toute complication, s'est au contraire révélé comme un personnage très actif et même très brouillon.

Nos renseignements, puisés aux meilleures sources diplomatiques, nous permettent d'assurer qu'à son arrivée au pouvoir, il a remis, à l'Empereur un mémoire dans lequel il développait son programme balkanique, lequel comprenait : établissement de relations cordiales avec la Bulgarie, resserrement des rapports déjà intimes avec la Roumanie, neutralisation politique du Monténégro et isolement de la Serbie.

La suppression des capitulations en Bulgarie, les amabilités prodiguées au Prince Ferdinand, les visites du roi de Roumanie à Vienne et des archiducs autrichiens à Bucarest, le procès des bombes à Cettigné arrangé par des policiers et des agents provocateurs au service de l'Autriche dans le but de brouiller le Monténégro et la Serbie, l'augmentation des subsides accordés au Prince de Monténégro, montrent que le baron d'Æhrenthal travailla avec persévérance et succès à la réalisation de ce programme. Vint alors la demande de concession du chemin de fer du sandjak que, paraît-il, on ne songe

pas à construire, mais qui devait servir de gage pour obtenir plus facilement l'adhésion de la Turquie à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Le double coup d'Etat de François-Joseph et du nouveau Tzar Ferdinand (?) s'il a éclaté comme la foudre, dans le ciel serein de l'Europe, à peine avertie par un indéfinissable malaise de l'opinion, fut concerté, préparé, entre un grand nombre de compères. Le premier moment de stupeur passé, ceux-ci ont démasqué leurs batteries et, à l'heure où nous écrivons, on en sait assez pour démêler les fils du complot international ourdi par les malfaiteurs de la diplomatie européenne.

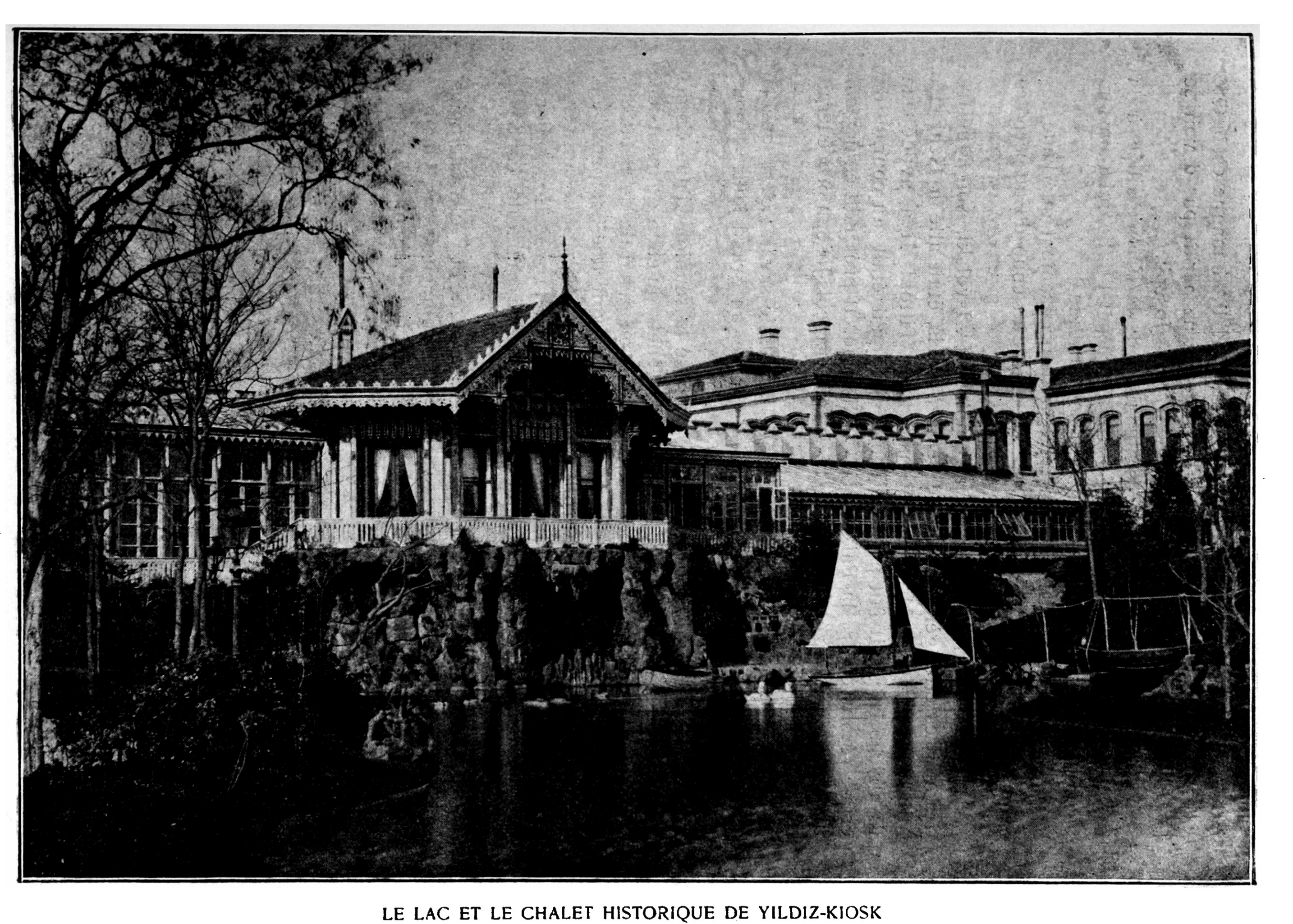
C'est d'abord l'Allemagne, qui affecta au début de se désintéresser de la question, comme si l'accroc fait au traité de Berlin par son alliée était un menu incident sans importance. Guillaume II prit sa revanche de la journée du 24 Juillet qui avait relégué aux fonctions de Souverain constitutionnel son grand ami le Sultan Abdul-Hamid. Sa Presse manœuvra admirablement pour donner le change à l'Europe et lui faire croire que Mr. de Bülow n'a appris qu'avec tout le monde, ni plus tôt ni plus tard, le coup de couteau de Mr. d'Æhrenthal dans l'œuvre de Mr. de Bismarck.

Ensuite, ce fut l'Italie, dont le Ministre des affaires étrangères a cru devoir proclamer que les événements d'Orient n'étaient pas de nature à l'émouvoir. L'Italie, a-t-il ajouté, a pris ses précautions et quoi qu'il advienne ses intérêts sont d'avance sauvegardés. Evidemment, un tel langage ne laisse aucun doute sur l'existence d'arrangements que les nations de la Triplice ont conclus, avant la violation du traité de Berlin. Quels arrangements ? Quelles compensations l'Italie s'est-elle assurées, et au détriment de qui ?

S'il s'agissait d'une rectification de la frontière du Trentin, rien à dire ; mais s'il s'agissait de donner à l'Italie un port albanais ou la Tripolitaine, c'est la question du démembrement de la Turquie qui se posait. Dans les circonstances présentes, où il importait tant de donner à la Turquie un gage des bonnes dispositions de l'Europe en faveur de l'œuvre de régénération entreprise par les Jeunes-Turcs, c'était un véritable crime que l'Italie eût commis en nourrissant de pareils projets. Mais on voit, en tous cas, combien il importait que de nouvelles garanties fussent données à la Turquie par les Puissances réunies en conférence. Il était équitable en outre de lui donner une compensation pour l'atteinte portée à son prestige par l'action de la Bulgarie et de l'Autriche-Hongrie.

Le Cabinet de Rome trouvera-t-il le moment propice dans les événements des Balkans ?

Quoi qu'il en soit, de la force des choses, de la complicité des



LE LAC ET LE CHALET HISTORIQUE DE YILDIZ-KIOSK

intérêts en jeu, il résulte que la Triplice, dont l'Allemagne est la tête a jeté les bases de tout un plan d'action qui ne paraît pas devoir se borner au coup de Ferdinand et de François-Joseph.

Mais l'autre Triplice, cette combinaison de la France alliée à la Russie, en entente cordiale avec l'Angleterre, et l'Italie qui a ainsi un pied sur les deux camps, quelle sera son attitude ?

Il n'a pas été difficile de constater malheureusement que l'une des deux nations alliées n'est pas restée étrangère au coup d'Etat perpétré contre la liberté de la Turquie.

La Russie, en effet, était du complot. Mr. Isvolski, son Ministre des affaires étrangères, avant de venir à Paris, était allé à Ischl et à Milan. Il avait vu Mr. d'Æhrenthal et Mr. Tittoni. Il a avoué que l'Autriche lui avait fait part de son projet; qu'il était au courant du crime résolu contre la Paix et la Civilisation. Il prétendit également qu'il n'était pas fixé sur l'heure précise où François-Joseph procéderait à l'exécution de son méfait.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la Russie savait ; c'est que la Russie attendait cet éclat, ce coup de force au grand jour, — pour donner le signal de la curée.

Car c'est elle qui a, la première, proposé la réunion d'une Conférence, non en vue de tenter d'atténuer les effets du coup de main déjà exécuté, mais afin de procéder à une revision générale de l'état des choses de sorte que chaque nation puisse recevoir une compensation.

Quelle tristesse pour l'Europe civilisée tout entière que cette complicité, même par intermédiaire, dans l'acte de provocation odieuse qui fut commis et surtout dans la conjuration générale contre la Turquie !

C'est donc la Russie, secondée par l'Allemagne et l'Autriche unies, qui a, la première invoqué le système des compensations, jouant le même jeu politique, usant de la même astucieuse diplomatie que la Grande-Bretagne qui, dans ce genre d'excercices, a battu tous les records du monde.

Les Allemands, en l'occurrence, ont voulu imiter la fière Albion. Ils se sont trouvés fort bien encouragés et soutenus par les Moscovites. Mais il est évident, et nous pouvons le dire sans ambages, qu'ils n'ont pas encore acquis l'expérience des Anglais.

Tout ce que ces deux Puissances ont pu faire a été de se mettre d'accord sur la nécessité — pour elles ! — de dépouiller la Turquie. Elles ont imaginé l'invocation du système des compensations pour déposséder plus faible qu'elles en feignant hypocritement de protéger l'Autriche. La Russie surtout insista pour ses *compensations* (sa part du gâteau ottoman) en réclamant à outrance le libre passage des Détroits, à toute heure et en tout temps, par les navires de guerre et

de commerce de toutes les puissances. Cette liberté admise il ne restera plus rien du traité de Paris, au nom duquel et contre lequel on a vu se produire de grandes iniquités internationnales, et des combinaisons louches. On en connait les resultats. La France était alors livrée à un brouillon rêveur. Le gouvernement est aujourd'hui en d'autres mains. Il doit veiller. C'est assez d'un Bismarck !

La Liberté des Détroits ne saurait déplaire à la Grèce. Elle est faite pour accroître et non pour diminuer sa puissance, la Grèce étant, à l'heure qu'il est, la seule force navale qui compte en Orient. Quelques exemples feront mieux comprendre notre pensée. Les Roumains se seraient-ils livrés aux excès barbares que l'on sait contre les Hellènes, leurs tribunaux auraient-ils acquitté, aux applaudissements de l'auditoire, les assassins des Hellènes, ceux qui avaient insulté le drapeau grec et pillé les boutiques des résidents grecs, s'ils avaient craint l'apparition d'une escadré grecque devant Costantza ou devant Galatz, s'ils avaient craint la proclamation d'un blocus maritime de tout le littoral roumain ? Il est permis d'en douter.

Et les Bulgares auraient-ils incendié Anchialos, persécuté, avec la *férocité, la barbarie, la sauvagerie* que l'on sait, les Hellènes de Varna, de Philippopoli et des autres villes de la Roumélie-Orientale s'ils pouvaient appréhender l'arrivée d'une flotte grecque dans la mer Noire ? Ne sommes-nous donc pas fondé à croire que la liberté des Détroits augmente considérablement la puissance offensive de la Grèce en regard des autres Etats balkaniques ?

La puissance de la Turquie en serait-elle diminuée. ? La question est sujette à controverse.

Elle est de grosse importance.

D'abord, en temps de paix, les navires de guerre étrangers qui n'auront certainement pas la permission de faire escale dans les ports des Détroits et de la Propontide, ne constituent aucun danger pour elle. En d'autres temps, elle peut les fermer aux flottes des puissances avec lesquelles elle se trouve en état de guerre.

La Russie a tout avantage à la liberté des Détroits. Sa flotte de la mer Noire ne serait plus pour ainsi dire prisonnière en cas de guerre avec une puissance autre que la Turquie. La jonction de ses forces navales dans la Méditerranée ou dans l'Océan accroîtra considérable, ment sa puissance offensive surtout si elle a comme aujourd'hui, pour alliée la France qui possède les meilleurs ports et les plus sûrs des deux rives méditerranéennes.

L'ouverture des Détroits pourrait être consentie par la Turquie si cette concession se limitait au passage d'un seul navire par vingt-quatre heures dans les cas où il y aurait nécessité d'entrer dans la Mer Noire ou d'en sortir.

Dans cette grave question, ce n'était plus l'Angleterre qui se posait en antagoniste de la Russie, mais l'Allemagne insistant pour faire écarter du grogramme de la Conférence la discussion de ce point spécial. Nos lecteurs en connaissent la base juridique : Après le traité de Belgrade du 7 Septembre 1739, d'après lequel la Mer Noire était fermée; après le succès diplomatique de la Russie, en Juillet 1833, au traité d'*Unkiar Skelessi,* dont le dernier alinéa dit que la Porte devra borner son action en faveur de la Russie à fermer le détroit des Dardanelles et ne permettra à aucun bâtiment de guerre étranger d'y rentrer sous aucun prétexte, la question semblait réglée. Mais en Juillet 1841, l'Angleterre prenant sa revanche parvint à faire emprisonner la flotte russe dans la Mer Noire par une simple décision du Sultan. Il en résultat une rupture entre la Turquie et la Russie. Depuis lors, la Russie qui guettait l'occasion de s'affranchir de clauses gênan- tes et humiliantes, réussit à la conférence de Londres en 1871, à faire abolir la clause de neutralisation.

L'art. 2, demeura, tout au moins pour la Turquie, tout à fait platonique.

Depuis lors, il n'y eut plus de discussions et l'on continua à vivre en état de conflit latent.

On se rappelle qu'au cours de la dernière guerre russo-japonaise, l'Angleterre exerça sur la Turquie une formidable pression pour apporter le maximum de restrictions au passage des navires de la flotte russe nécessaires en Extrême-Orient.



La sagesse du gourvernement libéral de Constantinople si digne et pacifique qu'elle pût être, ne pouvait résister longtemps devant ce déchaînement d'appétits et de convoitises.

Quelle affliction de penser que l'Europe du XXe siècle en est encore là ; à ce point qu'un éveil d'ambitions aussi folles que féroces ne la fait pas reculer devant la possibilité d'une épouvantable conflagration !

Cependant, à Constantinople, malgré la vive émotion et la légitime indignation du peuple, les Jeunes-Turcs surent calmer tous les esprits par des proclamations d'un ton modéré et une circulaire vizirielle envoyée dans toutes les provinces.

Grecs et Arméniens, d'un commun accord, déclarèrent qu'ils s'uniraient à la Turquie en cas de guerre. Les Hellènes habitant Constantinople firent savoir à la Porte qu'ils offraient un million de volontaires *rayas* (sans exagération) dans le cas oú une guerre éclaterait avec la Bulgarie et, à cette seule condition, que la Turquie fournirait les fusils et les uniformes.

Les Arméniens offrirent de même quarante mille volontaires plus une somme de cinquante millions de francs garantie par la Banque Impériale Ottomane.

En attendant, le peuple, au reçu des nouvelles arrivant chaque jour, de plus en plus alarmantes, commença par le boycottage des marchandises autrichiennes.

Ces représailles pacifiques s'étendirent à tout l'empire.

Le fez rouge de fabrication autrichienne fut remplacé par le fez blanc fabriqué en Turquie. Des manifestations eurent lieu devant les magasins vendant des produits autrichiens pour empêcher le public d'y faire des achats.

Ce boycottage qui menaça de devenir universel dans tout l'Empire, paralysa sensiblement le commerce autrichien.

Une guerre turco-autrichienne n'aurait pas coûté si cher à l'Autriche. L'ambassadeur de l'Empereur François-Joseph porta plainte à la Porte, mais sans succès.

En Égypte, des Turcs et Égyptiens tinrent des réunions patriotiques au cours desquelles fut voté le boycottage des produits autrichiens. Au Caire, un grand nombre de jeunes étudiants remplacèrent le tarbouche de fabrication viennoise par celui des manufactures de Stamboul. Toutes ces scènes se déroulèrent pacifiquement. Malgré les cris de guerre des soldats du 2e corps d'armée et l'enthousiasme belliqueux des troupes de Smyrne, d'Anatolie, de Constantinople, le Comité *Union et Progrès* mit tous ses efforts à maintenir l'ordre le plus parfait et le calme absolu. Il y parvint à son honneur. Ce n'est pas qu'il ne trouvât désobligeante et injuste l'attitude de l'Europe, mais il avait besoin de la paix et de l'ordre intérieur pour accomplir sa noble tâche de rénovation de la Turquie.

La Turquie cependant s'armait, envoyait des renforts sur la frontière pour répondre aux menaces de la Bulgarie. Non pour déclarer la guerre, mais pour assurer et fortifier ses positions aux limites territoriales des deux Etats.

Ces armements de la Turquie n'avaient donc rien d'agressif. Ils répondaient simplement à la nécessité défensive de combler d'anciennes lacunes et de réorganiser l'armée.

Enfin le programme de la Conférence élaboré et accepté par la France, l'Angleterre et la Russie, fut approuvé par l'Italie. L'Allemagne, avec sa diplomatie qui est de la duplicité, laissait croire par la France à son adhésion. L'Autriche, au moins plus franche, ne voulait rien entendre. A la réunion des délégations à Buda-Pesth, le Gouvernement Austro-Hongrois déclara qu'il n'assisterait pas à la Conférence ou mettrait à son adhésion cette condition *sine qua non* : Que toutes

les questions relatives à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine seraient rayées du programme de la Conférence.

Voici d'ailleurs, en résumé, les principaux points de ce programme :

1° La reconnaissance de l'indépendance de la Bulgarie, la détermination de ses obligations financières envers la Turquie, et peut-être aussi le règlement de la question du chemin de fer saisi ;

2° La constatation de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche ;

3° Le retour du sandjak de Novi-Bazar à la Turquie ;

4° La reconnaissance de l'annexion de la Crète à la Grèce avec la détermination des obligations financières de la Grèce envers la Turquie et la déclaration que les stipulations de l'art. 23 du traité de Berlin pour les provinces de la Turquie d'Europe deviendront sans objet quand la Turquie aura édicté des règlements satisfaisants ;

5° La même chose pour l'art. 61 concernant les pays habités par des Arméniens que pour l'art. 23 du traité de Berlin ;

6° Les restrictions limitant les droits de souveraineté du Montenegro seraient abrogées ; un seul article décrétant cette abrogation remplacerait les art. 26 à 33 du traité de Berlin ;

7° Il est désirable de chercher à donner une compensation à la Serbie et au Montenegro par la rectification des frontières sur la partie du territoire de Bosnie et d'Herzégovine avoisinant le sandjak de Novi-Bazar ;

8° Il est désirable de s'entendre sur la révision des règlements du Danube actuellement en vigueur, en accordant aux Etats riverains des droits plus considérables. Les art. 43 à 57 du traité de Berlin sont visés par ce point ;

9° Les capitulations et les bureaux de poste étrangers sont visés par une déclaration spéciale disant que la nouvelle Constitution ottomane, prévoyant la réorganisation de la justice et la refonte de la législation de la Turquie dans un sens conforme aux principes appliqués aux autres Etats d'Europe, les puissances sont prêtes à étudier avec le gouvernement ottoman, dès que ces réformes seront réalisées, le moyen de substituer au régime des anciennes capitulations des traités

analogues, comme ceux réglant les rapports des puissances modernes. On étudierait aussi la possibilité d'abolir les postes étrangères fonctionnant en Turquie.

Pour la question Crétoise qui, comme on sait, relève des quatre puissances protectrices, celles-ci devront l'examiner de concert avec la Turquie, complètement en dehors des pourparlers engagés à la Conférence.

Quand à la question des Détroits, elle a été abandonnée et écartée du programme de la Conférence, cette question devant faire l'objet d'un accord russo-turc précédé d'une entente anglo-russe.

Cette entente paraît avoir été résolue au cours d'entretiens qui ont eu lieu à Londres entre Mr. Isvolsky et sir Edward Grey. Les décisions prises ont reçu l'adhésion du Conseil des Ministres anglais et l'on paraît avoir abouti finalement à un compromis stipulant qu'en cas de guerre de la Russie avec une autre puissance, celle-ci aurait pour ses navires de guerre le droit de traverser les détroits aux mêmes conditions et avec les mêmes pirvilèges que la Russie.

Etabli sur ces bases, l'accord fut soumis le 23 Octobre 1908, à la Turquie. En dehors de l'acceptation de principe, l'Angleterre et la Russie avaient établi minutieusement les conditions du passage, afin que la sécurité de la Turquie soit complète. On s'est, en somme, efforcé de faire disparaître les derniers vestiges de cet ancien antagonisme anglo-russe qui fit souvent peser sur la Turquie de si lourdes responsabilités.

En ce qui concerne le neuvième article, celui relatif à la suppression des Capitulations en Orient, nons pensons que la diplomatie européenne aurait commis la plus grave erreur en inscrivant cette question au programme de la Conférence. Celle-ci doit, en effet, agir avec la plus grande rapidité, si l'on veut que son œuvre soit efficace et bienfaisante.

Cette question si complexe soulève des problèmes trop graves pour être discutés en un pareil moment.

Le maintien des Capitulations en Orient est nécessaire, encore au moins pour quelque temps. Elles pourront être abolies en Turquie, le jour où la Turquie libérale et réformatrice bénéficiera de l'œuvre des Jeunes-Turcs, de leur clairvoyance qu'on ne saurait trop louer, de leur infatigable énergie, de leur ténacité. C'est-à-dire le jour où les vaillants réformateurs auront enfin assuré dans tout l'Empire Ottoman, la tranquillité individuelle ; la sécurité du commerce et de l'industrie. Pour atteindre ce résultat désirable, il faudra délivrer d'abord le pays des quelques milliers de mécontents et d'espions, débris de

l'ancien régime qui essayent par tous les moyens de soulever les ignorants et les *baldir tchiplak* (va-nu-pieds), de créer des troubles dans la capitale, d'exciter les gens paisibles, de pousser au fanatisme absolu, de semer la discorde entre Chrétiens et Musulmans — toutes manœuvres ayant pour objet de fournir au despotisme l'occasion cherchée de rétablir l'ancien régime : l'absolutisme.

Les Jeunes-Turcs ayant compris cette tactique traîtresse des ennemis de la Patrie, firent venir de Salonique le 3me corps d'armée, dont les soldats sont les plus chauds partisans du maintien de la Constitution. Des proclamations du Comité *Union et Progrès* publiées dans les journaux de l'Empire Ottoman firent comprendre aux réactionnaires qu'au premier mouvement suspect, les instigateurs auraient le sort des insurgés de Kieur Aly (condamnés à mort) ; des auteurs du lynchage de Bechiktache (tous condamnés à mort) ; des mutins du Yemen dans la Caserne de Tache Kichla qui, refusant de se rendre au Hedjaz violèrent le serment prêté à la Constitution et furent fusillés par leurs camarades (8 morts et 15 blessés), etc., etc.

Le Comité déclara officiellement que l'armée n'hésitera devant aucun sacrifice pour défendre la Constitution, si elle est menacée. Ce serait une grande erreur de considérer sa réserve et sa patience comme des signes de faiblesse, car l'armée et le Comité, formant la majorité de la nation, pourront, au moment voulu, exterminer les partisans du despotisme, qui se trompent s'ils croient pouvoir rétablir l'ancien régime.

Le Comité déclara par surcroît, non moins officiellement, qu'on appliquerait contre les perturbateurs les art. 170-175 et notamment l'art. 55, ainsi conçu :

Est puni de mort celui qui tente de modifier l'ordre de succession au trône ou la forme du Gouvernement. Le commencement d'exécution équivaut à la tentative.

On ne pouvait qu'approuver une si sage mesure des réformateurs. Elle fut appliquée depuis le 31 Octobre aux soldats dont nous parlons plus haut ; aux auteurs du lynchage et des désordres de Kieur Aly et consorts. Depuis lors quelques Kurdes esquissèrent une tentative de soulèvement qui fut aussitôt réprimée.

Nul doute qu'à l'ouverture — désormais prochaine — du Parlement, le programme du parti Jeune-Turc sera voté au complet. Les importants projets de loi plus haut signalés seront intégralement appliqués ce qui affermira les lois constitutionnelles et leur donnera l'autorité qu'elles ont dans les villes des pays les plus civilisés d'Europe.

Nul doute aussi que les Capitulations seront alors abolies.

Reste la question des compensations ; le payement du tribut ; le règlement de l'indemnité pour la ligne occupée par la Bulgarie.

Le Prince Ferdinand serait disposé, d'après ses déclarations officielles, à admettre que le Gouvernement Bulgare paye à la Compagnie des Chemins de Fer Orientaux le montant des sommes dûes ou qu'il rachète la ligne. Mais la question du tribut paraît tombée dans l'eau, malgré les protestations de la Porte aux Puissances.

En somme, tout le monde se donne rendez-vous à la Conférence. Mais si l'Angleterre, la France et la Russie sont de bonne foi, les autres font les restrictions que nous avons signalées plus haut.

Aussi donc, à notre avis, cette conférence tant prônée ne saurait rendre à la Turquie les provinces perdues, ni faire revenir la Bulgarie sur les conséquences de son acte, moins condamnable en soi que le procédé auquel elle a recouru pour l'accomplir. Si cette Conférence s'était réunie aussitôt après les premières protestations de la Porte, elle aurait été saisie sûrement de quelque revendication de la part de l'Italie alliée à l'Autriche, revendications tenaces au cœur du peuple italien.

En dépit du pacte et des accords diplomatique, l'Italie démocratique et l'Autriche des Habsbourg restent les éternelles ennemies, les rivales héréditaires qu'elles furent au cours des siècles,

M. Tittoni a déclaré récemment sans ambage que, pour son concours à l'Autriche, l'Italie aurait la Tripolitaine et que jamais, au grand jamais, elle ne renoncera à revendiquer les provinces qui se rappellent sans cesse à son souvenir.

Tournez et retournez les événements actuels à votre fantaisie ; placez-vous aux points de vue les plus différents vous n'arriverez pas moins à vous trouver devant une inéluctable réalité : Les faits sont survenus à l'heure opportune entre toutes et dans la forme où l'on a voulu qu'ils fussent exécutés.

L'attitude mystérieuse de l'Allemagne dont le Kaiser lui-même sembla se complaire à troubler par son action personnelle le programme politique ; l'attitude de l'Autriche dont les ambitions réveillées escomptent une alliance qui ne se démentira pas ; le mécontentement de l'Italie ; l'irritation de l'Angleterre et la prétention de la Russie, de tout conduire pour prendre sa revanche du congrès de Berlin, tout cela constitue le plus formidable *imbroglio* auquel nous ayons assisté depuis le 5 Octobre 1908, pendant que la crise orientale était en bonne voie.

Et pourquoi, demandons-nous aux diplomates allemands, ceux-ci poussèrent-ils des clameurs alléguant que les négociateurs de Londres n'avaient pas assez fait pour la Turquie ?

Pourquoi critiquèrent-ils la Grande-Bretagne de n'avoir pas suffisamment veillé à ce que figurât au programme de la Conférence une garantie quelconque de l'état de possession de la Turquie. Ils trouvaient, ces diplomates germaniques, que le programme de Londres était inacceptable à Vienne et Berlin, et que l'Allemagne saurait bien fournir à la Turquie des garanties supérieures à celles promises à Londres et, ce faisant, ils poussaient l'Autriche dans ses derniers retranchements.

Ces fins diplomates teutons oublient-ils donc le passage de la lettre du Kaiser à l'Empereur François-Joseph dans laquelle il est dit : « *L'Allemagne se tient avec fermeté aux côtés de l'Autriche. Elle assurera à son alliée son appui diplomatique et militaire sans restriction ?* »

Nous demandons à l'Allemagne comment cet appui à l'Autriche se conciliera avec la zélée protection due à la Turquie par le Kaiser, fidèle ami d'Abdul Hamid, à la Turquie douloureusement lésée par la spoliation autrichienne.

La situation européenne, par suite des intérêts de chacun et des alliances de quelques-uns, était à ce point complexe, que toute combinaison politique ne pouvait aboutir qu'à des contradictions. L'Europe aurait dû manifester son unité morale comme l'a fort bien dit Mr. Pichon

On serait tenté de l'imaginer plutôt comme une cathédrale forteresse du Moyen-Age s'élevant en plein vingtième siècle, pour y dissimuler la guerre si, fort heureusement, l'attitude de l'Angleterre, de la France, de la Russie et partiellement de l'Italie n'était là comme une protestation et une consolation contre cette coopération odieuse de l'Allemagne et de l'Autriche, liguées contre la Turquie.

Est-ce le sang-froid, la perspicacité du nouveau gouvernement turc qui ont rendu inexécutables certains desseins arrêtés dès le premier jour ? Nous devons le croire. En tous cas, on ne saurait trop proclamer l'admiration que tout homme de cœur et de bon sens, doit éprouver pour les politiciens avisés et sages que se montrèrent les Jeunes-Turcs en cette circonstance.

Ils ont compris que la Conférence pouvait ou devait être un piège. C'est pourquoi ils ont d'abord engagé des négociations directes avant de se rallier au principe de la réunion d'une Conférence. Ce coup de maître a étonné encore une fois l'Europe civilisée, comme elle s'étonna lors du mouvement qui se produisit à la date à jamais mémorable du 24 Juillet. Intelligents et expérimentés comme ils le sont, les Jeunes-Turcs ont pensé que mieux valait pour eux négocier directement avec leurs adversaires plutôt que de recourir de nouveau à l'arbitrage d'un tribunal européen corrompu dont les juges viole-

raient eux-mêmes encore une fois à leur profit les prescriptions de leurs propres arrêts comme le fit l'Empereur-Roi François-Joseph.

Cependant certains diplomates nous ont avoué qu'à leur avis l'Autriche n'avait agi qu'à l'instigation de l'Allemagne et que l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine fut la supérieure tentative imaginée par le Cabinet de Berlin pour renverser le régime libéral et ressaisir son influence politique à Constantinople.

Nos renseignements particuliers, puisés à une source des plus autorisées, nous permettent d'assurer que l'Allemagne, à la suite d'un premier échec, avait aussitôt pris la décision de changer ses batteries et de rentrer en scène, entrevoyant l'occasion de reconquérir en ce désarroi, le terrain qui semblait irrémédiablement perdu.

La diplomatie allemande pensa donc jouer partie double, cherchant à gagner la confiance de la Jeune-Turquie et préparant sous-main, un mouvement de contre-révolution réactionnaire, pour ensuite faire acte de solidarité avec l'Autriche, comme nous le disons plus haut, pour susciter les plus grandes difficultés aux négociateurs de Londres.

Entre temps, l'Empereur Guillaume cherchait vainement à pousser les Turcs à la guerre contre les Bulgares. Il flattait ainsi l'amour-propre des Ottomans et escomptait une défaite de leurs troupes qui emporterait dans la débâcle le régime libéral.

Grâce à l'énergie pacifique des Jeunes-Turcs, les machiavéliques desseins du Kaiser furent bientôt démasqués et le travail allemand rendu inutile Guillaume II, malgré cet échec, ne se tint pas pour battu. Il commença à battre en brèche l'œuvre de la diplomatie anglo-franco-russe, cherchant à rendre impossible la solution pacifique de la crise orientale.

Le 28 Octobre 1908, les agences télégraphiques signalaient une interview du Kaiser publiée dans les colonnes du *Daily Telegraph* qui déclarait la tenir d'une indiscutable autorité. A Berlin on admit aussitôt et même officiellement, que cette sensationnelle interview était correcte en substance. Mais les propos tenus par l'Empereur provoquèrent les plus vifs commentaires. Guillaume II aurait dit en effet considérer comme une injure personnelle la fausse interprétation que ne cessa de donner à ses avances continuelles d'amitié certaine partie de l'opinion publique anglaise, qui le traite en ennemi invétéré. Il a cité les discours de Guildhall et de Strasbourg comme preuve de son amour de la paix. Son refus de recevoir les délégués bœrs a été la cause de l'effondrement des efforts des Boers pour provoquer une intervention européenne dans la guerre. Il a refusé l'invitation de la France et de la Russie de se joindre à elles pour humilier l'Angleterre en intervenant quand la guerre était à son point culminant. Bien plus, pendant la Semaine Noire de 1899, il a fait une réponse

pleine de sympathie à une lettre éplorée de la Reine Victoria. Il a ordonné à un de ses officiers de lui fournir des données exactes sur le nombre et la position des deux adversaires en Afrique-Australe et a élaboré un plan de campagne qui fut soumis à l'état-major général et envoyé en Angleterre. Par une coïncidence curieuse, le plan adopté par Lord Roberts suivait de très près les mêmes lignes.

Jamais on n'aurait cru qu'une simple interview put causer autant d'émoi et faire autant de bruit que celle du Kaiser.

Pourquoi l'Empereur a-t-il tenu ce langage et pourquoi surtout en pareil moment ? Etait-ce dans le but de rassurer l'Angleterre ? Dans ce cas, ce fut un nouvel échec à son actif.

Si Guillaume s'est proposé de rompre l'entente franco-anglo-russe, il n'a pu se flatter d'y avoir réussi. Il n'a, d'abord, rien pu trouver qui soit de nature à altérer l'alliance franco-russe. Entre la Russie et la France il ne s'est jamais élevé, depuis l'alliance, la plus légère brume. Guillaume compta uniquement sur ses rapports personnels avec le Tzar pour émousser toute pointe russe qui pourrait être dirigée du côté de l'Allemagne.

Mais il a voulu faire tomber l'aigreur anglaise vis-à-vis de l'Empire Allemand, et détacher l'Angleterre de la France et de la Russie.

La Presse allemande fut très sévère pour l'Empereur. Tous les journaux commentèrent ses déclarations avec une vivacité dénuée de bienveillance. De même la Presse internationale mena une campagne des plus hostiles au Kaiser pendant une vingtaine de jours, durant lesquels on signala des troubles dans les chancelleries.

Très vive excitation en Angleterre; démission (non acceptée d'ailleurs) du Prince de Bülow; acerbes polémiques dans la Presse Anglaise et la Presse allemande; attaques et ripostes; critiques et justifications; blâmes infligés par les journaux berlinois au ministère allemand des affaires étrangères et même à l'Empereur... rien n'y manqua. Rien, si ce n'était ce qu'il y aurait eu de plus intéressant à connaître : L'opinion de S.M, Guillaume II. Mais l'Empereur se réserva. Il se contenta de ne rien désavouer des propos que l'on prêta au « diplomate » inconnu en sorte que cette interview qui causa tant de bruit put être tenue réellement pour une interview impériale et considérée comme exacte, jusqu'à nouvel ordre.

Par suite d'une erreur d'optique qui, pour lui n'est pas nouvelle, chaque fois que Guillaume II, a voulu être aimable avec une Puissance, il l'a été contre les autres ou tout au moins contre une autre.

Si nous nous mettions à donner une transcription fidèle de tous les entretiens officiels du Kaiser tenus, soit à Berlin, soit au cours de ses voyages avec les rois, les diplomates et les officiers de marine étrangers (voir les deux derniers entretiens de Corfou avec le Roi Geor-

ges), nous démontrerions pour la centième fois que Guillaume II, a prêché tantôt pour l'Angleterre contre *la ligue du Continent,* tantôt contre la concurrence américaine, tantôt contre les États Slaves, etc.

Pour faire évaporer l'entente cordiale anglo-française et même l'entente anglo-russe, Guillaume n'a rien imaginé de mieux que de rappeler la guerre du Transvaal. La France et la Russie auraient voulu à cette époque parler assez haut en faveur des Boërs pour que l'Angleterre se vit obligée de ne pas toucher à l'indépendance des Républiques Sud-Africaines. Qui aurait fait échouer cette combinaison, destinée à porter au prestige de l'Angleterre un coup sensible ? Lui, Guillaume ? Hum !

Guillaume II, non seulement n'a rien fait pour entraver cette prétendue entente anti-anglaise, mais nous pouvons l'affirmer, il a pris, en lui seul, l'initiative d'une combinaison tout opposée accordée contre la Grande-Bretagne.

Et si sa proposition est restée sans suite, c'est parce qu'il mettait comme condition préalable à cet accord la reconnaissance du *statu quo* territorial de l'Europe, c'est-à-dire du traité de Francfort qui demeure tel quel.

C'est bien assez de l'avoir signé; la France, en le confirmant sans que rien l'y oblige, se déshonorerait.

La déclaration de Guillaume II afférente à la guerre du Transvaal revient donc contre lui-même : elle prouve que si l'Allemagne souhaite l'amoindrissement, tout au moins moral de l'Angleterre, l'Empereur allemand, lors de la guerre contre les Boërs, avait des sentiments qui ne différaient point de ceux de son peuple.

Ce que l'Empereur ne dit pas, et ce que les Anglais savent, c'est que durant toute la guerre du Transvaal, l'Angleterre dut acheter au jour le jour la tolérance malveillante de l'Allemagne; c'est qu'à Kiao-Tchéou, à Samoa, à Salaga, elle dut, suivant l'expression d'un homme d'État anglais, « payer autant de pots-de-vin »; c'est qu'après avoir, en Septembre 1900, signé avec l'Angleterre l'accord relatif à la Chine, l'Allemagne en dénatura la portée pour en exclure la Mandchourie; c'est enfin que sur tous les terrains et dans toutes les occasions, dans la question arménienne, dans la question crétoise, dans la question macédonienne, dans l'affaire de Bagdad, dans celle de Koweït, et dans celle de Tabah, l'Angleterre sentit constamment dirigée contre elle la pointe de la politique allemande.

Les déclarations du Kaiser ne changèrent donc rien aux groupements actuels de l'Europe. On était convaincu d'ailleurs que l'Empereur d'Allemagne visait depuis longtemps à l'hégémonie européenne et à l'empire des mers.

Ses dénégations, si sincères qu'elles fussent, n'ont en rien modifié cette croyance générale.

C'est avec le plus grand sang-froid que la France refusa le 4 Novembre les satisfactions réclamées par l'Allemagne, en raison de l'attitude incorrecte (au dire des Allemands) des officiers français lors de l'incident de Casablanca.

Ce même jour, Mr. Kemps, un diplomate autorisé, avait pompeusement déclaré que l'Allemagne considérait son drapeau national comme engagé. L'événement indigna non seulement la Presse parisienne mais la France entière qui refusa nettement des excuses.

Dans une réunion tenue le 5 Novembre au Quai d'Orsay le ministère français prit la décision absolue de ne pas céder d'une ligne aux exigences de l'Allemagne et de résister quoiqu'il dût advenir.

Suivit la déclaration de Mr. Pichon, approuvée à l'unanimité par le Conseil des Ministres, en France.

L'éminent Ministre des affaires-étrangères avait recherché, de concert avec l'Allemagne, une formule de regrets simultanés. Il avait préalablement repoussé toute forme de rédaction par laquelle la France seule exprimerait des regrets et semblerait désavouer ses marins et soldats.

Devant les prétentions de l'Allemagne, la France n'avait qu'une attitude à prendre : refuser et attendre — prête à tout ! Le Gouvernement de la République avait avec lui le pays tout entier car il représentait encore une fois en cette occasion la cause du droit et de la justice contre la force *brutale.*

Mais, en refusant la formule impériale, la France a voulu montrer au monde que si la rupture des relations diplomatiques se produisait, elle aurait été jusqu'au bout des concessions compatibles avec l'honneur et la dignité d'une grande nation.

Le vif émoi causé dans le monde entier par la possibilité, même lointaine, d'une guerre européenne, montrerait assez, — s'il en était besoin — quelle répugnance profonde ont maintenant les peuples civilisés pour ce que, dans les temps héroïques qui furent de même un peu les temps barbares, on appelait « l'ultime raison des rois ».

La raison moderne n'admet plus ces solutions brutales et cela se conçoit.

On frémit en songeant aux effroyables conséquences d'une guerre entre la France et l'Allemagne, chacune d'elle entraînant ses alliés dans la querelle : avec la France : l'Angleterre et la Russie ; avec l'Allemagne : l'Autriche et l'Italie.

A l'évocation d'un tel conflit possible, une vision d'horreur et d'épouvante surgit devant les yeux : une Europe voilée de feu, de sang, gémissant au fracas des batailles, aux cris des blessés et mourants ;

une Europe vouée après la guerre — et quel que soit d'ailleurs le résultat de la lutte — au deuil, à la ruine, à la misère .....

L'interview du Kaiser était authentique. Elle avait suivi, avant de voir le jour de la publicité, toute la hiérarchie du plus haut au plus bas degré : soumise au Chancelier, pour aboutir aux mains anonymes de quelque bureaucrate nourri des idées de Mr. de Holdstein. Mr. de Bülow, correctement consulté par son Souverain, s'en est remis à ses sous-ordres qui ont gravement approuvé l'étrange factum. Le Chancelier a jugé avec raison qu'il avait péché par omission, et offrit sa démission à l'Empereur qui la refusa, prenant galamment pour lui-même toute la responsabilité de l'affaire.

Si, comme on le dit, l'Empereur allemand a autorisé la publication de cette entrevue pour saper l'entente anglo-franco-russe, il est arrivé à faire précisément le contraire et à affermir l'entente entre l'Angleterre, la France et la Russie, laquelle est plus forte que jamais.

L'Empereur Guillaume II a commis, dans cette circonstance, une gaffe de première grandeur.

Les Anglais ont dûment noté le fait, et le résultat de cette déclaration a été que libéraux et conservateurs sont unanimes à reconnaître maintenant que, avec le peuple allemand hostile, l'Angleterre n'a qu'une chose à faire : construire le plus de cuirassés possible et donner à sa flotte une puissance absolument irrésistible.

Guillaume II, peu loyal, de caractère inconstant par atavisme, se croyant tout permis par orgueil, a voulu pousser à la guerre son peuple, pourtant désireux d'une paix dont il a grand besoin.

Il semble avoir cette fois dépassé les limites de la mégalomanie, confondant quelque peu le droit et le devoir, l'exercice du pouvoir souverain et le respect des peuples. Certains auteurs peu bienveillants ont affirmé que, depuis quelques années, il est devenu l'être le plus amoral qui soit au monde.

C'est aller sans doute un peu loin ; mais on ne peut se défendre d'un sentiment d'inquiétude en étudiant les manifestations imprévues du génie (?) trop inquiet de Guillaume II.

Si — le ciel nous en préserve — l'atmosphère politique européenne n'avait pas retrouvé sa sérénité, au moment où paraîtra ce livre, si une guerre devait éclater entre la France et l'Allemagne, ou entre cette puissance et l'Angleterre, les résultats en seraient certainement effroyables mais surtout difficiles à prévoir.

Le vainqueur voudrait, naturellement arrondir ses domaines ; de nouveaux différends surgiraient ; de nouveaux partages seraient entrepris,

L'Allemagne qui a englouti dans ses préparatifs militaires les milliards de l'indemnité payée par la France à la suite de la guerre de 1870, cherche depuis longtemps une autre guerre pour se procurer de nouveaux fonds, pour conquérir une plus forte indemnité. On dit que, confiante en la valeur de ses armées, l'Allemagne victorieuse · du moins en espérance — se berce de l'illusion de demander à la France une rançon triple de celle inscrite au traité de Francfort : soit une modeste somme de quinze milliards.

Malheureusement pour le Kaiser, ses intentions sont percées à jour par l'Europe et ce fut une erreur non moins grande au préjudice de l'Allemagne que l'impériale déclaration d'après laquelle le Gouvernement de l'Empereur Guillaume aurait, avant cinq ans, une flotte aussi puissante que la flotte anglaise.

En somme, on peut sans trop d'irrespect appliquer au Kaiser le proverbe turc : *Balyk Bachdan Kokar,* autrement dit : le poisson pue par la tête....

D'autre part, si l'Autriche, après entente directe avec la Turquie, a cru se flatter d'amadouer le Gouvernement Ottoman, elle a, pour le moins, subi un rude échec en Russie.

Le Tzar voit d'un assez mauvais œil tous ces arrangements privés à la suite desquels son influence décroît progressivement dans les Balkans.

L'Empereur François-Joseph, malgré ses protestations pacifiques et son apparente correction, n'a pas manqué de profiter des derniers échecs subis par la Russie en Extrême-Orient, pour essayer de porter un double coup à son prestige.

Les négociations engagées à Berlin par Mr. Isvolsky n'ont donné, paraît il, aucun résultat satisfaisant. Mr. de Bulow ne s'est montré ni plus souple, ni plus conciliant que Mr. de Schoën. L'un et l'autre de ces diplomates a déclaré que l'Allemagne est décidée à faire tout ce qui plaira à l'Autriche et à la Turquie, tandis que l'Autriche souhaite n'accomplir que ce qui conviendra à la Turquie et à l'Allemagne.....

Mr. d'Isvolsky, qui plaidait la cause de la Conférence et de la paix, dut se contenter de ces beaux discours et méditer le proverbe : *lâf al pazara ghit* (prenez des paroles pour aller au bazar!).

***

Et maintenant, voilà qu'à la joie de tous, l'horizon s'éclaircit! Les intrigues allemandes ont piteusement avorté et la France s'est retirée du bourbier où le Kaiser voulait l'enliser avec tous les honneurs de la guerre.

L'insolence bulgare et la question de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzegovine seront réfrénées au cours de la Conférence, plus nécessaire que jamais.

L'Europe, enfin revenue de ses erreurs, a compris la tâche qui lui incombe; le devoir sacré que lui impose son rôle de tutrice et civilatrice des nations en mal d'évolution.

Les Puissances européennes doivent à leur bon renom, aux traditions glorieuses de leur passé, de donner aide et protection à la Jeune-Turquie.

Serait-ce donc l'Orient qui devrait aujourd'hui donner l'exemple du progrès et de la justice, avec cette étonnante révolution pacifique qui força l'admiration du monde et auréala de gloire et d'honneur les héros réformateurs de la Jeune-Turquie ?

Non, l'Europe ne faillira pas à sa tâche. La conférence se réunira pour faire œuvre d'équité, pour allouer à la Turquie les légitimes indemnités qui lui sont dues en compensation de la perte de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Bulgarie, de l'île de Crète. Ces provinces et principautés ne tenaient plus à la Turquie que par un fil bien mince il est vrai, et déjà le Gouvernement Ottoman a pris son parti de leur dissociation du reste de l'empire. Mais enfin elles étaient tributaires.

En reconnaissant le fait au profit de la Turquie, la Conférence fera œuvre d'équité et assurer la paix du monde que rien, nous l'espérons ne viendra plus troubler en dépit des *erreurs* malfaisantes de l'Allemagne.

Et, dans la sérénité de la paix, sous la protection des puissances, la Turquie Constitutionnelle s'épanouira au soleil de la Liberté.

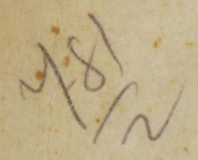
Le résultat des élections dernières qui, malgré de légers incidents, ont été si brillantes, ont si fortement affirmé la cohésion des sept millions d'Hellènes de Turquie; le résultat des élections parlementaires, disons-nous, est un sûr garant de la parfaite harmonie régnant en Turquie entre les peuples de diverses nationalités.

Cette harmonie dont nous nous réjouissons, cette disparition des rivalités entre Chrétiens et Musulmans, sont le meilleur facteur du Progrès.

La voie est tracée. Les Libéraux qui l'ont ouverte au prix de tant d'efforts patriotiques sauront continuer et parachever l'œuvre si bien commencée par eux. Ils sauront rendre à la Byzance moderne, son antique splendeur, son éblouissant éclat. Et bientôt nous verrons vers

Constantinople foyer de lumière, centre de la civilisation orientale, s'acheminer tous les peuples autrefois rivaux et désormais réunis par la magie de la Déesse Liberté.

Ce jour là, de toutes les rives de la Méditerrannée s'élèvera un concert de louanges et d'actions de grâces, en l'honneur de la Jeune-Turquie, procréatrice des temps nouveaux.



DU MÊME AUTEUR

Pour paraître prochainement :

1° — L'ORIENT ET LE COMPLOT EUROPÉEN,

un volume in 8° de 500 pages, enrichi de plusieurs illustrations.

2° — LA GRANDEUR DE L'HELLADE FUTURE,

un volume illustré in 8° de 300 pages.

Prix: HUIT FRANCS